JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU

CANADA

Depuis le lundi 14 octobre 1957 jusqu'au samedi 1er février 1958,
inclusivement, durant la sixième année du règne de
Notre Souveraine Dame la Reine Élisabeth II

PREMIÈRE SESSION DU VINGT-TROISIÈME PARLEMENT DU CANADA

L'HONORABLE ROLAND MICHENER, ORATEUR

SESSION DE 1957-1958

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1958

VOLUME CIII

103e VOLUME

96701—1

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamations	iii
Journaux de la Chambre des communes	1
Proclamation relative à la dissolution	399
Index	401
Liste des appendices	458
Membres du ministère	459
Liste des adjoints parlementaires	460
Hauts fonctionnaires de la Chambre des communes	460
Liste alphabétique des députés, répartie par circonscription électorale	461
Liste alphabétique des circonscriptions électorales et de leurs représentants	465

PROCLAMATIONS

VINCENT MASSEY
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A NOS TRÈS-AIMÉS ET FIDÈLES SÉNATEURS DU CANADA ET AUX DÉPUTÉS élus à la Chambre des communes du Canada, ainsi qu'à tous les intéressés, —SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Nous avons jugé à propos, sur l'avis et du consentement de Notre Premier Ministre du Canada, de DISSOUDRE la présente législature du Canada, laquelle est prorogée jusqu'au vingt-deuxième jour du mois de mai prochain:

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et DISSOLVONS par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir le vingt-deuxième jour du mois de mai prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, VINCENT MASSEY, membre de Notre Ordre des Compagnons d'honneur, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre Cité d'Ottawa, ce douzième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent cinquante-sept, le sixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État,
C. STEIN

DIEU SAUVE LA REINE

VINCENT MASSEY
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX À QUI les présentes parviendront,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de Nous rencontrer aussitôt que faire se pourra avec Notre peuple du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement:

NOUS FAISONS CONNAÎTRE Notre volonté et plaisir royal de convoquer un parlement et Nous déclarons en outre que, de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous avons aujourd'hui même donné des ordres en vue de l'émission de Nos BREFS en due forme pour la convocation d'un PARLEMENT au Canada, lesquels Brefs porteront la date du douzième jour d'avril 1957 et seront rapportables le huitième jour d'août 1957.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, VINCENT MASSEY, membre de Notre Ordre des Compagnons d'honneur, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre Cité d'Ottawa, ce douzième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent cinquante-sept, le sixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État,
C. STEIN

DIEU SAUVE LA REINE

VINCENT MASSEY
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX À QUI les présentes parviendront,—SALUT:

PROCLAMATION

SACHEZ que, désireux et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de Nous rencontrer avec Notre Peuple du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement, Nous, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, par les présentes convoquons la Chambre des communes dans et pour le Canada, et la sommons de se réunir en Notre CITÉ D'OTTAWA, le jeudi quinzième jour d'août prochain pour, là et alors, entrer en conférence et traiter avec les hommes illustres et le Sénat du Canada.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, VINCENT MASSEY, membre de Notre Ordre des Compagnons d'honneur, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre Cité d'Ottawa, ce douzième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent cinquante-sept, le sixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État,
C. STEIN

DIEU SAUVE LA REINE

C. H. LOCKE,
Administrateur suppléant.
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A NOS BIEN-AIMÉS ET FIDÈLES SÉNATEURS DU CANADA ET AUX DÉPUTÉS élus à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,— SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Notre Parlement du Canada se trouve prorogé jusqu'au quinzième jour du mois d'août prochain; néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé opportun de le proroger de nouveau jusqu'au lundi quatorzième jour du mois d'octobre prochain; ainsi donc vous et chacun de vous n'êtes pas tenus et contraints d'être présents en Notre cité d'Ottawa ledit quinzième jour d'août, et Nous voulons que vous et chacun de vous soyez entièrement exonérés à cet égard; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, le lundi quatorzième jour du mois d'octobre prochain, à onze heures du matin, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter et conclure les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront, par le Conseil commun du Canada, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: L'honorable CHARLES HOLLAND LOCKE, juge puîné de la Cour suprême du Canada et suppléant de l'honorable PATRICK KERWIN, juge en chef du Canada et administrateur de Notre Gouvernement du Canada.

A OTTAWA, ce neuvième jour de juillet en l'an de grâce mil neuf cent cinquante-sept, le sixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État suppléant,
W. P. J. O'MEARA

N° 1

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 14 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

Aujourd'hui est le premier jour de séance de la première session du vingt-troisième Parlement convoqué pour l'expédition des affaires. M. Léon-J. Raymond, O.B.E., greffier de la Chambre des communes, M. Thomas Russell Montgomery, greffier adjoint de la Chambre des communes, et le lieutenant-colonel William John Franklin, M.C., V.D., sergent d'armes de la Chambre des communes, commissaires nommés *per dedimus potestatem* pour faire prêter serment aux membres de la Chambre des communes, sont présents dans l'exercice de leurs fonctions. Ledit M. Léon-J. Raymond, O.B.E., dépose sur le bureau la liste des députés élus à ce Parlement, liste certifiée et signée par M. N. Castonguay, directeur général des élections, qu'il a reçue en sa qualité de greffier de la Chambre des communes. Ledit certificat et ladite liste sont ainsi conçus:

VINGT-TROISIÈME ÉLECTION GÉNÉRALE

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

LES PRÉSENTES ATTESTENT que les brefs de Son Excellence le Gouverneur en conseil en vue de l'élection d'un député (ou de députés) à la Chambre des Communes pour chaque district électoral du Canada, brefs émis le 12 avril 1957, jour de la dissolution du vingt-deuxième Parlement, et adressés aux divers officiers rapporteurs mentionnés sur la liste ci-jointe, ont ordonné, sous réserve des exceptions ci-dessous, la présentation des candidats pour le 27 mai 1957 et, le cas échéant, la tenue d'un scrutin le 10 juin 1957. Dans les districts électoraux de Cochrane, Kenora-Rainy-River, Port-Arthur, Chapleau, Saguenay, Bonavista-Twillingate, Burin-Burgeo, Grand-Falls-White-Bay-Labrador, Humber-St. George's, Trinity-Conception, Churchill, Mackenzie, Meadow-Lake, Prince-Albert, Athabasca, Jasper-Edson, Peace-River, Cariboo, Skeena, Yukon et Mackenzie-River, la présentation des candidats eut lieu le 13 mai 1957.

LES PRÉSENTES ATTESTENT EN OUTRE qu'une élection a été tenue dans chaque district électoral du Canada le 10 juin 1957, sauf dans le district électoral de Wellington-Sud, dans la province d'Ontario, où l'un des candidats décéda immédiatement avant le 10 juin et où il devint nécessaire, aux termes du statut, d'ajourner l'élection à une date postérieure. L'officier rapporteur ajourna, en conséquence, l'élection dans le district électoral de Wellington-Sud, conformément au statut régissant le cas, jusqu'au 15 juillet 1957, et la nouvelle présentation des candidats fut fixée au 2 juillet de la même année.

LES PRÉSENTES ATTESTENT EN OUTRE que, d'après les rapports communiqués, les personnes nommées sur la liste ci-jointe ont été élues députés à la Chambre des Communes, aux termes desdits brefs. Leurs noms ont été dûment inscrits, selon l'ordre de la réception des rapports, dans le livre tenu à cette fin, en vertu des dispositions du statut s'y rattachant. Avis de ces rapports a été dûment publié, à l'occasion, dans la *Gazette du Canada*.

Donné sous mon seing, à Ottawa, le 26 septembre 1957.

Le Directeur général des élections,
N. CASTONGUAY

LISTE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

VINGT-TROISIÈME PARLEMENT

PROVINCE D'ONTARIO

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Algoma-Est	L'hon. Lester B. Pearson	J. Farquhar Anglin
Algoma-Ouest	George E. Nixon	R. P. G. Laurence
Brantford	Jack Wratten	Alexander Bruce Patterson
Brant-Haldimand	John A. Charlton	Lyla E. Kelman
Bruce	Andrew E. Robinson	Andrew H. McTavish
Carleton	Richard Albert Bell	George Humble
Cochrane	J. A. Anaclet Habel	F. J. Donahue
Dufferin-Simcoe	L'hon. W. Earl Rowe	Richard McCulloch
Durham	Percy Vivian	Carroll Nichols
Elgin	James Alexander McBain	C. E. Connor
Essex-Est	L'hon. Paul Martin	Sylvester McGuire
Essex-Sud	Richard Devere Thrasher	Murray H. Smith
Essex-Ouest	Don Brown	LeRoy Rodd
Fort-William	Dan McIvor	C. E. McDevitt
Glengarry-Prescott	Osie-F. Villeneuve	J. Lorenzo Montpetit
Grenville-Dundas	A. Clair Casselman	Jacob Steen
Grey-Bruce	Eric Alfred Winkler	Walter Chisholm
Grey-Nord	Percy Vermer Noble	Robert E. Trout
Halton	Alexander Best	Alexander Stewart Cooke
Hamilton-Est	Quinto Martini	Jack C. Beemer
Hamilton-Sud	Robert Mathew T. McDonald	Kenneth B. Crockett
Hamilton-Ouest	Ellen Louks Fairclough	Douglas B. Gordon
Hastings-Frontenac	George Stanley White	Norman Lewis Bertram Coburn
Hastings-Sud	Lee Grills	Felix Rashotte
Huron	Elston Cardiff	James Kenneth Hunter
Kenora-Rainy River	William Moore Benidickson	John Kenneth McQuarrie
Kent	Blake Huffman	John F. Fletcher
Kingston	William James Henderson	John Stewart McDonell
Lambton-Kent	Ernest John Campbell	W. P. Macdonald
Lambton-Ouest	Joseph Warner Murphy	R. Harold Gibb
Lanark	William G. Blair	R. Vern. McCarten
Leeds	Hayden Stanton	A. E. Thompson
Lincoln	John Smith	Kenneth G. Thorne
London	G. Ernest Halpenny	F. E. Underhill
Middlesex-Est	Harry Oliver White	Charles Cousins
Middlesex-Ouest	W. H. A. Thomas	Ross Parsons
Niagara-Falls	William L. Houck	Charles McClive Jacklin
Nickel Belt	J.-Léoda Gauthier	Adrien Joliat
Nipissing	John Richard Garland	Ls. Rodolphe Vannier
Norfolk	John Evans Knowles	Elmo L. Riddle
Northumberland	Ben Thompson	Gordon F. Rutherford

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Ontario	Michael Starr	Ralph A. Wallace
Ottawa-Est	J. T. Richard	Edmond Cusson
Ottawa-Ouest	George McIlraith	G. Mitchell Dent
Oxford	Wally Nesbitt	Charles Blueman
Parry-Sound-Muskoka	Gordon Harvey Aiken	J. E. Armstrong
Peel	John Pallett	C. Carman Core
Perth	J. Waldo Monteith	Roy Butson
Peterborough	Gordon Knapman Fraser	W. W. Dawson
Port-Arthur	Douglas M. Fisher	Joseph L. McCormack
Prince-Edward-Lennox	Clarence A. Milligan	James A. Clark
Renfrew-Nord	James Moffat Forgie	George Garwood Warren
Renfrew-Sud	James William Baskin	Herbert A. Jordan
Russell	Joseph-Omer Gour	Nelson Charlebois
Simcoe-Est	Philip Bernard Rynard	Joseph D. J. NcMamara
Simcoe-Nord	Heber Smith	Albert Edwin Culham
Stormont	Albert Peter Lavigne	J. Ambrose McMahon
Sudbury	Rodger Mitchell	Xyst Ducharme
Timiskaming	Arnold Peters	G. Clifford Krick
Timmins	Murdo Martin	Victor M. Power
Victoria	Clayton Wesley Hodgson	S. C. Benson
Waterloo-Nord	Norman C. Schneider	John E. Wagner
Waterloo-Sud	William Anderson	W. C. Woods
Welland	William Hector McMillan	George H. Pudge
Wellington-Huron	Marvin Howe	J. Arthur Wilson
Wellington-Sud	Alfred Dryden Hales	Hugh Bertram Gibson
Wentworth	Frank Exton Lennard	Harold A. Thompson
York-Centre	Fred C. Stinson	Barbara Burt
York-Est	Robert Henry McGregor	Zetta Howe
York-Humber	Margaret Aitken	Charles E. Ring
York-Nord	C. A. Cathers	Fred G. Hare
York-Scarborough	Frank C. McGee	Rosemary L. Clark
York-Sud	William G. Beech	Charles Andrew Milner
York-Ouest	John B. Hamilton	H. Ward Allen
	CITÉ DE TORONTO	
Broadview	George Hees	Joseph R. Galbraith
Danforth	Robert Hardy Small	Harold Ross Anderson
Davenport	Murray Douglas Morton	William S. Rosen
Eglinton	Donald Methuen Fleming	Eugene Wilfred Victor Scott
Greenwood	James MacKerras Macdonnell	Thomas H. Lane
High Park	John W. Kucherepa	L. A. Leslie
Parkdale	Arthur Maloney	John E. Madden
Rosedale	David J. Walker	B. Leslie Sharpe
Saint-Paul's	Roland Michener	V. E. Titford
Spadina	Charles E. Rea	Joseph McKerry
Trinity	Stanley Haidasz	Harry Gilbert
	PROVINCE DE QUÉBEC	
Argenteuil-Deux-Montagnes	Philippe Valois	Richard Valois
Beauce	Raoul Poulin	Edwin Gendron
Beauharnois-Salaberry	Robert Cauchon	J.-R. Lapointe
Bellechasse	Ovide Laflamme	Philippe Plante
Berthier-Maskinongé-Delanaudière	Joseph Langlois	Bertrand Gervais
Bonaventure	Nérée Arsenault	Bertram David Law
Brome-Missisquoi	Joseph-Léon Deslières	Rodolphe Arsenault
Chambly-Rouville	Yvon L'Heureux	Daniel Beauregard
Champlain	Irénée Rochefort	J.-G.-A. Marchand
Chapleau	Charles-Noël Barbès	Trefflé Bolduc
Charlevoix	Auguste Maltais	Elzéar Villeneuve
Châteauguay-Huntingdon-Laprairie	Jean Boucher	Léo Parent
Chicoutimi	Rosaire Gauthier	Léon-Georges Gauthier
Compton-Frontenac	J. -A. Blanchette	Henri Casavant
Dorchester	J.-Armand Landry	Gérard Fauchon
Drummond-Arthabaska	Samuel Boulanger	Horace Bergeron
Gaspé	Roland English	Joseph Beaudin
Gatineau	Rodolphe Leduc	Laurent Latour
Hull	Alexis Caron	Claude Bernard
Îles-de-la-Madeleine	Charles-Arthur Cannon	Léger-A. Chiasson
Joliette-L'Assomption-Montcalm	Maurice Breton	Joseph-A. Bélanger
Kamouraska	Benoît Chabot	Adalbert Anctil
Labelle	Henri Courtemanche	Lucien Pelletier
Lac-Saint-Jean	André Gauthier	Louis-Henri Savard
Lapointe	Augustin Brassard	P.-E. Bouliane

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Lévis	Maurice Bourget	Antoine Bourget
Longueuil	Auguste Vincent	Yvon Joyal
Lotbinière	Raymond O'Hurley	Joseph Bédard
Matapédia-Matane	Léandre Thibault	Gérard Dionne
Mégantic	Joseph Lafontaine	J.-G. Lafontaine
Montmagny-L'Islet	L'hon. Jean Lesage	Louis Pelletier
Nicolet-Yamaska	Paul Comtois	Charles-Édouard Villeneuve
Pontiac-Témiscamingue	Hugh Proudfoot	Clifford Robillard
Portneuf	Pierre Gauthier	Alfred Naud
Québec-Est	Le très hon. Louis-Stephen St-Laurent	Ernest Godbout
Québec-Ouest	René Bégin	Lucien Laverdière
Québec-Sud	Frank G. Power	J. French DesPrés
Québec-Montmorency	Wilfrid LaCroix	Marc-Édouard Côté
Richelieu-Verchères	Louis-Joseph-Lucien Cardin	Paul-A. Bélanger
Richmond-Wolfe	Ernest-Omer Gingras	J. -Alcidas Roux
Rimouski	Gérard Legaré	Philippe Michaud
Roberval	Georges Villeneuve	Roland Dion
Saint-Hyacinthe-Bagot	J.-H.-Théogène Ricard	Jean-Paul Brault
Saint-Jean-Iberville-Napierville	J.-Armand Ménard	Jean Frederick
Saint-Maurice-Laflèche	Joseph-Adolphe Richard	William Vennes
Saguenay	Lomer Brisson	Roger Savard
Shefford	Marcel Boivin	Jean Goyette
Sherbrooke	Maurice Gingues	Léonidas Bachand
Stanstead	Louis-Édouard Roberge	Adrien-M. Lacroix
Témiscouata	Jean-Paul St-Laurent	Jacques Miville
Terrebonne	Raymond Raymond	J.-Marc Vermette
Trois-Rivières	Léon Balcer	J.-A. Villeneuve
Vaudreuil-Soulanges	L'hon. Louis-René Beaudoin	Ubald Larivée
Villeneuve	Armand Dumas	Jean-Louis Baillargeon

ÎLE DE MONTRÉAL ET ÎLE JÉSUS

Cartier	Leon David Crestohl	Samuel J. Gasco
Dollard	Guy Rouleau	Henri Marchand
Hochelaga	Raymond Eudes	J.-Marcel Dupré
Jacques-Cartier-Lasalle	Robert John Pratt	Rodolphe Paré
Lafontaine	J.-Georges Ratelle	Ulric Leblanc
Laurier	L'hon. Lionel Chevrier	Ruben Lévesque
Laval	Léopold Demers	Adolphe Prévost
Maisonneuve-Rosemont	Jean-Paul Deschatelets	Edmond Goulet
Mercier	Marcel Monette	Robert Roy
Mont-Royal	Alan Aylesworth Macnaughton	W. G. Brown
Notre-Dame-de-Grâce	William McLean Hamilton	Brodie J. Snyder
Outremont-Saint-Jean	Romuald Bourque	Émile Trottier
Papineau	Adrien Meunier	Arthur Cloutier
Sainte-Anne	Gérard Loiselle	Thomas Clarke
Saint-Antoine-Westmount	L'hon. George C. Marler	Harold Samuel Upton
Saint-Denis	Azellus Denis	Léonard Derome
Saint-Henri	Joseph-Arsène Bonnier	André Limoges
Saint-Jacques	Roland Beaudry	Benoît Poupart
Saint-Laurent-Saint-Georges	Claude Richardson	Théodore B. Laberge
Sainte-Marie	Hector Dupuis	Édouard Pharon
Verdun	Yves Leduc	Laurent-E. Juneau

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Antigonish-Guysborough	Angus Ronald MacDonald	Hugh D. McGillivray
Cape-Breton-Nord et Victoria	Robert Muir	Theodore Sullivan
Cape-Breton-Sud	Donald MacInnis	J. F. Chiasson
Colchester-Hants	Cyril F. Kennedy	James M. Soy
Cumberland	Robert Carman Coates	James O. Fairbanks
Digby-Annapolis-Kings	George Clyde Nowlan	Harry G. Parker
Halifax	Robert McCleave	F. G. H. Leverman
"	Edmund Morris	"
Inverness-Richmond	Allan Joseph MacEachen	Austin P. MacDonnell
Pictou	Russell MacEwan	A. M. MacIntoshh
Queens-Lunenburg	Lloyd R. Crouse	Kendall J. Kenney
Shelburne-Yarmouth-Clare	Thomas Andrew Murray Kirk	Harold M. Huskilson

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Charlotte	A. Wesley Stuart	Daniel R. Bresnahan
Gloucester	Hedard J. Robichaud	Frank X. Grant
Kent	Hervé J. Michaud	Robert J. Melanson
Northumberland-Miramichi	George Roy McWilliam	Frank M. Delaney
Restigouche-Madawaska	Joseph Charles Van Horne	J. Ludger Bernard

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Royal	Alfred Johnson Brooks	Arlie L. Palmer
Saint-Jean-Albert	Thomas M. Bell	Arthur W. Whelly
Victoria-Carleton	Gage W. Montgomery	Glen F. Foster
Westmorland	Henry J. Murphy	Carl R. Wolfe
York-Sunbury	J. Chester MacRae	Emmett M. Lyons

PROVINCE DE TERRE-NEUVE

Bonavista-Twillingate	L'hon. John W. Pickersgill	Levi Sweetland
Burin-Burgeo	Chesley William Carter	George R. Bartlett
Grand-Falls-White-Bay-Labrador	Thomas Gordon William Ashbourne	Joseph Yetman
Humber-St. George's	Herman Maxwell Batten	Lewis Andrews
Saint-Jean-Est	James A. McGrath	Louise M. Saunders
Saint-Jean-Ouest	William Joseph Browne	Joseph Fitzgibbon
Trinity-Conception	Leonard T. Stick	Kitchener Crowley

PROVINCE DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

Kings	John Augustine MacDonald	Howlan Mullally
Prince	Orville H. Phillips	William L. Delaney
Queens	J. Angus MacLean	Gilbert A. Gaudet
Queens	Heath MacQuarrie	Gilbert A. Gaudet

PROVINCE DU MANITOBA

Brandon-Souris	Walter Gilbert Dinsdale	Robert A. Clement
Churchill	Robert Simpson	J. Wilbert Campbell
Dauphin	Fred S. Zaplitny	Vernon H. Rampton
Lisgar	George Muir	Cecil D. Treble
Marquette	Nicholas Mandziuk	Joseph Morris Lavery
Portage-Neepawa	George Clark Fairfield	Henry A. Lye
Provencher	Warner H. Jorgenson	Jos. Odilon Bois
Saint-Boniface	Louis Deniset	Lucien Daoust
Selkirk	W. Scottie Bryce	Hallur O. Hallson
Springfield	Jake Schulz	William Horodyski
Winnipeg-Nord	Alistair Stewart	David Levin
Winnipeg-Nord-Centre	Stanley H. Knowles	Joseph R. Doiron
Winnipeg-Sud	Gordon Chown	John Gurzon Harvey
Winnipeg-Sud-Centre	Gordon Churchill	T. Kells Moore

PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Burnaby-Coquitlam	Erhart Regier	Ronald J. Fielding
Burnaby-Richmond	Thomas J. Irwin	F. H. Mileson
Cariboo	Bert Raymond Leboe	J. W. Baker
Coast-Capilano	L'hon. James Sinclair	William Allen
Comox-Alberni	Thomas Speakman Barnett	P. Leo Anderton
Esquimalt-Saanich	George Randolph Pearkes	S. S. Penny
Fraser-Valley	Alexander Bell Patterson	Thomas E. Heaton
Kamloops	Edmund Davie Fulton	George Clunie Hay
Kootenay-Est	Jim Byrne	Aaron Walde
Kootenay-Ouest	Herbert Wilfred Herridge	F. J. Plester
Nanaimo	Colin Cameron	F. G. Spencer
New-Westminster	George Hahn	Albert G. Beatty
Okanagan-Boundary	Frank Claus Christian	Don H. McLeod
Okanagan-Revelstoke	George William McLeod	William Rogers Pepper
Skeena	Frank Howard	E. Victor Whiting
Vancouver-Burrard	John Taylor	James B. Stewart
Vancouver-Centre	Douglas Jung	J. Horace Sinclair
Vancouver-Est	Harold Edward Winch	Charles Howard Giffen
Vancouver-Kingsway	Alex Macdonald	Arthur B. Walker
Vancouver-Quadra	Howard Charles Green	Edward W. Morris
Vancouver-Sud	Ernest James Broome	Ernest Thompson Murray
Victoria	Albert DeBurgo McPhillips	Alan B. Macfarlane

PROVINCE DE SASKATCHEWAN

Assiniboia	Hazen R. Argue	Jack W. O'Neil
Humboldt-Melfort	Hugh Alexander Bryson	D. L. Menzies
Kindersley	Merv. Johnson	Anton B. Heit
Mackenzie	Alexander Malcolm Nicholson	John Edward Parkinson
Meadow-Lake	John Hornby Harrison	Louis N. Vey
Melville	Le très hon. James G. Gardiner	William Hall
Moose Jaw-Lake Centre	Louis Harrington Lewry	Wilfred J. Matthews
Moose-Mountain	Ed. McCullough	Frank Mather
Prince-Albert	John George Diefenbaker	Samuel Lorne Small

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Qu'Appelle	Alvin Hamilton	William A. Hack
Regina-City	Alfred Claude Ellis	Frank M. Smith
Rosetown-Biggar	M. J. Coldwell	William Walker Mitchell
Rosthern	Walter Adam Tucker	Robert M. Simpson
Saskatoon	Henry Frank Jones	Henry P. Toews
Swift-Current-Maple Creek	Irvin W. Studer	Irving Hansen
The Battlefords	Max Campbell	Joseph M. Policha
Yorkton	George Hugh Castleden	Arthur White
	PROVINCE DE L'ALBERTA	
Acadia	Victor Quelch	George K. Haverstock
Athabasca	Joseph-Miville Dechêne	Earl D. Wright
Battle-River-Camrose	James A. Smith	David Reginald Mitchell
Bow-River	Charles Edward Johnston	E. H. Read
Calgary-Nord	Douglas Scott Harkness	Victor Pryce
Calgary-Sud	Art Smith	Leishman McNeill
Edmonton-Est	Ambrose A. Holowach	Stewart Allan Graham
Edmonton-Strathcona	Sydney Herbert Stewart Thompson	Jack Lang Chapman
Edmonton-Ouest	Marcel Lambert	James A. McCool
Jasper-Edson	Charlie Yuill	Chris Nielsen
Lethbridge	John Horne Blackmore	Donald E. Rossiter
Macleod	Ernest George Hansell	R. E. G. Armstrong
Medicine-Hat	Horace Andrew Olson	J. W. Campeau
Peace-River	Solon Earl Low	Charles J. Schurter
Red-River	Frederick Davis Shaw	William Henry Miller
Vegreville	Peter Stefura	Heman Stanley Hurlburt
Wetaskiwin	Ray Thomas	Lawrence F. Wilson
	TERRITOIRE DU YUKON	
Yukon	James Aubrey Simmons	J. O. Redmond
	TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
Mackenzie-River	Mervyn A. Hardie	Albert J. Anderson.

Le greffier de la Chambre dépose aussi sur le bureau le certificat d'élection suivant d'un député:

CANADA
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, en date du huitième jour de juillet 1957, adressé à R. V. McCarten de Carleton Place, dans la province d'Ontario, en vue de l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Lanark, en remplacement de William Gourlay Blair, décédé, George H. Doucett, Carleton Place (Ontario), cultivateur, a été proclamé élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce vingt-septième jour d'août 1957.

Le Directeur général des élections,

N. CASTONGUAY (L.S.)

Les députés qui ont prêté et souscrit le serment d'office prescrit par la loi prennent séance.

Le greffier donne communication de la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

le 14 octobre 1957

Monsieur,

Je suis chargé de vous faire part que l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de député du Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat pour ouvrir la première session du vingt-troisième Parlement du Canada aujourd'hui le lundi 14 octobre 1957, à 11 heures du matin.

Veuillez agréer, Monsieur le Greffier, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),

J. F. DELAUTE

Monsieur le Greffier
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

Membres de la Chambre des communes,

Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate des honorables députés dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, les députés se rendent à la salle du Sénat; et le président du Sénat prononce les paroles suivantes:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je suis chargé par Sa Majesté la Reine de vous informer qu'Elle ne juge pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont portée à convoquer le présent Parlement du Canada avant que la Chambre des communes ait choisi son Orateur, conformément à la loi; mais, cet après-midi même, à trois heures, Sa Majesté fera connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Au retour des députés;

Le très honorable John G. Diefenbaker, s'adressant au greffier, propose, appuyé par le très honorable Louis-S. St-Laurent: Que M. Roland Michener, député du district électoral de Saint-Paul's (Toronto), prenne le fauteuil de cette Chambre en qualité d'Orateur.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Le greffier ayant déclaré M. Roland Michener dûment élu, celui-ci est conduit au fauteuil par le très honorable John G. Diefenbaker et le très honorable Louis-S. St-Laurent; et il exprime à la Chambre ses humbles remerciements pour le grand honneur qu'il lui a plu de lui conférer en le choisissant comme son Orateur.

La masse est posée sur le bureau.

La séance est suspendue jusqu'à trois heures, cet après-midi même.

Trois heures de l'après-midi

La Chambre reprend sa séance.

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

le 14 octobre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que Sa Majesté la Reine arrivera à l'entrée principale de l'Hôtel du Parlement à trois heures de l'après-midi aujourd'hui, le lundi 14 octobre 1957, et que, lorsqu'on aura avisé Sa Majesté que tout est prêt, Elle se rendra à la salle des séances du Sénat pour ouvrir officiellement la première session du vingt-troisième Parlement du Canada.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire du Gouverneur général,
LIONEL MASSEY

L'honorable
Orateur de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Un message de Sa Majesté la Reine est apporté par le gentilhomme huissier de la verge noire; les députés se tiennent debout.

M. l'Orateur,

La Reine ordonne à cette honorable Chambre de se rendre immédiatement auprès de Sa Majesté dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend à la salle du Sénat. Puis M. l'Orateur s'exprime ainsi qu'il suit:

Qu'il plaise à Votre Majesté,

La Chambre des communes m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de faire erreur, je demande que la faute m'en soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur et qui, par ma voix, en vue de s'acquitter le mieux possible de leur devoir envers leur Reine et le Pays, réclament humblement la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans leurs débats ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Majesté en tout temps convenable, et demandent que Votre Majesté veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations.

L'honorable président du Sénat répond en ces termes:

M. l'Orateur,

Sa Majesté la Reine m'ordonne de déclarer qu'Elle a pleine confiance dans la loyauté et l'attachement de la Chambre des communes envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté; et ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence, Elle lui accorde et, en toute occasion, saura reconnaître ses privilèges constitutionnels.

J'ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Sa Majesté, et que leurs délibérations, ainsi que vos paroles et vos actes, seront toujours interprétés par Elle de la manière la plus favorable.

Et au retour de la Chambre;

M. l'Orateur fait connaître que les Communes se sont rendues au Sénat et qu'en leur nom il a réclamé les privilèges accordés d'ordinaire, qu'il a plu à Sa Majesté de bien vouloir leur confirmer.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 1, Loi concernant la prestation des serments d'office, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Sa Majesté la Reine aujourd'hui, dans la salle des séances du Sénat, il a plu à Sa Majesté de prononcer un discours devant les deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, il en a obtenu le texte, qui est ainsi conçu:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

C'est à titre de reine, votre reine, que je vous salue. Ensemble nous constituons le Parlement du Canada. C'est la première fois que les représentants du peuple du Canada et leur souveraine se trouvent réunis à l'occasion de l'ouverture du Parlement. C'est pour nous tous un moment mémorable.

Le gouvernement parlementaire est le fruit de la sagesse de bien des siècles. Sa justice, son autorité et sa dignité sont chères aux hommes de bonne volonté. Mes Ministres s'appliqueront non seulement à préserver ces qualités, mais aussi à faire en sorte que les deux Chambres de ce Parlement s'acquittent plus efficacement de leurs fonctions au service du peuple du Canada.

Pour constituer ce nouveau Parlement, vous êtes venus de toutes les parties d'un pays immense, d'un pays beaucoup plus vaste que chacun des pays aînés dont il est issu. C'est avec fierté que je considère le grand patrimoine de cette nation: ses minéraux, ses forêts, ses terres, ses eaux, ses sources de puissance et d'énergie motrice qui alimentent vos industries toujours grandissantes. Mais je suis plus fière encore de considérer l'esprit et les idées qui ont élevé ce pays au rang de nation et qui maintenant, fortifiés et enrichis des apports de nombreux autres pays, donnent au Canada un caractère national qui lui est propre.

Pourtant, à notre époque, aucune nation ne peut vivre dans l'isolement. A travers le brouillard des affaires internationales, le Commonwealth, cette brillante constellation, illumine notre temps. L'admission continue de nations nouvellement orientées vers la capacité à s'administrer elles-mêmes élargit et affermit à la fois notre Commonwealth déjà divers, à mesure qu'un plus grand nombre d'entre nous venons à participer au riche patrimoine des institutions et idéals qui font de notre association une force bienfaisante, discrète mais de vaste portée dans un monde inquiet. Cela a été manifeste lorsque les Premiers Ministres du Commonwealth se sont réunis à Londres, en juin dernier, pour s'entretenir de grands problèmes, et de nouveau, il y a quelques jours à peine, lorsque les ministres des Finances, sur l'invitation du Canada, se sont réunis à Mont-Tremblant et, dans un esprit de camaraderie, ont dressé les plans d'une Conférence commerciale et économique du Commonwealth pour l'an prochain.

Le même état d'esprit s'est manifesté dans le Plan de Colombo, qui fait partie de la grande entreprise d'expansion nationale des populations du Sud et du Sud-Est asiatiques, et que mon gouvernement continuera d'appuyer.

Mes ministres estiment que la participation active du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est essentielle à la sauvegarde de la paix. Il vous sera donc demandé de maintenir en puissance des forces de défense modernes qui, de concert avec celles de nos alliés, continueront à décourager toute agression contre quelque membre de cette alliance.

Mes Ministres sont convaincus qu'en plus de participer pleinement à l'œuvre de ces diverses associations, le Canada doit continuer, dans le cadre plus large de l'Organisation des Nations Unies, à rechercher des accords propres à préserver la sécurité et à assurer le désarmement dans une grande mesure. En effet, nous devons continuer d'espérer que, grâce aux Nations Unies, l'aspiration des hommes et des femmes à la paix et à la sécurité sera comblée.

En ce qui concerne les affaires intérieures, mes Ministres se préparent à prendre contact, le mois prochain, avec les chefs des gouvernements provinciaux pour discuter de relations d'ordre fiscal et chercher à obtenir une meilleure intelligence et un meilleur règlement de certains aspects de nos finances publiques.

Dans le programme législatif dont vous serez saisis, il convient de mentionner en premier lieu les mesures visant l'amélioration du sort de nos citoyens âgés. Vous serez donc appelés à augmenter la pension prévue par la Loi sur la sécurité de la vieillesse et à raccourcir la période de résidence qui ouvre droit à cette pension. Il sera proposé des modifications aux conditions de l'aide offerte aux gouvernements provinciaux, afin qu'ils puissent porter à un niveau correspondant les prestations à verser en vertu de la Loi sur l'assistance-vieillesse, de la Loi sur les aveugles et de la Loi sur les invalides.

Vous serez également invités à élever le barème des allocations aux anciens combattants et à élargir les groupes auxquels elles sont versées. Des modifications seront aussi proposées à l'égard de plusieurs articles de la Loi sur les pensions.

Afin d'assurer aux cultivateurs du Canada une juste part du revenu national, vous serez invités à approuver une mesure législative visant à stabiliser davantage les prix de leurs produits. Tout ce qui est possible continuera d'être fait, comme en ce moment, pour trouver de nouveaux débouchés aux produits agricoles et pour regagner en même temps ceux qui ont été perdus.

Parce qu'ils ne pouvaient vendre leurs céréales, les cultivateurs des provinces des Prairies se sont trouvés depuis quelque temps déjà gravement à court d'argent pour faire face à leurs besoins immédiats. Afin de leur permettre de toucher des acomptes sur les céréales qu'ils peuvent s'attendre de livrer cette année, vous serez appelés à autoriser un régime d'avances en espèces sur les céréales entreposées à la ferme.

Mon gouvernement s'efforcera de trouver de nouveaux marchés pour les produits de nos pêches et de favoriser l'établissement de règlements internationaux propres à sauvegarder cette vivante richesse de la mer.

Mes Ministres estiment qu'une politique nationale de mise en valeur, appliquée en collaboration avec les provinces et dans les Territoires, s'impose si l'on veut que toutes les régions du Canada puissent participer aux avantages qui découleront du développement des ressources de ce grand pays. Ils ont l'intention de vous proposer de temps à autre des programmes et des projets visant à mettre en œuvre cette politique.

En vue de l'inauguration immédiate d'un programme de mise en valeur plus poussée des provinces atlantiques, vous serez priés d'autoriser, de concert avec les gouvernements provinciaux, la création d'aménagements destinés à la production et à la transmission d'énergie électrique à meilleur marché dans ces régions. Vous serez aussi priés d'aider au financement de l'entreprise de Beechwood, déjà commencée au Nouveau-Brunswick.

Mes Ministres feront progresser davantage ce programme national de mise en valeur en prenant l'initiative de nouveaux entretiens avec le gouvernement de la Saskatchewan, afin que puisse bientôt commencer la construction du barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan.

Mes Ministres s'appliquent à obtenir une heureuse solution des problèmes internationaux relatifs au fleuve Columbia afin que, de concert avec la province de Colombie-Britannique, on puisse exploiter les immenses ressources énergétiques de ce fleuve.

Mes Ministres vous saisiront d'une mesure qui assurera des vacances annuelles payées aux employés des industries relevant de la compétence fédérale.

Vous serez priés d'approuver des projets de loi relatifs à certains embranchements ferroviaires, ainsi que des modifications à la loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, et, dans la mesure où le permettra alors l'état de vos travaux, à certaines autres mesures législatives.

Membres de la Chambre des communes,

Vous serez invités à voter les crédits nécessaires à l'administration du Canada pour le reste de la présente année financière.

Des modifications à certaines lois fiscales seront soumises à votre approbation.

Honorables Membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

Je tiens à vous exprimer, à vous et à la population du Canada, ma gratitude et celle de mon mari pour la chaleur du loyalisme et de l'affection avec lesquels nous avons été accueillis ici, au Canada.

M'adressant à vous, ici, pour la première fois, j'aimerais vous rappeler les paroles de cette autre Elisabeth qui, en Angleterre, il y a plus de trois siècles, parlant du fond de son cœur, déclarait à l'Orateur et aux membres de son dernier Parlement: "Dieu m'a élevée bien haut, mais la gloire de ma couronne aura été d'avoir régné entourée de votre amour." Maintenant, ici, dans le Nouveau-Monde, j'aimerais vous dire, à mon tour, que mon plus grand désir est que, dans les années à venir, je puisse ainsi régner au Canada et rester ainsi présente à vos mémoires.

En ce jour heureux où nous rendons grâces à Dieu pour tout ce dont Il nous a comblés, je Le prie de vous bénir et de vous guider.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, il est ordonné,—Que le discours prononcé par Sa Majesté la Reine devant les deux Chambres du Parlement soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. St-Laurent (Québec-Est), il est résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté, Lui témoignant la fidélité et l'attachement de cette Chambre et de tous Ses sujets canadiens, exprimant la joie que leur procure la présence de Sa Majesté et de Son Altesse Royale le prince Philippe en ce pays, ainsi que leur profonde reconnaissance à Sa Majesté d'avoir gracieusement ouvert le Parlement, geste historique que les Canadiens n'oublieront jamais.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, que M. l'Orateur lit ainsi qu'il suit:

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes une copie authentique d'un décret du Conseil, nommant l'honorable Donald Methuen Fleming, ministre des Finances, l'honorable Léon Balcer, Solliciteur général, l'honorable George Clyde Nowlan, ministre du Revenu national, et l'honorable Ellen Louks Fairclough, Secrétaire d'État, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des communes à titre de commissaires aux fins et en vertu des dispositions du chapitre 143 des Statuts revisés du Canada, 1952, intitulé: Loi sur la Chambre des Communes.

Ottawa, le 14 octobre 1957.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, M. Henri Courtemanche, député du district électoral de Labelle, est nommé président des comités pléniers de la Chambre.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que M. Arza Clair Casselman, député du district électoral de Grenville-Dundas, soit nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

La question est mise en délibération et, du consentement unanime, ladite motion est réservée.

Du consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les subsides à accorder à Sa Majesté.

Du consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les voies et moyens d'obtenir les subsides à accorder à Sa Majesté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport du Bibliothécaire parlementaire, suivant l'article 120 du Règlement, dont voici la teneur:

A l'honorable Président de la Chambre des Communes,

Le Bibliothécaire parlementaire a l'honneur de soumettre son rapport pour les neuf premiers mois de l'année 1957.

Nous avons maintenant dans l'édifice de la Bibliothèque près de 200,000 volumes, dont 89,385 avaient été recatalogués au 30 septembre dernier. Depuis le dernier rapport, le service agrandi du catalogue a recatalogué 17,259 volumes. Au cours de la même période, notre personnel a répondu à 2,512 questions de référence et a prêté 10,613 livres.

Nous avons rapporté à l'édifice de la Cour Suprême toutes les boîtes de livres qui étaient entreposées dans l'édifice du Bureau fédéral de la Statistique, à l'exception de celles qui étaient destinées à la Bibliothèque Nationale. On a commencé à reclasser les livres actuellement à la Cour Suprême et à les examiner pour décider lesquels il convient de garder et lesquels devront être remis à la Bibliothèque Nationale. C'est là une longue opération qui ne sera vraisemblablement pas achevée avant deux ou trois ans.

Conformément à la recommandation adoptée par le Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement à sa réunion du 19 mars 1957, le ministère des Travaux publics a étudié les divers moyens possibles d'améliorer l'éclairage de la grande salle de lecture et on a entrepris les démarches nécessaires pour donner suite à cette recommandation.

Respectueusement soumis,

Le Bibliothécaire parlementaire,
FRANCIS A. HARDY

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 14 octobre 1957.

Par l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du Directeur général des élections, présenté en conformité de l'article 58 de la Loi électorale du Canada, chapitre 23 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, de la Commission canadienne des pensions et de la Commission des allocations aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 9 de la Loi sur le département des Affaires des anciens combattants, chapitre 80 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks,—État financier (en français et en anglais) relatif aux opérations découlant de la Loi sur l'assurance des anciens combattants pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 20 de ladite loi, chapitre 279 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks,—État financier (en français et en anglais) relatif aux opérations de la Loi sur l'assurance des soldats de retour au pays, pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 12 de ladite loi, chapitre 54 modifié des Statuts du Canada (1920).

Par M. Brooks,—État (en français et en anglais) relatif aux engagements financiers conclus et aux dépenses faites sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 42 de ladite loi, chapitre 280 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 13 de la Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée, chapitre 10 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1956, selon l'article 34 de la Loi sur les travaux publics, chapitre 228 des Statuts revisés du Canada (1952).

Procès-verbaux (en français et en anglais) de la Société royale du Canada pour l'année 1956, conformément à l'article 9 de la Loi constituant en corporation la Société royale du Canada, chapitre 46 des Statuts du Canada (1883).

Exemplaire de l'état financier de la Société royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Sur motion de M. Diefenbaker, la Chambre s'ajourne à 4h.45 du soir jusqu'à demain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article deux du Règlement.

N° 2

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 15 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, transmet des messages de Son Excellence le Gouverneur général, lequels messages sont lus par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (1) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (2) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

Sur motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill, lesdits messages et budgets sont déférés au Comité des subsides.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les enquêtes, chapitre 154 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1386, approuvé le 15 octobre 1957: nommant MM. Henry Borden, J.-Louis Lévesque, George Edwin Britnell, Gordon G. Cushing, Robert D. Howland et Leon J. Ladner, commissaires aux fins d'enquêter et de faire des recommandations relativement à certains aspects de la politique en matière d'énergie qui sont de la compétence du Parlement du Canada, y compris la production, la transmission et l'exportation de l'énergie et des sources d'énergie, et tous autres sujets connexes que les commissaires jugeront nécessaire d'inclure pour faire rapport sur ces problèmes.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, M. Arza Clair Casselman, député du district électoral de Grenville-Dundas, est nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

Il est fait appel de l'ordre décrétant la prise en considération du discours prononcé par Sa Majesté la Reine devant les deux Chambres du Parlement.

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault, propose: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. St-Laurent (Québec-Est).

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport des délibérations de la Commission de la régie intérieure de la Chambre des communes (séance tenue le 8 avril 1957), selon les dispositions de l'article 81 du Règlement.

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er mars au 30 septembre 1957.

Par M. Diefenbaker,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis 10 et 24 avril, 8 et 22 mai, 12 et 26 juin, 10 et 24 juillet, 14 et 28 août, 11 et 25 septembre et 9 octobre 1957, ainsi que de l'Index codifié et du Tableau des modifications pour les périodes allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1956, du 1er janvier 1955 au 31 mars 1957 et du 1er janvier 1955 au 30 juin 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Bureau fédéral de la statistique pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Churchill,—Rapport (en français et en anglais) de l'*Eldorado Mining and Refining Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1956, selon l'article 85 (3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport du Conseil national de recherches pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 16 (3) de la Loi sur le Conseil de recherches, chapitre 239 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport de l'*Atomic Energy of Canada Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport (en français et en anglais) de la *Northern Transportation Company Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1956, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Exemplaire du rapport supplémentaire de la Commission canadienne du blé pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1956, selon l'article 7 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre 44 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport daté du 10 octobre 1957, indiquant les mandats spéciaux émis aux termes de l'article 28 de la Loi sur l'administration financière, pour l'année expirant le 31 mars 1958, selon l'article 28(3) de ladite loi, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 9, édictées par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnées le 5 avril 1957, selon l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53 des Statuts du Canada (1952-1953).

Par M. Hamilton,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 7, édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest et sanctionnées le 7 juin 1957, selon l'article 15 de la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, chapitre 331 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de la Commission maritime canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 13 de la Loi sur la Commission maritime canadienne, chapitre 38 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hees,—Rapport (en français et en anglais) de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 23 de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, chapitre 42 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère du Travail pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Starr,—Rapport de la Commission d'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 95(2) de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50 des Statuts du Canada (1955).

Par M. Starr,—Rapport du Comité consultatif de l'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 89(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50 des Statuts du Canada (1955).

Sur motion de M. Diefenbaker, la Chambre s'ajourne à quatre heures cinq minutes du soir jusqu'à demain, à deux heures et demie de l'après-midi, suivant l'article deux du Règlement.

N° 3

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 16 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Quatre pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 3, Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 5, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Prélèvement révocable volontaire des cotisations), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 6, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votation aux bureaux provisoires), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 7, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Communication de renseignements), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 8, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Appels portés par des corporations), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Poulin, appuyé par M. Chabot, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 9, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. McCullough, appuyé par M. Castleden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en amendement: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Coldwell.

Du consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Du consentement unanime, sur motion de M. Green appuyé par M. Fleming, il est ordonné,—Que, jeudi prochain, les ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement auront priorité sur tous les autres travaux, sauf les affaires courantes ordinaires, la Chambre se réunira à onze heures du matin et les dispositions de l'article 2(1) du Règlement au sujet des heures de séance seront suspendues à cet égard.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* pour la période allant du 7 juin au 31 décembre 1956, suivant l'article 6 de la Loi sur la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line*, chapitre 10 des Statuts du Canada (1956).

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport présenté le 1er septembre 1956 par les commissaires chargés de diriger l'arpentage et la délimitation de la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest, et Atlas accompagnant ledit rapport.

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Fulton,—Rapport sur le nombre et le montant des prêts consentis aux Indiens au cours de l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 69(6) de la Loi sur les Indiens, chapitre 149 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton,—Rapport indiquant le nombre et le montant des prêts consentis en vertu de l'article 69(1) de la Loi sur l'immigration pendant l'année terminée le 31 mars 1957, suivant l'article 69(6) de ladite loi, chapitre 325 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de la Loi sur le soutien des prix agricoles, chapitre 3 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office des produits agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de la Loi sur l'Office des produits agricoles, chapitre 4 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness,—Rapport (en français et en anglais) concernant les conventions conclues sous le régime de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de ladite loi, chapitre 5 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain à 11 heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

Nº 4

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 17 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avant que nous poursuivions l'appel de l'ordre du jour, les honorables députés me permettront-ils un mot au sujet des questions orales? J'aimerais consigner au compte rendu une ou deux autorités dont pourront désormais s'inspirer les membres désireux de se renseigner sur les pratiques admises sur ce point qui est assez difficile. Au début de toutes les nouvelles législatures, les Orateurs n'ont jamais manqué de se prononcer au sujet de la tolérance admise à l'égard des questions orales posées aux ministres ou à d'autres.

Aucune disposition de notre règlement ne vise directement ces questions; néanmoins il existe une pratique assez bien définie par des décisions antérieures. Qu'on me permette de citer les journaux de la Chambre, volume C, 1956, pages 299 et suivantes. L'Orateur de la dernière Chambre avait fait sa propre déclaration en citant les observations d'un certain nombre de ses prédécesseurs. Le principal commentaire est le commentaire 297 de Beauchesne, dont on me permettra de donner lecture. Il est en effet assez bref. Il résume bien la situation.

> 297. Dans la pratique, les députés peuvent, sans préavis, poser de vive voix un certain nombre de questions avant l'appel de l'ordre du jour; c'est toutefois par pure courtoisie, et les questions doivent se rapporter aux travaux de la Chambre ou à un sujet dont l'urgence et la gravité sollicitent l'attention publique. Elles doivent toujours être brèves; aucune discussion n'est permise et les réponses sont aussi concises que possible. Le ministre interrogé peut répondre sur-le-champ, ou encore exiger que le préavis ordinaire soit donné. Ces questions sont soumises aux mêmes règlements d'ordre que celles dont il a été donné préavis.

Je puis aussi renvoyer aux *Procès-verbaux* du jeudi 24 janvier 1957 qui contiennent une autre déclaration sur le même sujet. Les nouveaux députés plus particulièrement auront avantage à le consulter. Ils sauront alors exactement

à quoi s'en tenir au sujet des tolérances admises et pourront ainsi éviter à l'Orateur la désagréable obligation de chercher à appliquer des règles que je trouve moi-même assez vagues et assez peu faciles à comprendre.

La Chambre se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $260,912,255.50, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 52, 57, 116, 117, 131, 132, 156, 248, 281, 322, 324, 328, 333, 334, 335, 336, 355, 399 et 460, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $165,433.34, soit le sixième du total des montants des articles 100, 307 et 365 dudit budget; une somme n'excédant pas $2,576,712.09, soit le douzième du montant total des articles 69, 306, 313, 359, 373, 389 et 518 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $1,497,738.25, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget supplémentaire de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement;

en outre, une somme n'excédant pas $2,138,888.89, soit le neuvième du total des montants des articles 669 et 670 contenus dans le nouveau budget supplémentaire (1) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes à la session actuelle du Parlement; et une somme ne dépassant pas $125,000, soit le douzième du montant de l'article 668 dudit budget;

et, en outre, une somme n'excédant pas $27,108,666.34, soit le tiers du total des montants des articles énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (2) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes à la session actuelle du Parlement; une somme n'excédant pas $280,974.17, soit les sept douzièmes du total des montants des articles 754 et 759 dudit budget; et une somme n'excédant pas $10,416,666.67, soit le tiers du montant de l'article 692 dudit budget,

soient attribuées à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année finan-

cière expirant le 31 mars 1958, la somme de $305,222,335.25 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée aujourd'hui en comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Green, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill n° 11, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958, qui est lu une première fois.

Du consentement unanime, M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bourque,
Breton,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cannon,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Christian,
Churchill,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Deschatelets,
Deslières,
Doucett,
Dumas,
Dupuis,
Ellis,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Houck,
Howard,
Howe,
Huffman,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Lennard,
Lewry,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Martini,
Michaud,

Mitchell,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy (Lambton-Ouest),
Murphy (Westmorland),
Nicholson,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Peters,
Pickersgill,
Poulin,
Quelch,
Raymond,
Rea,
Regier,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Robichaud,
Robinson,
Rouleau,
St-Laurent (Québec-Est),
Schulz,
Shaw,
Simmons,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thomas (Wetaskiwin),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Vivian,
Walker,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Zaplitny—194.

CONTRE

Monsieur

LaCroix—1.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Coldwell.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Copie de lettres en date des 19 et 24 août 1957, échangées entre le premier ministre et M. Stanley H. Knowles, député, concernant, le poste d'Orateur de la Chambre des communes.

Premier rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérantes suivantes, déposées le 16 octobre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La *Brazilian Traction, Light and Power Company,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger l'article 5, chap. 131 des Statuts 4-5 George V.—*M. Morton.*

La *Sao Paulo Electric Company Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.—*M. Morton.*

La *Brazilian Hydro Electric Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.—*M. Morton.*

La *Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger, sous réserve de certaines conditions, le chap. 119 des Statuts du Canada 4 Édouard VII et le chap. 156 des Statuts du Canada 6 Édouard VII; à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil; et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.—*M. Morton.*

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article deux du Règlement.

N° 5

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 18 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit;

M. Low, appuyé par M. Quelch, propose en sous-amendement:

Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Rea.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office fédéral du charbon pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 15 de la Loi sur l'Office fédéral du charbon, chapitre 86 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 77 du chapitre 212 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. MacLean, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office des prix des produits de la pêche pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, chapitre 120 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. MacLean,—Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 4 de la Loi sur les pêcheries maritimes, chapitre 61 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-371, approuvé le 21 mars 1957: autorisant le mode d'affectation des primes de pêche à verser sous le régime de ladite loi pendant l'année expirant le 31 mars 1957.

Par M. MacLean,—Exposé de la manière dont les primes de pêche autorisées sous le régime de la Loi sur les pêches maritimes ont été versées pendant l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 4 de ladite loi, chapitre 61 des Statuts revisés du Canada (1952).

Sur motion de M. Green, la Chambre s'ajourne à 5h. 56 du soir jusqu'à lundi prochain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 6

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 21 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Thomas (Wetaskiwin), appuyé par M. Patterson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 12, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Bulletins de vote), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Churchill, appuyé par M. Fleming, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue d'assurer des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans la région désignée, selon que le définit la Loi sur la Commission canadienne du blé, avant la livraison de ce grain, sous réserve de l'obligation pour les producteurs de livrer leur grain à la Commission canadienne du blé; et en vue de pourvoir aux frais, dépenses et autres obligations financières que ces avances exigent; une telle mesure devant inclure toutes autres dispositions qui y sont connexes et en découlent et sont nécessaires pour donner suite à ce qui précède.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Deniset.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du Secrétaire d'État du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 8 de la Loi sur le secrétariat d'État, chapitre 77 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office national du film du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 20 de la Loi sur l'Office national du film, chapitre 185 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation commerciale canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 13(1) de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, chapitre 35 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation de disposition des biens de la Couronne pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 14 de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne, chapitre 260 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Rapport (en français et en anglais) de la *Defence Construction (1951) Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Rapport (en français et en anglais) de la *Canadian Arsenals Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semences, de fourrage pour les animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 1er janvier au 30 septembre 1957, conformément à l'article 2 de la Loi concernant certaines créances de la Couronne, chapitre 51 des Statuts du Canada (1926-1927).

Sur motion de M. Green, la Chambre s'ajourne à 9h. 56 du soir jusqu'à demain, à 11 heures du matin, selon l'article 2 du Règlement.

N° 7

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 22 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Trois pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du relevé des recettes et dépenses de la Commission du district fédéral pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 19 de la Loi sur la Commission du district fédéral, chapitre 112 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi que l'exemplaire du rapport de l'auditeur général concernant les comptes et l'état financier de ladite Commission.

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Revenu national contenant des relevés relatifs aux recettes des douanes et de l'accise et à d'autres services, par bureaux secondaires et principaux, et sur l'accise et les impôts sur le revenu du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu national, chapitre 75 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Nowlan,—Rapport (en français et en anglais) de la Société Radio-Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 23 de la Loi canadienne sur la radiodiffusion, chapitre 32 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes, membre du conseil privé de la reine,—État concernant les pensions et gratifications versées au cours de l'année terminée le 31 mars 1957 sous le régime de la Loi sur les pensions des services de défense, et état concernant les opérations du Compte de pension des services permanents pour l'année terminée le 31 mars 1957 et la situation financière dudit Compte au 31 mars 1957, conformément à l'article 65 de ladite loi, chapitre 63 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes,—État concernant les sommes reçues et déboursées dans le Fonds spécial affecté au remplacement du matériel pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 11(4) de la Loi sur la défense nationale, chapitre 184 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes,—Rapport concernant l'évaluation actuarielle du Compte de pension des services permanents au Fonds du revenu consolidé pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 1955, conformément à l'article 65(2) de la Loi sur les pensions des services de défense, chapitre 63 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 8

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 23 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a reçu de l'honorable juge J. E. Gibben, de la Cour territoriale du Yukon, et de l'honorable juge J. O. Wilson, de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, choisis pour l'instruction d'une pétition d'élection conformément à la Loi sur les élections fédérales contestées, le certificat du jugement rendu au sujet de l'élection tenue dans le district électoral du Yukon le 10 juin 1957. Voici la teneur dudit jugement:

COUR TERRITORIALE DU YUKON

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CONTESTÉES, C. 87, SRC. 1952, ET DE L'ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ À LA CHAMBRE DES COMMUNES POUR LE DISTRICT ÉLECTORAL DU YUKON (TERRITOIRE DU YUKON) TENUE LE DIXIÈME JOUR DE JUIN 1957.

ENTRE:

ERIK NIELSEN

PÉTITIONNAIRE

ET:

JAMES AUBREY SIMMONS

INTIMÉ

M. le juge J. E. Gibben
Cour territoriale du Yukon

M. le juge J. A. Wilson
Cour suprême de la Colombie-Britannique

JUGEMENT

M. Nielsen, le candidat défait à l'élection générale du 10 juin 1957 dans la lutte pour un siège de député représentant le district électoral de Yukon à la Chambre des communes, a présenté une pétition en vue de l'annulation

de l'élection. Il ne demande pas que le siège lui soit attribué; il se contente de solliciter la tenue d'une nouvelle élection.

A la demande des avocats des deux parties, à laquelle nous accédons volontiers, nous déclarons qu'aucune accusation de recours à des pratiques corruptrices ou illégales dans la conduite de l'élection n'a été portée contre M. Simmons ou l'un de ses agents. Nous insistons sur ce point parce que le public est porté à croire qu'annulation d'une élection et manœuvres corruptrices vont ensemble. Il est ici évident que M. Simmons doit être exonéré de tout blâme. Les allégations du pétitionnaire portent sur des irrégularités commises par des électeurs et des officiers d'élection, et M. Simmons était impuissant à les empêcher. Il convient d'ajouter qu'aucun acte répréhensible n'a été reproché au requérant ni à ses agents.

Après l'élection, un recomptage pratiqué à la demande de M. Nielsen a établi que 2,422 votes avaient été déposés en faveur de M. Simmons et 2,358 en faveur de M. Nielsen, ce qui donnait à M. Simmons une majorité de 64 voix.

Les motifs invoqués par le pétitionnaire en faveur de l'annulation de l'élection se résument ainsi:

1. L'officier rapporteur spécial à Halifax a illégalement disposé de vingt bulletins de vote déposés sous l'empire des Règlements électoraux concernant les forces canadiennes.

2. Cent quatre-vingt-cinq personnes dont les noms ne figuraient pas sur la liste des électeurs dressée pour les arrondissements où elles se sont présentées pour voter ont pu illégalement obtenir un bulletin et être admises à voter.

3. Vingt-sept personnes ne résidant pas ordinairement dans le district électoral de Yukon le 12 avril 1957, date de l'émission du bref d'élection, ont été illégalement admises à voter.

4. Contrairement à la loi, certains Indiens résidant ordinairement dans des réserves indiennes ont été admis à voter.

5. Deux personnes mineures ont voté sans en avoir le droit.

6. Une personne n'ayant pas résidé ordinairement au Canada pendant les douze mois précédant le jour du scrutin a été admise à voter.

7. Quatorze personnes ont voté plus d'une fois.

8. Deux cent cinquante-deux personnes non inscrites sur la liste des électeurs dressée pour l'arrondissement où elles se sont présentées pour voter ont illégalement obtenu un bulletin de vote et été admises à voter contrairement à l'article 37 de la Loi électorale du Canada, et sans observer les prescriptions de l'article 46 de la même loi, ou autres prescriptions.

9. Quatre-vingt-dix-neuf personnes non inscrites sur la liste des électeurs dressée pour l'arrondissement où elles se sont présentées pour voter malgré qu'elles ne résidaient pas ordinairement dans cet arrondissement, ont illégalement obtenu un bulletin de vote et été admises à voter contrairement à l'article 37 de la Loi électorale du Canada, et sans observer les prescriptions de l'article 46, paragraphe (2), de la même loi, ou autres prescriptions.

Quelques-uns de ces points peuvent être réglés sommairement. Nous y reportant dans l'ordre numérique qui précède, nous disons ceci.

1. Le paragraphe 70 des Règlements électoraux concernant les forces canadiennes énonce ce qui suit:

"70. (1) Toute enveloppe extérieure qui ne porte pas les signatures à la fois de l'électeur des forces canadiennes et du sous-officier rapporteur intéressés (sauf dans les cas prévus aux paragraphes 36 et 38) ou les signatures de l'électeur ancien combattant et des deux sous-officiers rapporteurs spéciaux intéressés (sauf dans les cas visés par les paragraphes 58 et 59), ou sur laquelle n'apparaît pas une description suffisante de l'endroit de résidence ordinaire de cet électeur, doit être mise de côté, non décachetée. L'officier rapporteur spécial inscrit sur chacune de ces enveloppes extérieures la raison pour laquelle elle a été ainsi mise de côté, et cette inscription doit porter les initiales d'au moins deux scrutateurs. Le bulletin de vote renfermé dans cette enveloppe extérieure doit être considéré comme bulletin de vote rejeté.

(2) Toute enveloppe extérieure reçue par un officier rapporteur spécial après neuf heures du matin, le lendemain du jour du scrutin, doit aussi être mise de côté sans être ouverte. L'officier rapporteur spécial doit inscrire sur cette enveloppe la raison pour laquelle elle a été mise de côté, et cette inscription doit porter les initiales d'au moins deux scrutateurs. Le bulletin de vote renfermé dans cette enveloppe extérieure doit être considéré comme bulletin de vote rejeté.

(3) L'officier rapporteur spécial doit garder en lieu sûr toutes les enveloppes extérieures non ouvertes, mentionnées aux sous-paragraphes (1) et (2), et, après le comptage des votes, il doit les transmettre au directeur général des élections, de la manière prescrite au paragraphe 81."

Lorsque l'officier rapporteur spécial a reçu les vingt bulletins de vote en cause, il a remarqué que les enveloppes qui les renfermaient ne portaient pas les signatures et les indications prescrites par le présent et le précédent articles. Dès lors, il a retourné, par des courriers de l'armée, les enveloppes, afin qu'elles soient dûment endossées, ce qui fut fait, de sorte que les enveloppes lui revinrent. On ne prétend pas que les personnes qui ont voté n'avaient pas qualité ni que les enveloppes ont été manipulées. Ceci étant, et à la lumière de l'article 84 de la Loi électorale du Canada, sur lequel nous reviendrons plus longuement, nous déclarons que cette partie du scrutin s'est tenue en conformité des principes prévus par la Loi. Nous déclarons que ces votes sont valides.

2. Il en sera question plus loin.

3. Il a été établi que quatre personnes, M. et Mme Carr, Billy Evans et Alex. Nicholls, ont voté à un arrondissement de scrutin où elles n'étaient pas inscrites. Leur résidence ordinaire à la date de l'émission du bref (voir l'article 14 de la Loi électorale du Canada) n'était pas comprise dans ces arrondissements de scrutin. Malgré ce fait, si elles avaient été inscrites sur la liste, nous n'estimerions pas que leur qualité d'électeur dût être contestée dans l'occurrence. Mais elles n'étaient pas inscrites sur la liste de sorte qu'il leur a été permis de voter à cause de l'article 46 et parce que, probablement, quelque personne ou des personnes ont déclaré sous serment qu'elles étaient des résidents habituels dans leur arrondissement de scrutin respectif

lorsque le bref a été émis. Mais elles n'étaient pas de tels résidents. Or l'article 46 prévoit seulement le vote d'électeurs qualifiés. La preuve afférente à l'article 14 démontre qu'elles n'avaient pas qualité. Leurs votes sont repoussés.

4. Cette allégation a été abandonnée.

5. Nous constatons qu'une personne, Frank Peters, qui n'avait pas qualité du fait de sa minorité, a été admise à voter.

6. Cette allégation est admise par l'intimé.

7. Cette allégation a été abandonnée.

Il reste à examiner les allégations 2, 8 et 9. D'une façon générale, la plainte repose sur la non-conformité aux articles 37 et 46 de la Loi électorale du Canada, dont voici des extraits pertinents:

"37. (1) Sous réserve de la prestation de tout serment ou affidavit que la présente loi autorise à exiger d'elle, toute personne dont le nom figure sur une liste électorale officielle est admise à voter au bureau de votation sur la liste électorale duquel son nom figure. Dans un arrondissement urbain, elle n'est pas admise à voter si son nom n'y figure pas, à moins qu'elle n'ait obtenu un certificat de transfert, en conformité de l'article 43, et ne se conforme pleinement aux dispositions du paragraphe (5) dudit article, ou à moins qu'elle n'ait obtenu de l'officier rapporteur un certificat selon la formule n° 20, délivré conformément au paragraphe (11) de l'article 17, ou un certificat selon la formule n° 21, délivré conformément au paragraphe (12) dudit article, lequel certificat doit être remis au sous-officier rapporteur avant que l'électeur soit admis à voter. Dans un arrondissement rural, tout électeur qualifié peut voter sauf les dispositions de l'article 46, quoique son nom ne figure pas sur la liste électorale officielle de l'arrondissement de votation où cet électeur réside ordinairement."

"46 (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, quiconque est habile à voter dans le district électoral où une élection est en cours, et, le jour du scrutin, réside ordinairement dans un arrondissement rural peut, nonobstant l'omission de son nom de la liste électorale officielle de cet arrondissement rural, voter au bureau de votation approprié établi à cette fin.

(2) La personne décrite dans le paragraphe (1) n'est habile à voter que

a) si un électeur, dont le nom figure sur la liste électorale officielle de cet arrondissement rural et qui y réside ordinairement et vient personnellement avec elle au bureau de votation et prête un serment selon la formule n° 50, répond d'elle; et

b) si elle prête elle-même serment selon la formule n° 49."

Encore une fois, d'une façon générale, les personnes dont les votes sont contestés tombent dans deux catégories:

1. Personnes dont les noms n'apparaissaient pas sur la liste électorale d'un arrondissement rural où elles ont voté et dont elles n'étaient pas des résidents habituels le jour de la votation. On prétend que les votes de ces personnes doivent être rejetés, qu'elles aient ou non prêté

le serment et qu'elles aient eu un répondant comme l'exige le paragraphe (2) de l'article 46, simplement parce qu'elles étaient des non-résidents le jour de la votation. Il y a 209 personnes dans ce cas.

2. Personnes dont les noms n'étaient pas sur la liste électorale d'un arrondissement rural et au sujet desquelles on allègue que, quoiqu'il ne soit pas prouvé qu'elles ne résidaient pas, le jour de la votation, dans l'arrondissement de scrutin, leur vote n'en est pas moins illégal parce qu'on ne s'est pas conformé au paragraphe (2) de l'article 46. En l'occurrence, il y a des sous-catégories:

   a) Personnes pour lesquelles il n'y a eu aucun répondant. Il ressort de la preuve et des admissions faites au cours des plaidoiries que 68 personnes sont de cette catégorie.

   b) Personnes qui ont prêté le serment et à l'égard desquelles il y a eu un répondant qui, au regard de l'article 46, n'avait pas qualité pour répondre d'elles. Il se trouve dans cete catégorie 188 personnes, ainsi que le démontre la preuve.

Il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de liste d'électeurs générale pour le district électoral du Yukon, mais une liste électorale particulière à chaque arrondissement de scrutin. L'inscription du nom sur une telle liste ne confère pas à l'électeur inscrit le droit de voter dans un arrondissement de scrutin autre que celui pour lequel son nom est inscrit. Par conséquent, au sujet des 209 personnes qui ont voté dans des arrondissements de votation où elles n'avaient pas de résidence ordinaire le jour du scrutin, on peut dire qu'il n'importe aucunement qu'elles aient ce jour-là demeuré au Yukon ou ailleurs. Le fait de résider au Yukon ne changera rien à leur inhabilité à voter.

Deux catégories de personnes sont admises à voter dans un arrondissement de votation, savoir:

1. Les personnes dont les noms sont inscrits sur la liste des électeurs pour cet arrondissement;

2. Les personnes non inscrites sur ladite liste qui

   a) résident ordinairement dans l'arrondissement de votation de jour de la votation et qui

   b) répondent aux exigences du paragraphe (2) de l'article 46.

Il ressort clairement des aveux de l'intimé que le nombre de personnes réputées habiles à voter en vertu de l'article 46 mais qui, en fait, ne résidaient pas ordinairement dans les arrondissements de votation où elles ont déposé leur bulletin de vote, est assez considérable pour influer sur le résultat de l'élection.

Il découle clairement aussi de la preuve que le nombre de personnes qui, qu'elles fussent ou non résidentes ordinaires, le jour du scrutin, de l'arrondissement de votation où elles ont voté, n'ont pas satisfait aux exigences du paragraphe (2) de l'article 46 est également assez considérable pour influer sur le résultat de l'élection.

Nous sommes en présence d'un cas de violation des articles 37 et 46 par quelque 465 électeurs. Cette violation devrait-elle annuler l'élection ou ces erreurs de la part des électeurs et des officiers d'élection devraient-elles être jugées insuffisantes pour annuler l'élection?

L'intimé invoque l'article 84 de la Loi électorale du Canada, rédigé comme il suit:

> "84. Aucune élection ne doit être déclarée nulle en raison de l'inexécution des prescriptions de la présente loi relatives aux délais, à moins qu'il n'apparaisse au tribunal connaissant de l'affaire que cette inexécution a pu avoir effet sur le résultat de l'élection ou sur la votation ou le dépouillement du scrutin, ou en raison de l'inhabilité à voter des personnes qui ont signé un bulletin de présentation, ou de quelque erreur de nom, ou d'erreur ou d'omission au sujet de l'adresse ou occupation d'un candidat, dans l'énoncé de ce bulletin de présentation reçu par l'officier rapporteur, ou de quelque lacune dans la publication d'une proclamation, d'un avis ou d'un autre document, ou d'une erreur dans l'emploi des formules contenues dans la présente loi, s'il apparaît au tribunal connaissant de l'affaire que l'élection a été dirigée conformément aux principes établis par la présente loi, et que cette inexécution n'a pas influé sur le résultat de l'élection."

Dans la cause *Lamb vs McLeod* (1932) 3 W.W.R. 596, l'hon. juge Turgeon a discuté une disposition semblable de la Loi électorale de la Saskatchewan et nous sommes aujourd'hui en face d'une situation à peu près analogue. Nous empruntons le passage suivant à la page 598:

> "Dans des pétitions de ce genre, le tribunal ne se borne pas à comparer les droits et mérites relatifs de deux candidats. L'enquête peut dépasser le plan des candidats et aborder celui de l'élection même. Comme l'a signalé le juge Madden dans la cause *North Louth* (1911) 6 O'M & H. 103, à 114, "une élection peut être annulée dans deux catégories de cas très différentes, visant personnellement le candidat ou son agent, ou atteignant l'ensemble de la circonscription électorale." Dès lors la question se pose (et dans le présent cas elle s'est bien posée) de savoir si, *eu égard aux droits des électeurs,* l'élection était valide. Le pétitionnaire prétend le contraire, et il lui incombe dès lors de prouver qu'il s'est produit à un certain stade de l'élection des faits qui ont gravement entravé le libre choix d'un député de la circonscription par la majorité des électeurs, en conformité des principes énoncés dans la *Loi électorale de la Saskatchewan,* R.S.S. 1930, chapitre 4. Or, la loi est formelle à ce sujet: pour être élu dans une circonscription, le député doit avoir réuni la majorité des votes des électeurs habiles à voter sur son plus proche adversaire. Si les faits établis ne permettent pas de déterminer que l'un des candidats a obtenu ladite majorité des votes, aucun candidat ne peut être déclaré validement élu, et l'élection est nulle. Je suis persuadé qu'il incombe au tribunal d'enquêter sur des questions de ce genre. L'article 4 de la Loi sur les élections fédérales contestées dispose que le pétitionnaire peut s'adresser au tribunal pour faire déclarer l'élection nulle et invalide, et l'article 5 de la Loi électorale de la Saskatchewan stipule qu'aucune élection ne sera invalidée en raison de certaines irrégularités énumérées dans l'article en question, s'il apparaît au tribunal que, nonobstant lesdites irrégularités, l'élection a été dirigée en conformité des principes posés par la loi, et que le résultat de l'élection n'a pas été changé. Comme la Loi sur les élections fédérales contestées est la seule loi qui accorde aux tribunaux juridiction sur les élections à l'Assemblée législative, l'article 5 de la Loi électorale de la Saskatchewan doit être interprété comme indiquant la nature et l'étendue de la juridiction devant être ainsi accordée. Au reçu d'une pétition de ce genre, le tribunal a donc le pouvoir, et le devoir, de déterminer si le pétitionnaire a établi l'existence de circonstances qui invalident l'élection dans l'intérêt de l'ensemble de la circonscription électorale. S'il en est ainsi, le pétitionnaire

a prouvé ses avancés et l'élection doit alors être annulée, si malheureux que soit le résultat pour l'intimé, qui peut souffrir d'une disqualification ne l'atteignant pas personnellement et qui peut ne mériter aucunement d'être blâmé.

"Dans le cas qui nous est soumis, il ressort de la preuve présentée par le pétitionnaire que 17 personnes inhabiles à voter ont cependant voté à l'élection. La majorité de tous les votes déposés (sans compter les bulletins gâtés) était de cinq en faveur de l'intimé. La loi interdit la violation du secret du vote, même dans le cas de votants inhabiles à exercer ce droit de vote (article 170 de la loi; dans la pétition visant l'élection de Lincoln, page 210). Il est donc impossible de déterminer en faveur de quel candidat ces bulletins illégaux, s'il y en a eu, ont été déposés. Mais comme la majorité en faveur de l'intimé n'est que de cinq voix, on ne peut dire qu'il y a eu élection d'un député par une majorité d'électeurs qualifiés comme l'exige la loi. Dans un tel cas, sur la foi des autorités que j'ai citées, l'élection doit être déclarée nulle."

Ce raisonnement s'applique si bien au cas qui nous est soumis qu'il devient irréfutable.

Passant du général au particulier, nous entendons tout d'abord aborder les causes où les votants n'avaient pas de répondants ou, s'ils en avaient, ces derniers n'étaient pas qualifiés.

Dans la cause de *Blanchard c. Cole* (1950) 4 D.L.R. 316, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a examiné une situation à peu près identique à la lumière d'une législation semblable. Les deux personnes dont les votes font l'objet d'une contestation n'étaient pas inscrites sur la liste électorale. La législation pertinente stipulait, comme dans le cas actuel, que même si leurs noms n'étaient pas inscrits, elles pouvaient voter si elles résidaient dans l'arrondissement de votation le jour de l'élection, à la condition que ces personnes fassent une déclaration sous serment et que des votants du district répondent d'elles sous serment. Or, les deux votants n'ont pas prêté serment et n'ont pas eu de répondants, comme l'exige la loi. Les votes ont été rejetés et l'élection annulée. Voici un passage du jugement du magistrat Macdonald, page 353:

"D'après la preuve, je suis persuadé que Faulkner et Rasmussen étaient inhabiles à voter aux termes de l'article 38 et qu'en conséquence leurs votes étaient illégaux.

Dans les circonstances, j'estime qu'en raison du dépôt et du comptage de ces votes illégaux et de l'incapacité juridique dans laquelle se trouve le tribunal de déterminer au nom de qui ils ont été déposés ainsi que de l'impossibilité dans laquelle il se trouve alors de décider qu'aucun candidat n'a obtenu la majorité des suffrages légalement donnés, le tribunal se voit dans l'obligation de déclarer l'élection nulle."

La cause de *Blanchard c. Cole susmentionnée,* ne fait autorité qu'à l'égard des votants de qui personne n'a répondu. A ce sujet, nous devons faire observer que, bien indépendamment de l'imperfection de la garantie donnée par des personnes dont le nom ne figurait pas sur les listes électorales intéressant les arrondissements où elles se portaient garantes, et qui de ce fait n'avaient pas qualité pour répondre d'autrui, il y avait 68 votants pour qui personne n'a répondu; c'est un nombre suffisamment élevé pour modifier le résultat de l'élection. On a compté 188 votants identifiés par des personnes inhabiles à se porter garantes. Lorsque l'identité est attestée par une personne non qualifiée, le résultat est le même que s'il n'y avait pas d'identification par autrui. En

conséquence, tous ces cas sont de ceux à qui pourrait s'appliquer le jugement rendu dans la cause de *Blanchard c. Cole.*

Les suffrages des 209 personnes qui ont voté dans des arrondissements où elles ne résidaient pas le jour de l'élection, ne tombent pas sous le coup de ce jugement. Toutefois, il ressort clairement des aveux et de la preuve

1. que ces personnes n'étaient pas inscrites sur la liste électorale des arrondissements où elles ont voté;
2. qu'elles ne résidaient pas, le jour de l'élection, dans les arrondissements de votation appropriés;
3. que si ces personnes et leurs répondants ont juré qu'elles habitaient l'arrondissement approprié, ils ont tous fait un faux serment;
4. que si les votants ou leurs répondants n'ont pas prêté serment, les prescriptions de l'article 46 n'ont pas été observées.

A supposer que ces 209 votants aient été assermentés et identifiés par des répondants, il est manifeste que votants et répondants se sont parjurés. Dans le cas de quelque 176 votants, la vérité de ce fait a été doublement établie par les aveux inscrits aux plaidoyers. La validité de ces votes ne se défend certes pas.

Il nous apparaît que les propositions que nous avons énoncées et que les deux cas dont nous avons fait mention infirment la thèse générale de l'intimé suivant laquelle des irrégularités de la part des officiers d'élection devraient être excusées en vertu de l'article 84, de même que son argument particulier d'après lequel le genre d'irrégularité qui fait l'objet de la présente plainte n'est pas de nature à motiver l'annulation d'une élection. Tout en admettant tout ce qu'il a affirmé au sujet de l'opportunité d'une interprétation large des dispositions législatives sur le droit de vote, et en appliquant sans réserve aucune l'article 84, nous demeurons convaincus que l'élection contestée doit être annulée. Nous ne mentionnons pas les autres causes qui nous ont été signalées, parce qu'à notre avis les deux autorités citées, appliquées aux présents faits, suffisent à montrer qu'il y a eu "élection irrégulière", aux termes de l'article 9 de la Loi sur les élections fédérales contestées.

Force nous est aussi de rejeter l'argument de l'intimé fondé sur l'irrecevabilité et l'acquiescement. Il est vrai que le pétitionnaire comptait des agents dans les bureaux de votation où les irrégularités ont été commises et que ces agents ne se sont pas opposés au dépôt des votes que nous avons rejetés. Toutefois, nous ne voyons pas comment cela équivaut à un acquiescement ou donne lieu à une fin de non recevoir. Ainsi que le révèle l'interrogatoire du pétitionnaire pour fins de communication de pièces, il est également vrai que certains de ses agents ont répondu de 13 personnes qui ont voté de façon irrégulière. Or, s'il était prouvé que ces agents se fussent portés garants d'un nombre suffisamment élevé de personnes pour justifier l'annulation de l'élection, cette circonstance équivaudrait, en effet, à permettre au pétitionnaire de tirer profit de ses propres actes répréhensibles, et nous pourrions être obligés d'envisager l'affaire différemment. Mais au regard du total des personnes qui ont voté illégalement, le nombre de 13 ne pouvait pas modifier le résultat du scrutin et nous ne saurions maintenir que ces actes de la part des agents du pétitionnaire aient entraîné l'irrecevabilité ni privé le pétitionnaire du droit d'élever les objections que nous avons retenues.

Nous devons également rejeter l'argument de M. Lewis suivant lequel les circonstances et coutumes particulières au Yukon autorisent les habitants de cette région à ne tenir aucun compte des lois relatives aux élections.

L'élection est annulée.

Quant aux dépens, nous ordonnons que le pétitionnaire taxe ses dépens, sauf ceux qui ont trait aux témoins venus déposer à propos de votants Indiens, et que l'intimé paie au pétitionnaire les trois quarts des dépens ainsi taxés.

J. E. GIBBEN, Juge.
J. O. WILSON, Juge.

Le 11 octobre 1957.

COUR TERRITORIALE DU YUKON
DAWSON

Neilsen c. Simmons

Les avocats des parties ont pris connaissance des détails plaidés de part et d'autre et conviennent de ce que le tribunal détient à présent la preuve concernant huit personnes, nommément M. et Mme Carlyle, M. et Mme Carr, Billy Evans, M. Gerlitsky, Louis Duchemin et Frank Peters. Une vérification des cahiers de scrutin révèle également le nom d'un résident de Vancouver, Alec Nicol, non compris dans les huit personnes susmentionnées.

Les avocats des parties reconnaissent que 209 particuliers dont les noms ne figuraient pas sur la liste dressée pour les arrondissements où ils ont respectivement voté ne résidaient pas dans ces arrondissements; que 68 autres particuliers dont les noms n'apparaissaient pas sur la liste dressée pour l'arrondissement où ils ont voté n'avaient pas de répondants et que 188 autres dont les noms ne figuraient pas sur la liste dressée pour l'arrondissement où ils ont voté avaient des répondants dont les noms n'étaient pas inscrits sur la liste dudit arrondissement.

Des 209 non-résidents mentionnés ci-dessus, un nombre indéterminé n'avait pas de répondants ou avait été identifié par des personnes n'étant pas inscrites sur la liste de l'arrondissement approprié.

RESPECTUEUSEMENT SOUMIS à Whitehorse (Yukon), ce 10 octobre 1957.
Gowan Guest, avocat du pétitionnaire,
Frank Lewis, avocat de l'intimé.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que, conformément aux dispositions de l'article 69 de la Loi sur les élections fédérales contestées, chapitre 87 des Statuts revisés du Canada (1952), il a adressé son mandat au directeur général des élections lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral du Yukon.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire du communiqué, en date du 1er octobre 1957, relatif à la réunion des ministres des Finances du Commonwealth, tenue à Mont-Tremblant (Québec), en septembre et octobre 1957.

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire de la déclaration, en date du 4 octobre 1957, relative à la conférence sur le commerce tenue à Ottawa en octobre 1957 entre les ministres du Canada et ceux du Royaume-Uni.

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire du communiqué, en date du 8 octobre 1957, relatif à la troisième réunion du Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques, tenue à Washington en octobre 1957.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter de trois mois à six mois la durée des absences temporaires du Canada permises aux pensionnés.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance versée, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi; de prescrire, sous réserve de règlements, des paiements à l'égard de certaines autres personnes malades et hospitalisées dans des institutions; et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à six heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi de 1956 sur le financement provisoire des producteurs de grain des Prairies pour la période allant du 15 novembre 1955 au 31 mai 1957, selon l'article 12(2) de ladite loi, chapitre 1er des Statuts du Canada (1956).

Par M. Fleming, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles pour l'année terminée le 31 décembre 1956, selon l'article 13 de ladite loi, chapitre 110 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche pour la période allant du 12 décembre 1955 au 31 mars 1957, selon l'article 12(2) de ladite loi, chapitre 46 des Statuts du Canada (1955).

Par M. Fleming,—Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 13 de ladite loi, chapitre 278 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année close le 31 mars 1957, accompagné du rapport de l'auditeur général visant les comptes de ladite Commission, selon l'article 85 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—État concernant l'application de la Loi sur l'assurance du service civil pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 21(2) de ladite loi, chapitre 49 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume I-Précis des rapports des compagnies d'assurance-vie au Canada pour l'année close le 31 décembre 1956, selon l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume II-États annuels relatifs aux compagnies d'assurance autre que l'assurance-vie, pour l'année close le 31 décembre 1955, selon l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume III-États annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuel, pour l'année close le 31 décembre 1955, selon l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 10 de la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales, chapitre 59 des Statuts du Canada (1947).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle),—Rapport de la Commission d'énergie du Nord canadien pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 24 de la Loi sur la Commission d'énergie des territoires du Nord-Ouest, chapitre 196 modifié des Statuts revisés du Canada (1952).

Deuxième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants, déposées le 22 octobre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La *British Columbia Telephone Company* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.—*M. Jung.*

Hugh Windsor Cooper et sept autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi constituant en corporation *Investors Trust Company.—M. Chown.*

La *New York Central Railroad Company* et la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New York aux fins d'une loi dissolvant la dernière compagnie.—*M. McIlraith.*

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 9

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 24 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 24 octobre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable juge Robert Taschereau, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 24 octobre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont adopté de bill suivant:

Bill n° 11, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

M. LaCroix, appuyé par M. Gour, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 13, Loi modifiant le Code criminel (Activité subversive), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Brooks, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, en vue d'augmenter le taux mensuel de certaines allocations et de certains revenus admissibles; d'étendre le bénéfice de la loi à d'autres catégories d'anciens combattants, de veuves et d'orphelins; et d'augmenter les traitements des membres de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Brooks, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les pensions aux fins suivantes: placer les personnes à la charge de ceux qui ont servi pendant la seconde guerre mondiale dans une situation analogue à celle des personnes à la charge de ceux qui ont servi dans la première guerre mondiale, lorsque l'invalidité ou le décès est dû à la mauvaise conduite; assurer que des pensions peuvent être versées aux personnes à la charge de membres décédés des forces résidant et domiciliés à Terre-Neuve; prescrire le maintien des pensions d'invalidité et des pensions aux veuves jusqu'à la fin du mois où le décès est survenu, sauf dans les cas où n'est payable aucune pension supplémentaire à l'égard des personnes à charge; pourvoir au paiement d'une pension à la fille d'un veuf pensionné lorsque l'établissement domestique est maintenu après sa mort; accorder une augmentation d'allocation d'habillement au titre de l'amputation ou de l'usage d'appareils de prothèse; pourvoir à une augmentation des allocations accordées pour les frais des services funèbres et de l'enterrement; supprimer la restriction sur le montant de la pension payable à un parent à la charge d'un pensionné décédé après la cessation de pension aux autres personnes à charge; autoriser le paiement de pensions aux veuves aux taux courants après le rétablissement des pensions discontinuées; supprimer la restriction sur le paiement de pensions aux enfants ou relativement aux enfants nés après une date spécifiée, ou aux épouses dont le mariage à un membre des forces ou à un pensionné a eu lieu après une date spécifiée; une telle mesure devant inclure, en outre, certains amendements propres à clarifier la loi ou découlant de ce qui précède.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans une région désignée, avant la livraison de ce grain.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958"

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Sur ce le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill".

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans une région désignée, avant la livraison de ce grain.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'assurer des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans la région désignée, selon que le définit la Loi sur la Commission canadienne du blé, avant la livraison de ce grain, sous réserve de l'obligation pour les producteurs de livrer leur grain à la Commission canadienne du blé; et en vue de pourvoir aux frais, dépenses et autres obligations financières que ces avances exigent; une telle mesure devant inclure toutes autres dispositions qui y sont connexes et en découlent, et sont nécessaires pour donner suite à ce qui précède.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. Hamilton (Qu'Appelle), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du Bibliothécaire national pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 13 de la Loi sur la Bibliothèque nationale, chapitre 330 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports,—Copies d'arrêtés en conseil rendus aux termes de l'article 19 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29 des Statuts du Canada (1955), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-943, approuvé le 11 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain appartenant au chemin de fer de la baie d'Hudson en vue de l'établissement d'une zone d'habitation destinée aux préposés civils à l'aéroport de Churchill.

Arrêté en conseil C.P. 1957-983, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain appartenant au chemin de fer Transcontinental dans la ville de La Tuque (Québec) et autorisant la cession de ce terrain à la Corporation de la ville de La Tuque.

Arrêté en conseil C.P. 1957-984, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain dans la ville de Corner-Brook (Terre-Neuve) et autorisant la cession de ce terrain à la ville de Corner-Brook.

Arrêté en conseil C.P. 1957-985, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain et un terrain submergé dans le comté de Queens (Île du Prince-Édouard) et transférant l'administration, la gestion et le contrôle de ces terrains du ministre des Transports au ministre des Travaux publics, sous réserve de certaines conditions spécifiées.

Arrêté en conseil C.P. 1957-986, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain dans le premier rang du canton de Mailhot dans le comté de Laviolette (Québec) et transférant l'administration, la gestion et le contrôle de ce terrain du ministre des Transports au ministre des Travaux publics.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1171, approuvé le 27 août 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain dans la ville d'Halifax (Nouvelle-Écosse) et transférant au Conseil des ports nationaux l'administration, la gestion et le contrôle de ce terrain.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1355, approuvé le 9 octobre 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain située dans le lot 28 près de la ville de Borden (Île du Prince-Édouard) et transférant du ministre des Transports au ministre des Travaux publics l'administration, la gestion et le contrôle de ce terrain.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1357, aprouvé le 9 octobre 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain située dans le township 87, rang 21, E.P.M., au Manitoba, et transférant à Sa Majesté, du chef de la province du Manitoba, la gestion et le contrôle de ce terrain.

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough),—État indiquant les terrains vendus par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique pendant l'année terminée le 30 septembre 1957, selon l'article 8 de la Loi modifiant de nouveau la loi concernant le chemin de fer Canadien du Pacifique, chapitre 9 des Statuts du Canada (1886).

A 10h. 10 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 10

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 25 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 28 février 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les produits bruts et demi-produits sidérurgiques—Référence n° 118; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 28 février 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les tuyaux et tubes de fer ou d'acier—Référence n° 119; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 14 mars 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant la production, la consommation, la vente, les importations et les exportations de chaussures imperméables et de souliers de toile à semelles de caoutchouc—Référence n° 121; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 30 septembre 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant

le zinc et les ouvrages en zinc—Référence n° 122; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

Du consentement unanime, il est fait appel de la rubrique *Avis de motions portant production de documents.*

Sur motion de M. Coldwell, pour M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat à l'élection générale du 10 juin 1957, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses d'élection n'a pas été présenté. (**Avis de motion n° 1*)

Sur motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Sinclair, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces du Canada depuis le 10 juin 1957, portant sur des questions relatives à la Loi sur l'assurance-hospitalisation adoptée par le Parlement le 10 avril 1957. (**Avis de motion n° 2*)

Sur motion de M. Deniset, pour M. Boulanger, appuyé par M. Raymond, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et autres documents échangés durant les six derniers mois entre la ville de Drummondville (Québec) et le ministre des Transports, au sujet de l'aménagement d'un aéroport dans cette ville. (**Avis de motion n° 7*)

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement)

(Bills publics)

Les ordres portant les numéros 10 à 17 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle);

M. McCullough, appuyé par M. Argue, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Chown.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 10 de ladite loi, chapitre 95 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport du directeur des enquêtes et des recherches, Loi des enquêtes sur les coalitions, pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 44 de ladite loi, chapitre 314 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en date du 24 juillet 1957, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, concernant la fabrication, la distribution et la vente des tuyaux métalliques pour ponceaux et des produits connexes.

Premier rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

La *Brazilian Traction, Light and Power Company,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger l'article 5, chap. 131 des Statuts 4-5 George V.

La *Sao Paulo Electric Company Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.

La *Brazilian Hydro Electric Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.

La *Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger, sous réserve de certaines conditions, le chap. 119 des Statuts du Canada 4 Édouard VII et le chap. 156 des Statuts du Canada 6 Édouard VII; à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil; et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies en tant qu'elle vise ladite compagnie.

La *British Columbia Telephone Company,* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.

La *New York Central Railroad Company* et la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New York, aux fins d'une loi dissolvant la dernière compagnie.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 11

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 28 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que les honorables sénateurs Barbour, Blais, Bouffard, Bradette, Bradley, Comeau, Davies, Euler, Isnor, McGrand, Nicol, Pearson, Savoie, Smith (Kamloops), Stambaugh, Turgeon et Wood ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat durant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

Un message est reçu du Sénat en vue d'informer cette Chambre que Son Honneur le Président et les honorables sénateurs Beaubien, Fergusson, Hodges, Howard, McLean et White ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Son Honneur le Président et les honorables sénateurs Aseltine, Blais, Cameron, Fournier, Gershaw, Gouin, Lambert, McDonald, Reid, Vien, Wall et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur le Président à administrer la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et à agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre, —Rapport du surintendant des faillites concernant l'application de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers durant l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 41(2) de ladite loi, chapitre 111 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire du communiqué (Déclaration d'objectif commun) publié conjointement par le président des États-Unis et le premier ministre du Royaume-Uni à Washington le 25 octobre 1957.

M. Fulton, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 15, Loi modifiant le Code criminel, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Argue, pour M. Nicholson, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes et lettres échangés jusqu'à ce jour, durant l'année 1957, entre des personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et le ministre de l'Agriculture, relativement à la nomination d'employés en application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. (**Avis de motion n° 3*)

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. McWilliam, il est ordonné,— Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick au sujet du projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et Pointe-à-la-Croix (Québec). (**Avis de motion n° 9*)

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pearson, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec, au sujet de la frontière entre Ontario et Québec sur le lac Saint-François. (**Avis de motion n° 10*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison;

M. Harkness, pour M. Churchill, appuyé par M. Nowlan, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 23 octobre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1957-1033, approuvé le 31 juillet 1957: nommant le maréchal de l'air C. R. Slemon, C.B., C.B.E., C.D., au poste de commandant en chef adjoint des opérations des forces aériennes de défense du Canada et des États-Unis.

Par M. Pearkes,—Exemplaire de la déclaration faite conjointement par le secrétaire à la Défense des États-Unis et le ministre de la Défense nationale du Canada le 1er août 1957 relativement à l'intégration des opérations des forces aériennes de défense du Canada et des États-Unis.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 12

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 29 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Starr, appuyé par M. Hamilton (Qu'Appelle), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, pour M. Churchill, appuyé par M. Nowlan: Que le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

M. Fleming invoque le Règlement, déclarant qu'il est irrégulier d'aborder l'étude de ce bill, vu qu'un projet de loi, inscrit au nom du Gouvernement et contenant des dispositions semblables quant au fond, est inscrit au *Feuilleton*.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je me suis entretenu avec le greffier sur le point soulevé par le ministre; il est d'avis que les autorités donnent raison à ceux qui se sont élevés contre le rappel au Règlement. On me renvoie à May, 15e édition, page 499:

> Il n'existe ni règle ni coutume qui empêche la présentation de deux ou de plusieurs projets de loi se rapportant au même sujet et renfermant des dispositions analogues.

Un problème ne surgit que lorsque la Chambre a rendu une décision mais, apparemment, rien n'empêche que deux projets de loi soient placés sur le même pied, comme le dit l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Je dois donc, je crois, rejeter le rappel au Règlement.

Avant que le débat se poursuive, il y a peut-être lieu que je complète ce que j'ai dit à cause du problème qui découle de la présence au *Feuilleton* de deux projets de loi analogues. J'ai signalé qu'aucun n'avait préséance sur l'autre, mais que, si on prenait une décision au sujet de l'un d'eux, cette décision pourrait modifier le statut de l'autre, et je n'ai pas donné lecture de tout le commentaire de May dont j'ai parlé. Ce commentaire paraît à la page 499 de la 15e édition et je dois en continuer la lecture parce qu'il peut influer sur l'avis de la Chambre au sujet de la présente situation, qui est assez exceptionnelle. Voici ce qu'écrit May:

> Il n'y a ni règle ni coutume qui empêche la présentation de deux ou plusieurs bills concernant le même sujet et contenant des dispositions semblables. Mais, si la Chambre a déjà pris une décision à l'égard d'un bill de ce genre, par exemple, si le bill a reçu ou s'est vu refuser la deuxième lecture, on ne procède pas à l'étude de l'autre s'il renferme à peu près les mêmes dispositions, et un tel bill n'aurait pu être présenté sur motion en demandant l'autorisation. Mais, lorsqu'un bill est retiré après que son examen a fait quelque progrès, un autre bill visant les mêmes objets peut être examiné.

On trouve le commentaire de Bourinot à la page 548 de la quatrième édition. Je ne prendrai pas la peine de lire ce commentaire, mais j'ai cru bon de développer ce que j'avais déjà dit.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, pour M. Churchill, appuyé par M. Nowlan: Que le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Cardin,
Carter,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crestohl,
Crouse,
Deniset,
Dinsdale,
Doucett,
Ellis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Forgie,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Houck,
Howard,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Langlois,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
Lewry,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
Maloney,
Maltais,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Timmins),
Martini,
Meunier,
Milligan,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy (Lambton-Ouest),
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearson,
Phillips,
Poulin,
Pratt,
Quelch,
Raymond,
Rea,
Regier,
Ricard,
Richardson,
Robinson,
Rouleau,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Schulz,
Shaw,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Studer,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thomas (Wetaskiwin),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Walker,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Yuill,
Zaplitny—188.

CONTRE

Messieurs

Barbès,	Brown (Essex-Ouest),	LaCroix,	Villeneuve (Roberval)—6.
	Huffman,	Stuart (Charlotte),	

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les accords de Bretton Woods pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de ladite loi, chapitre 19 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Galerie nationale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Galerie nationale, chapitre 186 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) des dépenses et de l'administration relatives à la Loi sur les allocations familiales et à la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 14 de la Loi sur les allocations familiales, chapitre 109 des Statuts revisés du Canada (1952), et à l'article 12 de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, chapitre 200 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Monteith,—État (en français et en anglais) concernant les recettes et les dépenses en application de la partie V de la Loi sur la marine marchande du Canada (Marins malades) pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 321 de ladite loi, chapitre 29 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10h. 15 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 13

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copies (en français et en anglais) des lettres échangées entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces, entre le 16 septembre et le 7 octobre 1957, au sujet de la tenue d'une conférence fédérale-provinciale afin de revoir les arrangements actuels concernant le partage des impôts.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 4 par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Y a-t-il des membres du Cabinet qui font actuellement partie du conseil d'administration de quelque société, corporation, etc.?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou corporations s'agit-il et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés membres de ces conseils d'administration?

3. Depuis qu'ils ont été appelés au Conseil privé, des ministres ont-ils résigné leurs fonctions de membre de conseils d'administration?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, à quelle date ont-ils résigné et de quelles sociétés ou corporations s'agit-il?

Question n° 47 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le premier ministre et (ou) les ministres de la Défense nationale, des Travaux publics et des Transports ont-ils reçu une demande d'aide financière de la part du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick et (ou) du conseil municipal de Chatham (Nouveau-Brunswick), du *Board of*

Trade de Chatham (Nouveau-Brunswick), ou de tous autres groupements ou particuliers, pour le relevé et la construction d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi, entre Chatham et Ferry-Road (Nouveau-Brunswick)?

2. Quel est le programme administratif du gouvernement en ce qui a trait à l'aide financière requise pour la construction des ponts situés sur les grandes routes dans les limites des provinces, à l'exclusion des ponts de la route transcanadienne?

Question n° 53 par M. Regier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sommes globales le gouvernement a-t-il dépensées pour l'achat et l'aménagement du terrain destiné à des magasins militaires, dans la municipalité du district de Coquitlam?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes à qui on a versé des sommes d'argent et quels montants a-t-on versés dans chaque cas?

3. A-t-on vendu cette propriété? Dans le cas de l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. La municipalité de Coquitlam a-t-elle fait une demande d'achat de cette propriété?

5. Dans le cas de l'affirmative, qu'a-t-on fait de cette demande et pour quelles raisons en a-t-on ainsi disposé?

Question n° 59 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Marler, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de l'ordonnance n° 107 relative au transport postal du directeur de district des services postaux à Ottawa, datée du 7 août 1957 et adressée aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes. (**Avis de motion n° 6*)

Sur motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Sinclair, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et la province d'Ontario, relativement à l'adhésion de cette province à la loi de 1956 sur l'assistance-chômage. (**Avis de motion n° 8*)

Le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport de l'auditeur général concernant la vérification des comptes de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année close le 31 mars 1957, contenant un état relatif aux recettes et dépenses, conformément à l'article 12 de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec, chapitre 57 des Statuts du Canada (1907-1908).

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (**Avis de motion n° 6*), demandant la copie de l'ordonnance n° 107 relative au transport postal du directeur de district des services postaux à Ottawa, datée du 7 août 1957 et adressée aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 14

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 31 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur dépose devant la Chambre,—Exemplaire des témoignages déposés lors de l'instruction d'une pétition d'élection, faite à Whitehorse (Territoire du Yukon) les 8, 9 et 10 octobre 1957, aux termes de la Loi sur les élections fédérales contestées, concernant l'élection fédérale du 10 juin 1957 dans le district électoral du Yukon.

(*Lesdits témoignages sont enregistrés à titre d'Appendice n° 1 aux Journaux*)

M. Argue, appuyé par M. Nicholson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 17, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Harkness, appuyé par M. Brooks, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles qui y seront désignés et prévoyant la garantie des prix à l'égard de tout autre ou tous autres produits agricoles que le gouverneur en conseil peut désigner au besoin. Ladite mesure comprendra des dispositions aux fins suivantes: l'établissement d'un Office et d'un Comité consultatif, la nomination de membres et de préposés et le paiement de leurs traitements et frais; le paiement des frais et des dépenses d'administration; l'établissement, au Fonds du revenu consolidé, d'une caisse renouvelable et l'autorisation de dépenses, sur cette caisse, pour les objets de la mesure projetée, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante millions de dollars, en plus de la dépense des sommes provenant de la vente des produits agricoles et des autres revenus qui en sont retirés. La mesure comprendra en outre toutes autres dispositions qui y sont connexes et qui en découlent, et sont nécessaires pour donner suite au régime susmentionné.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fulton, appuyé par M. Hees, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les juges, en vue de pourvoir aux traitements de deux autres juges puînés à la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et au traitement d'un autre juge de cour de comté pour la province d'Ontario.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements et étudié dans sa forme modifiée.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse et, après avoir fait de nouveau rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 15

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 1er NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".—*M. Jung.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter de trois mois à six mois la durée des absences temporaires du Canada permises aux pensionnés.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 19, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance versée, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 20, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les aveugles.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les invalides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 13 à 19 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill nº 12, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Bulletins de vote);

M. Thomas (Wetaskiwin), appuyé par M. Shaw, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) de l'Index codifié et du Tableau des modifications des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada,* pour la période allant du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1957.

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (*Question nº 53*), demandant l'état suivant: 1. Quelles sommes globales le gouvernement a-t-il dépensées pour l'achat et l'aménagement du terrain destiné à des magasins militaires, dans la municipalité du district de Coquitlam?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes à qui on a versé des sommes d'argent et quels montants a-t-on versés dans chaque cas?

3. A-t-on vendu cette propriété? Dans le cas de l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. La municipalité de Coquitlam a-t-elle fait une demande d'achat de cette propriété?

5. Dans le cas de l'affirmative, qu'a-t-on fait de cette demande et pour quelles raisons en a-t-on ainsi disposé?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du commissaire des pénitenciers pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 14 de la Loi sur les pénitenciers, chapitre 206 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) de la Galerie nationale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Galerie nationale, chapitre 186 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 16

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 4 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie (en français et en anglais) de la lettre adressée le 31 octobre 1957 aux premiers ministres des provinces par le premier ministre du Canada au sujet de la conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales qui doit avoir lieu à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

M. Johnson (Kindersley), appuyé par M. Argue, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 22, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Hees, appuyé par M. Pearkes, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'autoriser et d'assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire depuis Optic Lake jusqu'à Chisel Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ cinquante-deux milles, suivant une dépense estimative de $8,840,000, cette dépense ne devant pas dépasser de plus de quinze pour cent ladite estimation; de permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'acheter de l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* une ligne ferroviaire depuis un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie d'Hudson à ou près Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood à ou près Mystery Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ trente milles, à un prix ne dépassant pas $5,400,000. La mesure autorisera ladite Compagnie de chemin de fer à émettre des valeurs

qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de la construction et de l'achat desdites lignes. Afin que ladite Compagnie de chemin de fer puisse procéder immédiatement à la construction et à l'achat desdites lignes ferroviaires, des prêts temporaires peuvent lui être consentis, sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions déterminées par le gouverneur en conseil, ces prêts étant garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Stuart (Charlotte), appuyé par M. McIvor, il est ordonné, —Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 10 juin 1957, entre le ministre des Travaux publics et tout particulier, recommandant ou approuvant le congédiement du contremaître de brise-lames dans le comté de Charlotte (Nouveau-Brunswick). (**Avis de motion n° 12*)

Sur motion de M. Henderson, appuyé par M. Studer, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents que possède le ministère des Transports relativement au congédiement, à cause de partialité politique, de M. George W. Forrester, employé audit ministère. (**Avis de motion n° 13*)

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les invalides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi; de prescrire, sous réserve de règlements, des paiements à l'égard de certaines autres personnes malades et hospitalisées dans des institutions; et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 23, Loi modifiant la Loi sur les invalides, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 19, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse;

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) de l'*Atomic Energy of Canada Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1442, approuvé le 31 octobre 1957: approuvant le budget d'établissement revisé de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année expirant le 31 mars 1958.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 34 de la Loi sur les travaux publics, chapitre 228 des Statuts revisés du Canada (1952).

Troisième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérantes suivantes, déposées le 1er novembre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La Compagnie de Téléphone Bell du Canada, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.—*M. Rea.*

Mexico Tramways Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.—*M. Vivian.*

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 17

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 5 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howard, appuyé par M. Barnett, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 24, Loi modifiant la Loi sur les Indiens, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Barnett, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 25, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 20, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse;

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles;

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "British Columbia Telephone Company";

M. Jung, appuyé par M. Kennedy, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

M. Chevrier invoque le Règlement, déclarant qu'un bill privé ne peut être déféré à un comité permanent en conformité de l'article 105 du Règlement, parce que les comités permanents de la Chambre ne sont pas établis avant que le personnel en ait été nommé.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je remercie les honorables députés de leur concours. Il s'agit d'un problème que j'ai déjà examiné, à cause de la difficulté qu'a évoquée l'honorable député de Laurier. En fait puisque nous ne sommes saisis que de la motion tendant à la deuxième lecture du bill, aucun problème ne se pose avant l'adoption de cette motion.

L'honorable député de Laurier a évoqué la difficulté qui se posera alors. Il a rappelé le texte de l'article 105 qui, en fait, prévoit le renvoi *ipso facto* du projet de loi au comité compétent après la deuxième lecture. Les décisions de mes prédécesseurs font jurisprudence à cet égard. Le 17 avril 1950, l'Orateur de l'époque, considérant la question de savoir s'il était nécessaire de présenter une motion après la deuxième lecture d'un bill d'intérêt privé afin de renvoyer celui-ci au comité compétent, a décidé qu'il était inutile de recourir à une motion de ce genre, puisque, aux termes de l'article 105, le bill en question était *ipso facto* transmis au comité compétent après son adoption en deuxième lecture par la Chambre. Jusque-là, je suis de l'avis de l'honorable député.

Il a ensuite soulevé une autre question. Si le comité n'a pas de membres, est-ce que cela peut avoir un effet quelconque? Peut-être ne devrais-je pas traiter de cette question d'avance, mais je l'ai étudiée et j'aimerais dire à la Chambre qu'à tort ou à raison, je suis maintenant d'avis que ce sont des comités permanents et que, même si l'on affirme qu'il n'existe pas de comités quand aucun député n'en fait partie, le Règlement de la Chambre prévoit effectivement l'existence d'un comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, auquel ce projet de loi serait renvoyé d'office en vertu de l'article n° 105. Par conséquent, je ne pense pas qu'il y ait de difficulté à l'heure actuelle. Je crois, ainsi qu'on me le dit, qu'aucune difficulté ne se présentera si le bill est lu pour la 2e fois et renvoyé d'office au comité. Cependant, ce comité ne pourra pas l'examiner tant qu'il ne sera pas constitué par des députés. Il reste que c'est un comité qui existe en vertu du Règlement de la Chambre.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 13 à 20 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. McCullough, appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle), soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Monteith, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 23, Loi modifiant la Loi sur les invalides;

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 59*), demandant l'état suivant: 1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

Par M. Charlton, adjoint parlementaire, pour le ministre de l'Agriculture,— Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 28 octobre 1957 (**Avis de motion n° 3*), demandant la copie de tous télégrammes et lettres échangés jusqu'à ce jour, durant l'année 1957, entre des personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et le ministre de l'Agriculture, relativement à la nomination d'employés en application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 18

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 6 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest".

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada".—*M. Rea.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 55 par M. MacEachen—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. De quelle façon établit-on le salaire des employés rémunérés aux taux courants dans les parcs nationaux du Canada?

2. Quel est le salaire horaire actuel de chaque catégorie de ces employés dans chaque parc national du Canada?

Question n° 71 par M. Lesage—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on demandé des soumissions pour des concessions de télébennes ou monte-pente à nacelle dans les parcs nationaux de Banff et de Jasper?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque cas, quand a-t-on demandé ces soumissions et quand ont-elles été ouvertes?

3. A-t-on accordé des concessions?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) à qui dans chaque cas, *c*) quelles en étaient les modalités, *d*) quelles en étaient les conditions?

5. Quels étaient les avantages et les désavantages relatifs de chaque soumission dans les cas où des concessions ont été accordées?

Question n° 93 par M. Barnett—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on mis en œuvre cette année un programme de pulvérisation aérienne des forêts dans la région de la vallée qui s'étend entre le bras de mer Quatsino et la rivière Nimpkish, dans le nord de l'île de Vancouver?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels insectes avait-on l'intention de détruire et quels insecticides a-t-on employés?

3. Quelle superficie globale a-t-on traitée et quel est le nombre estimatif de millions de pieds m.p. de bois de chaque catégorie traitée?

4. Sur la superficie globale traitée, quelle étendue, en acres et en pieds m.p., *a*) était des concessions forestières non aliénées par la Couronne, *b*) était détenue en vertu d'un permis de gestion, en donnant le nom des détenteurs, *c*) était détenue d'autre façon de la Couronne, en donnant le nom des détenteurs?

5. A quels organismes, *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, a-t-on confié les travaux de pulvérisation?

6. Quels autres organismes *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, ont pris part à ce programme de pulvérisation ou ont été consultés à son sujet?

7. Quel a été le coût global des travaux, par qui et dans quelle mesure les frais en ont-ils été soldés?

8. A-t-on préparé un rapport au sujet des résultats obtenus dans les forêts? Dans le cas de l'affirmative, à combien évalue-t-on le nombre de pieds m.p. de bois sauvé *a*) de la destruction, *b*) des dégâts causés par les insectes, et quelle valeur estimative représente ce nombre *a*) en bois non coupé, *b*) en billes flottantes, *c*) en produits forestiers traités?

9. Projette-t-on ou envisage-t-on un autre programme de pulvérisation dans la même région? Dans le cas de l'affirmative, pour quand?

10. Quels sont les noms des cours d'eau et des lacs où fraye le saumon, situés en tout ou en partie dans l'étendue traitée, et quelle est la montaison dans chaque cours d'eau et lac, classée selon l'espèce, le nombre moyen annuel et la valeur moyenne annuelle calculée aux prix courants de la pêche?

11. Le ministère fédéral des Pêcheries a-t-il, seul ou en collaboration avec quelque autre organisme, effectué un relevé ou parachevé une estimation des pertes causées au saumon? Dans le cas de l'affirmative, ce relevé a-t-il ou sera-t-il publié, et sous quelle forme?

12. Si le saumon a subi des pertes, que représentent-elles au point de vue *a*) du pourcentage des montaisons affectées, *b*) de la valeur globale estimative des prises?

Question n° 99 par M. Hahn—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on congédié des fonctionnaires à cause de leur activité politique au cours de la récente élection fédérale, *a*) entre la date d'émission des brefs d'élection et le 19 juin 1957, *b*) depuis le 10 juin 1957?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les faits qui ont motivé le congédiement de ces fonctionnaires?

Question n° 107 par M. Martin (Essex-Est)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le premier ministre a-t-il reçu des requêtes de municipalités du sud-ouest de l'Ontario, y compris la ville de Windsor, sollicitant une aide financière pour des projets municipaux de construction d'égouts?

2. Dans le cas de l'affirmative, le premier ministre a-t-il donné suite à ces requêtes et quelle est la teneur de la réponse?

3. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il reçu des requêtes de même nature, sollicitant une aide financière à l'égard de projets municipaux de construction d'égouts?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur des réponses du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à ces requêtes?

5. Le gouvernement étudiera-t-il les demandes d'aide financière à cette fin?

6. Le premier ministre a-t-il fait savoir que l'on examinera cette question?

Question n° 111 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels ont été les résultats du relevé des salaires effectué en mai et en juin 1957, dans la région de Miramichi, concernant les civils employés aux stations de l'aviation royale du Canada de Chatham et de St. Margarets (Nouveau-Brunswick), et au dépôt d'approvisionnement naval de Renous (Nouveau-Brunswick)?

2. Depuis 1950 jusqu'à ce jour, quelles augmentations de salaires a-t-on autorisées à l'égard des civils employés à ces trois centres de la défense?

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Lesage, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre M. J. R. Taylor ou tout associé du bureau d'avocats *Taylor, Marshall and Company*, et le ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire de l'administration centrale et du bureau de Vancouver de la Division de l'Immigration, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. (**Avis de motion n° 15*)

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Lesage, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de toutes directives et instructions adressées au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration depuis le 21 juin 1957, relativement à l'admission des immigrants ou des visiteurs en provenance de Hong-Kong, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan. (**Avis de motion n° 16*)

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. Lafontaine, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, et les gouvernements des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ou leurs Commissions d'énergie respectives, relativement à la mise en valeur de l'énergie électrique. (**Avis de motion n° 17*)

Sur motion de M. Stick, appuyé par M. Studer, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, relativement aux modifications proposées à la Loi sur l'assistance-vieillesse. (**Avis de motion n° 19*)

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, en vue d'augmenter le taux mensuel de certaines allocations et de certains revenus admissibles; d'étendre le bénéfice de la loi à d'autres catégories d'anciens combattants, de veuves et d'orphelins; et d'augmenter les traitements des membres de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Brooks, appuyé par M. Monteith, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les pensions et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 55*), demandant l'état suivant: 1. De quelle façon établit-on le salaire des employés rémunérés aux taux courants dans les parcs nationaux du Canada?

2. Quel est le salaire horaire actuel de chaque catégorie de ces employés dans chaque parc national du Canada?

Par M. Hamilton (Qu'Appelle),—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 71*), demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on demandé des soumissions pour des concessions de télébennes ou monte-pente à nacelle dans les parcs nationaux de Banff et de Jasper?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque cas, quand a-t-on demandé ces soumissions et quand ont-elles été ouvertes?

3. A-t-on accordé des concessions?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) à qui dans chaque cas, *c*) quelles en étaient les modalités, *d*) quelles en étaient les conditions?

5. Quels étaient les avantages et les désavantages relatifs de chaque soumission dans les cas où des concessions ont été accordées?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 25 octobre 1957 (**Avis de motion n° 2*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces du Canada depuis le 10 juin 1957, portant sur des questions relatives à la Loi sur l'assurance-hospitalisation adoptée par le Parlement le 10 avril 1957.

Deuxième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Hugh Windsor Cooper et sept autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi constituant en corporation *Investors Trust Company.*

La Compagnie de Téléphone Bell du Canada, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.

Mexico Tramways Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 19

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 7 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Deux cent quatre-vingt pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 7 novembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui le 7 novembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général,
LIONEL MASSEY

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison.

Bill n° 19, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".—*M. Chown.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu du crédit numéro 209 du budget de l'année financière expirant le 31 mars 1958, ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1957-1456, approuvé le 6 novembre 1957: nommant M. John Borden Hamilton, député, au poste d'adjoint parlementaire au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, un comité spécial est institué aux fins de dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui doivent composer les comités permanents de la Chambre sous le régime de l'article 65 du Règlement, ledit comité se composant de messieurs Cardiff, Chevrier, Gauthier (Portneuf), Green et Hahn.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest".—*M. Comtois.*

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants;

M. Brooks, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour;

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison.

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Brooks, appuyé par M. Comtois: Que le Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 20

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 8 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les pensions et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York".—*M. McIlraith.*

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".—*M. Morton.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois, et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les pensions.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les pensions aux fins suivantes: placer les personnes à la charge de ceux qui ont servi pendant la seconde guerre mondiale dans une situation analogue à celle des personnes à la charge de ceux qui ont servi dans la première guerre mondiale, lorsque l'invalidité ou le décès est dû à la mauvaise conduite; assurer que des pensions peuvent être versées aux personnes à la charge de membres décédés des forces résidant et domiciliés à Terre-Neuve; prescrire le maintien des pensions d'invalidité et des pensions aux veuves jusqu'à la fin du mois où le décès est survenu, sauf dans les cas où n'est payable aucune pension supplémentaire à l'égard des personnes à charge; pourvoir au paiement d'une pension à la fille d'un veuf pensionné lorsque l'établissement domestique est maintenu après sa mort; accorder une augmentation d'allocation d'habillement au titre de l'amputation ou de l'usage d'appareils de prothèse; pourvoir à une augmentation des allocations accordées pour les frais des services funèbres et de l'enterrement; supprimer la restriction sur le montant de la pension payable à un parent à la charge d'un pensionné décédé après la cessation de pension aux autres personnes à charge; autoriser le paiement de pensions aux veuves aux taux courants après le rétablissement des pensions discontinuées; supprimer la restriction sur le paiement de pensions aux enfants ou relativement aux enfants nés après une date spécifiée, ou aux épouses dont le mariage à un membre des forces ou à un pensionné a eu lieu après une date spécifiée; une telle mesure devant inclure, en outre, certains amendements propres à clarifier la loi ou découlant de ce qui précède.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Brooks, appuyé par M. Comtois, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux;

M. Starr, appuyé par M. MacLean, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Barnett.

Du consentement unanime, sur motion de M. Green, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que, nonobstant la désignation de lundi prochain comme un jour destiné à la prise en considération de l'ordre visant à la reprise du débat sur la motion d'adresse en réponse au discours de Sa Majesté, la Chambre se réunisse à deux heures et demie de l'après-midi ledit jour, et que l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement soit suspendue à cet égard.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada":

M. Rea, appuyé par M. Chown, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company";

M. Chown, appuyé par M. Crouse, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 10 à 17 inclusivement, sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Green.

L'ordre portant le numéro 19 est appelé et réservé.

L'ordre portant le numéro 20 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

Les ordres portant les numéros 21, 22 et 23 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 24 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Quatrième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 7 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Frederick Wilson Abbott, de Buchans (Terre-Neuve), époux de Myrtle Morgan Abbott.

Mark Astman, de Montréal (P.Q.), époux de Miriam Abramovitch Astman.

Alice Elizabeth Edden Aumais, épouse de Miles Wesley Aumais, de Montréal (P.Q.).

Bertha Wexler Azeman, épouse de Adolph Azeman, de Montréal (P.Q.).

Martine Rolland Badeaux, épouse de Joseph-André Badeaux, de St-Sauveur-des-Monts (P.Q.).

Lucille Perrin Ballard, épouse de Tancrède *alias* Thom. Ballard, de Montréal (P.Q.).

Marion Gloria Ewart Balleine, épouse de Douglas Alfred Balleine, de Montréal (P.Q.).

Léo Bastien, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Porteous Murrell Bastien.

Robert James Beakes, de Waterloo (P.Q.), époux de Celia Amelia McLellan Beakes.

Edith (Beverley) Ann Van Horne Beattie, épouse de James Robert Beattie, de St-Jovite (P.Q.).

Bruno Bédard, de Montréal (P.Q.), époux de Rose Anna Quesnel Bédard.

Paul-Émile Bédard, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Sabourin Bédard.

Dorothy Elizabeth Allen Bellenger, épouse de George Kenneth Stanley Bellenger, de Montréal (P.Q.).

Rose Kornitzer Belsky, épouse de Anthony Belsky, de Montréal (P.Q.).

Aldo Bergamo, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Fiori Bergamo.

Mac (Manny) Bernard, de Montréal (P.Q.), époux de Margie Bertha Dyson Bernard.

Mary Stepko Berryman, épouse de James Isaac Berryman, de Montréal (P.Q.).

Roger Albert Bersier, de Québec (P.Q.), époux de Laurencia-Rosalie Toussaint Bersier.

Zygmunt Habdank Bielinski, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Sadler Bielinski.

Reine Isabel Charles Bisson, épouse de Reginald Duncan Bisson, de Montréal (P.Q.).

Bernice Edith Knights Blake, épouse de Allan Edward Blake, de Montréal (P.Q.).

Constance Edna Medcalfe Blood, épouse de Robert Stewart Blood, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Elizabeth Nairn Anderson Bloodsworth, épouse de Frank George Bloodsworth, de Montréal (P.Q.).

Frances Dorothy Denenberg Bloomfield, épouse de Harold Aron Bloomfield, de Montréal (P.Q.).

Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham, épouse de Ronald Arthur Edward Botham, de Montréal (P.Q.).

Monica Frances Fleice Bottomley, épouse de Thomas Spencer Bottomley, de Montréal (P.Q.).

Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard, épouse de Joseph-Arthur Trefflé Bouchard, de Granby (P.Q.).

Helena Madeline Latendresse Bowles, épouse de William Joseph Bowles de Montréal (P.Q.).

Moe Boxerman, de Montréal (P.Q.), époux de Sadie Miller Boxerman.

Elizabeth Dermer Boyd, épouse de James Joseph Boyd, de Montréal (P.Q.).

Alice Florence Chaisson Boychuk, épouse de Gregory (Harry) Boychuk, de Lachine (P.Q.).

Georges Brais, de Montréal (P.Q.), époux de Elizabeth Lihozsky Brais.

Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault, de Cowansville (P.Q.), époux de Marie-Blanche Daudelin Brault.

Anne-Marie Fontaine Brien, épouse de Guy Brien, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Yvonne-Florence Kee Brien *alias* Durocher, épouse de Joseph-Marcel-Henri Brien *alias* Durocher, de Montréal (P.Q.).

Pola Baron Brisebois, épouse de Winslow Brisebois, de Montréal (P.Q.).

Irene Patricia Heffernan Brown, épouse de Arthur Brown, de Montréal (P.Q.).

Antonio Bucci, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Émilienne Birs dit Coulombe Bucci.

Herbert Budd, fils, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel Edna Robinson Budd.

Karina Mercs Bunte, épouse de Verners Bunte, de Montréal (P.Q.).

Kathleen Mitchell Cabana, épouse de Guy Cabana, de Montréal (P.Q.).

Remo Cerilli, de Montréal (P.Q.), époux de Liliana Frenza Cerilli.

Elizabeth Ann Vedder Chadwick, épouse de Richard Vaux Chadwick, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Marthe-Hélène LeBel Champion, épouse de Rudolph Van Dyke Champion, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.).

Maria Torossi Chartrand, épouse de Jean Guy Chartrand, de Montréal (P.Q.).

Charles Frederick Church, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Georgina Hale Church.

Florence Bloomfield Cichella, épouse de Louis Cichella, de Montréal (P.Q.).

Margaret Griffin Clarke, épouse de Michael Clarke, de Montréal (P.Q.).

Irene Elsa (Rubin) Cohen, épouse de Stanley Cohen, de Montréal (P.Q.).

Theresa Mary Moran Redmond Cooke, épouse de William John Cooke, de Montréal (P.Q.).

Norma Elizabeth Gammie Costigan, épouse de William Henry Costigan, de Beaconsfield (P.Q.).

Jacqueline Marchand Côté, épouse de René Côté, de Montréal (P.Q.).

Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier, épouse de Raymond-Arthur Cottier, de Como (P.Q.).

Catherine Ann Naylor Couture, épouse d'André Couture, de Montréal (P.Q.).

John Alfred Crease, de North Hatley (P.Q.), époux de Eileen Anne Pankovitch Crease.

Ernest Frank Cross, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Antoinette Florida Campeau Cross.

Dorothy Maureen Allan Cybuliak, épouse of John Henry Cybuliak, de Montréal (P.Q.).

Mary Isabella Cross Davidson, épouse de Frank Elmer Davidson, de Ulverton (P.Q.).

John Francis Bernard Deegan, de Montréal (P.Q.), époux de Violet Lorraine McAdam Deegan.

Lucille Therrien Deguise, épouse d'Ovila Deguise, de Montréal (P.Q.).

Marcelle Richard Deschambault, épouse de Marcel Deschambault, de Montréal (P.Q.).

Jean-Guy-Joseph Desparois, de Montréal (P.Q.), époux de Annette Betty Johnson Desparois.

Lita Eleanor Ciceri Desrochers, épouse de Roch Paul Emile Desrochers, de Lachine (P.Q.).

Lucille Esther Hudson Donnelly, épouse de James Henry Donnelly, de Montréal (P.Q.).

Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman, épouse de Leo-André Dorfman, de Laval-sur-le-Lac (P.Q.).

Gaynor Jenkins Douglas, épouse de Glenn Alexander Douglas, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Cave Collyer DuBoyce, épouse de Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, de Montréal (P.Q.).

Vasyl Dudka, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen Kelly Dudka.

Kathleen Louise Blaylock Dunning, épouse d'Avery Charles Dunning, de Montréal (P.Q.).

Jerzy Dzynaw, de Montréal (P.Q.), époux de Paras Kewia Sahan Dzynaw.

Claus Elstorpff, de Westmount (P.Q.), époux de Sabina Werkmeister Elstorpff.

Raymond Faucher, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Vincent Faucher.

Joseph Fishman, de Montréal (P.Q.), époux de Eleanor Frank Fishman.

Joyce Sherman Fogel, épouse de Allan Fogel, de Montréal (P.Q.).

Herbert Everett Follette, de Montréal (P.Q.), époux de Gwendolyn Carmelita Adele Phillips Follette.

Mona Areta Emsley Forbes, épouse de John Charles Forbes, de Montréal (P.Q.).

Norma Rose Cohen Freeman, épouse de Hyman Joseph Freeman, de Montréal (P.Q.).

Marjorie Kennedy Alexander Gangin, épouse de Donald Malcolm Gangin, de Verdun (P.Q.).

Mildred Irene Mitchell Gauthier, épouse de Joseph Alexander René Gauthier, de Montréal (P.Q.).

Sally Ruth Pall Gold, épouse de Meyer Gold, de St-Ambroise (P.Q.).

Samuel Jack Goldberg, de Montréal (P.Q.), époux de Lila Sendel Goldberg.

Irene Tinkoff Goldmann, épouse de Meley Michael Goldmann, de Montréal (P.Q.).

Violet June Bockus Good, épouse de Wesley Milton Good, de Westmount (P.Q.).

Mildred Weiner Gordon, épouse de Danny Gordon, de Montréal (P.Q.).

Ruth Ellen McMullin Gosnell, épouse de Lawrence McCallum Gosnell, de Montréal (P.Q.).

Joseph-Victor-Cyril Goyer, de Montréal (P.Q.), époux de Marcia Bradley Goyer.

Mabel Florence Adams Hadden, épouse de James Hadden, de Montréal (P.Q.).

Jeannette Hatsedakis Haeck, épouse de Léopold Haeck, de Montréal (P.Q.).

Eva (Chava) Shtull Hager, épouse de Adolphe Hager, de Montréal (P.Q.).

Florence Hewitt Hartt, épouse de Robert Todson Hartt, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Nettie Clarke Hay, épouse de David Harvie Hay, de Westmount (P.Q.).

Lillian Lea Huss Herscovitch, épouse de Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal (P.Q.).

Madeline Audrey Booth Hibbard, épouse de Andrew Ralph Hibbard, de Montréal (P.Q.).

Theodore Elbert Holtham, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Irene Addie Aldrich Holtham.

Venise Gosselin Hotte, épouse de Roland Hotte, de Montréal (P.Q.).

Lionel Houde, de Montréal (P.Q.), époux de Cécile Isabelle dit Morissette Houde.

Frederick William Hovermann, de L'Abord-à-Plouffe (P.Q.), époux de Audrey Hill Middleton-Hope Hovermann.

Miriam Astrof Hymovitch, épouse de Eddy Hymovitch, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Freda (Sabbath) Isaacson, épouse de Reuben Robert Isaacson, de Montréal (P.Q.).

Hazel Margaret White Jackson, épouse de Robert Mehliss Jackson, de Verdun (P.Q.).

Olive Margaret Lester James, épouse de Neilson A. James, de Saint-Jean (Terre-Neuve).

Gennie Loza Jarvis, épouse de Edward Alison Jarvis, de Pointe-Cascades (P.Q.).

Catherine Maitland Moenting Johnstone, épouse de Donald Wilson Johnstone, de Montréal (P.Q.).

Helen May Verner Joyce, épouse de Horace Stanley Joyce, de Montréal (P.Q.).

Mildred Desmarais Joly, épouse de Wilbrod Joly, de Montréal (P.Q.).

Jone Vanda Skakauskaite Kaniewski, épouse de Jerzi Kaniewski, de Montréal (P.Q.).

James Keith, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Marie Sembinelli Keith.

William Tennant Key, de Roxboro (P.Q.), époux de Dolina Mackay Key.

Claude Murray Kirk, de Montréal (P.Q.), époux de Edna Mary Roderick Kirk.

Kaljo Klasman, de Montréal (P.Q.), époux de Edit-Ksenia Kirsipuu Klasman.

Helen Frances Knight Koomas, épouse de John George Koomas, de Montréal (P.Q.).

Henry Krupa, de Montréal (P.Q.), époux de Mary T. Kuchta Krupa *alias* Frances Kuchta Krupa.

Audrey Bruce Laborgne, épouse de Charles Laborgne, de Caughnawaga (P.Q.).

Shirley Janet Whitton Ladds, épouse de John Frederick Ladds, de Montréal (P.Q.).

Eliza Labrecque Ladouceur, épouse de Henri Ladouceur, de Montréal (P.Q.).

Catherine Rita Marian Laker, épouse de Robert Laker, de Montréal (P.Q.).

Donald Ernest Lamont, de Montréal (P.Q.), époux de Jean Millicent Davis Lamont.

Joseph-Roland Langevin, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel Lebœuf Langevin.

Joseph Wolfe Lapalme, de Montréal (P.Q.), époux de Anna Ida Briard Lapalme.

Constance Jean Backhouse Brayton Lapierre, épouse de James Richardson Lapierre, de Montréal (P.Q.).

Gertrude-Laurence Delisle Laplante, épouse de Hormisdas-Roger Laplante, de Montréal (P.Q.).

Lena Therese Dean Lauzon, épouse de Marcel Lauzon, de Montréal (P.Q.).

Christine Mary Mackay Leavitt, épouse de Richard Simeon Wentworth Leavitt, de Montréal (P.Q.).

Mary Russell Leclaire, épouse de Jean Paul Leclaire, de Montréal (P.Q.).

Marie-Noëlla-Thérèse Legault Lebel, épouse de Joseph-Wilfrid-Raymond Lebel, de Montréal (P.Q.).

Denis LeBlanc, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Narrol Leblanc.

Francine-Josephine-Gislaine Boisdenghien Lebrun, épouse de Félicien-Auguste Lebrun, de Montréal (P.Q.).

Louise Auger Lecavalier, épouse de Conrad Lecavalier, de Montréal (P.Q.).

Joyce Ann Breaker Lee, épouse de Earle William Lee, de Verdun (P.Q.).

Manola Mainville Lefebvre, épouse de Laurent Lefebvre, de Montréal (P.Q.).

Mary Isabel Bristow Livingston, épouse de Henry Livingston, de Montréal (P.Q.).

Lise Beaudry Livingston, épouse de Kenneth Livingston, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Evelyn Howe Lockwood, épouse de Raymond Harvey Lockwood, de Montréal (P.Q.).

Kaarlo Kustaa Loikkanen, de Longueuil (P.Q.), époux de Eija Liisa Kahelan Loikkhanen.

Ethel Rappaport Lomon, épouse de Harry Lomon, de Montréal (P.Q.).

Marie-Thérèse-Carmen-Pauline Legault Lortie, épouse de Edward Roger Lortie.

Bernhard W. Michael, de Ste-Rose (P.Q.), époux de Anne Agnes Costigan Michael.

Léo Milette, de Ville Jacques-Cartier (P.Q.), époux de Solange Déry Milette.

Thomas Mastropaolo, de Montréal (P.Q.), époux de Parise Berger Mastropaolo.

Jean Brasgold Martz, épouse de Louis Martz, de Montréal (P.Q.).

Mary Hilbert Madge, épouse de Albert Victor Madge, de Beaconsfield (P.Q.).

Evelyn Mahaffy Major, épouse de Frederick Arthur Major, de Montréal (P.Q.).

Joyce Hahn Maiste, épouse de Armas Maiste, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Bertha Viola Beatrice Good Malcolm, épouse de Edward Boswell Malcolm, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Downie Malo, épouse de Jean Paul Malo, de Montréal (P.Q.).

Christine Silverson Manchur, épouse de Harry Manchur, de Ville LaSalle (P.Q.).

Jean-Marc Marceau, de Montréal (P.Q.), époux de Ellen Gertrude Broumpton Marceau.

Eric Dunstan Martin, d'Outremont (P.Q.), époux de Sheila Anne Currie Martin.

Paul Fritz Siegmund Matthes, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Louise Julie Achille Ghislaine Delhalle Matthes.

Bertha Sylvia Berman Maxwell, épouse de Samuel Briar Maxwell, de Verdun (P.Q.).

Omer-Arthur Ménard, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Maxine-Marie Haskett Ménard.

Molly Gloria Goldman Mencher, épouse de Fred Stephen Mencher, de Montréal (P.Q.).

Joyce Eugenie Swanburg Millette, épouse de Roger Malpas Millette, de Rosemere (P.Q.).

William Garnet Mills, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Aileen Todd Mills.

Doreen Gertrude Edith Royston Mizener, épouse de Brant Lawson Mizener, de Montréal (P.Q.).

Shirley Staltzman Modlinsky, épouse de Jack Modlinsky, de Montréal (P.Q.).

Jeannette L'Italien Molla, épouse de Edward Molla, de Montréal (P.Q.).

Margaret Williams Mullins, épouse de Harold Mullins, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Graziella Bernier Murray, épouse de Henri Murray, de Montréal (P.Q.).

John Ronald MacCuaig, de Ste-Rose (P.Q.), époux de Barbara Ann Allan MacCuaig.

Lila Redmond McCorriston, épouse de James Roland McCorriston, de Montréal (P.Q.).

Charles McCulloch, de Rosemont (P.Q.), époux de Suzanne Hogue McCulloch.

Catherine Lammie Graham McLean, épouse de Norman Gordon McLean, de Montréal (P.Q.).

Geraldine Avonne Dixon McNaughton, épouse de Malcolm Kenneth McNaughton, de Hudson Heights (P.Q.).

Michael Francis McTigue, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Irene Gertrude MacPherson McTigue.

Zelda King Neuss, épouse de Leon Neuss, de Montréal (P.Q.).

William Newell, de Champlain (P.Q.), époux de Lillian Ida Stoddard Newell.

Daphne Louisa Ruby Burrows Newland, épouse de Aubrey Hamilton Newland, de Montréal (P.Q.).

Wilfred David Oliver, de Verdun (P.Q.), époux de Alberta Allison Stamper Oliver.

Roland Paquin, de Malartic (P.Q.)., époux de Rita Vadeboncœur Paquin.

Jane Holliday Cadenhead Peate, épouse de Edward Peate, de Montréal (P.Q.).

Jean-Paul Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Anita Audet Pelletier.

Marguerite Fleury Péloquin, épouse de Edouard Péloquin, de Joliette (P.Q.).

Joseph-Fabien-Marcel Perras, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Thérèse Chénier Perras.

Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips, épouse de Gordon Michael Phillips, de Montréal (P.Q.).

Sarah Yampolsky Pinsky, épouse de Max Pinsky, de Montréal (P.Q.).

Olive Clara Benson Pitman, épouse de Thomas Henry Pitman, de Montréal (P.Q.).

Laurette Racine Pollender, épouse de Gaston Pollender, de Granby (P.Q.).

George Wilkinson Pridmore, de Verdun (P.Q.), époux de Lucy Evangeline Shaughnessy Pridmore.

Claude-Hector Proulx, d'Aylmer (P.Q.), époux de Leanore Lillian Proulx.

Violet Pitman Proulx, épouse de Alfred Albert Proulx, de Montréal (P.Q.).

William Lucien Proulx, de Montréal (P.Q.), époux de Norma Hazel Rolfe Proulx.

Francis Allan Quinn, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Simard Quinn.

Robert Charles Stewart Radmore, de Hull-Sud (P.Q.), époux de Margaret Eleanor Williams Radmore.

Kathleen Mary Hicks Rainville, épouse de Joseph Arthur Messmore Rainville, de Ste-Adèle (P.Q.).

Agnes Traiton Rathburn, épouse de Arthur Rathburn, de Montréal (P.Q.).

Roméo Raymond, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Ange Bouchard Raymond.

Herman Rayvals, de Terrasse Vaudreuil (P.Q.), époux de Pearl Frances Maple Rayvals.

Marie Becherbleith Reicher, épouse de Lothar Alfred Reicher, de Montréal (P.Q.).

Beverley Joan Abbott Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Clarence Joseph Reilly, de Verdun (P.Q.), époux de Mary Ethel Gertrude Sloan Reilly.

Rosalie Jakes Reisinger, épouse de Eric Reisinger, de Lachine (P.Q.).

Albert Renaud, de St-Lambert (P.Q.), époux de Marie Agnes Picotte Renaud.

Joseph-Lucien-Roland Richer, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Esther-Thérèse Lauzon Richer.

Sally Baker Golding Rohrlich, épouse de Hyman Chaim Rohrlich, de Montréal (P.Q.).

Pierre Rothe, de Montréal (P.Q.), époux de Chantal Marie Antoinette Raclot Rothe.

Marie-Marthe Moreau Roy, épouse de Joseph-Roch-Marcel Roy, de Montréal (P.Q.).

Ludek Peter Rubina, de Ste-Agathe-des-Monts (P.Q.), époux de Thérèse Diane Jeannine Robert Rubina.

Michal Rybikowski, de Montréal (P.Q.), époux de Halina Wasilewska Stomlenska Rybikowski.

Norma Leibovitch Ryer, épouse de Bernard Ryer, de Montréal (P.Q.).

Amy Isabel Wonham Saunderson, épouse de Hugh Edward Arnold Saunderson, de Westmount (P.Q.).

Margo Jean Thornton Savard, épouse de Joseph Edouard Savard, de Montréal (P.Q.).

Claire Lenoff Schecter, épouse de Jack Schecter, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Sarah Sally Abramovici Schor, épouse de Ernest Schor, de Montréal (P.Q.).

Karl Schubert, de Montréal (P.Q.), époux de Ruth Kathe Weinelt Schubert.

Sidney Schwartz, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Doreen Adelman Schwartz.

Beatrice Bellamy Drysdale Scott, épouse de John Lancely Scott, de Montréal (P.Q.).

Eileen Hannah Thomson Scott, épouse de Eddy Robert Scott, de Montréal (P.Q.).

Florence May Voce Scott, épouse de Craig Scott, de Montréal (P.Q.).

John Joseph Sebaski, de Montréal (P.Q.), époux de Thelma Lorraine Martin Sebaski.

Gwen Horne Segal, épouse de Jack Segal, de Montréal (P.Q.).

Issie (Irving) Sherman, de Montréal (P.Q.), époux de Esther (Estelle) Cohen Sherman.

Emilia Shutko Suranow, épouse de Iegor Suranow, de Montréal (P.Q.).

Andrzej Sharzynski, de Montréal (P.Q.), époux de Alda Misani Skarzynski.

Gordon Frank Skilling, de Ste-Anne-de-Bellevue (P.Q.), époux de Mary Hope Beers Skilling.

Margaret Lillian Mackenzie Smallwood, épouse de Joseph Plimsoll Smallwood, de Montréal (P.Q.).

Clarence Sproule, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Sophie Bolenski Sproule.

Osbourne D. St. Martin, de Montréal (P.Q.), époux de Kate Elsie Gertrud Wulsten St. Martin.

Eunice Kennedy Standeven, épouse de Ronald Standeven, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Virginia Marshall Staniforth, épouse de Charles Mosher Curll Staniforth, de Montréal (P.Q.).

Judith Sidney Browne Stein, épouse de Boris Stein, de Montréal (P.Q.).

Miriam Jurist Stern, épouse de Montague Stern, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Miriam Skinner Stuckey, épouse de Louis Cyril Stuckey, de Montréal (P.Q.).

Lillian Boyce Suttner, épouse de Frank Suttner, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Joseph-Alfred-Victor Tassé, de Montréal (P.Q.), époux de Mandeleine Florence Ivy Doggett Tassé.

William Harrison Terry, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Hazel May Howe Terry.

William Arthur Terry, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Helen Breddy Terry.

Doris Rose May Cook Thomas, épouse de Richard Harold Thomas, de Montréal (P.Q.).

Edith Elizabeth Altherr Thompson, épouse de Stanley Ernest Thompson, de Montréal (P.Q.).

John Howard Cooper Thompson, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Mary Shepard Thompson.

Josephine Gertrude Rice Thornhill, épouse de Theophilus Thornhill, de Montréal (P.Q.).

Doris Williams Timmins, épouse de John Timmins, de Montréal (P.Q.).

Lily Sklar Titleman, épouse de Joseph Titleman, de Springfield Park (P.Q.).

Michael Todascu, de Laval-Ouest (P.Q.), époux de Bertha Daviau Todascu.

Elizabeth Geroux Touchette, épouse de Jean Marc Touchette, de Montréal (P.Q.).

William Toulouse, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Isobel Vair Toulouse.

Cécile Chagnon Tremblay, épouse de Roger Tremblay, de MacKayville (P.Q.).

Ronald Victor Turner, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Ball Turner.

Clarice Mendell Uditsky, épouse de William Morton Uditsky, de Montréal (P.Q.).

Elvi Russak Urb, épouse de Rudolf Urb, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Thelma Passineau Uyeda, épouse de Shoroku Uyeda, de Montréal (P.Q.).

Dorothea Jenkins Vanier, épouse de Marcel Vanier, de Verdun (P.Q.).

Mary Wolloch Vineberg, épouse de Jack Vineberg, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Vlahos, Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Mildred Readman Vlahos.

Vera Dziedzic Volkman, épouse de Leo Volkman, de Montréal (P.Q.).

Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume, épouse de Roland-René-Georges Vuillaume, de Montréal (P.Q.).

Sydney Wagner, de Montréal (P.Q.), époux de Amanda Doris Drachler Wagner.

Donald Stewart Walker, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Alice Waugh Walker.

Ruth Mary Ledden Wallace, épouse de Gerard John Wallace, de Montréal (P.Q.).

Patricia Mary Gorman Walsh, épouse de Francis Terence Walsh, de Montréal (P.Q.).

Marilyn Joan O'Bryan Watson, épouse de Mervin John Watson, de Montréal (P.Q.).

Stefan Weber, de Montréal (P.Q.), époux de Magda Bash Weber.

Hyman Wexler, de Montréal (P.Q.), époux de Ethel Segal Wexler.

Florence Wedge Whitlock, épouse de Henry Herbert Whitlock, de Montréal (P.Q.).

David St. Clair Wilson, de Montréal (P.Q.), époux de Rosalind Rowena Thompson Wilson.

Lorna Cynthia Sawyer Wilson, épouse de Calvin Carl Wilson, de Montréal (P.Q.).

Shirley Alma Lawson Wilson, épouse de William Edward Wilson, de Montréal (P.Q.).

Joseph Wing, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Beacon Wing.

Pauline Mechanik Winterfeld, épouse de Mark Winterfeld, de Montréal (P.Q.).

Iris Dorothy Birks Yates, épouse de Graham Douglas Yates, de Beaconsfield (P.Q.).

Jewel Evelyn Bockus Yeo, épouse de Harold Reginald Yeo, de Montréal (P.Q.).

Solomon Seymour Yetman, de Humbermouth (Terre-Neuve), époux de Lovelett Vera Bride Swyers Yetman.

Ann Gold Zidile, épouse de Max Zidile, de Montréal (P.Q.).

Gun Elsa-Maria Zukrowski, épouse de Christopher Joseph Zukrowski, de la province de Québec.

Conrad-Donat-Joseph Bouffard, de Hull (P.Q.), époux de Gisèle Corneau Bouffard.

Paulette Priscilla Benning Buchanan, épouse de James Michael Buchanan, de Montréal (P.Q.).

Earl Bruce Carswell, de Otterburn Heights (P.Q.), époux de Sheila Geraldine Frances Enright Carswell.

Jean-Paul Camiré, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Beaudet Camiré.

Katie Miller Fisch, épouse de Abraham Fisch, de Montréal (P.Q.).

Gwendolyn Alice Wilson Hermann, épouse de Alfred Hermann, fils, de Montréal (P.Q.).

Annette Allard Huint, épouse de John Richard Huint, de Verdun (P.Q.).

Celia Bernhaut Jamensky, épouse de Aaron Jamensky, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Lavoie Jolin, épouse de Paul Jolin, de Montréal (P.Q.).

Beryl Elizabeth Scrase Laliberté, épouse de Albert Laliberté, de Saint-Vincent-de-Paul (P.Q.).

Joyce Florence Taylor Larman, épouse de Ronald Ernest Larman, de Montréal (P.Q.).

William Leonard Mugford, de la province de Québec, époux de Elivia Mugford.

Claudine Yvette Félicité Schleyen Neely, épouse de Robert Cumming Neely, de Montréal (P.Q.).

Clarabel Ellement Vaillancourt, épouse de René Alexis Vaillancourt, de Terrebonne (P.Q.).

Elizabeth Janet Davidson Blacklock, épouse de John Nielson Blacklock, de Montréal (P.Q.).

Florence Irene Burness Williams, épouse de Montague McCrea Williams, de Montréal (P.Q.).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, conformément à l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

N° 21

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 11 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit; à 9h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant le paragraphe (3) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Blackmore,
Christian,
Hahn,
Hansell,
Holowach,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Leboe,
Low,
McLeod,
Olson,
Patterson,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Yuill—16.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Balcer,
Barbès,
Barnett,
Batten,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Blanchette,
Boivin,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Casselman,
Castleden,
Cathers,
Cauchon,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Diefenbaker,
Dumas,
Ellis,
Fairfield,
Fisher,
Forgie,
Fraser,
Gardiner,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingues,
Gour,
Green,
Habel,
Haidasz,
Halpenny,
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harrison,
Hees,
Henderson
Herridge,
Houck,
Howard,
Howe,
Huffman,
Johnson (Kindersley),
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-(Nord-Centre),
Kucherepa,
LaCroix,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Lesage,
Lewry,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Timmins),
Martini,
Milligan,
Monette,
Monteith,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy (Westmorland),
Noble,

O'Hurley, Pearkes, Pearson, Pickersgill, Ricard, Richard (Ottawa-Est), Richard (Saint-Maurice-Laflèche), Robinson, Rowe, Rynard, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Schulz, Simpson, Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Starr, Stewart (Winnipeg-Nord), Stick, Stinson, Taylor, Thomas (Middlesex-Ouest), Thrasher, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), Walker, Winch, Winkler, Wratten, Zaplitny—139.

Le débat se poursuit sur l'amendement à la motion principale, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Pickersgill.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Cinquième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions aux fins de lois pour annuler le mariage des demandeurs suivants, présentées le 8 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Maurice Robert, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Ménard Robert.

Samuel Wasserman, de Montréal (P.Q.), époux de Beverley Nan Israel Wasserman.

Troisième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Mark Astman, de Montréal (P.Q.), époux de Miriam Abramovitch Astman.

Alice Elizabeth Edden Aumais, épouse de Miles Wesley Aumais, de Montréal (P.Q.).

Bertha Wexler Azeman, épouse de Adolph Azeman, de Montréal (P.Q.).

Martine Rolland Badeaux, épouse de Joseph André Badeaux, de St-Sauveur-des-Monts (P.Q.).

Marion Gloria Ewart Balleine, épouse de Douglas Alfred Balleine, de Montréal (P.Q.).

Robert James Beakes, de Waterloo (P.Q.), époux de Celia Amelia McLellan Beakes.

Paul-Emile Bédard, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Sabourin Bédard.

Dorothy Elizabeth Allen Bellenger, épouse de George Kenneth Stanley Bel-

lenger, de Montréal (P.Q.).

Aldo Bergamo, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Fiori Bergamo.

Mary Stepko Berryman, épouse de James Isaac Berryman, de Montréal (P.Q.).

Roger Albert Bersier, de Québec (P.Q.), époux de Laurencia Rosalie Toussaint Bersier.

Zygmunt Habdank Bielinski, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Sadler Bielinski.

Reine Isabel Charles Bisson, épouse de Reginald Duncan Bisson, de Montréal (P.Q.).

Bernice Edith Knights Blake, épouse de Allan Edward Blake, de Montréal (P.Q.).

Constance Edna Medcalfe Blood, épouse de Robert Stewart Blood, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Elizabeth Nairn Anderson Bloodsworth, épouse de Frank George Bloodsworth, de Montréal (P.Q.).

Frances Dorothy Denenberg Bloomfield, épouse de Harold Aron Bloomfield, de Montréal (P.Q.).

Helena Madeline Latendresse Bowles, épouse de William Joseph Bowles, de Montréal (P.Q.).

Alice-Florence Chaisson Boychuk, épouse de Gregory (Harry) Boychuk, de Lachine (P.Q.).

Elizabeth Dermer Boyd, épouse de James Joseph Boyd, de Montréal (P.Q.).

Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard, épouse de Joseph-Arthur-Trefflé Bouchard, de Granby (P.Q.).

Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault, de Cowansville (P.Q.), époux de Marie-Blanche Daudelin Brault.

Anne-Marie Fontaine Brien, épouse de Guy Brien, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Yvonne-Florence Kee Brien *alias* Durocher, épouse de Joseph-Marcel-Henri Brien *alias* Durocher, de Montréal (P.Q.).

Pola Baron Brisebois, épouse de Winslow Brisebois, de Montréal (P.Q.).

Irene Patricia Heffernan Brown, épouse de Arthur Brown, de Montréal (P.Q.).

Antonio Bucci, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Emilienne Birs dit Coulombe Bucci.

Herbert Budd, fils, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel Edna Robinson Budd.

Remo Cerilli, de Montréal (P.Q.), époux de Liliana Frenza Cerilli.

Elizabeth Ann Vedder Chadwick, épouse de Richard Vaux Chadwick, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Marthe-Hélène LeBel Champion, épouse de Rudolph Van Dyke Champion, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.).

Maria Torossi Chartrand, épouse de Jean Guy Chartrand, de Montréal (P.Q.).

Charles Frederick Church, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Georgina Hale Church.

Florence Bloomfield Cichella, épouse de Louis Cichella, de Montréal (P.Q.).

Irene Elsa (Rubin) Cohen, épouse de Stanley Cohen, de Montréal (P.Q.).

Theresa Mary Moran Redmond Cooke, épouse de William John Cooke, de Montréal (P.Q.).

Norma Elizabeth Gammie Costigan, épouse de William Henry Costigan, de Beaconsfield (P.Q.).

Jacqueline Marchand Côté, épouse de René Côté, de Montréal (P.Q.).

Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier, épouse de Raymond-Arthur Cottier, de Como (P.Q.).

Catherine Ann Naylor Couture, épouse de André Couture, de Montréal (P.Q.).

John Alfred Crease, de North Hatley (P.Q.), époux de Eileen Anne Pankovitch Crease.

Ernest Frank Cross, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Antoinette Florida Campeau Cross.

Dorothy Maureen Allan Cybuliak, épouse de John Henry Cybuliak, de Montréal (P.Q.).

John Francis Bernard Deegan, de Montréal (P.Q.), époux de Violet Lorraine McAdam Deegan.

Lucille Therrien Deguise, épouse de Ovila Deguise, de Montréal (P.Q.).

Jean-Guy-Joseph Desparois, de Montréal (P.Q.), époux de Annette Betty Johnson Desparois.

Lita Eleanor Ciceri Desrochers, épouse de Roch Paul Emile Desrochers, de Lachine (P.Q.).

Lucille Esther Hudson Donnelly, épouse de James Henry Donnelly, de Montréal (P.Q.).

Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman, épouse de Leo-André Dorfman, de Laval-sur-le-Lac (P.Q.).

Gaynor Jenkins Douglas, épouse de Glenn Alexander Douglas, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Cave Collyer DuBoyce, épouse de Roslyn Maxwell Halladay Duboyce, de Montréal (P.Q.).

Vasyl Dudka, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen Kelly Dudka.

Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning, épouse de Avery Charles Dunning, de Montréal (P.Q.).

Jerzy Dzynaw, de Montréal (P.Q.), époux de Paras Kewia Sahan Dzynaw.

Claus Elstorpff, de Wesmount (P.Q.), époux de Sabina Werkmeister Elstorpff.

Raymond Faucher, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Vincent Faucher.

Joseph Fishman, de Montréal (P.Q.), époux de Eleanor Frank Fishman.

Mona Areta Emsley Forbes, épouse de John Charles Forbes, de Montréal (P.Q.).

Norma Rose Cohen Freeman, épouse de Hyman Joseph Freeman, de Montréal (P.Q.).

Mildred Irene Mitchell Gauthier, épouse de Joseph Alexander René Gauthier, de Montréal (P.Q.).

Sally Ruth Pall Gold, épouse de Mayer Gold, de St-Ambroise (P.Q.).

Irene Tinkoff Goldmann, épouse de Meley Michael Goldmann, de Montréal (P.Q.).

Violet June Bockus Good, épouse de Wesley Milton Good, de Westmount (P.Q.).

Mildred Weiner Gordon, épouse de Danny Gordon, de Montréal (P.Q.).

Joseph Victor Cyril Goyer, de Montréal (P.Q.), époux de Marcia Bradley Goyer.

Mabel Florence Adams Hadden, épouse de James Hadden, de Montréal (P.Q.).

Jeannette Hatsedakis Haeck, épouse de Léopold Haeck, de Montréal (P.Q.).

Florence Hewitt Hartt, épouse de Robert Todson Hartt, de Montréal (P.Q.).

Lillian Lea Huss Herscovitch, épouse de Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal (P.Q.).

Madeline Audrey Booth Hibbard, épouse de Andrew Ralph Hibbard, de Montréal (P.Q.).

Theodore Elbert Holtham, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Irene Addie Aldrich Holtham.

Venise Gosselin Hotte, épouse de Roland Hotte, de Montréal (P.Q.).

Lionel Houde, de Montréal (P.Q.), époux de Cécile Isabelle dit Morrissette Houde.

Frederick William Hovermann, de L'Abord-à-Plouffe (P.Q.), époux de Audrey Hill Middleton-Hope Hovermann.

Miriam Astrof Hymovitch, épouse de Eddy Hymovitch, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Freda (Sabbath) Isaacson, épouse de Reuben Robert Isaacson, de Montréal (P.Q.).

Gennie Loza Jarvis, épouse de Edward Alison Jarvis, de Pointe Cascades (P.Q.).

Catherine Maitland Moenting Johnstone, épouse de Donald Wilson Johnstone, de Montréal (P.Q.).

Mildred Desmarais Joly, épouse de Wilbrod Joly, de Montréal (P.Q.).

Helen May Verner Joyce, épouse de Horace Stanley Joyce, de Montréal (P.Q.).

James Keith, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Marie Sembinelli Keith.

William Tennant Key, de Roxboro (P.Q.), époux de Dolina Mackay Key.

Claude Murray Kirk, de Montréal (P.Q.), époux de Edna Mary Roderick Kirk.

Kaljo Klasman, de Montréal (P.Q.), époux de Edit-Ksenia Kirsipuu Klasman.

Helen Frances Knight Koomas, épouse de John George Koomas, de Montréal (P.Q.).

Shirley Janet Whitton Ladds, épouse de John Frederick Ladds, de Montréal (P.Q.).

Eliza Labrecque Ladouceur, épouse de Henri Ladouceur, de Montréal (P.Q.).

Catherine Rita Marian Laker, épouse de Robert Laker, de Montréal (P.Q.).

Donald Ernest Lamont, de Montréal (P.Q.), époux de Jean Millicent Davis Lamont.

Joseph-Roland Langevin, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel S. Lebœuf Langevin.

Constance Jean Backhouse Brayton Lapierre, épouse de James Richardson Lapierre, de Montréal (P.Q.).

Gertrude-Laurence Delisle Laplante, épouse de Hormisdas-Roger Laplante, de Montréal (P.Q.).

Lena Therese Dean Lauzon, épouse de Marcel Lauzon, de Montréal (P.Q.).

Christine Mary Mackay Leavitt, épouse de Richard Simeon Wentworth Leavitt, de Montréal (P.Q.).

Denis LeBlanc, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Narrol Leblanc.

Mary Russell Leclaire, épouse de Jean Paul Leclaire, de Montréal (P.Q.).

Joyce Ann Breaker Lee, épouse de Earle William Lee, de Verdun (P.Q.).

Manola Mainville Lefebvre, épouse de Laurent Lefebvre, de Montréal (P.Q.).

Mary Isabel Bristow Livingston, épouse de Henry Livingston, de Montréal (P.Q.).

Kaarlo Kustaa Loikkanen, de Longueuil (P.Q.), époux de Eija Liisa Kahelan Loikkanen.

Ethel Rappaport Lomon, épouse de Harry Lomon, de Montréal (P.Q.).

Marie Thérèse Carmen Pauline Legault Lortie, épouse de Edward Roger Lortie.

Mary Hilbert Madge, épouse de Albert Victor Madge, de Beaconsfield (P.Q.).

Joyce Hahn Maiste, épouse de Armas Maiste, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Bertha Viola Beatrice Good Malcolm, épouse de Edward Boswell Malcolm, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Downie Malo, épouse de Jean Paul Malo, de Montréal (P.Q.).

Christine Silverson Manchur, épouse de Harry Manchur, de Ville LaSalle (P.Q.).

Jean Marc Marceau, de Montréal (P.Q.), époux de Ellen Gertrude Broumpton Marceau.

Paul Fritz Siegmund Matthes, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Louise Julie Achille Ghislaine Delhalle Matthes.

Bertha Sylvia Berman Maxwell, épouse de Samuel Briar Maxwell, de Verdun (P.Q.).

Omer Arthur Ménard, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Maxine-Marie Haskett Ménard.

Molly Gloria Goldman Mencher, épouse de Fred Stephen Mencher, de Montréal (P.Q.).

Joyce Eugenie Swanburg Millette, épouse de Roger Malpas Millette, de Rosemere (P.Q.).

Margaret Williams Mullins, épouse de Harold Mullins, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Graziella Bernier Murray, épouse de Henri Murray, de Montréal (P.Q.).

Lila Redmond McCorriston, épouse de James Roland McCorriston, de Montréal (P.Q.).

Catherine Lammie Graham McLean, épouse de Norman Gordon McLean, de Montréal (P.Q.).

Michael Francis McTigue, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Irene Gertrude MacPherson McTigue.

Zelda King Neuss, épouse de Leon Neuss, de Montréal (P.Q.).

Daphne Louisa Ruby Burrows Newland, épouse de Aubrey Hamilton Newland, de Montréal (P.Q.).

Jane Holliday Cadenhead Peate, épouse de Edward Peate, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Fleury Péloquin, épouse de Edouard Péloquin, de Joliette (P.Q.).

Joseph Fabien Marcel Perras, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Thérèse Chénier Perras.

Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips, épouse de Gordon Michael Phillips, de Montréal (P.Q.).

Sarah Yampolsky Pinsky, épouse de Max Pinsky, de Montréal (P.Q.).

Olive Clara Benson Pitman, épouse de Thomas Henry Pitman, de Montréal (P.Q.).

Laurette Racine Pollender, épouse de Gaston Pollender, de Granby (P.Q.).

George Wilkinson Pridmore, de Verdun (P.Q.), époux de Lucy Evangeline Shaughnessy Pridmore.

Violet Pitman Proulx, épouse de Alfred Albert Proulx, de Montréal (P.Q.).

Robert Charles Stewart Radmore, de Hull-Sud (P.Q.), époux de Margaret Eleanor Williams Radmore.

Kathleen Mary Hicks Rainville, épouse de Joseph Arthur Messmore Rainville, de Ste-Adèle (P.Q.).

Agnes Traiton Rathburn, épouse de Arthur Rathburn, de Montréal (P.Q.).

Roméo Raymond, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Ange Bouchard Raymond.

Marie Becherbleith Reicher, épouse de Lothar Alfred Reicher, de Montréal (P.Q.).

Beverley Joan Abbott Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Albert Renaud, de St-Lambert (P.Q.), époux de Marie Agnes Picotte Renaud.

Joseph Lucien Roland Richer, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Esther Thérèse Lauzon Richer.

Sally Baker Golding Rohrlich, épouse de Hyman Chaim Rohrlich, de Montréal (P.Q.).

Pierre Rothe, de Montréal (P.Q.), époux de Chantal Marie Antoinette Raclot Rothe.

Marie Marthe Moreau Roy, épouse de Joseph Roch Marcel Roy, de Montréal (P.Q.).

Ludek Peter Rubina, de Ste-Agathe-des-Monts (P.Q.), époux de Thérèse Diane Jeannine Robert Rubina.

Michal Rybikowski, de Montréal (P.Q.), époux de Halina Wasilewska Stomlenska Rybikowski.

Norma Leibovitch Ryer, épouse de Bernard Ryer, de Montréal (P.Q.).

Amy Isabel Wonham Saunderson, épouse de Hugh Edward Arnold Saunderson, de Westmount (P.Q.).

Margo Jean Thornton Savard, épouse de Joseph Edouard Savard, de Montréal (P.Q.).

Claire Lenoff Schecter, épouse de Jack Schecter, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Sarah Sally Abramovici Schor, épouse de Ernest Schor, de Montréal (P.Q.).

Karl Schubert, de Montréal (P.Q.), époux de Ruth Kathe Weinelt Schubert.

Sidney Schwartz, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Doreen Adelman Schwartz.

Eileen Hannah Thomson Scott, épouse de Eddy Robert Scott, de Montréal (P.Q.).

Florence May Voce Scott, épouse de Craig Scott, de Montréal (P.Q.).

Gwen Horne Segal, épouse de Jack Segal, de Montréal (P.Q.).

John Joseph Sebaski, de Montréal (P.Q.), époux de Thelma Lorraine Martin Sebaski.

Andrzej Skarzynski, de Montréal (P.Q.), époux de Alda Misani Skarzynski.

Emilia Shutko Suranow, épouse de Iegor Suranow, de Montréal (P.Q.).

Gordon Frank Skilling, de Ste-Anne de Bellevue (P.Q.), époux de Mary Hope Beers Skilling.

Margaret Lillian Mackenzie Smallwood, épouse de Joseph Plimsoll Smallwood, de Montréal (P.Q.).

Osbourne D. St. Martin, de Montréal (P.Q.), époux de Kate Elsie Gertrud Wulsten St. Martin.

Eunice Kennedy Standeven, épouse de Ronald Standeven, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Judith Sidney Browne Stern, épouse de Boris Stern, de Montréal (P.Q.).

Miriam Jurist Stern, épouse de Montague Stern, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Miriam Skinner Stuckey, épouse de Louis Cyril Stuckey, de Montréal (P.Q.).

Lillian Boyce Suttner, épouse de Frank Suttner, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Joseph Alfred Victor Tassé, de Montréal (P.Q.), époux de Mandeleine Florence Ivy Doggett Tassé.

Doris Rose May Cook Thomas, épouse de Richard Harold Thomas, de Montréal (P.Q.).

John Howard Cooper Thompson, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Mary Shepard Thompson.

Doris William Timmins, épouse de John Timmins, de Montréal (P.Q.).

Lily Sklar Titleman, épouse de Joseph Titleman, de Springfield Park (P.Q.).

Michael Todascu, de Laval Ouest (P.Q.), époux de Bertha Daviau Todascu.

Elizabeth Geroux Touchette, épouse de Jean Marc Touchette, de Montréal (P.Q.).

Cécile Chagnon Tremblay, épouse de Roger Tremblay, de MacKayville (P.Q.).

Ronald Victor Turner, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Ball Turner.

Clarice Mendell Uditsky, épouse de William Morton Uditsky, de Montréal (P.Q.).

Elvi Russak Urb, épouse de Rudolf Urb, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Thelma Passineau Uyeda, épouse de Shoroku Uyeda, de Montréal (P.Q.).

Mary Wolloch Vineberg, épouse de Jack Vineberg, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Vlahos, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Mildred Readman Vlahos.

Sydney Wagner, de Montréal (P.Q.), époux de Amanda Doris Drachler Wagner.

Donald Stewart Walker, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Alice Waugh Walker.

Ruth Mary Ledden Wallace, épouse de Gerard John Wallace de Montréal (P.Q.).

Marilyn Joan O'Bryan Watson, épouse de Mervin John Watson, de Montréal (P.Q.).

Stefan Weber, de Montréal (P.Q.), époux de Magda Basch Weber.

David St. Clair Wilson, de Montréal (P.Q.), époux de Rosalind Rowena Thompson Wilson.

Shirley Alma Lawson Wilson, épouse de William Edward Wilson, de Montréal (P.Q.).

Pauline Mechanik Winterfeld, épouse de Mark Winterfeld, de Montréal (P.Q.).

Solomon Seymour Yetman, de Humbermouth (Terre-Neuve), époux de Lovelett Vera Bride Swyers Yetman.

Jewel Evelyn Bockus Yeo, épouse de Harold Reginald Yeo, de Montréal (P.Q.).

Anne Gold Zidile, épouse de Max Zidile, de Montréal (P.Q.).

Gun Elsa-Maria Zukrowski, épouse de Christopher Joseph Zukrowski, de la province de Québec.

Conrad Donat Joseph Bouffard, de Hull (P.Q.), époux de Gisèle Corneau Bouffard.

Gwendolyn Alice Wilson Hermann, épouse de Alfred Hermann, fils, de Montréal (P.Q.).

Annette Allard Huint, épouse de John Richard Huint, de Verdun (P.Q.).

Marguerite Lavoie Jolin, épouse de Paul Jolin, de Montréal (P.Q.).

William Leonard Mugford, de la province de Québec, époux de Elivia Mugford.

Quatrième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Edith (Beverley) Ann Van Horne Beattie, épouse de James Robert Beattie, de St-Jovite (P.Q.).

Elizabeth Janet Davidson Blacklock, épouse de John Nielson Blacklock, de Montréal (P.Q.).

Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham, épouse de Ronald Arthur Edward Botham, de Montréal (P.Q.).

Moe Boxerman, de Montréal (P.Q.), époux de Sadie Miller Boxerman.

George Brais, de Montréal (P.Q.), époux de Elizabeth Lihozsky Brais.

Karina Mercs Bunte, épouse de Verners Bunte, de Montréal (P.Q.).

Marcelle Richard Deschambault, épouse de Marcel Deschambault, de Montréal (P.Q.).

Eva (Chava) Shtull Hager, épouse de Adolphe Hager, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Nettie Clarke Hay, épouse de David Harvie Hay, de Westmount (P.Q.).

Evelyn Mahaffy Major, épouse de Frederick Arthur Major, de Montréal (P.Q.).

Bernhard W. Michael de Ste-Rose (P.Q.), époux de Anne Agnes Costigan Michael.

William Garnet Mills, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Aileen Todd Mills.

Jeannette L'Italien Molla, épouse de Edward Molla, de Montréal (P.Q.).

John Ronald MacCuaig, de Ste-Rose (P.Q.), époux de Barbara Ann Allan MacCuaig.

Claudine Yvette Félicité Schleyen Neely, épouse de Robert Cumming Neely, de Montréal (P.Q.).

William Newell, de Champlain (P.Q.), époux de Lillian Ida Stoddard Newell.

Jean Paul Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Anita Audet Pelletier.

Edith Elizabeth Altherr Thompson, épouse de Stanley Ernest Thompson, de Montréal (P.Q.).

Florence Wedge Whitlock, épouse de Henry Herbert Whitlock, de Montréal (P.Q.).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 22

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 12 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".—*M. Rea.*

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".—*M. Rea.*

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".—*M. Rea.*

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".—*M. Rea.*

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".—*M. Rea.*

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".—*M. Rea.*

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".—*M. Rea.*

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning'.—*M. Rea.*

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge."—*M. Rea.*

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 novembre 1957, (*Question n° 93*), demandant l'état suivant: 1. A-t-on mis en œuvre cette année un programme de pulvérisation aérienne des forêts dans la région de la vallée qui s'étend entre le bras de mer Quatsino et la rivière Nimpkish, dans le nord de l'île de Vancouver?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels insectes avait-on l'intention de détruire et quels insecticides a-t-on employés?

3. Quelle superficie globale a-t-on traitée et quel est le nombre estimatif de millions de pieds m.p. de bois de chaque catégorie traitée?

4. Sur la superficie globale traitée, quelle étendue, en acres et en pieds m.p., *a*) était des concessions forestières non aliénées par la Couronne, *b*) était

détenue en vertu d'un permis de gestion, en donnant le nom des détenteurs, c) était détenue d'autre façon de la Couronne, en donnant le nom des détenteurs?

5. A quels organismes, *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, a-t-on confié les travaux de pulvérisation?

6. Quels autres organismes *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, ont pris part à ce programme de pulvérisation ou ont été consultés à son sujet?

7. Quel a été le coût global des travaux, par qui et dans quelle mesure les frais en ont-ils été soldés?

8. A-t-on préparé un rapport au sujet des résultats obtenus dans les forêts? Dans le cas de l'affirmative, à combien évalue-t-on le nombre de pieds m.p. de bois sauvé *a*) de la destruction, *b*) des dégâts causés par les insectes, et quelle valeur estimative représente ce nombre *a*) en bois non coupé, *b*) en billes flottantes, c) en produits forestiers traités?

9. Projette-t-on ou envisage-t-on un autre programme de pulvérisation dans la même région? Dans le cas de l'affirmative, pour quand?

10. Quels sont les noms des cours d'eau et des lacs où fraye le saumon, situés en tout ou en partie dans l'étendue traitée, et quelle est la montaison dans chaque cours d'eau et lac, classée selon l'espèce, le nombre moyen annuel et la valeur moyenne annuelle calculée aux prix courants de la pêche?

11. Le ministère fédéral des Pêcheries a-t-il, seul ou en collaboration avec quelque autre organisme, effectué un relevé ou parachevé une estimation des pertes causées au saumon? Dans le cas de l'affirmative, ce relevé a-t-il ou sera-t-il publié, et sous quelle forme?

12. Si le saumon a subi des pertes, que représentent-elles au point de vue *a*) du pourcentage des montaisons affectées, *b*) de la valeur globale estimative des prises?

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 23

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 13 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Dix pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Et sur le proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné par M. Macquarrie.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".—*M. Rea.*

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".—*M. Rea.*

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".—*M. Rea.*

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".—*M. Rea.*

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".—*M. Rea.*

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".—*M. Rea.*

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".—*M. Rea.*

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".—*M. Rea.*

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".—*M. Rea.*

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".—*M. Rea.*

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".—*M. Rea.*

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".—*M. Rea.*

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".—*M. Rea.*

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".—*M. Rea.*

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman". —*M. Rea.*

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".—*M. Rea.*

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".—*M. Rea.*

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".—*M. Rea.*

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw". —*M. Rea.*

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".—*M. Rea.*

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".—*M. Rea.*

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".—*M. Rea.*

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".—*M. Rea.*

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".—*M. Rea.*

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman". —*M. Rea.*

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert". —*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 59*), demandant l'état suivant: 1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 24

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 14 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Rapport daté d'août 1957, concernant la fourniture d'énergie au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Écosse, rédigé par la *Montreal Enginering Company Limited* pour le compte de la Commission d'énergie du Nord canadien.

Du consentement unanime, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de document:

Question n° 105, par M. Bourget—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 22 juin, le conseil du Trésor a-t-il autorisé certains virements dans les sommes du budget principal, du budget supplémentaire et du nouveau budget supplémentaire, affectées au ministère des Travaux publics?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces virements, et, dans chaque cas, *a*) quel a été le montant transporté, *b*) à l'égard de quelle rubrique ou entreprise chaque virement a-t-il été effectué, *c*) à quelle rubrique ou à quelle entreprise a-t-on affecté les montants, *d*) quelle était la raison de ces virements?

M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté

d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit; à 9h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant le paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Boucher,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Carter,
Castleden,
Coldwell,
Ellis,
Herridge,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
LaCroix,
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Martin (Timmins),
Peters,
Proudfoot,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch,
Zaplitny—25.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bonnier,
Bourque,
Brassard,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cardin,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Fairclough (Mme),
Fleming,
Fraser,
Gardiner,
Gauthier (Chicoutimi),
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Qu'Appelle),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Hees,
Henderson
Hodgson,
Holowach,
Huffman,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jung,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Landry,
Langlois,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
L'Heureux,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),

Macdonnell (Greenwood), MacEwan, MacInnis, MacLean, Macnaughton, Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGrath, McIlraith, McIvor, McLeod, McMillan, McPhillips, McWilliam, Maloney, Mandziuk, Marler, Martin (Essex-Est), Martini, Milligan, Mitchell, Monteith, Morris, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Noble, Nowlan, O'Hurley, Olson, Patterson, Pearkes, Phillips, Pickersgill, Poulin, Pratt, Quelch, Rea, Ricard, Richard (Ottawa-Est), Richardson, Robinson, Rowe, Rynard, St. Laurent (Québec-Est), Simpson, Small, Smith (Battle-River-Camrose), Smith (Calgary-Sud), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Stefura, Taylor, Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Edmonton-Strathcona), Thompson (Northumberland), Tucker, Valois, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), Walker, Winkler, Wratten, Yuill—152.

Le débat se poursuit sur la motion principale, et ledit débat est ajourné sur motion de M. LaCroix.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada".

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 20, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.

Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles.

Bill n° 23, Loi modifiant la Loi sur les invalides.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des études suivantes rédigées pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada:

1. L'industrie canadienne du textile primaire.
2. Effets probables de la mécanisation croissante de l'industrie.
3. La mobilité de la main-d'œuvre.
4. Certains aspects du régime d'imposition sur les placements effectués au Canada par les non-résidents.
5. L'industrie canadienne de l'électronique.

6. L'industrie canadienne des machines agricoles.
7. L'industrie primaire du fer et de l'acier au Canada.
8. La concentration industrielle.
9. L'industrie de la fabrication des appareils électriques au Canada.
10. L'industrie de l'automobile au Canada.
11. L'industrie canadienne des machines industrielles.
12. Les charbonnages de la Nouvelle-Écosse.
13. Les pêches commerciales du Canada.
14. Les transports au Canada.
15. Les services.
16. Les progrès et les perspectives de l'agriculture canadienne.
17. L'industrie chimique du Canada.

Par M. Fleming,—Classement, au 30 septembre 1957, des prêts consentis au Canada par les banques à charte, conformément à l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Fleming,—Classement, au 30 septembre 1957, du passif-dépôts des banques à charte payable au public au Canada en monnaie canadienne, suivant l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48 des Statuts du Canada (1953-1954).

Sixième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 13 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Kathleen Margaret Coffin Barré, épouse de Paul Barré, de Montréal (P.Q.).

Margaret Stirling Izett Brown, épouse de Laurence Brown, de Montréal (P.Q.).

Agnes Ilona Kemeny Czuczka, épouse de Rudolf Ladislav Czuczka, de Hampstead (P.Q.).

Elizabeth Antonie Hartmann Elstermann, épouse de Rudolf Elstermann autrement connu sous le nom de Rudolf Von Elstermann, de Ste-Agathe (P.Q.).

Pierrette Picard Gagnon, épouse de Bernard Gagnon, de Montréal (P.Q.).

Jacques Gerardin, de Montréal (P.Q.), époux de Gabrielle Whitmore Gerardin.

Loueisa Knutton Roberge, épouse de Raymond Roberge, de Montréal (P.Q.).

Margaret Patricia Winckworth Thornton Sherwin, épouse de Ralph (Rafe) Sherwin, de Montréal (P.Q.).

Frances Erdanova (Erdan) Weiskopf, autrement connue sous le nom de Esther Weiskopf, épouse de Sonyi (Jonh. Jonny) Weiskopf, autrement connu sous le nom de David Shloime Stern, de Montréal (P.Q.).

Norman Weisman, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Phyllis Angella Blom Weisman.

Cinquième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins d'une loi pour annuler le mariage du demandeur suivant est conforme aux prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Maurice Robert, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Ménard Robert.

Sixième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Mary Isabella Cross Davidson, épouse de Frank Elmer Davidson, d'Ulverton (P.Q.).

Elizabeth Antonie Hartmann Elstermann, épouse de Rudolf Elstermann, autrement connu sous le nom de Rudolf Von Elstermann, de Ste-Agathe (P.Q.).

Pierrette Picard Gagnon, épouse de Bernard Gagnon, de Montréal (P.Q.).

Jacques Gerardin, de Montréal (P.Q.), époux de Gabrielle Witmore Gerardin.

Henry Krupa, de Montréal (P.Q.), époux de Mary T. Kuchta Krupa *alias* Frances Kuchta Krupa.

Joyce Florence Taylor Larman, épouse de Ronald Ernest Larman, de Montréal (P.Q.).

Geraldine Avonne Dixon McNaughton, épouse de Malcolm Kenneth McNaughton, de Hudson Heights (P.Q.).

Herman Rayvals, de Terrasse Vaudreuil (P.Q.), époux de Pearl Frances Maple Rayvals.

Loueisa Knutton Roberge, épouse de Raymond Roberge, de Montréal (P.Q.).

Margaret Patricia Winckworth Thornton Sherwin, épouse de Ralph (Rafe) Sherwin, de Montréal (P.Q.).

William Arthur Terry, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Helen Breddy Terry.

Vera Dziedzic Volkman, épouse de Leo Volkman, de Montréal (P.Q.).

Patricia Mary Gorman Walsh, épouse de Francis Terence Walsh, de Montréal (P.Q.).

Iris Dorothy Birks Yates, épouse de Graham Douglas Yates, de Beaconsfield (P.Q.).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 25

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 15 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1957-1477, approuvé le 14 novembre 1957: ratifiant, avec effet à compter du 17 novembre 1957, une modification apportée aux Règlements sur l'assurance-chômage, concernant le paiement de prestations d'assurance-chômage aux femmes mariées.

M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission royale chargée d'étudier la défense d'aliénation mentale en matière criminelle.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada".—*M. Hees.*

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté

d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a prononcé devant les deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. LaCroix, appuyé par M. Poulin, propose en amendement: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Nous alléguons respectueusement, cependant, que le Canada devrait avoir un drapeau national distinctif et, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Très Gracieuse Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour doter le pays d'un drapeau vraiment canadien."

Un débat s'élève;

M. Argue, appuyé par M. Winch, propose en sous-amendement: Que l'amendement soit modifié en en retranchant tous les mots qui suivent l'expression "prendre des mesures" et en les remplaçant par ce qui suit:

"pour que le Parlement puisse bientôt arriver à une décision en ce qui concerne un drapeau véritablement canadien."

Un débat s'élève et se poursuit;

A 5h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant le paragraphe (5) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Chabot,
Coldwell,
Ellis,
Herridge,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
LaCroix,
Langlois,
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Peters,
Poulin,
Proudfoot,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch—23.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boucher,
Brassard,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Dinsdale,
Dumas,
Fairfield,
Gardiner,
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Hales,
Halpenny,
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Hodgson,
Holowach,
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Jung,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,

Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Milligan,
Monteith,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Patterson,
Phillips,
Pickersgill,
Pratt,
Quelch,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Robinson,
St-Laurent (Québec-Est),
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Tucker,
Valois,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Walker,
Winkler,
Wratten,
Yuill—122.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Chabot,
Coldwell,
Ellis,
Hansell,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
LaCroix,
Langlois,
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Peters,
Poulin,
Proudfoot,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch—23.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boucher,
Brassard,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Dinsdale,
Dumas,
Fairfield,
Gardiner,
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hardie,
Harkness,
Hodgson,
Holowach,
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Jung,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Milligan,
Monteith,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Patterson,

Phillips, Pickersgill, Pratt, Quelch, Ricard, Richard (Ottawa-Est), Richardson, Robinson, St-Laurent (Québec-Est), Simpson, Sinclair, Small, Smith (Battle-River-Camrose), Smith (Calgary-Sud), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Stefura, Stick, Stinson, Stuart (Charlotte), Taylor, Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Northumberland), Tucker, Valois, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), Walker, Winkler, Wratten, Yuill—122.

La motion principale, mise aux voix, est agréée.

Sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Que ladite Adresse soit grossoyée et transmise à Sa Majesté la Reine.

Sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, priant qu'il plaise à Son Excellence de transmettre à Sa Majesté la Reine l'Adresse grossoyée que les Communes du Canada, assemblées en Parlement, ont adoptée en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la première session du vingt-troisième Parlement.

Sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Que l'Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, adoptée aujourd'hui, soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Du consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Du consentement unanime, sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Que, jeudi prochain, nonobstant les dispositions du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement, les ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement aient priorité sur tous les autres travaux, sauf les affaires courantes ordinaires.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company".—*M. Vivian.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

A 6 heures six minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 26

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 18 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".—*M. Rea.*

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".—*M. Rea.*

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".—*M. Rea.*

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".—*M. Rea.*

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".—*M. Rea.*

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".—*M. Rea.*

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".—*M. Rea.*

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".—*M. Rea.*

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".—*M. Rea.*

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".—*M. Rea.*

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".—*M. Rea.*

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".—*M. Rea.*

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".—*M. Rea.*

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".—*M. Rea.*

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".—*M. Rea.*

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".—*M. Rea.*

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".—*M. Rea.*

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".—*M. Rea.*

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".—*M. Rea.*

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner". —*M. Rea.*

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".—*M. Rea.*

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".—*M. Rea.*

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".—*M. Rea.*

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".—*M. Rea.*

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".—*M. Rea.*

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".—*M. Rea.*

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".—*M. Rea.*

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du directeur général des élections le certificat de l'élection de l'honorable Sidney Earle Smith comme député du district électoral de Hastings-Frontenac, dans la province d'Ontario.

CANADA

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, portant la date du 20 septembre 1957 et adressé à Norman Lewis Bertram Coburn, d'Enterprise, dans la province d'Ontario, enjoignant de faire tenir l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Hastings-Frontenac, pour remplacer George Stanley White, qui a été appelé au Sénat, Sidney Earle Smith, d'Ottawa, spécialiste en matière d'enseignement, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce dix-huit novembre 1957.

Le directeur général des élections,
N. CASTONGUAY (L.S.)

L'honorable Sidney Earle Smith, député du district électoral de Hastings-Frontenac, qui a prêté et souscrit le serment prescrit par la loi, prend séance à la Chambre.

M. Cardiff, du comité spécial institué pour dresser et présenter la liste des députés qui doivent composer les divers comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 65 du Règlement, présente le rapport que voici:

Votre comité, conformément à l'article 65 du Règlement, propose que les comités permanents de cette Chambre se composent des députés dont les noms suivent:

N° 1

Privilèges et Élections

Messieurs

Aiken,
Beech,
Bourque,
Bryson,
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Carter,
Dechêne,
Deniset,
Fraser,
Houck,
Jung,
Leboe,
McBain,
McGregor,
McIlraith,
Meunier,
Pallett,
Peters,
Pickersgill,
Richard (Ottawa-Est),
Robinson,
Rowe,
Small,
Thomas (Wetaskiwin),
Thomas (Middlesex-Ouest),
Valois,
Vincent,
Zaplitny.—29

(Quorum: 10)

N° 2

Chemins de fer, Canaux et Lignes Télégraphiques

Messieurs

Barbès,
Batten,
Bégin,
Bonnier,
Blanchette,
Brassard,
Broome,
Bryson,
Byrne,
Campbell (The Battlefords),
Chevrier,
Crouse,
Doucett,
Dupuis,
Ellis,
English,
Fisher,
Forgie,
Fraser,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Nickel Belt),
Gauthier (Chicoutimi),
Grills,
Harrison,
Herridge,
Holowach,
Howe,
Johnston (Bow-River),
Kennedy,
Lafontaine,
Lavigne,
Leboe,
Lewry,
Macdonald (Antigonish-Guysborough),
Marler,
Martini,
McBain,
McGrath,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Murphy (Westmorland),
Murphy (Lambton-Ouest),
Nixon,
O'Hurley,
Olson,
Phillips,
Rea,
Rouleau,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Battle-River-Camrose),
Stanton,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Villeneuve (Roberval),
Vincent,
Wratten.—60

(Quorum: 20)

N° 3

Bills privés en général

Messieurs

Batten,
Broome,
Cameron,
Carter,
Cathers,
Christian,
Fairfield,
Forgie,
Garland,
Hales,
Hansell,
Harrison,
Henderson,
Houck,
Howard,
Jorgenson,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Langlois,
Macdonald (Kings),
MacInnis,
Macnaughton,
Mandziuk,
Martini,
McCleave,
McCullough,
McIlraith,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Morris,
Morton,
Nicholson,
Nixon,
Noble,
Olson,
Patterson,
Proudfoot,
Rea,
Regier,
Roberge,
Schneider,
Smith (Simcoe-Nord),
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Yuill.—50

(Quorum: 15)

N° 4

Banque et Commerce

Messieurs

Ashbourne,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Blackmore,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Cameron,
Cannon,
Cathers,
Chown,
Coates,
Christian,
Crestohl,
Deslières,
Dumas,
Ellis,
Fraser,
Gardiner,
Henderson,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Jones,
Lambert,
Low,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
MacEachen,
Macnaughton,
MacRae,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Morris,
Morton,
Pallett,
Pearson,
Power,
Quelch,
Rea,
Richardson,
Robichaud,
Rynard,
St-Laurent (Témiscouata),
Sinclair,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
White,
Winkler.—50

(Quorum: 15)

N° 5

Comptes publics

Messieurs

Beaudry,
Boulanger,
Bourget,
Breton,
Bryce,
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Crestohl,
Denis,
Doucett,
English,
Fisher,
Habel,
Hales,
Hardie,
Houck,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Laflamme,
Leboe,
Lewry,
Macdonald (Kings),
MacRae,
Maltais,
McGee,
McGregor,
McLeod,
McMillan,
Milligan,
Morris,
Morton,
Murphy (Lambton-Ouest),
Noble,
Pickersgill,
Proudfoot,
Regier,
Roberge,
Rynard,
Smith (Simcoe-Nord),
Stick,
Stuart (Charlotte),
Thomas (Wetaskiwin),
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Wratten,
Yuill,
Zaplitny.—50

(Quorum: 15)

N° 6

Agriculture et Colonisation

Messieurs

Argue,
Arsenault,
Boucher,
Boulanger,
Bryson,
Campbell (Lambton-Kent),
Castleden,
Charlton,
Christian,
Dechêne,
Demers,
Deslières,
Doucett,
Fairfield,
Forgie,
Gardiner,
Gingras,
Gour,
Grills,
Harrison,
Herridge,
Howe,
Huffman,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Laflamme,
Lafontaine,
Landry,
Lavigne,
Legaré,
Macdonald (Kings),
McBain,
McLeod,
McMillan,
Ménard,
Michaud,
Montgomery,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Peters,
Phillips,
Proudfoot,
Quelch,
Roberge,
Robinson,
Schneider,
Schulz,
Simpson,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Lincoln),
Stanton,
Stefura,
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
White.—60

(Quorum: 20)

N° 7

Règlement

Messieurs

Aitken, Mlle
Beaudoin,
Denis,
Dupuis,
Hahn,
Haidasz,
Howard,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Loiselle,
Michaud,
Monette,
Rochefort,
Smith (Simcoe-Nord),
Stinson,
Thompson (Northumberland),
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Vivian,
Winkler.—20

(Quorum: 8)

N° 8

Marine et Pêcheries

Messieurs

Anderson,
Arsenault,
Ashbourne,
Barnett,
Bourget,
Brisson,
Broome,
Bryce,
Cannon,
Carter,
Crouse,
English,
Hahn,
Haidasz,
Hardie,
Henderson,
Howard,
Irwin,
Jung,
Kirk,
Lavigne,
Macdonald (Antigonish-Guysborough),
MacEwan,
McGrath,
Montgomery,
Murphy (Lambton-Ouest),
Noble,
Patterson,
Robichaud,
Robinson,
Schulz,
Sinclair,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thibault.—35

(Quorum: 10)

N° 9

Mines, Forêts et Cours d'eau

Messieurs

Baskin,
Blackmore,
Coates,
Dumas,
Garland,
Gauthier (Nickel Belt),
Hansell,
Hardie,
Hodgson,
Howe,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Lesage,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
MacEachen,
MacRae,
McBain,
McCullough,
McGrath,
McWilliam,
Mitchell,
Montgomery,
Muir (Lisgar),
Murphy (Lambton-Ouest),
Nixon,
O'Hurley,
Peters,
Raymond,
Ricard,
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Simpson,
Smith (Calgary-Sud),
Stick,
Winch.—35

(Quorum: 10)

N° 10

Relations industrielles

Messieurs

Aitken, Mlle
Barnett,
Baskin,
Beech,
Blanchette,
Brassard,
Brown (Essex-Ouest),
Byrne,
Cauchon,
Chown,
Deschatelets,
Gauthier (Chicoutimi),
Gingues,
Haidasz,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Leduc (Verdun),
MacEachen,
MacInnis,
Maloney,
Martin (Timmins),
Martini,
McDonald (Hamilton-Sud),
Mitchell,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Murphy (Westmorland),
Ricard,
Richardson,
Small,
Stanton,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Vivian,
Winch.—35

(Quorum: 10)

N° 11

Débats

Messieurs

Beaudoin,
Crouse,
Ellis,
Habel,
Hansell,
Hardie,
Macquarrie,
McPhillips,
Meunier,
Muir (Lisgar),
Robinson,
Rouleau.—12

(Quorum: 7)

N° 12

Affaires extérieures

Messieurs

Aitken, Mlle
Argue,
Breton,
Cannon,
Cardin,
Coldwell,
Crestohl,
Fairfield,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Herridge,
Holowach,
Jones,
Jung,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lennard,
Low,
MacEachen,
Macnaughton,
Macquarrie,
Martin (Essex-Est),
McCleave,
Nesbitt,
Patterson,
Pearson,
Pratt,
Rea,
Richard (Ottawa-Est),
Sinclair,
Smith (Calgary-Sud),
Stick,
Stuart (Charlotte),
Van Horne,
White.—35

(Quorum: 10)

N° 13

Impressions

(Députés représentant les Communes)

Messieurs

Barnett,
Batten,
Best,
Blackmore,
Boivin,
Bonnier,
Bryce,
Campbell (Lambton-Kent),
Castleden,
Cathers,
Coates,
Dechêne,
Doucett,
English,
Gauthier (Nickel Belt),
Gingras,
Gour,
Hales,
Hansell,
Harrison,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
LaCroix,
Landry,
Langlois,
Lennard,
L'Heureux,
Loiselle,
MacEwan,
MacInnis,
Maltais,
Martin (Timmins),
McGee,
McIvor,
McWilliam,
Ménard,
Michaud,
Montgomery,
Muir (Lisgar),
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Patterson,
Phillips,
Raymond,
Regier,
Rochefort,
Rowe,
Rynard,
Schneider,
Smith (Simcoe-Nord),
Thibault,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Wratten,
Yuill.—54

N° 14

Bibliothèque

(Députés représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Aitken, Mlle
Anderson,
Barbès,
Beech,
Bégin,
Best,
Blackmore,
Bourque,
Castleden,
Cathers,
Coldwell,
Deniset,
Dinsdale,
English,
Eudes,
Fisher,
Habel,
Henderson,
Houck,
Howe,
Kirk,
LaCroix,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Lennard,
MacEwan,
Macquarrie,
McGrath,
McIlraith,
Mandziuk,
Nicholson,
Nixon,
Pickersgill,
Ratelle,
Robichaud,
Rowe,
Simpson,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Stefura,
Thomas (Wetaskiwin),
Valois,
Walker.—44

N° 15

Restaurant

(Députés représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Best,
Campbell
(The Battlefords),
Caron,
Deslières,
Gour,
Grills,
Habel,
Hales,
Jorgenson,
Kucherepa,
McBain,
McDonald
(Hamilton-Sud),
McGee,
McGregor,
McIvor,
McWilliam,
Milligan,
Robichaud,
Smith (Battle-River-
Camrose),
Stewart
(Winnipeg-Nord),
Stick,
Studer,
Villeneuve (Roberval),
Yuill.—24

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming, il est ordonné,—Que les comités permanents de cette Chambre soient respectivement autorisés à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre leur aura renvoyées, à faire de temps à autre des rapports exprimant leurs observations et leurs vues sur ces affaires et ces matières, à assigner des témoins et à ordonner la production de pièces et de dossiers.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour former un comité mixte des deux Chambres au sujet des travaux d'impression et que les députés suivants: Messieurs Barnett, Batten, Best, Blackmore, Boivin, Bonnier, Bryce, Campbell (Lambton-Kent), Castleden, Cathers, Coates, Dechêne, Doucett, English, Gauthier (Nickel Belt), Gingras, Gour, Hales, Hansell, Harrison, Knowles (Norfolk), Kucherepa, LaCroix, Landry, Langlois, Lennard, L'Heureux, Loiselle, MacEwan, MacInnis, Maltais, Martin (Timmins), McGee, McIvor, McWilliam, Ménard, Michaud, Montgomery, Muir (Lisgar), Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Patterson, Phillips, Raymond, Regier, Rochefort, Rowe, Rynard, Schneider, Smith (Simcoe-Nord), Thibault, Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Edmonton-Strathcona), Wratten et Yuill représenteront la Chambre dans ledit comité mixte des travaux d'impression du Parlement.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que Mlle Aitken, Messieurs Anderson, Barbès, Beech, Bégin, Best, Blackmore, Bourque, Castleden, Cathers, Coldwell, Deniset, Dinsdale, English, Eudes, Fisher, Habel, Henderson, Houck, Howe, Kirk, LaCroix, Lavigne, Leboe, Leduc (Gatineau), Lennard, MacEwan, Macquarrie, McGrath, McIlraith, Mandziuk, Nicholson, Nixon, Pickersgill, Ratelle, Robichaud, Rowe, Simpson, Small, Smith (Calgary-Sud), Stefura, Thomas (Wetaskiwin), Valois et Walker ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans la régie de la Bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de la Chambre des communes et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que Messieurs Best, Campbell (The Battlefords), Caron, Deslières, Gour, Grills, Habel, Hales, Jorgenson, Kucherepa, McBain, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGregor, McWilliam, Milligan, Robichaud, Smith (Battle-River-Camrose), Stewart (Winnipeg-Nord), Stick, Studer, Villeneuve (Roberval) et Yuill ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans la régie du Restaurant en ce qui concerne les intérêts de la Chambre des communes et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres au sujet du Restaurant.

M. Churchill, appuyé par M. Pearkes, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vue de porter de cent millions à deux cents millions de dollars la responsabilité totale que la Société peut avoir en cours, à quelque époque, aux termes des contrats d'assurance qu'elle est autorisée à conclure sous le régime de l'article 21 de ladite loi.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Campbell (The Battlefords), appuyé par M. Johnson (Kindersley), il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant le nom *a*) de toutes les personnes nommées depuis le 1er septembre 1957 à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) de tous les anciens inspecteurs qui ont été réengagés depuis le 1er septembre 1957, dans le district électoral de The Battlefords. (**Avis de motion n° 11*)

Sur motion de M. Argue, pour M. Nicholson, appuyé par M. Winch, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms et adresses de toutes les personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et employées par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies du ministère de l'Agriculture, *a*) du 1er janvier au 10 juin 1957, *b*) du 10 juin 1957 jusqu'à ce jour. (**Avis de motion n° 14*)

Sur motion de M. Argue, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et quelque gouvernement provincial, personne, société ou organisme, relativement au prix et à la quantité du gaz naturel pouvant être exporté aux États-Unis. (**Avis de motion n° 18*)

Sur motion de M. Benidickson, appuyé par M. McIvor, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre quelque association, personne et société, et les membres du gouvernement et (ou) la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line*, relativement à des demandes visant à leur permettre de présenter des soumissions pour les travaux de construction dans la section du pipeline de gaz financé par l'État, aménagé depuis l'est de la tête des Lacs. (**Avis de motion n° 20*)

Sur motion de M. Pickersgill, pour M. Deniset, appuyé par M. McIlraith, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg. (**Avis de motion n° 21*)

Sur motion de M. Lafontaine, appuyé par M. Dumas, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes et correspondance échangés depuis le 3 juillet dernier avec le ministère des Travaux publics, relativement au projet de construction d'un édifice public à Plessisville (Québec), à l'égard duquel des soumissions ont été demandées et le contrat n'a pas été adjugé. (**Avis de motion n° 23*)

Sur motion de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents, reçus ou adressés depuis le 10 juin 1957 par le ministre des Travaux publics, ou tout autre ministre, ou tous fonctionnaires du ministère des Travaux publics ou d'autres ministères du gouvernement, relativement au renvoi de MM. Ambrose Truman et Charles Kratzmeir du bureau de poste de Brantford. (**Avis de motion n° 26*)

Sur motion de M. Zaplitny, pour M. McCullough, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms de toutes les personnes qui, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, *a*) ont été recommandées pour remplir un poste d'inspecteur à la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont recommandé des candidats à des postes d'inspecteur, *c*) ont été nommées inspecteurs à cette même Division; et indiquant, *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, depuis le 1er août 1957. (**Avis de motion n° 27*)

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pearson, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a, en vertu de son statut de constitution, exproprié les biens, (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par l'Administration à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard de terrains, d'améliorations, de dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), *a*) dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde les terrains, sauf ceux qui appartiennent aux Indiens, *b*) à Pointe Iroquois, tant dans la ville d'Iroquois que dans le township de Matilda, comté de Dundas, dans la section internationale du fleuve Saint-Laurent. (**Avis de motion n° 28*)

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pearson, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont le ministère des Transports a exproprié les biens (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par le ministère à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée

à l'égard des terrains, des améliorations, des dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), dans la ville de Cornwall, entre le chemin de la reine n° 2 et le canal de Cornwall allant au nord et au sud, et le pont international et la route d'une longueur de neuf milles allant à l'est et à l'ouest, dans ladite ville. (**Avis de motion n° 29*)

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Gauthier (Portneuf), il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 21 juin 1957 entre le gouvernement du Canada, et l'un ou l'autre de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement d'Ontario, et l'un ou l'autre de ses membres ou fonctionnaires, relativement à tout ce qui a trait à l'accueil, le bien-être, l'entretien et l'établissement des réfugiés hongrois. (**Avis de motion n° 30*)

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Dumas, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le premier ministre ou tout ministre de la Couronne et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont au-dessus du canal Rideau à l'avenue Bronson. (**Avis de motion n° 31*)

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est appelé pour la première fois, conformément à l'article 56 du Règlement;

M. Fleming, appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Il s'élève un débat;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue, propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par ce qui suit:

> "la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que les paiements fédéraux prévus par la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques soient immédiatement disponibles pour toutes provinces appliquant des plans d'assurance-hospitalisation, à titre de dispositions additionnelles en vue de la réalisation d'un plan d'assurance-santé de portée nationale, basé sur la coopération fédérale-provinciale."

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Argue.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 13 novembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 27

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 19 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est déposée sur le bureau.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du Tarif, en date du 15 octobre 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les fruits et les légumes,—référence n° 124; et exemplaire du compte-rendu des séances publiques tenues à ce sujet, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du Tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que tous les mots qui suivent l'expression "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par ce qui suit:

> "la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que les paiements fédéraux prévus par la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques soient immédiatement disponibles pour toutes provinces appliquant des plans d'assurance-hospitalisation, à titre de dispositions additionnelles en vue de la réalisation d'un plan d'assurance-santé de portée nationale, basé sur la coopération fédérale-provinciale."

Après plus ample discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Blackmore,
Bryce,
Bryson,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Christian,
Coldwell,
Hahn,
Hansell,
Herridge,
Holowach,
Howard,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Martin (Timmins),
Patterson,
Peters,
Quelch,
Schulz,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Winch,
Yuill,
Zaplitny—32.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken, (Mlle)
Anderson,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Bonnier,
Boucher,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Crestohl,
Crouse,
Deniset,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fraser,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Habel,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Henderson
Hodgson,
Houck,
Howe,
Huffman,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Lafontaine,
Landry,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
L'Heureux,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Monteith,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Pratt,
Proudfoot,
Ratelle,
Rea,
Robinson,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
Simpson,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stick,
Stinson,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve (Roberval),
Walker,
Winkler,
Wratten—142.

Le débat se poursuit sur la motion principale; à dix heures du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant l'alinéa *f*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Et la motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, suivant le paragraphe 5 de l'article 56 du Règlement, ainsi qu'il suit:

AFFAIRES EXTÉRIEURES

94 Administration centrale .. .. $ 4,880,806 00

PÊCHERIES

139 Administration centrale .. .. $ 319,700 00

JUSTICE

172 Administration centrale, y compris contribution annuelle de $200 à la Conférence des commissaires sur l'uniformité de la législation au Canada .. .. $ 543,155 00

MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

213 Administration centrale .. .. $ 530,620 00

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

406 Administration centrale .. .. $ 264,655 00

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

497 Administration centrale .. .. $ 2,304,705 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Pearkes, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 111*), demandant l'état suivant: 1. Quels ont été les résultats du relevé des salaires effectué en mai et en juin 1957, dans la région de Miramichi, concernant les civils employés aux stations de l'Aviation royale du Canada de Chatham et de St. Margarets (Nouveau-Brunswick), et au dépôt d'approvisionnement naval de Renous (Nouveau-Brunswick)?

2. Depuis 1950 jusqu'à ce jour, quelles augmentations de salaires a-t-on autorisées à l'égard des civils employés à ces trois centres de la défense?

A 10 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 28

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 20 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Dix pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Robinson, il est ordonné,—Que le nom de M. Muir (Lisgar) soit substitué à celui de M. Simpson,
Le nom de M. Knowles (Norfolk) à celui de M. Pallett,
Le nom de M. Milligan à celui de M. Fairfield, et
Le nom de M. Hales à celui de M. O'Hurley, sur la liste des membres du comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 22 par M. Chevrier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Commission conjointe internationale a-t-elle présenté un rapport sur l'aspect économique que présenterait l'aménagement d'une route reliant le Saint-Laurent à New-York, par voie du Richelieu et du lac Champlain?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand?

3. Quelles en étaient les recommandations?

4. A combien évaluait-on le coût de l'entreprise?

5. A-t-on revisé ces estimations depuis 1938?

6. Quelle est la profondeur des eaux depuis la rivière Richelieu jusqu'à New-York, par voie du canal Chambly, du lac Champlain et de la rivière Hudson?

7. Quel est le nombre de ponts sur ce parcours?

8. Quelle distance gagnera-t-on entre Montréal et New-York grâce à cet itinéraire?

9. Le Richelieu est-il le seul parcours dont on puisse se servir? Quels sont les autres parcours?

10. Lorsque la voie maritime sera terminée, combien de navires aménagés pour les canaux affectera-t-on ailleurs?

11. A-t-on songé à utiliser l'ensemble de ces navires sur la route fluviale canalisée Richelieu-Champlain?

Question n° 32 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1948, combien de diplômés d'université ont été admis au ministère des Affaires extérieures à la suite d'un examen de concours?

2. Pour chaque année et à l'égard de chaque université canadienne, quelle est la répartition des candidats admis ou refusés, en tenant compte des grades de bachelier et non des diplômes de gradué?

3. Quelle est, à l'égard de ces années, la répartition globale des candidats, en tenant compte de la catégorie de grades (v.g., histoire, sciences économiques, science politique, gradué sans spécialité, etc.)?

4. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien peuvent être désignés comme canadiens-français?

5. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948. combien ont quitté le service?

Question n° 40 par M. McGregor—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

Question n° 97 par M. Lesage—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 22 juin, le conseil du Trésor a-t-il autorisé certains virements dans les sommes du budget principal, du budget supplémentaire et du nouveau budget supplémentaire affectées au ministère du Nord canadien et des Ressources nationales?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces virements, et dans chaque cas, *a*) quel a été le montant transporté, *b*) à l'égard de quelle rubrique ou entreprise chaque virement a-t-il été effectué, *c*) à quelle rubrique ou à quelle entreprise a-t-on affecté les montants, *d*) quelle était la raison de ces virements?

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 118 par M. Castleden—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Jusqu'au 31 mars 1957, quel a été le nombre des réfugiés hongrois admis au Canada à la suite de la révolution en Hongrie, venant *a*) directement d'Autriche ou de France, *b*) de Grande-Bretagne?

2. A l'égard de combien de ces personnes, s'il en est, a-t-on suspendu l'application des règlements de santé pour l'admission au Canada?

3. Au 31 octobre 1957, combien de ces personnes étaient dans des hôpitaux ou des sanatoriums aux frais du gouvernement fédéral?

4. Quelle somme globale la Trésorerie du Canada a-t-elle dépensée pour ces réfugiés, aux titres suivants: *a*) soins médicaux et hospitaliers, *b*) entretien, *c*) transport à l'intérieur du Canada depuis leur arrivée?

5. A combien de ces personnes a-t-on fait subir un examen médical après leur arrivée au Canada?

6. Au 1er octobre 1957, à l'égard de combien de ces personnes le gouvernement fédéral a-t-il payé les frais de retour dans leur pays?

Question n° 135 par M. McCullough—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre d'Indiens résidant actuellement dans la réserve de White-Bear, Carlyle (Saskatchewan)?

2. Sur ce nombre, combien sont des Cris?

3. Sur ce nombre, combien sont des Assiniboines?

4. Durant chaque année, depuis 1948, quel a été le revenu provenant de baux miniers, de redevances sur le pétrole, de permis de pêche ou autres, dans la réserve de White-Bear?

5. Durant chaque année, depuis 1948, quels ont été les autres revenus?

6. Durant chaque année, depuis 1948, qu'a-t-on fait des revenus?

7. En 1956, à combien s'élevait la caisse de fiducie de la bande de White-Bear?

8. Comment et selon quels principes s'effectue la dépense des deniers de la caisse de fiducie de la bande?

9. Quel a été le coût de construction du dispensaire et de la résidence des infirmières dans la réserve de White-Bear?

10. Durant chaque année, depuis 1950, quelle valeur représentent la machinerie et les bestiaux livrés aux Indiens de White-Bear?

11. En quoi consistaient cette machinerie et ces bestiaux?

12. *a*) Depuis 1948, combien d'Indiens pur sang ont rempli des postes administratifs relevant de la Division des Affaires indiennes? *b*) Quelle était la nature de leur emploi?

13. Durant chaque année, depuis 1948, quelle valeur globale représentent les rations alimentaires accordées aux Indiens de la réserve de White-Bear?

14. Depuis 1948, combien de maisons a-t-on construites dans la réserve de White-Bear?

15. Combien d'années se sont écoulées depuis la construction de la clôture entourant la réserve?

Question n° 148 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Au cours de la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax avaient-ils inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Question n° 149 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Durant la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), avait-elle inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Question n° 172 par M. Holowach—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de la période allant du 1er janvier 1956 au 10 juin 1957, de quels avocats ou sociétés d'avocats, s'il en est, dans la ville d'Edmonton (Alberta), le gouvernement fédéral, ou l'une de ses divisions, a-t-il retenu les services?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral et tous ses ministères ont-ils versées à chacun de ces avocats et à chacune de ces sociétés d'avocats?

3. Quelles sommes, s'il en est, reste-t-il à verser ou font l'objet de réclamations, et de qui s'agit-il?

4. A-t-on passé des contrats avec quelque société d'avocats en vue de services juridiques et, dans le cas de l'affirmative, avec qui?

5. Pour quelles raisons et selon quels procédés a-t-on retenu les services de ces sociétés d'avocats?

Question n° 184 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de chacune des années 1956 et 1957, le gouvernement a-t-il acheté des automobiles et des camions de distributeurs de Coleman, Blairmore, Bellevue, Pincher-Creek, Macleod? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. De qui chaque véhicule a-t-il été acheté et quel en était le prix?

3. A-t-on effectué ces achats à la suite d'une demande publique de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon a-t-on annoncé ces demandes de soumissions?

Question n° 204 par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Un rapport des dépenses d'élection de chaque candidat élu à la Chambre des communes le 10 juin 1957 a-t-il été déposé avant l'ouverture du Parlement le 14 octobre 1957?

2. Sinon, quels sont les noms de tous les députés pour le compte desquels les rapports des dépenses d'élection n'avaient pas été déposés le 14 octobre 1957?

3. Ces rapports ont-ils été déposés au nom de quelques députés depuis le 14 octobre 1957? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces députés et à quelles dates ces rapports ont-ils été déposés?

Sur motion de M. Gauthier (Portneuf), pour M. St-Laurent(Témiscouata), appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie des ordonnances relatives au transport postal et (ou) des lettres adressées par les directeurs de district des services postaux, concernant l'activité politique des entrepreneurs de transport postal, dans tous les districts postaux, sauf Ottawa. (**Avis de motion n° 25*)

Sur motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toutes ententes et correspondance échangées depuis le 1er janvier 1955 jusqu'à ce jour entre le Canada et l'État de New-York au sujet de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du pont international reliant Ogdensburg à Prescott. (**Avis de motion n° 32*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

406	Administration centrale	$ 264,655 00
407	Division des compagnies	104,860 00
408	Service des marques de commerce, y compris une contribution de $3,800 à l'Office international pour la protection de la propriété industrielle	182,490 00
409	Bureau des traductions	1,331,100 00

BUREAU DES BREVETS ET DU DROIT D'AUTEUR

410	Service administratif	122,670 00
411	Service des brevets	1,582,890 00
412	Service du droit d'auteur et des dessins industriels, y compris une contribution de $2,100 à l'Office de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	28,535 00

CRÉDIT SPÉCIAL

413	Dépenses spéciales à l'égard d'une commission établie en vertu de la Loi sur les enquêtes pour enquêter sur le fonctionnement de la Loi sur les brevets, de la Loi sur le droit d'auteur, de la Loi sur les dessins industriels et autres lois connexes	17,300 00

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

346	Administration	561,934 00
347	Achats, papeterie et approvisionnements	1,175,114 00
348	Distribution de documents officiels	337,520 00
349	Impression et reliure des publications officielles pour vente et distribution aux ministères et au public	570,000 00
350	Impression de la *Gazette du Canada*	110,000 00
351	Impression et reliure des Statuts annuels	35,000 00
352	Atelier—Matériel et renouvellements	562,198 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

727 Atelier—Matériel et renouvellements—Crédit supplémentaire 148,774 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 31 octobre 1957.

Par M. Diefenbaker,—Copies des lettres en date des 12 et 17 novembre 1957, échangées entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province du Manitoba, concernant le programme de la Conférence fédérale-provinciale qui doit être tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

Par M. Hamilton (York-Ouest), adjoint parlementaire, pour le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 7 de la Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, chapitre 67 des Statuts revisés du Canada (1952).

Septième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins d'une loi pour annuler le mariage de la requérante suivante, présentée le 19 novembre par M. Rea, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Jean Dick Joslin, épouse de George Alfred Joslin, de Montréal (P.Q.).

Septième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Monica Frances Fleice Bottomley, épouse de Thomas Spencer Bottomley, de Montréal (P.Q.).

Jean-Paul Camiré, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Beaudet Camiré.

Agnes Ilona Kemeny Czuczka, épouse de Rudolf Ladislav Czuczka, de Hampstead (P.Q.).

Ruth Ellen McMullin Gosnell, épouse de Lawrence McCallum Gosnell, de Montréal (P.Q.).

Olive Margaret Lester James, épouse de Neilson A. James, de Saint-Jean (Terre-Neuve).

Francine-Joséphine-Gislaine Boisdenghien Lebrun, épouse de Félicien-Auguste Lebrun, de Montréal (P.Q.).

William Harrison Terry, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Hazel May Howe Terry.

Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume, épouse de Roland-René-Georges Vuillaume, de Montréal (P.Q.).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 29

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 21 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est déposée sur le bureau.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 21 novembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 21 novembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Smith (Lincoln) soit substitué à celui de M. O'Hurley, et

Le nom de M. Fairfield à celui de M. Murphy (Lambton-Ouest), sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. MacEwan soit substitué à celui de M. Montgomery, et

Le nom de M. MacInnis à celui de M. Muir (Lisgar), sur la liste des membres du comité permanent des mines, forêts et cours d'eau.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Vivian soit substitué à celui de M. Morris sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

60 Traitements et dépenses du bureau .. .. $ 73,115 00

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

86 Traitements et éventualités de la Commission, y compris une subvention de $3,000 à la *Public Personnel Association* pour l'aider à solder les dépenses de son congrès international devant avoir lieu au Canada en 1957 .. .. 2,961,606 00

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.

Loi modifiant la Loi sur les aveugles.

Loi modifiant la Loi sur les invalides.

Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.

La Chambre poursuit sa séance en comité des subsides;

Rapport à faire des résolutions adoptées par le comité à la séance de ce jour.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Huitième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 20 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Engelbert Bergevin, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Laramée Bergevin.

Joseph-Anthime-Roland Bock, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Berthe-Jeannette Francœur Bock.

James Dunn Drummond, de Montréal (P.Q.), époux de Fleurette Hotte Drummond.

Naomi Ruth Wolfson Fischel, épouse de Gordon Robert Fischel, de Montréal (P.Q.).

Giulietta Marcogliese Iacurto, épouse de Franco Iacurto, de Québec (P.Q.).

Carmen Baron Matucha, épouse de Richard Matucha, de Montréal (P.Q.).

Margaret Eleanor Williams Radmore, épouse de Robert Charles Stewart Radmore, de Hull-Sud (P.Q.).

Eszter Jeszenszky Tahy, épouse de Emeric Tahy, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Vogel, de Montréal (P.Q.), époux de Mira Goddard Vogel.

Viola Carmela Starnino Dizazzo, épouse de Anthony Dizazzo, de Montréal (P.Q.).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 30

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 22 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Dix pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

A—MINISTÈRE

SERVICES ADMINISTRATIFS

213	Administration centrale	$ 530,620 00
214	Loi sur les explosifs—Administration, fonctionnement et entretien	113,100 00
215	Division des ressources minérales—Administration, fonctionnement et entretien	217,595 00

DIVISION DES LEVÉS ET DE LA CARTOGRAPHIE

216	Administration	69,106 00
	Service des levés géodésiques—	
217	Administration, fonctionnement et entretien	577,258 00
218	Commission de la frontière internationale	62,748 00

	Levés topographiques, y compris les dépenses de la Commission canadienne des noms géographiques—	
219	Administration, fonctionnement et entretien	1,661,991 00
220	Construction ou acquisition de matériel	122,000 00
	Service hydrographique du Canada—	
221	Administration, fonctionnement et entretien, y compris un montant de $4,125 à titre de contribution annuelle du Canada au Bureau international d'hydrographie	3,395,513 00
222	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	210,225 00
223	Levés officiels et cartes aéronautiques, y compris une subvention de $500 à l'Institut canadien d'arpentage et de photogrammétrie	689,686 00
224	Levés de frontières provinciales et territoriales	52,300 00
	Établissement et reproduction de cartes—	
225	Administration, fonctionnement et entretien	1,066,271 00
226	Construction ou acquisition de matériel	92,300 00

COMMISSION GÉOLOGIQUE DU CANADA

	Études géologiques—	
227	Administration, fonctionnement et entretien, y compris les dépenses du Comité consultatif national des recherches en sciences géologiques, un montant de $1,875 à titre de part du Canada dans les frais du Comité des ressources minérales et de la géologie, Londres (Angleterre), et un montant de $40,000 comme subventions pour aider aux recherches géologiques poursuivies dans les universités canadiennes	2,454,067 00
228	Construction ou acquisition de matériel	122,500 00

DIVISION DES MINES

229	Administration	123,514 00
	Études des ressources minérales—	
230	Administration, fonctionnement et entretien, y compris une subvention de $22,500 au *Canadian Institute of Mining and Metallurgy* pour l'aider à acquitter les frais du Sixième congrès de l'Empire sur les mines et la métallurgie qui se tiendra au Canada en 1957	2,780,073 00
231	Construction ou acquisition de matériel	241,475 00
232	Paiements à l'Université McGill relativement à la mise au point d'une turbine à gaz chauffée au charbon ..	25,000 00

DIVISION DE LA GÉOGRAPHIE

233	Administration, fonctionnement et entretien, y compris une subvention de $250 à l'Association canadienne des géographes	284,580 00

OBSERVATOIRES FÉDÉRAUX

	Observatoire fédéral d'Ottawa et stations sur le terrain—	
234	Administration, fonctionnement et entretien, y compris la somme de $500 comme cotisation à l'Union astronomique internationale à titre de sociétaire et une subvention de $3,500 à la Société royale astronomique du Canada et une subvention de $5,000 à l'Union Internationale de géodésie et de géophysique pour aider à couvrir les frais de la Onzième assemblée générale de l'Union qui aura lieu au Canada en 1957	588,560 00
235	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	96,000 00
236	Observatoire d'astrophysique fédéral de Victoria (C.-B.)	147,557 00

GÉNÉRALITÉS

237	Achat de photographies aériennes et dépenses du comité interministériel des levés topographiques aériens, y compris le matériel acheté par ce dernier ..	1,500,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement)

(Bills privés)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York";

M. McIlraith, appuyé par M. Dumas, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé";

M. Rea, appuyé par M. Vivian, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, sur division, et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill).

Du consentement unanime, M. Rea, appuyé par M. Vivian, propose,—Que les bills suivants soient maintenant lus une deuxième fois:

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman".

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw".

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman".

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert".

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner".

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

Lesdits bills, en conséquence, sont lus une deuxième fois, sur division, et renvoyés au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet desdits bills).

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company";

M. Vivian, appuyé par Mlle Aitken, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) d'une étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée "Les perspectives énergétiques du Canada".

Neuvième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante suivante, déposée le 21 novembre par M. Nixon, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

St. Mary's River Bridge Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 31

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 25 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Vingt pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".—*M. Chown.*

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".—*M. Rea.*

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".—*M. Rea.*

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".—*M. Rea.*

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci". —*M. Rea.*

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert". —*M. Rea.*

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".—*M. Rea.*

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".—*M. Rea.*

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".—*M. Rea.*

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".—*M. Rea.*

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".—*M. Rea.*

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".—*M. Rea.*

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".—*M. Rea.*

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".—*M. Rea.*

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff". —*M. Rea.*

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc". —*M. Rea.*

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".—*M. Rea.*

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".—*M. Rea.*

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".—*M. Rea.*

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".—*M. Rea.*

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".—*M. Rea.*

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".—*M. Rea.*

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".—*M. Rea.*

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".—*M. Rea.*

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".—*M. Rea.*

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".—*M. Rea.*

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".—*M. Rea.*

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".—*M. Rea.*

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".—*M. Rea.*

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".—*M. Rea.*

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".—*M. Rea.*

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".—*M. Rea.*

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".—*M. Rea.*

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".—*M. Rea.*

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".—*M. Rea.*

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".—*M. Rea.*

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".—*M. Rea.*

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".—*M. Rea.*

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".—*M. Rea.*

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".—*M. Rea.*

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".—*M. Rea.*

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".—*M. Rea.*

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".—*M. Rea.*

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber". —*M. Rea.*

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".—*M. Rea.*

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".—*M. Rea.*

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".—*M. Rea.*

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".—*M. Rea.*

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".—*M. Rea.*

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".—*M. Rea.*

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".—*M. Rea.*

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".—*M. Rea.*

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".—*M. Rea.*

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".—*M. Rea.*

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".—*M. Rea.*

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".—*M. Rea.*

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".—*M. Rea.*

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".—*M. Rea.*

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".—*M. Rea.*

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".—*M. Rea.*

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".—*M. Rea.*

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".—*M. Rea.*

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".—*M. Rea.*

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".—*M. Rea.*

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".—*M. Rea.*

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".—*M. Rea.*

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Bell (Saint-Jean-Albert), il est ordonné,—Que le nom de M. Barnett soit substitué à celui de M. Bryson,

Le nom de M. Cameron à celui de M. Campbell (The Battlefords),

Le nom de M. Macdonald (Vancouver-Kingsway) à celui de M. Ellis,
Le nom de M. Regier à celui de M. Fisher,
Le nom de M. Winch à celui de M. Lewry,
Le nom de M. McIlraith à celui de M. Gauthier (Nickel Belt) et
Le nom de M. Haidasz à celui de M. Forgie, sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Bell (Saint-Jean-Albert), il est ordonné,—Que le nom de M. Forgie soit substitué à celui de M. Haidasz sur la liste des membres du comité permanent du Règlement.

Sur motion de M. Green, pour M. Diefenbaker, appuyé par M. Brooks, il est ordonné,—Que, le mercredi 27 novembre prochain et chaque mercredi subséquent jusqu'à la fin de la session, outre les séances déjà prévues par le Règlement, la Chambre siège aussi de huit heures à dix heures du soir.

M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Starr, appuyé par M. MacLean, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance-chômage, en vue de prolonger la durée des périodes de prestation saisonnière, d'augmenter le nombre des paiements de prestation auxquels les réclamants peuvent avoir droit durant ces périodes et de pourvoir à d'autres matières connexes.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Green, pour M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Brooks, propose, —Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, en vue d'autoriser le commissaire des territoires à emprunter des sommes d'argent à des fins territoriales, municipales ou locales, au nom des territoires, et à prêter des sommes d'argent à des fins locales; et de pourvoir, en outre, à la nomination et à la rémunération de magistrats de police suppléants.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Hees, appuyé par M. Smith (Hastings-Frontenac), propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts aux commissaires du havre de Hamilton, sur le Fonds du revenu consolidé, d'au plus $4,000,000 dans l'ensemble, pour la construction de facilités additionnelles de stationnement à quai et d'autres aménagements dans le port.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Harrison, appuyé par M. Lafontaine, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms et fonctions régulières de toutes les personnes, 1) nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, 2) employées à titre d'inspecteurs et mises à pied par l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Meadow-Lake. (**Avis de motion n° 24*)

Sur motion de M. Tucker, appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms *a*) des inspecteurs, *b*) des autres fonctionnaires, de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés en Saskatchewan depuis le 1er août 1957, *c*) des inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés dans la circonscription électorale de Rosthern depuis le 1er août 1957. (**Avis de motion n° 33*)

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Cameron, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents datés depuis le 1er janvier 1954 et échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique et toutes autres personnes, sociétés et tout groupement, relativement à la route désignée sous le nom de Stewart-Cassiar. (**Avis de motion n° 35*)

Sur motion de M. Lewry, appuyé par M. Howard, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms et les fonctions de toutes les personnes, qui, depuis le 1er septembre 1957, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, *a*) ont été nommées inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont déjà été employées à titre d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *c*) ont été relevées de leurs fonctions d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies; et indiquant *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, depuis le 1er août 1957. (**Avis de motion n° 36*)

Sur motion de M. Poulin, appuyé par M. Chabot, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspon-

dance et autres documents échangés au cours des années 1954, 1955 et 1956, entre le ministère des Transports et la Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce ou toute personne chargée de la représenter, relativement à une demande de subvention faite par cette société. (**Avis de motion n° 38*)

M. Breton, appuyé par M. Habel, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait examiner l'à-propos d'instituer un comité parlementaire spécial qui aurait pour mandat d'étudier l'établissement d'un mode de traduction simultanée, dans la langue officielle que n'emploie pas alors le député qui adresse la parole, de tous les débats de la Chambre des communes et de tous les comités parlementaires.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 20*), demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre quelque association, personne et société, et les membres du gouvernement et (ou) la société de la Couronne *Northern Ontario Pipeline,* relativement à des demandes visant à leur permettre de présenter des soumissions pour les travaux de construction dans la section du pipeline de gaz financé par l'État, aménagé depuis l'est de la tête des Lacs.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 28 octobre 1957 (**Avis de motion n° 9*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick au sujet du projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et Pointe-à-la-Croix (Québec).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 11*), demandant un état indiquant le nom *a*) de toutes les personnes nommées depuis le 1er septembre 1957 à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) de tous les anciens inspecteurs qui ont été réengagés depuis le 1er septembre 1957, dans le district électoral de The Battlefords.

Par M. Harkness,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 14*), demandant un état indiquant les noms et adresses de toutes les personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et employées par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies du ministère de l'Agriculture, *a*) du 1er janvier au 10 juin 1957, *b*) du 10 juin 1957 jusqu'à ce jour.

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine, —Rapport (en français et en anglais) concernant les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année 1956-1957, conformément à l'article 3 de la Loi sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, chapitre 122 des Statuts revisés du Canada (1952).

Dixième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 22 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Frances Maud Barter, épouse de Arthur Edward Barter, fils, de Corner-Brook (Terre-Neuve).

Mary Margaret Young Doulton, épouse de Charles William Doulton, de Montréal (P.Q.).

Jean-Baptiste Gagnon, de Montréal (P.Q.), époux de Fleurette Dubé Gagnon.

Thérèse Beaudoin Girard, épouse de Joseph Octave Siméon Girard, de Chicoutimi (P.Q.).

Freda Bernadette Godin Headland, épouse de Lloyd Alfred Headland, de Montréal (P.Q.).

Yvonne Tonkin Kadas, épouse de Charles James Kadas, de Montréal (P.Q.).

Valija Zvirgzds Kazaks, épouse de Ivars Kazaks, de Montréal (P.Q.).

Robert Maurice Sherwood, de Westmount (P.Q.), époux de Madeleine Louise Helene Thornton Sherwood.

Joan Collie Showler, épouse de David Owen William Showler, de Montréal (P.Q.).

Onzième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante suivante, présentée le 22 novembre par M. Chown, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Alaska-Yukon Pipelines Ltd., aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

Huitième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Alaska-Yukon Pipelines Ltd., aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

St. Mary's River Bridge Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 32

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 26 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Pallett, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

2. Que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que l'application de l'article 65(1) *d*) du Règlement soit suspendue à cet égard.

3. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les documents et témoignages dont le Comité ordonnera la publication, et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 66 du Règlement.

Du consentement unanime, sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Vivian, ledit rapport est agréé.

M. Pallett, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company", et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 2 aux Journaux.*)

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Que son quorum soit réduit de 20 à 12 membres et que l'application de l'article 65(1) b) du Règlement soit suspendue à cet égard.
2. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les documents et témoignages dont le Comité ordonnera la publication, et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 66 du Règlement.

Du consentement unanime, sur motion de M. Fraser, appuyé par M. Martini, ledit rapport est agréé.

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".

Une copie des procès-verbaux et témoignages du Comité relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 3 aux Journaux.*)

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la déclaration faite par le ministre de l'Agriculture, à Rome, le 7 novembre 1957, au cours de la neuvième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Du consentement unanime, il est fait appel de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. Smith (Hastings-Frontenac), pour M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Du consentement unanime, les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, ainsi qu'il suit:

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

61 Administration centrale . . . . . $ 604,729 00

FINANCES

119 Administration centrale . . . . . $ 2,157,871 00

DÉFENSE NATIONALE

240 Prévision de dépenses pour les Forces canadiennes, le Conseil de recherches pour la défense, et d'autres dépenses relatives à la défense, y compris les frais relatifs à la participation des forces canadiennes à la Force d'urgence des Nations Unies et les contributions aux frais militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; autorisation d'engager pendant l'année en cours, sur la somme prévue par les présentes, des dépenses n'excédant pas $130,000,000, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, étant entendu que, nonobstant le paragraphe 3 dudit article, au cas où des matériels ou des fournitures feraient l'objet d'un virement, la valeur estimative actuelle en sera inscrite au crédit du présent poste au lieu d'être versée au compte spécial mentionné audit paragraphe 3, et qu'elle pourra, après ladite inscription, être affectée aux dépenses des Forces canadiennes; et, par dérogation à l'article 30 de la Loi sur l'administration financière, autorisation de contracter, aux fins précitées, des engagements d'un montant total de $3,338,164,131, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera l'échéance desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $1,521,731,982 deviendra payable dans les années à venir) $1,669,450,149 00

REVENU NATIONAL

290 Administration générale . . . . . $ 3,761,303 00

CONSEIL PRIVÉ

337 Administration . . . . . $ 444,962 00

COMMERCE

414 Administration centrale . . . . . $ 672,473 00

A rapporter.

Le rapport est reçu, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Sur motion de M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, il est ordonné,—Que les postes numéros 94 à 118 inclusivement du budget principal des dépenses de 1957-1958, le poste numéro 617 du budget supplémentaire de 1957-1958, et le poste numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2) de 1957-1958 soient retirés du comité des subsides et déférés au comité permanent des affaires extérieures, sous réserve toujours des pouvoirs que possède le comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (**Avis de motion n° 25*), demandant la copie des ordonnances relatives au transport postal et (ou) des lettres adressées par les directeurs de district des services postaux, concernant l'activité politique des entrepreneurs de transport postal, dans tous les districts postaux, sauf Ottawa.

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 6 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, chapitre 66 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 20 novembre 1957 (**Avis de motion n° 32*) demandant la copie de toutes ententes et correspondance échangées depuis le 1er janvier 1955 jusqu'à ce jour entre le Canada et l'État de New-York au sujet de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du pont international reliant Ogdensburg à Prescott.

Par M. Smith (Hastings-Frontenac),—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 22*), demandant l'état suivant:
1. La Commission conjointe internationale a-t-elle présenté un rapport sur l'aspect économique que présenterait l'aménagement d'une route reliant le Saint-Laurent à New-York, par voie du Richelieu et du lac Champlain?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand?

3. Quelles en étaient les recommandations?

4. A combien évaluait-on le coût de l'entreprise?

5. A-t-on revisé ces estimations depuis 1938?

6. Quelle est la profondeur des eaux depuis la rivière Richelieu jusqu'à New-York, par voie du canal Chambly, du lac Champlain et de la rivière Hudson?

7. Quel est le nombre de ponts sur ce parcours?

8. Quelle distance gagnera-t-on entre Montréal et New-York grâce à cet itinéraire?

9. Le Richelieu est-il le seul parcours dont on puisse se servir? Quels sont les autres parcours?

10. Lorsque la voie maritime sera terminée, combien de navires aménagés pour les canaux affectera-t-on ailleurs?

11. A-t-on songé à utiliser l'ensemble de ces navires sur la route fluviale canalisée Richelieu-Champlain?

Par M. Smith (Hastings-Frontenac),—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 32*), demandant l'état suivant:
1. Durant chaque année, depuis 1948, combien de diplômés d'université ont été admis au ministère des Affaires extérieures à la suite d'un examen de concours?

2. Pour chaque année et à l'égard de chaque université canadienne, quelle est la répartition des candidats admis ou refusés, en tenant compte des grades de bachelier et non des diplômes de gradué?

3. Quelle est, à l'égard de ces années, la répartition globale des candidats, en tenant compte de la catégorie de grades (v.g., histoire, sciences économiques, science politique, gradué sans spécialité, etc.)?

4. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien peuvent être désignés comme canadiens-français?

5. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien ont quitté le service?

Douzième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 25 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Viola Gariépy Anderson, épouse de George Anderson, de Mackayville (P.Q.).

Barbara May Ramsay Bryant, épouse de Ernest Lloyd Gerald Bryant, de Verdun (P.Q.).

Gerald Edward Burnham, de Magog (P.Q.), époux de Claire Clauge Rousseau Burnham.

Myrto Mona Diane Chevrette Cadieux, épouse de Joseph Horace Marcel Cadieux, de Montréal (P.Q.).

Abie Cubitz, de Montréal (P.Q.), époux de Celia Smith Cubitz.

Moshe Frajberg, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Rafalowska (*alias* Rafael) Frajberg.

Georges-Albert Hétu, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Milot Hétu.

Cora Patricia Quinn Holder, épouse de James Surrey Holder, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Grace Blakely Mullins, épouse de Robert James Mullins, de Montréal (P.Q.).

Shirley Eileen Ferris Mactavish, épouse de Edward Stewart Mactavish, de Montréal (P.Q.).

Lillian May Seymour Perez, épouse de Sydney Douglas Perez, de Montréal (P.Q.).

André Petit, de Montréal (P.Q.), époux de Monique Claudette Halary Petit.

Beverley Joan Smithson Rook, épouse de John William Rook, de Montréal (P.Q.).

Judith Margaret Bianchi Sartori, épouse de Vittorio Sartori, de Montréal (P.Q.).

Winifred Jean Garrett Somers, épouse de Henry Andrew Somers, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Maurice Gardner Swaine, de Sprinfield Park (P.Q.), époux de Helen Campbell Dick Swaine.

Anne McCluskey Templeton, épouse de James Donaldson Templeton, de Montréal (P.Q.).

Marie-Eva Desorcy Valiquette, épouse de Joseph-André-Léopold Valiquette, de Montréal (P.Q.).

Anne-Marie-Mathilde Vautelet Gagnier, épouse de John Robert Gagnier, de Montréal (P.Q.).

Muriel Marguerite Elizabeth Ada Brant Yeaman, épouse de James Anderson Yeaman, de Lachine (P.Q.).

A 10 heures sept minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 33

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 27 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie (en français et en anglais) du communiqué publié à l'issue de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du compte rendu quotidien des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Castleden soit substitué à celui de M. Barnett,

Le nom de M. Fisher à celui de M. Cameron et

Le nom de M. Lewry à celui de M. Regier, sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Haidasz soit substitué à celui de M. Sinclair sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

M. Green, appuyé par M. Harkness, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, en vue de porter de deux cent cinquante

millions à quatre cents millions de dollars le montant global qui peut être versé, sur le Fonds du revenu consolidé, en vertu du paragraphe (1) de l'article 22 de la loi, et en vue de diminuer les versements initiaux.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 57 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement du Canada a-t-il entamé des pourparlers avec quelque personne, société ou corporation, en vue de l'établissement d'une usine d'énergie thermique à Blairmore (Alberta) ou dans tout autre centre de la section albertaine du Pas du Nid-de-Corbeau?

2. Dans le cas de l'affirmative, avec qui et quels ont été les résultats de ces négociations?

Question n° 171 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A la date la plus récente pour laquelle on possède des données statistiques, combien de personnes étaient à l'emploi du gouvernement fédéral au Canada, *a*) à titre temporaire, *b*) à titre permanent?

2. Quel était le montant global versé en traitements et salaires à la même date?

3. Combien de fonctionnaires civils reçoivent actuellement une pension de retraite, et quel est le montant global versé en pensions de retraite durant le dernier mois pour lequel on possède des données statistiques?

Question n° 195 par M. Christian—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Dans quelle mesure, depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral a-t-il accordé une aide à la Commission royale chargée d'enquêter sur les problèmes des producteurs de fruits de la vallée d'Okanagan (Colombie-Britannique)?

Question n° 197 par M. Cameron—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de délégués de tous les pays du Commonwealth ont assisté à la Conférence des ministres des Finances tenue à Mont-Tremblant plus tôt cette année?

2. Combien de jours la conférence a-t-elle duré?

3. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

4. De combien de personnes, outre le ministre des Finances, se composait la délégation canadienne à la conférence sur les problèmes commerciaux et économiques tenue à Washington plus tôt cette année?

5. Combien de jours a duré la conférence?

6. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

Question n° 216 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelle somme représentent les obligations du gouvernement canadien achetées en 1957 par la Banque du Canada et par chaque autre société, corporation, office, commission ou ministère relevant du gouvernement fédéral?

Question n° 227 par M. Ellis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le 1er juin 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

2. Le 1er novembre 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

3. Est-on à prendre des mesures en vue de réduire dans un avenir prochain le personnel de quelque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

Sur motion de M. Benidickson, appuyé par M. McIvor, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de la clause ou des clauses contenues dans les contrats de construction du pipeline de la Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line*, concernant les obligations des entrepreneurs en ce qui a trait à la préférence à donner aux ouvriers qui résident au Canada, aux heures de travail, aux taux des salaires et aux autres conditions de travail des ouvriers. (**Avis de motion n° 34*)

Sur motion de M. Haidasz, appuyé par M. Houck, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance, mémoires et autres documents relatifs à l'assurance-santé, échangés au cours des trois derniers mois entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et les représentants de *a*) l'Association médicale du Canada, *b*) l'Association canadienne des Collèges de médecins, *c*) l'Association canadienne des hôpitaux, *d*) le Conseil canadien d'hygiène publique. (**Avis de motion n° 37*)

Sur motion de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant le nombre des automobiles et des camions importés, ainsi que les pays de leur provenance, que le gouvernement fédéral a achetés *a*) entre le 1er avril 1956 et le 21 juin 1957, *b*) entre le 21 juin et le 1er novembre 1957. (**Avis de motion n° 39*)

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur l'assurance-chômage.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance-chômage, en vue de prolonger la durée des périodes de prestation saisonnière, d'augmenter le nombre des paiements de prestation auxquels les réclamants peuvent avoir droit durant ces périodes et de pourvoir à d'autres matières connexes.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Starr, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 171, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 octobre 1957 (**Avis de motion n° 1*), demandant un état indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat à l'élection générale du 10 juin 1957, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses d'élection n'a pas été présenté.

Neuvième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins d'une loi pour annuler le mariage de la requérante suivante est conforme aux prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Jean Dick Joslin, épouse de George Alfred Joslin, de Montréal (P.Q.).

Dixième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Frances Maud Barter, épouse de Arthur Edward Barter, fils, de Corner-Brook (Terre-Neuve).

Engelbert Bergevin, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Laramée Bergevin.

Kathleen Mitchell Cabana, épouse de Guy Cabana, de Montréal (P.Q.).

Margaret Griffin Clarke, épouse de Michael Clarke, de Montréal (P.Q.).

Viola Carmela Starnino Dizazzo, épouse de Anthony Dizazzo, de Montréal (P.Q.).

Mary Margaret Young Doulton, épouse de Charles William Doulton, de Montréal, (P.Q.).

Katie Miller Fisch, épouse de Abraham Fisch, de Montréal (P.Q.).

Joyce Sherman Fogel, épouse de Allan Fogel, de Montréal (P.Q.).

Jean-Baptiste Gagnon, de Montréal (P.Q.), époux de Fleurette Dubé Gagnon.

Georges-Albert Hétu, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Milot Hétu.

Beryl Elizabeth Scrase Laliberté, épouse de Albert Laliberté, de St-Vincent-de-Paul (P.Q.).

Shirley Eileen Ferris Mactavish, épouse de Edward Stewart Mactavish, de Montréal (P.Q.).

Thomas Mastropaolo, de Montréal (P.Q.), époux de Parise Berger Mastropaolo.

Carmen Baron Matucha, épouse de Richard Matucha, de Montréal (P.Q.).

Beatrice Bellamy Drysdale Scott, épouse de John Lancely Scott, de Montréal (P.Q.).

William Toulouse, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Isobel Vair Toulouse.

A 10 heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 34

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 28 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres, et que l'application de l'alinéa (c) du paragraphe 1 de l'article 65 du Règlement soit suspendue à cet égard.

Du consentement unanime, sur motion de M. Rea, appuyé par M. Aiken, ledit rapport est agréé.

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: Loi concernant la "Mexico Tramways Company".

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le troisième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman".

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw".

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman".

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert".

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner".

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".

M. White, du comité permanent des affaires extérieures, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de se réunir pendant les séances de la Chambre.

2. Qu'il soit autorisé à faire imprimer au jour le jour 750 exemplaires en anglais et 350 exemplaires en français de ses procès-verbaux et témoignages et qu'à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue.

Du consentement unanime, sur motion de M. White, appuyé par M. Charlton, ledit rapport est agréé.

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le troisième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada".

Une copie des procès-verbaux et témoignages du Comité relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 4 aux Journaux.*)

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,— Copie de la lettre adressée le 21 novembre 1957 par le ministre du Travail au secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats ouvriers indépendants au sujet du transfert d'immatriculation de navires de la *Canadian National (West Indies) Steamships.*

L'ordre portant le numéro 1 à la rubrique *Bills publics et ordres du jour d'intérêt public* est appelé et réservé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 171, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".—*M. Rea.*

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".—*M. Rea.*

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".—*M. Rea.*

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".—*M. Rea.*

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".—*M. Rea.*

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".—*M. Rea.*

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".—*M. Rea.*

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".—*M. Rea.*

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".—*M. Rea.*

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".—*M. Rea.*

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".—*M. Rea.*

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".—*M. Rea.*

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".—*M. Rea.*

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".—*M. Rea.*

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".—*M. Rea.*

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".—*M. Rea.*

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".—*M. Rea.*

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".—*M. Rea.*

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".—*M. Rea.*

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".—*M. Rea.*

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".—*M. Rea.*

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 28 novembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 28 novembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général,
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage.

Le débat reprend sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre (*Question n° 57*), demandant l'état suivant: 1. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement du Canada a-t-il entamé des pourparlers avec quelque personne, société ou corporation, en vue de l'établissement d'une usine d'énergie thermique à Blairmore (Alberta) ou dans tout autre centre de la section albertaine du Pas du Nid-de-Corbeau?

2. Dans le cas de l'affirmative, avec qui et quels ont été les résultats de ces négociations?

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 35

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 29 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Avec le consentement unanime, l'article portant le numéro 8 de la rubrique *Avis de Motions* est rayé du *Feuilleton.*

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".—*M. Fleming.*

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

497	Administration centrale	$ 2,304,705 00
498	Administration régionale	3,030,973 00
499	Division du bien-être des anciens combattants	3,299,325 00
	Division des traitements—	

500	Maintien des hôpitaux et administration, y compris l'autorisation de verser aux fonds de cantine des hôpitaux du Ministère, dans l'année financière courante et dans les années subséquentes, des sommes égales aux commissions reçues par Sa Majesté ou pour son compte, à l'égard des téléphones payants installés dans ces hôpitaux	44,368,445 00
501	Travaux de recherches médicales et cours d'instruction	400,000 00
502	Construction d'hôpitaux, améliorations, matériel et acquisition de terrains	4,652,500 00
503	Division de la prothèse—Fourniture, fabrication et administration	1,129,114 00
504	Bureau des vétérans	569,682 00
505	Commission des allocations aux anciens combattants—Administration	136,054 00
506	Assurance des anciens combattants	76,100 00

ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUTRES PRESTATIONS

507	Allocations aux anciens combattants	45,376,000 00
508	Fonds de secours (Allocations aux anciens combattants)	775,000 00
509	Allocations de traitements et autres	2,700,000 00

PAIEMENTS DIVERS

510	Paiements à la Caisse des frais funéraires; paiement, en conformité des règlements, des frais d'enterrement et de cimetière, y compris l'entretien perpétuel des tombes s'il y a lieu; coût des pierres tombales et de leur installation au Canada; entretien des cimetières appartenant au Ministère; entretien des cimetières canadiens sur les champs de bataille de France et de Belgique de même que quote-part du Canada dans les dépenses de la Commission impériale des sépultures de guerre	1,378,800 00
511	Subvention au Fonds de bienfaisance de l'armée	8,000 00
512	Subvention à la Légion canadienne	9,000 00

COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS

513	Frais d'administration	2,427,282 00
514	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions concédées sous l'autorité de l'arrêté en conseil C.P. 45/8848 du 22 nov. 1944, Ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, sous réserve de la Loi des pensions; y compris également les attributions spéciales (Terre-Neuve)	131,033,000 00
515	Récompenses pour bravoure—Seconde Guerre mondiale et contingent spécial	21,500 00

ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS ET TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

516	Exécution de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, établissement de soldats et de familles britanniques	5,029,545 00
517	Entretien de propriétés relevant du Directeur des terres destinées aux anciens combattants, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière; taxes, assurance et entretien des services de ville	63,000 00

518 Paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'ententes conclues avec les gouvernements provinciaux sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres fédérales, en conformité d'une entente conclue avec le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants 200,000 00

519 Paiement d'allocations aux anciens combattants indiens établis sur des terres comprises dans les réserves indiennes en vertu de l'article 39 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants 100,000 00

520 Crédit destiné à réduire les montants encore dus par des colons au Directeur de l'établissement de soldats sur des propriétés qu'ils possèdent mais dont les titres sont détenus par le Directeur, ou sur des prêts consentis à des soldats-colons et administrés par la Division des affaires indiennes du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, à concurrence d'un montant conforme à la capacité de production des propriétés et à la capacité des colons d'acquitter leur dette envers le Directeur, sous le régime de règlements approuvés par le gouverneur en conseil 2,500 00

521 Autorisation et exécution de travaux de réparation nécessaires, devant être approuvés par le gouverneur en conseil, sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de rectifier des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables, et exécution de tous autres travaux qui s'imposent sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède 5,000 00

SERVICES PROVISOIRES

522 Prestations aux anciens combattants, y compris les secours et les cours de formation accordés à certains pensionnés sous le régime de règlements approuvés par le gouverneur en conseil 1,252,845 00

523 Remboursement selon des montants déterminés par le ministre des Affaires des anciens combattants, n'excédant pas l'ensemble d'une somme équivalente au redressement de compensation en vertu du paragraphe (1) de l'article 13 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, ou le paiement effectué conformément à l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 12 de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants, lorsque la personne qui a fait le redressement ou le paiement de compensation ne reçoit pas de prestations en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou lorsque, ayant obtenu une aide pécuniaire en vertu de cette loi, elle est considérée par le Ministre à la fin de son contrat ou entente

aux termes de cette loi comme n'ayant retiré de ce contrat ou entente aucune prestation ou en ayant retiré une prestation moindre que le montant du redressement de compensation ou moindre que le paiement effectué 225,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Établissement de soldats et terres destinées aux anciens combattants

536 Protection des garanties—Établissement de soldats et remboursement d'excédents aux anciens combattants .. 7,300 00

537 Achat de terres et améliorations permanentes; coût des améliorations permanentes à effectuer; dégrèvement des biens-fonds; achat d'animaux de ferme et de machines agricoles; et protection des garanties sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants 18,152,300 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (1), 1957-1958

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUTRES PRESTATIONS

669 Pour modifier, à compter du 1er jour de juillet 1957, la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, par l'abrogation des Annexes A et B de ladite loi et la substitution des Annexes A et B établies au détail des affectations, et les taux mentionnés à l'article 5 de ladite loi sont modifiés de la même manière 4,350,000 00

COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS

670 Pour modifier, à compter du 1er jour de juillet 1957, la Loi sur les pensions, ainsi qu'il suit:

a) au paragraphe (1) de l'article 30 de ladite loi, les mots "quatorze cents" sont remplacés par les mots "dix-huit cents"; et

b) les Annexes A et B de ladite loi sont abrogées et remplacées par les Annexes A et B établies au détail des affectations 14,900,000 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Division des traitements—

772 Maintien des hôpitaux et administration—Crédit supplémentaire 700,000 00

ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUTRES PRESTATIONS

773 Fonds de secours (Allocations aux anciens combattants)—Crédit supplémentaire 425,000 00

PAIEMENTS DIVERS

774 Paiements à la Caisse des frais funéraires; paiement, en conformité du règlement, des frais d'enterrement et de cimetières, y compris l'entretien perpétuel des tombes, s'il y a lieu; coût des pierres tombales et de leur installation au Canada; entretien des cimetières appartenant au Ministère; entretien des monuments canadiens sur les champs de bataille de France et de Belgique de même que quote-part du Canada dans les dépenses de la Commission impériale des sépultures de guerre—Crédit supplémentaire pour la production de Livres du Souvenir 10,000 00

COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS

775 Frais d'administration—Crédit supplémentaire 25,000 00

ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS ET TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

776 Paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'ententes conclues avec les gouvernements provinciaux sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres fédérales, en conformité d'une entente conclue avec le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Crédit supplémentaire 40,000 00

SERVICES PROVISOIRES

777 Remboursement selon des montants déterminés par le ministre des Affaires des anciens combattants, n'excédant pas l'ensemble d'une somme équivalente au redressement de compensation en vertu du paragraphe (1) de l'article 13 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, ou le paiement effectué conformément à l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 12 de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants, lorsque la personne qui a fait le redressement ou le paiement de compensation ne reçoit pas de prestations en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou lorsque, ayant obtenu une aide pécuniaire en vertu de cette loi, elle est considérée par le Ministre à la fin de son contrat ou entente aux termes de cette loi comme n'ayant retiré de ce contrat ou entente aucune prestation ou en ayant retiré une prestation moindre que le montant du redressement de compensation ou moindre que le paiement effectué —Crédit supplémentaire 40,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

780 Autorisation au ministre des Affaires des anciens combattants de prêter à William J. Edwards, ancien combattant de la Première Guerre mondiale, une

somme de $1,000 remboursable à la demande du Ministre et garantie par une hypothèque acceptable par ce dernier, souscrite par l'ancien combattant et sa femme et enregistrée comme première charge sur une parcelle de terrain détenue par l'ancien combattant et sa femme en qualité d'occupants conjoints et décrite au bureau d'enregistrement des terres de New-Westminster (C.-B.) comme étant le lot 13, bloc 14, quart nord-ouest de la section 11, township 1, plan 14124, District de New-Westminster 1,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Montgomery, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, les bills de divorce sur division, et adoptés:

Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company".

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman".

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw".

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman".

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert".

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner".

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Crouse, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 27 novembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 40*), demandant l'état suivant: 1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

Par M. Smith (Hastings-Frontenac),—Exemplaires des instruments diplomatiques suivants:

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant les travaux d'amélioration à la navigation, et dans les eaux américaines et dans les eaux canadiennes des sections des rivières Sainte-Marie et Sainte-Claire, des chenaux de communication des Grands Lacs, signées à Ottawa les 30 novembre 1956, 8 et 9 avril 1957, en vigueur le 9 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et l'Inde modifiant l'accord du 26 janvier 1951 relatif à l'entrée au Canada des citoyens de l'Inde désireux de s'y établir, signées à la Nouvelle-Delhi le 3 mai 1957, en vigueur le 3 mai 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et le Pérou modifiant l'accord du 18 février 1954 relatif aux services aériens entre les deux pays, signées à New-York les 25 avril et 5 juin 1957, en vigueur le 5 juin 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Danemark portant continuation pour une période de trois ans du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens, signées à Copenhague le 17 avril 1957, en vigueur le 17 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Pays-Bas portant continuation pour une période de trois ans du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens, signées à La Haye les 12 et 13 avril 1957, en vigueur le 13 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de Norvège portant continuation pour une période de trois ans du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens, signées à Oslo le 17 avril 1957, en vigueur le 17 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et Ceylan, complémentaire à l'échange de notes du 11 juillet 1952 relatif au développement économique de Ceylan sur une base coopérative, signées à Colombo le 21 décembre 1956, en vigueur le 21 décembre 1956, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et le Pakistan au sujet du financement et de la construction en commun par le Canada et le Pakistan de la centrale thermique de Goalpara, dans le cadre du plan de Colombo, signées à Dacca le 5 janvier 1957, en vigueur le 5 janvier 1957, (textes français et anglais).

A 6 heures 12 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 36

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 2 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".—*M. Nixon.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Sur motion de M. Robinson, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Bryce soit substitué à celui de M. Castleden sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

M. Green, appuyé par M. Brooks, propose,—Qu'à compter de mercredi prochain, le 4 décembre 1957, et jusqu'à la fin de la présente session, les heures de séance soient, les mercredi, jeudi et vendredi, de onze heures du matin à dix heures du soir, avec les interruptions ordinaires à une heure de l'après-midi et à six heures du soir, tous les jours;

Que la Chambre siège de onze heures du matin à six heures du soir, avec une interruption à une heure de l'après-midi, le samedi 7 décembre prochain et chaque samedi suivant jusqu'à la fin de la session; que l'ordre des travaux et la procédure soient les mêmes le samedi que le jeudi (jour du Gouvernement), et

Que l'application des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 et du paragraphe (3) de l'article 6 du Règlement soit suspendue à ce sujet.

Il s'élève un débat;

M. Low, appuyé par M. Quelch, propose en amendement: Que les mots "jusqu'au 21 décembre 1957" soient substitués aux mots "jusqu'à la fin de la présente session" figurant à la deuxième et à la huitième lignes de la résolution.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Blackmore,
Brown (Essex-Ouest),
Christian,
Hahn,
Hansell,
Harrison,
Holowach,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Low,
McLeod,
Olson,
Patterson,
Quelch,
Sinclair,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Stick,
Stuart (Charlotte),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Yuill—21.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson
Argue,
Arsenault,
Barbès,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blanchette,
Brooks,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Bryce,
Bryson,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Caron,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Crestohl,
Crouse,
Dechêne,
Diefenbaker,
Dumas,
Fairfield,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Houck,
Howe,
Huffman,
Johnson (Kindersley),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kirk,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lewry,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
MacEachen,
MacLean,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McGregor,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Milligan,
Mitchell,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Lisgar),
Nixon,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Rea,
Robinson,
Rowe,
St-Laurent (Québec-Est),
Schulz,
Simpson,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Stanton,
Starr,
Stinson,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Walker,
White,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Zaplitny—121.

Après plus ample discussion, la motion principale, mise aux voix, est agréée.

M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à autoriser le ministre des Finances à consentir au gouvernement du Nouveau-Brunswick, sur le Fonds du revenu consolidé, des prêts n'excédant pas trente millions de dollars, relativement à des dépenses pour l'exploitation de l'énergie hydro-électrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

De son siège à la Chambre, M. Martin (Essex-Est) demande l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre, en vertu de l'article 26 du Règlement, pour la discussion d'une affaire précise d'une importance publique pressante, et énonce ainsi la question:

"Le fait que deux grandes usines d'automobiles qui emploient des milliers d'ouvriers au Canada ont fermé leurs portes pour une période indéfinie et qu'une autre grande usine, en réalité la plus considérable, se propose de fermer ses portes demain ou après-demain."

M. Martin (Essex-Est) remet ensuite à M. l'Orateur un exposé de l'affaire dont il propose la discussion. Après en avoir donné lecture à la Chambre, M. l'Orateur demande: l'honorable député est-il autorisé à présenter sa motion?

Il y a opposition; comme plus de vingt députés se lèvent pour appuyer la motion, M. l'Orateur invite M. Martin (Essex-Est) à proposer sa motion.

M. Martin (Essex-Est) propose,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministère du Travail pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Starr,—Rapport (en français) de la Commission de l'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément au paragraphe (2) de l'article 95 de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50 des Statuts du Canada (1955).

Onzième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Joseph-Anthime-Roland Bock, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Berthe-Jeannette Francœur Bock.

Moshe Frajberg, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Rafalowska (*alias* Rafael) Frajberg.

Louise Auger Lecavalier, épouse de Conrad Lecavalier, de Montréal (P.Q.).

William-Lucien Proulx, de Montréal (P.Q.), époux de Norma Hazel Rolfe Proulx.

Florence Irene Burness Williams, épouse de Montague McCrea Williams, de Montréal (P.Q.).

A 10 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 37

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 3 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le quatrième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New York".

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le cinquième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de se réunir pendant les séances de la Chambre.

Du consentement unanime, sur motion de M. Fraser, appuyé par M. Martini, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Bryce soit substitué à celui de M. Castleden sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à autoriser et à assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Manitoba.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'autoriser et d'assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire depuis Optic Lake jusqu'à Chisel Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ cinquante-deux milles, suivant une dépense estimative de $8,840,000, cette dépense ne devant pas dépasser de plus de quinze pour cent ladite estimation; de permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'acheter de l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* une ligne ferroviaire depuis un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie d'Hudson à ou près Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood à ou près Mystery Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ trente milles, à un prix ne dépassant pas $5,400,000. La mesure autorisera ladite Compagnie de chemin de fer à émettre des valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de la construction et de l'achat desdites lignes. Afin que ladite Compagnie de chemin de fer puisse procéder immédiatement à la construction et à l'achat desdites lignes ferroviaires, des prêts temporaires peuvent lui être consentis, sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions déterminées par le gouverneur en conseil, ces prêts étant garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hees, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, M. Hees, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquensce, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada", est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd";

M. Chown, appuyé par M. Rea, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Les bills suivants sont lus respectivement une deuxième fois, sur division, et renvoyés au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet desdits bills):

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci".

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert",

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff".

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc".

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber".

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company";

M. Nixon, appuyé par M. McIlraith, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 19 à 23 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 9, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;

M. Poulin, appuyé par M. Chabot, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant les commissaires du havre de Hamilton.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts aux commissaires du havre de Hamilton, sur

le Fonds du revenu consolidé, d'au plus $4,000,000 dans l'ensemble, pour la construction de facilités additionnelles de stationnement à quai et d'autres aménagements dans le port.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hees, appuyé par M. Smith (Hastings-Frontenac), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, M. Hees, appuyé par M. Smith (Hastings-Frontenac), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada;

M. Hees, appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Benidickson.

A 10 heures six minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 38

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 4 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. McDonald (Hamilton-Sud) soit substitué à celui de M. Doucett sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Henderson soit substitué à celui de M. Richard (Ottawa-Est) sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. Lafontaine, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et le village de Pointe-à-la-Croix (Québec). (**Avis de motion n° 40*)

Sur motion de M. MacEachen, pour M. Kirk, appuyé par M. Stick, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tous autres ministères du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. Harris Bush, contremaître des réparations au quai de Middle-Island, aux îles Lahave, comté de Lunenburg (Nouvelle-Écosse). (**Avis de motion n° 41*)

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Stick, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tout autre ministère du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. John MacDonald, inspecteur des réparations au quai de Cribbin's Point, comté d'Antigonish (Nouvelle-Écosse). (**Avis de motion n° 42*)

M. Hahn, appuyé par M. Hansell, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit émis en vue de la production de la copie du contrat ou de l'accord intervenu entre l'*Union Steamships Limited* et le gouvernement au sujet de la demande et de l'octroi de la subvention prévue au poste numéro 496 du budget des dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1957. (**Avis de motion n° 43*)

Avec le consentement unanime, ladite motion est retirée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $260,679,899.09, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 52, 57, 116, 117, 131, 132, 153, 156, 158, 248, 252, 281, 322, 324, 328, 333, 334, 335, 336, 355, 397, 399 et 460, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $50,000.00, soit le sixième du montant de l'article 367 dudit budget; et une somme n'excédant pas $1,787,853.42, soit le douzième du total des montants des articles 318, 373 et 389 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $1,497,738.25, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget supplémentaire de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 626, 635 et 654, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement;

en outre, une somme n'excédant pas $2,138,888.89, soit le neuvième du total des montants des articles 669 et 670, énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (1) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et une somme n'excédant pas $125,000.00, soit le douzième du montant de l'article 668 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $13,474,054.84, soit le sixième du total des montants des articles énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (2) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 754 et 759, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $1,853,666.67, soit le tiers du total des montants des articles 729, 732 et 737 dudit budget,

soient attribuées à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1958, la somme de $281,607,101.16 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée à la date de ce jour en comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Green, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill n° 198, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Green: Que le Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vue de porter de cent millions à deux cents millions de dollars la responsabilité totale que la Société peut avoir en cours, à quelque époque, aux termes des contrats d'assurance qu'elle est autorisée à conclure sous le régime de l'article 21 de ladite loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Mines et des Relevés techniques pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 10 de la Loi sur le ministère des Mines et des Relevés techniques, chapitre 73 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 8 de ladite loi, chapitre 21 des Statuts du Canada (1952-1953).

A 10 heures dix minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 39

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Montgomery soit substitué à celui de M. Lennard,

Le nom de M. McGee à celui de M. Nesbitt, et

Le nom de M. Best à celui de M. Van Horne, sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 198, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 5 décembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur

général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui le 5 décembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé.
Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely.
Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda.
Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner.
Loi pour faire droit à Charles Frederick Church.
Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor.
Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven.
Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning.
Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge.
Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion.
Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd.
Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky.
Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger.
Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon.
Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke.
Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes.
Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner.
Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce.
Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston.
Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson.
Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin.
Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood.

Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson.
Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau.
Loi pour faire droit à Moe Boxerman.
Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson.
Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen.
Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich.
Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw.
Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld.
Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis.
Loi pour faire droit à James Keith.
Loi pour faire droit à Michal Rybikowski.
Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid.
Loi pour faire droit à Mark Astman.
Loi pour faire droit à Karl Schubert.
Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer.
Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre.
Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien.
Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste.
Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras.
Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette.
Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard.
Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter.
Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski.
Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak.
Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers.
Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips.
Loi pour faire droit à Robert James Beakes.
Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick.
Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin.
Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock.
Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston.
Loi pour faire droit à Zelda King Neuss.
Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon.
Loi pour faire droit à Sydney Wagner.
Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins.
Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont.
Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard.
Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier.
Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher.
Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman.
Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt.
Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes.
Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".
Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".
Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".

Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".
Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".
Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".
Loi concernant la "Mexico Tramways Company".
Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il s'est adressé à l'honorable député du Gouverneur général dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté les crédits nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958,

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Sur ce, le Greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, la Chambre retourne à la *Présentation de rapports des comités permanents et spéciaux.*

M. Pallett, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le troisième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 5 aux Journaux.*)

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires d'arrêtés en conseil rendus en vertu des dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 105 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-969, approuvé le 18 juillet 1957: approuvant un contrat d'assurance et en autorisant la conclusion par la Société

d'assurance des crédits à l'exportation, relativement à des expéditions de blé à destination d'Israël durant la période allant du 1er août 1957 au 31 juillet 1958.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1101, approuvé le 16 août 1957: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1957-969 et approuvant et autorisant un contrat d'assurance revisé relativement à des expéditions de blé à destination d'Israël durant la période allant du 1er août 1957 au 31 juillet 1958.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1446, approuvé le 31 octobre 1957: modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1957-481 du 4 avril 1957 et autorisant la Société d'assurance des crédits à l'exportation à conclure un contrat d'assurance revisé relativement à des expéditions accrues de blé à destination de la Pologne pendant la campagne agricole 1957-1958.

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports,—Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 19 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29 des Statuts du Canada (1955), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1592, approuvé le 28 novembre 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain et un terrain submergé dans la ville d'Halifax (Nouvelle-Écosse), et transférant l'administration, la gestion et le contrôle de ces terrains au Conseil des ports nationaux.

A 10 heures sept minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 40

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".—*M. Rea.*

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".—*M. Rea.*

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".—*M. Rea.*

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".—*M. Rea.*

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".—*M. Rea.*

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".—*M. Rea.*

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".—*M. Rea.*

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".—*M. Rea.*

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".—*M. Rea.*

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".—*M. Rea.*

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".—*M. Rea.*

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".—*M. Rea.*

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".—*M. Rea.*

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".—*M. Rea.*

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".—*M. Rea.*

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le quatrième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de se réunir pendant les séances de la Chambre.

Du consentement unanime, sur motion de M. Rea, appuyé par M. Vivian, ledit rapport est agréé.

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le cinquième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci".

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert".

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff".

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc".

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber".

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le sixième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

1. Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

2. Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.

3. Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada".

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement auxdits bills est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 6 aux Journaux.*)

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le septième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".—*M. Rea.*

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".—*M. Rea.*

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".—*M. Rea.*

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".—*M. Rea.*

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".—*M. Rea.*

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".—*M. Rea.*

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher". —*M. Rea.*

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".—*M. Rea.*

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".—*M. Rea.*

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde". —*M. Rea.*

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".—*M. Rea.*

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".—*M. Rea.*

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".—*M. Rea.*

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".—*M. Rea.*

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 16 à 22 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 23 est appelé et réservé par consentement unanime.

L'ordre portant le numéro 23 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. McCullough, appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle), soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 18*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et quelque gouvernement provincial, personne, société ou organisme, relativement au prix et à la quantité du gaz naturel pouvant être exporté aux États-Unis.

Par M. Churchill,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (**Avis de motion n° 34*), demandant la copie de la clause ou des clauses contenues dans les contrats de construction du pipeline de la Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line,* concernant les obligations des entrepreneurs en ce qui a trait à la préférence à donner aux ouvriers qui résident au Canada, aux heures de travail, aux taux des salaires et aux autres conditions de travail des ouvriers.

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (**Avis de motion n° 39*), demandant un état indiquant le nombre des automobiles et des camions importés, ainsi que les pays de leur provenance, que le gouvernement fédéral a achetés *a*) entre le 1er avril 1956 et le 21 juin 1957, *b*) entre le 21 juin et le 1er novembre 1957.

Par Mme Fairclough,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 40*), demandant l'état suivant: 1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 47*), demandant l'état suivant: 1. Le premier ministre et (ou) les ministres de la Défense nationale, des Travaux publics et des Transports ont-ils reçu une demande d'aide financière de la part du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick et (ou) du conseil municipal de Chatham (Nouveau-Brunswick), du *Board of Trade* de Chatham (Nouveau-Brunswick), ou de tous autres groupements ou particuliers, pour le relevé et la construction d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi, entre Chatham et Ferry-Road (Nouveau-Brunswick)?

2. Quel est le programme administratif du gouvernement en ce qui a trait à l'aide financière requise pour la construction des ponts situés sur les grandes routes dans les limites des provinces, à l'exclusion des ponts de la route transcanadienne?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 184*), demandant l'état suivant: 1. Au cours de chacune des années 1956 et 1957, le gouvernement a-t-il acheté des automobiles et des camions de distributeurs de Coleman, Blairmore, Bellevue, Pincher-Creek, MacLeod? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. De qui chaque véhicule a-t-il été acheté et quel en était le prix?

3. A-t-on effectué ces achats à la suite d'une demande publique de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon a-t-on annoncé ces demandes de soumissions?

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 24*), demandant la copie de tous télégrammes et correspondance échangés depuis le 3 juillet dernier avec le ministère des Travaux publics, relativement au projet de construction d'un édifice public à Plessisville (Québec), à l'égard duquel des soumissions ont été demandées et le contrat n'a pas été adjugé.

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 24*), demandant un état indiquant les noms et fonctions régulières de toutes les personnes, 1) nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, 2) employées à titre d'inspecteurs et mises à pied par l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Meadow-Lake.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 25 octobre 1957 (**Avis de motion n° 7*), demandant la copie de toute correspondance et autres documents échangés durant les six derniers mois entre la ville de Drummondville (Québec) et le ministre des Transports, au sujet de l'aménagement d'un aéroport dans cette ville.

Par M. Hees,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 21*), demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg.

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 27 novembre 1957 (**Avis de motion n° 37*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance, mémoires et autres documents relatifs à l'assurance-santé, échangés au cours des trois derniers mois entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et les représentants de *a*) l'Association médicale du Canada, *b*) l'Association canadienne des Collèges de médecins, c) l'Association canadienne des hôpitaux, *d*) le Conseil canadien d'hygiène publique.

A 10h. 13 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 41

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 7 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. White, il est ordonné,—Que le nom de M. MacEwan soit substitué à celui de M. Macdonald (King's) sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. White, il est ordonné,—Que le nom de M. Macdonald (King's) soit substitué à celui de M. MacEwan sur la liste des membres du comité permanent de la marine et des pêcheries.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 171*), demandant l'état suivant: 1. A la date la plus récente pour laquelle on possède des données statistiques, combien de personnes étaient à l'emploi du gouvernement fédéral au Canada, *a*) à titre temporaire, *b*) à titre permanent?

2. Quel était le montant global versé en traitements et salaires à la même date?

3. Combien de fonctionnaires civils reçoivent actuellement une pension de retraite, et quel est le montant global versé en pensions de retraite durant le dernier mois pour lequel on possède des données statistiques?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 195*), demandant l'état suivant: Dans quelle mesure, depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral a-t-il accordé une aide à la Commission royale chargée d'enquêter sur les problèmes des producteurs de fruits de la vallée d'Okanagan (Colombie-Britannique)?

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 27*), demandant un état indiquant les noms de toutes les personnes qui, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, *a*) ont été recommandées pour remplir un poste d'inspecteur à la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont recommandé des candidats à des postes d'inspecteur, *c*) ont été nommées inspecteurs à cette même Division; et indiquant, *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, depuis le 1er août 1957.

Par M. Harkness,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 33*), demandant un état indiquant les noms *a*) des inspecteurs, *b*) des autres fonctionnaires, de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés en Saskatchewan depuis le 1er août 1957, *c*) des inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés dans la circonscription électorale de Rosthern depuis le 1er août 1957.

Par M. Harkness,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 36*), demandant un état indiquant les noms et les fonctions de toutes les personnes, qui depuis le 1er septembre 1957, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, *a*) ont été nommées inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont déjà été employées à titre d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *c*) ont été relevées de leurs fonctions d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies; et indiquant *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, depuis le 1er août 1957.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 novembre 1957 (**Avis de motion n° 13*), demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents que possède le ministère des Transports relativement au congédiement, à cause de partialité politique, de M. George W. Forrester, employé audit ministère.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 42

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 9 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming, appuyé par M. Green, demande la permission de présenter le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

La question est mise en délibération;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) invoque le Règlement, déclarant que, bien que le projet de loi prévoie un allègement d'impôt, il est irrégulier d'aborder la mesure projetée, vu qu'elle aurait dû être précédée par une résolution présentée dans le comité des voies et moyens.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je tiens à remercier les honorables députés d'avoir discuté ce point à fond. Peut-être est-ce là une question nouvelle, qui ne se serait pas présentée dans des circonstances ordinaires; mais la Chambre est présentement saisie d'un budget et de prévisions budgétaires qui n'ont été soumis ni au cours de la présente session, ni même au cours de la présente législature. Nous nous trouvons dans des circonstances qui ne se présentent peut-être pas souvent.

Je suis sûr que l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a approfondi la question, comme l'a fait aussi le ministre de la Justice (M. Fulton), et qu'ils ont consulté toutes les autorités, y compris les nombreux auteurs que j'ai consultés moi-même. J'ai lu la discussion qui a eu lieu l'autre soir et, de concert avec le greffier et le légiste de la Chambre, j'ai consacré du temps à cette question.

De toute évidence, la condition à remplir quand un bill tend à prélever des fonds, à imposer une contribution ou une taxe, est visée dans l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, dont a parlé le député de Rosthern (M. Tucker). L'article 61 du Règlement renforce probablement cet article de

l'Acte de l'Amérique du Nord britannique; il prescrit que le parlement ne doit prélever des fonds qu'au moyen d'une résolution et d'une discussion en comité plénier. Cela garantit à la population que des impôts ne seront pas édictés à la légère, et seulement après qu'une occasion, plusieurs, à vrai dire, se présenteront de discuter l'impôt à percevoir.

La présente question est bien différente. Il s'agit d'un bill qui apparemment, et nous l'avons sous la main, tend non pas à prélever des fonds mais à réduire des impôts. Sans parcourir encore les commentaires de Bourinot, de Beauchesne et de May, je crois pouvoir indiquer brièvement à la Chambre l'opinion que j'accepte. Elle figure à la page 764 de May, 15e édition. Sous la rubrique "Allégement des impôts", on trouve une déclaration ainsi conçue:

> "Les dispositions d'allégement des impôts ne sont pas soumises aux règles de la procédure financière. La suppression ou la réduction d'impôt, par exemple, par le bill de finances, est parfois précédée par une résolution expresse des voies et moyens. Mais cette façon de procéder n'est ni nécessaire, ni usuelle."

Je sais que notre Parlement a procédé de cette façon à l'occasion. Comme l'a signalé le député de Winnipeg-Nord-Centre, on a fait précéder d'un projet de résolution des mesures tendant à réduire les impôts; mais il est arrivé qu'on ne l'ait pas fait. Il est arrivé bien des fois qu'on ait présenté des bills tendant à réduire les impôts sans les faire précéder d'un projet de résolution, méthode qu'il est nécessaire de suivre, prétend le représentant de Winnipeg-Nord-Centre.

Je ne citerai pas plus longuement ce texte. Le seul doute que j'avais était la question de savoir si cette pratique britannique s'appliquait à notre Parlement et je constate que Bourinot et Beauchesne supposent qu'il en est ainsi. De fait, j'ai ici des commentaires où ils l'indiquent. Je crois donc que nous procédons d'une bonne façon lorsque nous permettons que ce bill soit présenté sans être précédé d'un projet de résolution.

Un autre point qu'ont soulevé deux députés me concerne plutôt moi-même. Je crois que la réponse leur est fournie par le texte que voici de May, que je trouve à la page 572 de la onzième édition:

> "...un bill visant à réduire ou à supprimer un impôt ou un autre fardeau public, à moins que l'établissement d'un nouvel impôt ne soit proposé sous forme de substitution, ne requiert pas de recommandation royale ni de stade d'examen préliminaire au comité..."

J'ai eu un peu de souci à propos de l'argument voulant que la recommandation de la Couronne soit peut-être nécessaire et que dans le cas contraire, tout membre de la Chambre puisse avoir la faculté de proposer un tel bill. Cependant, c'est un point que je n'ai pas à décider aujourd'hui. Lorsqu'un député présentera un bill visant à supprimer l'impôt sur le revenu ou à annuler les délibérations des 24 dernières heures, nous aborderons cette question à ce moment-là. Dans l'intervalle, en toute déférence pour toutes les opinions qu'on a exprimées, je dois statuer que, à mon avis, la Chambre est régulièrement saisie de cette motion.

Le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Green, demandant la permission de présenter le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, est mis au voix et agréé.

Ledit bill, en conséquence, est présenté, lu une première fois, et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'avis de motion qui suit, émanant du Gouvernement, est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du Gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 21 du Règlement:

Que l'article 33 du Règlement de la Chambre des communes soit abrogé.

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Stick, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1954 entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire dudit ministère à Ottawa et l'un ou l'autre des directeurs du *Calgary Citizenship Council,* au sujet du centre d'accueil de ce groupement. (**Avis de motion n° 44*)

M. Hahn, appuyé par M. McLeod, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit émis en vue de la production d'un exemplaire du rapport préliminaire intitulé: "Propositions d'aménagement hydro-électrique dans le bassin du fleuve Columbia au Canada". (**Avis de motion n° 45*)

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée.

L'article portant le numéro 2 de la rubrique *Avis de motions* est appelé et réservé.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier là-propos d'instituer un Comité du centième anniversaire, composé de représentants fédéraux et provinciaux, chargé d'élaborer des entreprises d'envergure pour le développement économique et social du pays, qui comprendraient entr'autres des projets d'habitation, de suppression des taudis, de conservation, d'irrigation et d'aménagement hydro-électrique, des améliorations dans le transport, la construction de routes, la suppression des passages à niveau, l'érection d'hôpitaux, l'aide financière aux projets municipaux, l'entreprise d'autres travaux publics, et d'élaborer les moyens de consolider l'économie de chaque secteur du pays; et qu'il y a lieu d'envisager l'à-propos d'entreprendre immédiatement un tel programme et d'en poursuivre l'exécution avec vigueur d'année en année, de sorte que, le premier juillet 1967, le peuple canadien soit en mesure de commémorer le centième anniversaire de naissance de la nation non seulement par des feux d'artifice et des discours mais surtout par des réalisations assurant le bien-être et l'abondance à toute la population.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 43

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 10 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les enquêtes, chapitre 154 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1957-1632, approuvé le 10 décembre 1957: nommant M. Andrew Stewart, Mme Dorothy Walton, M. Howard MacKichan, M. Roméo Martin, M. W. M. Drummond, M. Cleve Kidd et M. Bernard Couvrette, commissaires aux fins d'enquêter et de faire des recommandations au sujet des causes de l'écart entre les prix versés aux producteurs de denrées alimentaires provenant de l'agriculture et des pêcheries et les prix payés par les consommateurs pour ces denrées.

Avec le consentement unanime, il est fait appel de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Il s'élève un débat;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> "de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures nécessaires pour mettre en régie publique le pipe-line transcanadien de gaz naturel, afin de préserver cet important service d'utilité publique à l'avantage du peuple canadien et de faire en sorte que l'ensemble de la nation, plutôt qu'un nombre restreint de parti-

culiers privilégiés, retire les bénéfices découlant de cette entreprise, et de plus que, suivant l'opinion de la Chambre, le gouvernement devrait assumer la responsabilité de recommander au Parlement des principes d'administration concernant la Trans-Canada Pipe Lines Limited, au lieu de se soustraire à cette responsabilité en déférant à une commission royale les questions y relatives."

Un débat s'élève et se poursuit;

A 8h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Bryce,
Bryson,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Coldwell,
Ellis,
Fisher,
Herridge,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Martin (Timmins),
Peters,
Regier,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch,
Zaplitny—22.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Anderson
Ashbourne,
Balcer,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Blackmore,
Bonnier,
Bourget,
Bourque,
Breton,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cannon,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cathers,
Chabot,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Dupuis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gauthier (Chicoutimi),
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Hodgson,
Holowach,
Houck,
Huffman,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
LaCroix,
Lafontaine,
Lambert,
Lavigne,
Leboe,
Legaré,
Lesage,
L'Heureux,
Loiselle,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macnaughton,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monette,

Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
Nowlan,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Pratt,
Proudfoot,
Quelch,
Ratelle,
Raymond,
Rea,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rouleau,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Walker,
White,
Winkler,
Wratten,
Yuill—172.

Après plus ample discussion, la motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Du consentement unanime, les prévisions de dépenses de trois départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, ainsi qu'il suit:

AGRICULTURE

1 Administration centrale, y compris le Comité consultatif des services agricoles . . . . . $ 628,277 00

TRAVAIL

185 Administration centrale, y compris subventions selon le détail des affectations . . . . . $ 787,053 00

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

249 Administration centrale . . . . . $ 1,303,859 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 novembre 1957 (**Avis de motion n° 16*), demandant la copie de toutes directives et instructions adressées au personnel du

ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration depuis le 21 juin 1957, relativement à l'admission des immigrants ou des visiteurs en provenance de Hong-Kong, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 décembre 1957 (**Avis de motion n° 41*), demandant la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tous autres ministères du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. Harris Bush, contremaître des réparations au quai de Middle-Island, aux îles Lahave, comté de Lunenburg (Nouvelle-Écosse).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du troisième rapport intérimaire sur l'activité de la Commission internationale de surveillance et de contrôle pour le Laos, pour la période allant du 1er juillet 1955 au 16 mai 1957.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 44

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 11 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".—*M. Rea.*

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".—*M. Rea.*

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".—*M. Rea.*

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le huitième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernan l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd", et est convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 1, page 1

1. A la onzième ligne, retrancher les mots "du gaz et";
2. A la vingt-sixième ligne, retrancher les mots "du gaz et";
3. A la vingt-septième ligne, retrancher les mots "naturels et artificiels";

page 2

4. A la troisième ligne, retrancher les mots "du gaz et"; et
5. A la quatrième ligne, retrancher les mots "naturels et artificiels".

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 7 aux Journaux.*)

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Green, appuyé par M. Brooks, il est ordonné,—Que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera le samedi 21 décembre prochain, demeure ajournée au vendredi 3 janvier 1958, à onze heures du matin.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Stewart soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 152 par M. Rochefort—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Existe-t-il un aéroport dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui en est le propriétaire et l'exploitant?

3. Le gouvernement fédéral l'occupe-t-il pour des fins publiques? Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

4. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'améliorer, construire des édifices, des hangars, etc.?

5. Des ingénieurs ont-ils fait des rapports le condamnant? Dans le cas de l'affirmative, quand?

6. Combien en coûterait-il pour l'agrandir et le rendre utilisable par les avions commerciaux?

7. Le gouvernement songe-t-il à construire un aéroport dans une municipalité voisine et à abandonner celui du Cap-de-la-Madeleine?

8. Le conseil municipal et les organismes publics du comté de Champlain et de la cité du Cap-de-la-Madeleine seront-ils invités à se faire représenter lors de toute étude de la question?

Question n° 241 par M. Kirk—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au 1er septembre 1957, quel était le nombre des personnes à l'emploi du Conseil des ports nationaux, aux ports d'Halifax, de Saint-Jean, de Chicoutimi, de Québec, de Montréal et de Vancouver, dans les catégories suivantes: *a*) employés de bureau, *b*) ouvriers, *c*) nettoyeurs et balayeurs, *d*) peintres, *e*) charpentiers, *f*) autres employés spécialisés?

2. Depuis le 1er septembre jusqu'au 15 novembre 1957, quel a été le nombre d'employés de chaque catégorie qui ont été congédiés à chacun de ces ports nationaux?

3. Prévoit-on d'autres congédiements à l'un ou l'autre de ces ports?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 30 novembre 1957.

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur l'application des Parties I et II de la Loi sur la pension du service public pour l'année close le 31 mars 1957, suivant l'article 34 du chapitre 47 des Statuts du Canada (1952-1953) et l'article 49 du chapitre 64 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) d'un instrument diplomatique, ainsi qu'il suit:

> Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, signé à Ottawa le 11 décembre 1957.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 45

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 12 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company";

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé devant le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bonnier,
Boulanger,
Bourque,
Brassard,
Breton,
Brooks,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Castleden,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Ellis,
English,
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Holowach,
Houck,
Huffman,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Laflamme,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lesage,
Lewry,
L'Heureux,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIvor,
McMillan,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Timmins),
Martini,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monteith,
Montgomery,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nixon,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Peters,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Proudfoot,
Quelch,
Rea,
Regier,
Ricard,
Roberge,
Robinson,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Schulz,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Vivian,
Walker,
White,
Winkler,
Wratten,
Yuill,
Zaplitny—175.

CONTRE—AUCUN

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Macdonald (Vancouver-Kingsway).

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 11 décembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1957, suivant l'article 12 de ladite loi, chapitre 213 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) sur les dépenses et l'administration, par application de la Loi sur l'assistance-chômage, pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 26 des Statuts du Canada (1956).

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Exemplaire du rapport supplémentaire, en date du 23 septembre 1957, de la Commission des Transports du Canada sur la péréquation des tarifs-marchandises, en conformité de l'arrêté en conseil C.P. 1487 du 7 avril 1948 et de l'article 336 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 46

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 13 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le neuvième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 8 aux Journaux.*)

Le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Green: Que le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et étudié en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Une objection est formulée, dans le comité, contre la décision du président (M. Rea) sur une question de rappel au Règlement; et comme on en appelle à la Chambre;

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité soumet le rapport suivant:

"En comité plénier, alors que celui-ci étudiait le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, M. Argue a proposé l'amendement suivant:

"Que l'article 2 soit modifié par la suppression du chiffre "$250", aux lignes 18, 25 et 33, et son remplacement par le chiffre "$500", et par la suppression du chiffre "$500", aux lignes 20, 26 et 33, et son remplacement par le chiffre "$750".

M. Green a invoqué le Règlement, en disant que l'amendement était irrégulier, parce qu'il n'appartient pas à un simple député de proposer une réduction à une proposition fiscale présentée par le gouvernement.

J'ai décidé qu'à mon avis l'amendement était recevable.

Sur quoi, M. Green en a appelé à la Chambre de la décision du président."

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: La décision du président doit-elle être confirmée? Et la décision n'est pas confirmée, d'après le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Ashbourne,
Barbès,
Barnett,
Batten,
Blackmore,
Boulanger,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Campbell (The Battlefords),
Caron,
Castleden,
Christian,
Coldwell,
Crestohl,
Dechêne,
Dumas,
Ellis,
Fisher,
Gardiner,
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Habel,
Hahn,
Hansell,
Holowach,
Huffman,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Kirk,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Leboe,
Legaré,
Lesage,
Lewry,
Low,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
Martin (Timmins),
Nixon,
Olson,
Patterson,
Peters,
Pickersgill,
Quelch,
Raymond,
Regier,
Robichaud,
St-Laurent (Québec-Est),
Schulz,
Stefura,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Villeneuve (Roberval),
Yuill,
Zaplitny—60.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Anderson,
Arsenault,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Best,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Charlton,
Chown,
Coates,
Courtemanche,
Crouse,
Diefenbaker,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fulton,
Green,
Grills,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Jones,

Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kucherepa,
Lambert,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Pallett,
Phillips,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Simpson,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Taylor,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Vivian,
White,
Wratten—72.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, selon l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Aiken, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, sur division, et adoptés:

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci".

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert".

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff".

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc".

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace.

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber".

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Chown, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

Le Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd" (*modifié par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques*), est étudié en comité plénier, rapporté sans autre amendement, étudié sous sa forme modifiée, lu une troisième fois et adopté.

Les bills suivants sont lus respectivement une deuxième fois, sur division, et renvoyés au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet desdits bills):

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher".

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde".

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 3, Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Zaplitny, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, et après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse supplémentaire à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 21*), demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg.

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 204*), demandant l'état suivant: 1. Un rapport des dépenses d'élection de chaque candidat élu à la Chambre des communes le 10 juin 1957 a-t-il été déposé avant l'ouverture du Parlement le 14 octobre 1957?

2. Sinon, quels sont les noms de tous les députés pour le compte desquels les rapports des dépenses d'élection n'avaient pas été déposés le 14 octobre 1957?

3. Ces rapports ont-ils été déposés au nom de quelques députés depuis le 14 octobre 1957? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces députés et à quelles dates ces rapports ont-ils été déposés?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 227*), demandant l'état suivant: 1. Le 1er juin 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

2. Le 1er novembre 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

3. Est-on à prendre des mesures en vue de réduire dans un avenir prochain le personnel de quelque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 4 novembre 1957 (**Avis de motion n° 12*), demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 10 juin 1957, entre le ministre des Travaux publics et tout particulier, recommandant ou approuvant le congédiement du contremaître de brise-lames dans le comté de Charlotte (Nouveau-Brunswick).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 47

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 14 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, est étudié de nouveau en comité plénier et rapporté sans amendement.

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation;

M. Macdonnell, appuyé par M. Harkness, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles qui y seront désignés et prévoyant la garantie des prix à l'égard de tout autre ou tous autres produits agricoles que le gouverneur en conseil peut désigner au besoin. Ladite mesure comprendra des dispositions aux fins suivantes: l'établissement d'un Office et d'un Comité consultatif, la nomination de membres et de préposés et le paiement de leurs traitements et frais; le paiement des frais et des dépenses d'administration; l'établissement, au Fonds du revenu consolidé, d'une caisse renouvelable et l'autorisation de dépenses, sur cette caisse, pour les objets de la mesure projetée, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante millions de dollars, en plus de la dépense des sommes provenant de la vente des produits agricoles et des autres revenus qui en sont retirés. La mesure comprendra en outre toutes autres dispositions qui y sont connexes et qui en découlent, et sont nécessaires pour donner suite au régime susmentionné.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Harkness, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A 6 heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 48

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Green, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de la lettre (13 décembre 1957) touchant l'état actuel des relations internationales, adressée au premier ministre du Canada par le président du conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. Monteith, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-chômage en vue de retrancher la disposition dite restrictive des accords jusqu'ici ou désormais conclus et d'apporter certaines modifications propres à améliorer l'application de la loi, en éliminant certaines dispositions désuètes.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Dumas, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre la Commission du district fédéral et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont sur le canal Rideau à l'avenue Bronson. (**Avis de motion n° 46*)

Il est fait appel, pour la seconde fois, de l'article portant le numéro 2 de la rubrique *Avis de motions;* comme il n'y est pas donné suite, il est supprimé suivant le paragraphe 1 de l'article 48 du Règlement.

M. McIvor, appuyé par M. Houck, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative propre à augmenter la pension des fonctionnaires publics et des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui, après de longs états de service, ont pris leur retraite à une époque où les traitements étaient peu élevés, de manière qu'elle se rapproche davantage du niveau des pensions actuelles.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 31*), demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le premier ministre ou tout ministre de la Couronne et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont au-dessus du canal Rideau à l'avenue Bronson.

A 10 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 49

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 17 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont agréé, sans modification, les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".

Le Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 19 à 22 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 13, Loi modifiant le Code criminel (Activité subversive);

M. LaCroix, appuyé par M. Maltais, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, en vue de porter de deux cent cinquante millions à quatre cents millions de dollars le montant global qui peut être versé, sur le Fonds du revenu consolidé, en vertu du paragraphe (1) de l'article 22 de la loi, et en vue de diminuer les versements initiaux.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Green, appuyé par M. Monteith, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 238, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques.

Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 149*), demandant l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited*, d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Durant la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), avait-elle inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion nº 38*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés au cours des années 1954, 1955 et 1956, entre le ministère des Transports et la Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce ou toute personne chargée de la représenter, relativement à une demande de subvention faite par cette société.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

Nº 50

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le sixième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill nº 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".

Bill nº 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".

Bill nº 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".

Bill nº 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".

Bill nº 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".

Bill nº 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".

Bill nº 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".

Bill nº 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".

Bill nº 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher".

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde".

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

*Question n° 48 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on l'habitude d'embaucher des hommes pour les navires de l'État chaque saison?

2. Des députés des circonscriptions électorales d'où partent ces navires ont-ils fourni des listes de candidats aux emplois éventuels aux préposés à l'embauchage?

3. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces députés?

Question n° 289 par M. Thrasher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement étudie-t-il la question de l'achat au Canada des châssis des véhicules suivants: camions à incendie, camions chasse-neige et camions-citernes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces châssis achetés au Canada entre le 21 juin et le 1er décembre 1957?

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 238, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation;

M. Green, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assistance-chômage et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 51

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 19 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre, —Exemplaire de la déclaration faite le 18 décembre 1957, énonçant les projets et les modalités de l'aide dont le Canada a approuvé le financement en Inde, au Pakistan et à Ceylan dans le cadre du plan de Colombo.

M. Winch, appuyé par M. Ellis, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 239, Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton, est étudié en comtié plénier, rapporté avec un amendement et étudié dans sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

96701—20

Le Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assistance-chômage.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-chômage en vue de retrancher la disposition dite restrictive des accords jusqu'ici ou désormais conclus et d'apporter certaines modifications propres à améliorer l'application de la loi, en éliminant certaines dispositions désuètes.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 240, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à plus tard ce jour même.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions;

M. Brooks, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Carter.

Conformément à l'ordre spécial adopté ce jour même, il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 240, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage;

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Brooks, appuyé par M. Green: Que le Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté avec des amendements et étudié dans sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, M. Brooks, appuyé par M. Green, propose, —Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Starr, appuyé par M. MacLean: Que le Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux, soit maitenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 148*), demandant l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Au cours de la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax avaient-ils inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 30 octobre 1957 (**Avis de motion n° 8*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et la province d'Ontario, relativement à l'adhésion de cette province à la loi de 1956 sur l'assistance-chômage.

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports,—Exemplaire de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1957-1670, approuvé le 13 décembre 1957: approuvant le budget d'établissement revisé de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année expirant le 31 décembre 1957.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 52

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 20 décembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 20 décembre, à midi quarante-cinq minutes, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Bill n° 238, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles;

M. Harkness, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.

Bill n° 240, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage.

Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo.
Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown.
Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture.
Loi pour faire droit à Antonio Bucci.
Loi pour faire droit à Maurice Robert.
Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield.
Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham.
Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk.
Loi pour faire droit à John Alfred Crease.
Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker.
Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté.
Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois.
Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray.
Loi pour faire droit à Claus Elstorpff.
Loi pour faire droit à Denis LeBlanc.

Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh.
Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard.
Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman.
Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk.
Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay.
Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier.
Loi pour faire droit à Herman Rayvals.
Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas.
Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard.
Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette.
Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major.
Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace.
Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean.
Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann.
Loi pour faire droit à Joseph Fishman.
Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise.
Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas.
Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman.
Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier.
Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender.
Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore.
Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville.
Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good.
Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon.
Loi pour faire droit à William Newell.
Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold.
Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos.
Loi pour faire droit à Stefan Weber.
Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire.
Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin.
Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott.
Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern.
Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake.
Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue.
Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski.
Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland.
Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson.
Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce.
Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb.
Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman.
Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds.
Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte.
Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman.
Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow.
Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson.

Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur.
Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker.
Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski.
Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal.
Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann.
Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn.
Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge.
Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey.
Loi pour faire droit à Albert Renaud.
Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson.
Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard.
Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay.
Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann.
Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm.
Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden.
Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy.
Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon.
Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault.
Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams.
Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier.
Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly.
Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham.
Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson.
Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky.
Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte.
Loi pour faire droit à William Garnet Mills.
Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York.

Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".

Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".

Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques.

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada.

Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage.

Loi modifiant la Loi sur les pensions.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny, propose en amendement: Que le Bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Un débat s'élève et se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Aiken, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, sur division, et adoptés:

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher".

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde".

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Aiken, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 12 à 16 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 17 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

Les ordres portant les numéros 18, 19 et 20 sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois, et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 décembre 1957 (*Question n° 152*), demandant l'état suivant: 1. Existe-t-il un aéroport dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui en est le propriétaire et l'exploitant?

3. Le gouvernement fédéral l'occupe-t-il pour des fins publiques? Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

4. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'améliorer, construire des édifices, des hangars, etc.?

5. Des ingénieurs ont-ils fait des rapports le condamnant? Dans le cas de l'affirmative, quand?

6. Combien en coûterait-il pour l'agrandir et le rendre utilisable par les avions commerciaux?

7. Le gouvernement songe-t-il à construire un aéroport dans une municipalité voisine et à abandonner celui du Cap-de-la-Madeleine?

8. Le conseil municipal et les organismes publics du comté de Champlain et de la cité du Cap-de-la-Madeleine seront-ils invités à se faire représenter lors de toute étude de la question?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'instrument diplomatique suivant:

Échange de notes entre le Canada et la République Fédérale d'Allemagne mettant en vigueur l'Accord de coopération signé à Ottawa le 11 décembre, concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, signées à Ottawa le 18 décembre 1957, (textes français et anglais).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 4 décembre 1957 (**Avis de motion n° 40*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et le village de Pointe-à-la-Croix (Québec).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 28*), demandant un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a, en vertu de son statut de constitution, exproprié les biens (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par l'Administration à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard de terrains, d'améliorations, de dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), *a*) dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde les terrains, sauf ceux qui appartiennent aux Indiens, *b*) à Pointe Iroquois, tant dans la ville d'Iroquois que dans le township de Matilda, comté de Dundas, dans la section internationale du fleuve Saint-Laurent.

Par M. Hees,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 29*), demandant un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont le ministère des Transports a exproprié les biens (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par le ministère à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard des terrains, des améliorations, des dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), dans la ville de Cornwall, entre le chemin de la reine n° 2 et le canal de Cornwall allant au nord et au sud, et le pont international et la route d'une longueur de neuf milles allant à l'est et à l'ouest, dans ladite ville.

Par M. Hees,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 décembre 1957 (*Question n° 241*), demandant l'état suivant: 1. Au 1er septembre 1957, quel était le nombre des personnes à l'emploi du Conseil des ports nationaux, aux ports d'Halifax, de Saint-Jean, de Chicoutimi, de Québec, de Montréal et de Vancouver, dans les catégories suivantes: *a*) employés de bureau, *b*) ouvriers, *c*) nettoyeurs et balayeurs, *d*) peintres, *e*) charpentiers, *f*) autres employés spécialisés?

2. Depuis le 1er septembre jusqu'au 15 novembre 1957, quel a été le nombre d'employés de chaque catégorie qui ont été congédiés à chacun de ces ports nationaux?

3. Prévoit-on d'autres congédiements à l'un ou l'autre de ces ports?

Par M. MacLean, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office de la recherche en pêcheries du Canada pour la période allant du 1er janvier 1956 au 31 mars 1957.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 53

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 21 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fulton, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 241, Loi modifiant le Code criminel (Abattage d'animaux), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. MacLean, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour autoriser le gouvernement du Canada à conclure des accords avec toute province de l'Atlantique, prévoyant une aide en ce qui concerne la production d'énergie électrique au moyen de centrales thermiques d'électricité ainsi que le contrôle et la transmission de cette énergie, et comprenant des dispositions en vue du paiement d'une subvention quant au charbon utilisé dans la production de l'énergie électrique.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard ce jour même.

Avec le consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Et après quelque temps;

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A six heures huit minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'au vendredi 3 janvier 1958, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le mercredi 11 décembre 1957.

N° 54

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 3 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie du communiqué de presse publié le 24 décembre 1957, concernant le programme de restriction volontaire des importations de pétrole, mis en œuvre par le gouvernement des États-Unis.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant le numéro 14 est appelé et réservé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 6, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votation aux bureaux provisoires);

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Nicholson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $257,324,674.84, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 16, 52, 57, 69, 71, 100, 116, 117, 131, 132, 134, 153, 156, 158, 217, 218, 219, 227, 248, 252, 281, 307, 322, 324, 328, 333, 334, 335, 336, 355, 361, 364, 365, 367, 373, 389, 391, 397, 399, 422, 428, 432 et 460, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $983,904.25, soit le douzième du total des montants des articles 148 et 301 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $1,393,571.59, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget supplémentaire de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 621, 626, 635, 640 et 654, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement;

en outre, une somme n'excédant pas $2,138,888.89, soit le neuvième du total des montants des articles 669 et 670, énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (1) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et une somme n'excédant pas $125,000.00, soit le douzième du montant de l'article 668 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $7,338,888.17, soit le sixième du total des montants des articles énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (2) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 692, 729, 732, 737, 754 et 759, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $3,067,583.34, soit le douzième des montants des articles 692, 729, 732 et 737 dudit budget,

soient attribuées à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau plus tard ce jour même.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année

financière expirant le 31 mars 1958, la somme de $272,372,511.08 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée à la date de ce jour en comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Pearkes, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 242, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 6 novembre 1957 (**Avis de motion n° 17*), demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, et les gouvernements des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ou leurs Commissions d'énergie respectives, relativement à la mise en valeur de l'énergie électrique.

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 26*), demandant la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents, reçus ou adressés depuis le 10 juin 1957 par le ministre des Travaux publics, ou tout autre ministre, ou tous fonctionnaires du ministère des Travaux publics ou d'autres ministères du gouvernement, relativement au renvoi de MM. Ambrose Truman et Charles Kratzmeir du bureau de poste de Brantford.

Par Mme Fairclough,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 35*), demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents datés depuis le 1er janvier 1954 et échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique et toutes autres personnes, sociétés et tout groupement, relativement à la route désignée sous le nom de Stewart-Cassiar.

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 135*), demandant l'état suivant: 1. Quel est le nombre d'Indiens résidant actuellement dans la réserve de White-Bear, Carlyle (Saskatchewan)?

2. Sur ce nombre, combien sont des Cris?

3. Sur ce nombre, combien sont des Assiniboines?

4. Durant chaque année, depuis 1948, quel a été le revenu provenant de baux miniers, de redevances sur le pétrole, de permis de pêche ou autres, dans la réserve de White-Bear?

5. Durant chaque année, depuis 1948, quels ont été les autres revenus?

6. Durant chaque année, depuis 1948, qu'a-t-on fait des revenus?

7. En 1956, à combien s'élevait la caisse de fiducie de la bande de White-Bear?

8. Comment et selon quels principes s'effectue la dépense des deniers de la caisse de fiducie de la bande?

9. Quel a été le coût de construction du dispensaire et de la résidence des infirmières dans la réserve de White-Bear?

10. Durant chaque année, depuis 1950, quelle valeur représentent la machinerie et les bestiaux livrés aux Indiens de White-Bear?

11. En quoi consistaient cette machinerie et ces bestiaux?

12. *a*) Depuis 1948, combien d'Indiens pur sang ont rempli des postes administratifs relevant de la Division des Affaires indiennes? *b*) Quelle était la nature de leur emploi?

13. Durant chaque année, depuis 1948, quelle valeur globale représentent les rations alimentaires accordées aux Indiens de la réserve de White-Bear?

14. Depuis 1948, combien de maisons a-t-on construites dans la réserve de White-Bear?

15. Combien d'années se sont écoulées depuis la construction de la clôture entourant la réserve?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 9 décembre 1957 (**Avis de motion n° 44*), demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1954 entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire dudit ministère à Ottawa et l'un ou l'autre des directeurs du *Calgary Citizenship Council,* au sujet du centre d'accueil de ce groupement.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 25 décembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 décembre 1957 (**Avis de motion n° 42*), demandant la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tout autre ministère du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. John MacDonald, inspecteur des réparations au quai de Cribbin's-Point, comté d'Antigonish (Nouvelle-Écosse).

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (**Avis de motion n° 6*), demandant la copie de l'ordonnance n° 107 relative au transport postal du directeur de district des services postaux à Ottawa, datée du 7 août 1957 et adressée aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes.

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,— Exemplaire des ordonnances, chapitres 1 à 15, rendues par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et approuvées le 16 novembre 1957, suivant l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53 des Statuts du Canada (1952-1953).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 55

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 4 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

DÉFENSE NATIONALE

SERVICES DE DÉFENSE

240 Prévision de dépenses pour les Forces canadiennes, le Conseil de recherches pour la défense, et d'autres dépenses relatives à la défense, y compris les frais relatifs à la participation des forces canadiennes à la Force d'urgence des Nations Unies et les contributions aux frais militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; autorisation d'engager pendant l'année en cours, sur la somme prévue par les présentes, des dépenses n'excédant pas $130,000,000, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, étant entendu que, nonobstant le paragraphe 3 dudit article, au cas où des matériels ou des fournitures feraient l'objet d'un virement, la valeur estimative actuelle en sera inscrite au crédit du présent poste au lieu d'être versée au compte spécial mentionné audit paragraphe 3, et

qu'elle pourra, après ladite inscription, être affectée aux dépenses des Forces canadiennes; et, par dérogation à l'article 30 de la Loi sur l'administration financière, autorisation de contracter, aux fins précitées, des engagements d'un montant total de $3,338,164,131, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera l'échéance desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $1,521,731,982 deviendra payable dans les années à venir) $1,669,450,149 00

SERVICES GÉNÉRAUX

241 Subventions aux associations militaires, instituts et autres organismes, selon le détail des affectations 259,175 00

242 Musée de guerre 26,970 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

243 Pensions civiles, selon le détail des affectations 2,457 00

244 Autorisation, à l'égard des militaires du Corps d'aviation royal canadien, tués en congé sans solde au cours de leur service comme instructeurs dans les organismes civils de formation fonctionnant sous le régime du Plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique, de payer aux personnes à leur charge des sommes égales à celles que ces personnes auraient touchées en vertu de la Loi sur les pensions, modifiée, si ledit service d'instructeur avait été du service militaire accompli dans les forces armées du Canada, moins le montant de toute indemnité touchée par ces personnes en vertu de polices d'assurance prises sur la vie desdits aviateurs par les organismes civils ou aux frais de ces derniers 3,840 00

Loi sur les pensions des services de défense—

245 Contribution de l'État au Compte de pension des services permanents 47,281,909 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

DÉFENSE NATIONALE

527 Autorisation de consentir des prêts au cours de la présente année financière et d'années financières subséquentes relativement à des entreprises de logements construits conformément à une entente conclue avec le ministre de la Défense nationale, et destinés à des membres des Forces canadiennes; ces prêts doivent être consentis à des taux d'intérêt et aux conditions et modalités que prescrit le gouverneur en conseil 5,000,000 00

528 Autorisation, sous réserve des conditions et modalités que prescrit le gouverneur en conseil, de consentir un prêt d'aide à l'égard d'immobilisations à la ville d'Oromocto (N.-B.), devant être garanti par des obligations de ladite ville, pour aider au parachèvement d'ouvrages municipaux (report de crédit) .. 1,500,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Relevé des comptes et rapport du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'année terminée le 30 septembre 1957, selon l'article 29(4) de la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, chapitre 151 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport des opérations relevant de la Loi sur la route transcanadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 269 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 6 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 56

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 6 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

L'article portant le numéro 5 de la rubrique *Avis de motions* est appelé et réservé.

M. Coldwell, appuyé par M. Macdonald (Vancouver-Kingsway), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, il y a lieu d'examiner l'à-propos de prendre toutes mesures nécessaires pour modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en vue d'y insérer les rubrique et articles suivants:

"XII DROITS DE L'HOMME

148. Nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, il ne sera pas loisible au parlement du Canada ou à la législature de l'une quelconque des provinces de faire des lois

a) restreignant la liberté de parole et d'expression, ou la liberté de religion, ou la liberté de la presse ou des autres moyens de communication des idées, ou le droit de réunion, d'association ou de groupement licites;

b) privant toute personne de la vie ou de la liberté à la suite de mesures arbitraires ou contraires aux lois, ou refusant d'accorder l'égalité de protection de la loi à toute personne;

c) exigeant ou imposant un cautionnement excessif ou une peine cruelle ou exceptionnelle, ou prescrivant l'exil de citoyens canadiens;

d) assujettissant toute personne à des immixtions injustifiées dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance;

e) permettant l'arrestation ou la détention arbitraire de toute personne, ou privant toute personne, après son arrestation, du droit d'être renseignée immédiatement sur les accusations portées contre elle et d'être jugée dans un délai raisonnable, ou d'être mise en liberté;

f) suspendant le droit à l'*habeas corpus,* ou privant toute personne d'un procès équitable, ou du droit de se faire assister d'un avocat.

149. Les droits énoncés à l'article 148 seront assurés sans distinction de race, de sexe, de religion ou de langue, et le droit de voter à toute élection de membres du parlement du Canada ou de l'assemblée législative de toute province ne sera pas refusé ou restreint en raison de la race, de la religion, de la langue ou du sexe.

150. Les droits accordés par les articles 148 et 149 dudit acte ne seront pas censés priver quelque personne de tout droit dont elle est investie."

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 216*), demandant l'état suivant: Quelle somme représentent les obligations du gouvernement canadien achetées en 1957 par la Banque du Canada et par chaque autre société, corporation, office, commission ou ministère relevant du gouvernement fédéral.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 57

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 7 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 7 janvier 1958

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable juge Robert Taschereau, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 7 janvier, à 9h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil rendu en vertu de l'article 53 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1958-24, approuvé le 7 janvier 1958: modifiant l'Ordonnance n° 93265 de la Commission des transports du Canada, afin d'accorder un délai qui permette de décider de l'appel de ladite ordonnance interjeté au gouverneur en conseil par huit provinces.

96701—21½

Sur motion de M. Robinson, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Brown (Essex-Ouest) soit substitué à celui de M. Studer sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Avec le consentement unanime, il est fait appel de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> "de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la crise financière de l'éducation, sans empiéter sur la juridiction exclusive des provinces dans ce domaine, par l'octroi d'une aide financière aux diverses provinces en vue d'augmenter et d'égaliser les facilités d'accès à l'éducation dans tout le Canada."

Un débat s'élève et se poursuit;

A 8h.15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Batten,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Christian,
Coldwell,
Ellis,
Fisher,
Herridge,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Martin (Timmins),
Nicholson,
Peters,
Regier,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch,
Zaplitny—27.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Anderson,
Arsenault,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brisson,
Brooks,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cannon,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Dumas,
English,
Eudes,
Fairfield,
Forgie,
Fraser,
Gardiner,
Garland,

Gauthier (Lac-Saint-Jean), Gauthier (Portneuf), Gingras, Gingues, Gour, Green, Grills, Habel, Hahn, Haidasz, Hales, Halpenny, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), Hamilton (Qu'Appelle), Hamilton (York-Ouest), Harrison, Hees, Hodgson, Houck, Howe, Huffman, Johnston (Bow-River), Jones, Jorgenson, Jung, Kennedy, Kirk, Knowles (Norfolk), Kucherepa, Laflamme, Lafontaine, Landry, Lavigne, Leduc (Gatineau), Leduc (Verdun), Legaré, Lennard, Lesage, L'Heureux, Low, Macdonald (Kings), Macdonnell (Greenwood), MacEachen, MacEwan, MacInnis, MacLean, Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGrath, McGregor, McIvor, McLeod, McPhillips, Maltais, Mandziuk, Marler, Milligan, Mitchell, Monette, Monteith, Montgomery, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Murphy (Westmorland), Nesbitt, Noble, O'Hurley, Olson, Pallett, Patterson, Pearkes, Pearson, Phillips, Pickersgill, Poulin, Proudfoot, Ratelle, Rea, Ricard, Richard (Ottawa-Est), Robinson, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Schneider, Sinclair, Small, Smith (Battle-River-Camrose), Smith (Calgary-Sud), Smith (Hasting-Frontenac), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Stefura, Stinson, Stuart (Charlotte), Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Edmonton-Strathcona), Thompson (Northumberland), Thrasher, Van Horne, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), Vivian, Walker, White, Wratten—163.

Après plus ample discussion, la motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Du consentement unanime, les prévisions de dépenses de trois départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, ainsi qu'il suit:

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

297 Administration centrale .... $ 637,817 00

TRAVAUX PUBLICS

353 Administration générale .... $ 6,927,301 00

TRANSPORTS

435 Administration .... $ 1,937,680 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant:

Bill n° 242, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Pierre Rothe.
Loi pour faire droit à Vasyl Dudka.
Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan.
Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois.
Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson.
Loi pour faire droit à Roméo Raymond.
Loi pour faire droit à Annette Allard Huint.
Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman.
Loi pour faire droit à William Toulouse.
Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter.
Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella.
Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha.
Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux.
Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante.
Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo.
Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina.
Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael.
Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard.
Loi pour faire droit à Michael Todascu.
Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates.
Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine.
Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher.
Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt.
Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx.
Loi pour faire droit à Lionel Houde.
Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume.
Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone.
Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand.

Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein.
Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock.
Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon.
Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur.
Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault.
Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen.

M. l'Orateur fait aussi connaître à la Chambre qu'il s'est adressé à l'honorable député du Gouverneur général dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté les crédits nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958,

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Sur ce, le Greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 58

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 8 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Morton, pour M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le septième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux, en vue de prescrire que l'impôt sur les biens transmis au décès, ou censés l'être, soit calculé par rapport aux biens composant la succession du défunt, plutôt qu'aux biens contenus dans les legs provenant de la succession et destinés aux bénéficiaires; et en vue de codifier, de reviser et de simplifier les dispositions de la loi actuelle qui demeurent appropriées.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 210 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il versé des sommes à des sociétés de lignes aériennes pour le transport du courrier?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quel est, à l'égard de chaque société, le barème des taux prévus pour chaque route aérienne; *b*) à quelles dates les barèmes actuels respectifs sont-ils entrés en vigueur; *c*) avant la date mentionnée au paragraphe *b*) ci-dessus, existait-il des barèmes de taux applicables à ces diverses sociétés, qui diffèrent des barèmes présentement en vigueur; *d*) si la réponse au paragraphe *c*) susdit est affirmative, à quelles dates les divers barèmes antérieurs étaient-ils respectivement entrés en vigueur et quels étaient-ils à l'égard de chaque route aérienne?

3. Quelle somme globale a-t-on versée jusqu'à ce jour à chaque société de lignes aériennes qui a été rétribuée pour le transport du courrier?

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 264 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Jusqu'à ce jour en 1957, certains ministères du gouvernement et certaines sociétés de la Couronne, sauf la Société Radio-Canada, ont-ils commandité des émissions radiophoniques et de télévision ainsi que des annonces-éclair sur le réseau de l'État et sur les postes indépendants?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont *a*) ces émissions radiophoniques, *b*) ces émissions de télévision, *c*) quelle est la nature des annonces-éclair, à l'égard de chaque ministère ou société?

3. Quel est le coût de chaque émission et des annonces-éclair?

Question n° 285 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Entre le 1er décembre 1956 et le 1er décembre 1957, des immigrants ont-ils été admis dans des hôpitaux relevant du ministère des Affaires des anciens combattants ou ont-ils reçu quelque genre de traitement ou des services dans ces hôpitaux?

2. Quelle somme globale a-t-on exigée du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ou de tout autre ministère pour ces services?

Question n° 296 par M. Hahn—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel est le nombre de fonctionnaires civils dans les endroits suivants de la Colombie-Britannique: New-Westminster, Cloverdale, White-Rock, Ladner, Langley, le bureau douanier de Douglas, et dans quels ministères sont-ils employés?

Question n° 305 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre des traducteurs de documents rédigés en langue russe, *a*) au Bureau des traducteurs, *b*) dans chacune des autres Divisions du gouvernement?

2. Quel pourcentage des traductions confiées à l'extérieur est classé pour des raisons de sécurité?

3. Combien de temps s'écoule-t-il, en moyenne, entre une demande de traduction et la réception du texte traduit?

4. Quelle était l'accumulation des demandes de traduction le 18 décembre 1957?

Question n° 310 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant l'année financière terminée le 31 mars 1957, l'Imprimeur de la Reine a-t-il placé des commandes d'impression à l'extérieur? Dans le cas de l'affirmative, quels montants représentent ces commandes et dans quelles provinces ont-elles été placées?

2. S'il en a été ainsi, a-t-on placé des commandes sans avoir fait un appel de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, auprès de quelles imprimeries et pour quels montants?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à consentir des prêts au gouvernement du Nouveau-Brunswick pour l'exploitation de l'énergie hydroélectrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à autoriser le ministre des Finances à consentir au gouvernement du Nouveau-Brunswick, sur le Fonds du revenu consolidé, des prêts n'excédant pas trente millions de dollars, relativement à des dépenses pour l'exploitation de l'énergie hydroélectrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming, appuyé par M. Hamilton (Qu'Appelle), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 243, Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à autoriser des accords avec toute province de l'Atlantique en vue d'une aide à la production d'énergie électrique et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 6 novembre 1957 (**Avis de motion n° 19*), demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, relativement aux modifications proposées à la Loi sur l'assistance-vieillesse.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 59

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 9 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à autoriser des accords avec toute province de l'Atlantique en vue d'une aide à la production d'énergie électrique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour autoriser le gouvernement du Canada à conclure des accords avec toute province de l'Atlantique, prévoyant une aide en ce qui concerne la production d'énergie électrique au moyen de centrales thermiques d'électricité ainsi que le contrôle et la transmission de cette énergie, et comprenant des dispositions en vue du paiement d'une subvention quant au charbon utilisé dans la production de l'énergie électrique.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

JUSTICE

A—MINISTÈRE

172	Administration centrale, y compris contribution annuelle de $200 à la Conférence des commissaires sur l'uniformité de la législation au Canada	$ 543,155 00
173	Service des pardons, y compris $40,000 pour allocations aux sociétés agréées de secours aux prisonniers, selon que l'approuvera le Conseil du Trésor	267,835 00
	Cour suprême du Canada—	
174	Administration	203,440 00
	Cour de l'Échiquier du Canada—	
175	Administration	108,760 00
	Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest—	
176	Administration, y compris l'administration de la justice dans les Territoires de Nord-Ouest	93,800 00
	Cour territoriale du Yukon—	
177	Administration, y compris l'administration de la justice dans le Territoire du Yukon	85,650 00
178	Gratifications aux veuves et autres personnes à la charge des juges décédés en fonctions	20,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement unanime, la Chambre retourne à la *Présentation de rapports des comités permanents et spéciaux.*

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le huitième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 197*), demandant l'état suivant: 1. Combien de délégués de tous les pays du Commonwealth ont assisté à la Conférence des ministres des Finances tenue à Mont-Tremblant plus tôt cette année?

2. Combien de jours la conférence a-t-elle duré?

3. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

4. De combien de personnes, outre le ministre des Finances, se composait la délégation canadienne à la conférence sur les problèmes commerciaux et économiques tenue à Washington plus tôt cette année?

5. Combien de jours a duré la conférence?

6. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 264*), demandant l'état suivant: 1. Jusqu'à ce jour en 1957, certains ministères du gouvernement et certaines sociétés de la Couronne, sauf la Société Radio-Canada, ont-ils commandité des émissions radiophoniques et de télévision ainsi que des annonces-éclair sur le réseau de l'État et sur les postes indépendants?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont *a*) ces émissions radiophoniques, *b*) ces émissions de télévision, *c*) quelle est la nature des annonces-éclair, à l'égard de chaque ministère ou société?

3. Quel est le coût de chaque émission et des annonces-éclair?

A 10 heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 60

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 10 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Smith (Calgary-Sud), il est ordonné,—Que le nom de M. Nesbitt soit substitué à celui de M. Rea, et

Le nom de M. Lennard à celui de M. Montgomery, sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

M. Winch, appuyé par M. Castleden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 245, Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées aux titres des crédits provisoires et moins les sommes de $20,000 dans la résolution n° 180 et de $1,000,000 dans la résolution n° 184*):

BUDGET PRINCIPAL

JUSTICE

A—MINISTÈRE

Loi relative aux enquêtes sur les coalitions—

179	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	$ 79,465 00
180	Bureau des enquêtes et recherches	455,375 00

B—PÉNITENCIERS

182 Administration du Bureau du Commissaire des pénitenciers, y compris $60,000 pour allocations aux sociétés agréées de secours aux prisonniers, selon que l'approuvera le Conseil du Trésor 482,446 00

183 Fonctionnement et entretien des pénitenciers, y compris les fournitures et services s'y rattachant; administration, fonctionnement, réparation et entretien des bâtiments, ouvrages et matériel; entretien, libération et transfert des détenus; indemnisation des détenus libérés, frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération 11,002,925 00

184 Construction, améliorations et matériel 2,365,555 00

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1957-1958

JUSTICE

A—MINISTÈRE

GÉNÉRALITÉS

626 Dépenses de la Commission royale d'enquête sur le droit criminel en ce qui concerne les psychopathes sexuels criminels 7,500 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

JUSTICE

Pénitenciers

660 Élargissement du champ d'action de la caisse renouvelable établie par le crédit 628 de la Loi des subsides nº 2 de 1955, et autorisation d'acheter et de gérer du matériel ou des matériaux employés dans les pénitenciers, le montant à imputer sur la caisse renouvelable ne devant jamais dépasser $600,000—Crédit supplémentaire 300,000 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

JUSTICE

A—MINISTÈRE

697 Service des pardons, subvention à l'Association canadienne de réadaptation—Crédit supplémentaire 1,000 00

Cour Territoriale du Yukon—

698 Administration, y compris l'administration de la justice dans le Territoire du Yukon—Crédit supplémentaire 10,000 00

B—PÉNITENCIERS

699 Fonctionnement et entretien des pénitenciers, y compris les fournitures et services s'y rattachant; administration, fonctionnement, réparation et entretien des bâtiments, ouvrages et matériel; entretien, libération et transfert des détenus; indemnisation des détenus libérés, frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération—Crédit supplémentaire 39,000 00

700 Montant crédité à la Caisse renouvelable établie sous le régime du crédit 628 de la Loi des subsides n° 2, 1955, pour combler le découvert découlant de la majoration de l'inventaire 6,642 00

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Morton, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, sur division, et adoptés:

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Morton, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Bills publics*)

Les ordres numéros 15, 16 et 17 sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 17, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt;

M. Argue, appuyé par M. Stewart, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires et moins la somme de $250,000 dans la résolution n° 399*):

BUDGET PRINCIPAL

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	Administration centrale, Services nationaux de police et établissements de formation—	
396	Administration, fonctionnement et entretien	$ 7,329,030 00
397	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	912,129 00
	Services terrestres et aériens—	
398	Fonctionnement et entretien des divisions	26,472,859 00
399	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	3,351,070 00
	Services maritimes—	
400	Fonctionnement et entretien	1,432,229 00
401	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	1,369,311 00
402	Subvention à la *Canadian Association of Chiefs of Police*	500 00
403	Subvention à la *Royal Canadian Mounted Police Veterans' Association*	300 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

404	Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions, selon le détail des affectations	6,439 00
405	Contribution de l'État au Compte des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	986,710 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	Administration centrale, Services nationaux de police et établissements de formation—	
739	Administration, fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire	66,000 00
740	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire	63,100 00
	Services terrestres et aériens—	
741	Fonctionnement et entretien des divisions—Crédit supplémentaire	290,000 00
	Services maritimes—	
742	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages et matériel—Crédit supplémentaire	408,060 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

743	Contributions de l'État au Compte des pensions de la Gendarmerie royale du Canada—Crédit supplémentaire	111,088 00

BUDGET PRINCIPAL

JUSTICE

A—MINISTÈRE

181 Exécution de la Loi sur la faillite 48,985 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait des résolutions adoptées en comité des subsides au cours de la séance de ce jour, lesquelles résolutions sont agréées, et le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 8 janvier 1958, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 296*), demandant l'état suivant: Quel est le nombre de fonctionnaires civils dans les endroits suivants de la Colombie-Britannique: New-Westminster, Cloverdale, White-Rock, Ladner, Langley, le bureau douanier de Douglas, et dans quels ministères sont-ils employés?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 310*) demandant l'état suivant: 1. Durant l'année financière terminée le 31 mars 1957, l'Imprimeur de la Reine a-t-il placé des commandes d'impression à l'extérieur? Dans le cas de l'affirmative, quels montants représentent ces commandes et dans quelles provinces ont-elles été placées?

2. S'il en a été ainsi, a-t-on placé des commandes sans avoir fait un appel de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, auprès de quelles imprimeries et pour quels montants?

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) de l'étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée "Les dépenses de consommation au Canada".

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 61

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 11 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que, nonobstant les dispositions de tout article du Règlement ou de tout ordre spécial de la Chambre, les heures de séance, mercredi prochain, le 15 janvier, soient de onze heures du matin à six heures du soir, avec l'interruption ordinaire à une heure de l'après-midi, et que lorsque la Chambre s'ajournera à six heures du soir, mercredi prochain, elle demeure ajournée jusqu'à onze heures du matin, le vendredi 17 janvier.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que lundi prochain, le 13 janvier, soit un jour du Gouvernement et que l'application des dispositions du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement soit suspendue à ce sujet.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

A 3h.50 de l'après-midi, à cause d'une panne d'électricité, M. l'Orateur déclare que la séance est suspendue à loisir.

La Chambre reprend sa séance à 4h.25 de l'après-midi.

La Chambre se forme alors de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Copies des lettres échangées du 18 décembre 1957 au 7 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces de la Saskatchewan et du Manitoba, relativement à la conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 62

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 13 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de la lettre adressée le 8 janvier 1958 au premier ministre du Canada par le président du conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques touchant certaines propositions du gouvernement soviétique relatives à la détente dans le domaine international.

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Copie des propositions soumises le 8 janvier 1958 par le gouvernement soviétique concernant la détente dans le domaine international.

Sur motion de M. Argue, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous documents et autre correspondance échangés du 17 juillet 1956 au 9 janvier 1958 entre le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères et le gouvernement de la Saskatchewan, relativement à (i) l'aménagement d'usines de force motrice et de lignes de transmission d'électrité en Saskatchewan, (ii) à l'aménagement d'un barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan. (**Avis de motion n° 47*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 243, Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique;

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Fleming, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 31 décembre 1957.

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 63

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 14 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Fleming: Que le Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 14, 15 et 16 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 17 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

Les ordres portant les numéros 18 et 19 sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 25, Loi modifiant la Loi électorale du Canada;

M. Howard, appuyé par M. Winch, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, qui est rapporté sans amendement et dont la troisième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 16 décembre 1957 (**Avis de motion n° 46*), demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre la Commission du district fédéral et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont sur le canal Rideau à l'avenue Bronson.

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 décembre 1957 (*Question n° 289*), demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement étudie-t-il la question de l'achat au Canada des châssis des véhicules suivants: camions à incendie, camions chasse-neige et camions-citernes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces châssis achetés au Canada entre le 21 juin et le 1er décembre 1957?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 305*), demandant l'état suivant: 1. Quel est le nombre des traducteurs de documents rédigés en langue russe, *a*) au Bureau des traducteurs, *b*) dans chacune des autres Divisions du gouvernement?

2. Quel pourcentage des traductions confiées à l'extérieur est classé pour des raisons de sécurité?

3. Combien de temps s'écoule-t-il, en moyenne, entre une demande de traduction et la réception du texte traduit?

4. Quelle était l'accumulation des demandes de traduction le 18 décembre 1957?

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 64

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 15 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Kucherepa, il est ordonné,—Que le nom de M. Walker soit substitué à celui de M. Pratt sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 316 par M. Robichaud—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il versée pour l'achat d'une propriété ou d'un terrain aux abords du quai public de Middle-Caraquet, dans le comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Quelle était, en pieds carrés, la superficie du terrain acheté?

3. Une partie quelconque de ce terrain est-elle actuellement louée à la *Caraquet Packers Limited?*

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la superficie du terrain loué et quel est le loyer annuel exigé de la *Caraquet Packers Limited?*

5. La Division des immeubles du ministère des Transports a-t-elle effectué une évaluation particulière de ce terrain? Dans le cas de l'affirmative, à combien a-t-on évalué ce terrain?

A l'appel de l'ordre portant troisième lecture du Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique;

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Fleming, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Comptes publics du Canada (volume I) pour l'année close le 31 mars 1957 et rapport de l'auditeur général pour l'année close le 31 mars 1957, conformément aux articles 64(1) et 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Comptes publics du Canada, volume II (États financiers des sociétés d'État), pour l'année close le 31 mars 1957, conformément au paragraphe 1 de l'article 64 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur le rétablissement agricole des Prairies et les opérations s'y rattachant, pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 12 de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, chapitre 214 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics,—Exemplaire du budget d'établissement de la Société centrale d'hypothèques et de logement—Annexe A, pour l'année expirant le 31 décembre 1958, approuvé par l'arrêté-en-conseil C.P. 1958-59 du 13 janvier 1958.

A six heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à vendredi prochain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le samedi 11 janvier 1958.

N° 65

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 17 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 243, Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la note adressée au gouvernement des États-Unis par le gouvernement du Canada touchant les restrictions américaines sur les importations de pétrole.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Kucherepa, il est ordonné,—Que le nom de M. Morris soit substitué à celui de M. Jung sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 13, 14 et 15 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 16 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 22, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des Communes;

M. Johnson (Kindersley), appuyé par M. Campbell (The Battlefords), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois, et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 99*), demandant l'état suivant: 1. A-t-on congédié des fonctionnaires à cause de leur activité politique au cours de la récente élection fédérale, *a*) entre la date d'émission des brefs d'élection et le 19 juin 1957, *b*) depuis le 10 juin 1957?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les faits qui ont motivé le congédiement de ces fonctionnaires?

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales pour l'année terminée le 31 décembre 1957, suivant l'article 11 de ladite loi, chapitre 183 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 66

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 18 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à six heures.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

96701—23½

N° 67

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 20 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que le greffier a reçu du directeur général des élections le certificat de l'élection de M. Erik Nielsen comme député du district électoral du Yukon, dans le territoire du Yukon.

CANADA

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, portant la date du 25 octobre 1957 et adressé à Charles Ravenhill, de Dawson, dans le territoire du Yukon, enjoignant de faire tenir l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral du Yukon, pour remplacer J. Aubrey Simmons, dont l'élection a été déclarée nulle en vertu de la Loi sur les élections fédérales contestées, Erik Nielsen, 408 rue Main, Whitehorse, territoire du Yukon, avocat, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce dix-huit janvier 1958.

Le directeur général des élections,
N. CASTONGUAY (L.S.)

M. Erik Nielsen, député du district électoral du Yukon, qui a prêté et souscrit le serment prescrit par la loi, prend séance à la Chambre.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est appelé pour la cinquième fois, conformément à l'article 56 du Règlement.

M. Fleming, appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

M. Pearson, appuyé par M. St-Laurent (Québec-Est), propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

"Vu que, dans les sept mois où les conseillers de Son Excellence ont exercé le pouvoir,

le commerce total du Canada a cessé de se développer, les marchés d'exportation ont été menacés et les propositions en vue d'une plus grande liberté des échanges ont été repoussées;

les placements ont été découragés et le chômage s'est accru à l'extrême;

les cultivateurs et les autres producteurs essentiels ont été désillusionnés et rebutés;

les relations avec les gouvernements provinciaux ont dégénéré en confusion;

que le budget n'est plus en équilibre, les recettes diminuent, les dépenses montent et le Parlement s'est vu refuser un état des comptes de la nation;

qu'il existe un désarroi grandissant à l'égard de la défense et de la sécurité;

que des expédients ont remplacé, au jour le jour, une administration ferme et stable;

et étant donné qu'il importe, à l'heure actuelle, d'avoir un gouvernement se vouant à l'application des principes de politique libéraux;

les conseillers de Son Excellence devraient, de l'avis de cette Chambre, présenter leur démission immédiatement."

Il s'élève un débat;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en sous-amendement: Que l'amendement soit modifié par le retranchement de tous les mots qui suivent l'expression "ferme et stable", et leur remplacement par ce qui suit:

"cette Chambre est d'avis que les conditions économiques auxquelles ce pays doit actuellement faire face, y compris l'incertitude de nos marchés d'exportation et le chômage alarmant que révèlent des statistiques publiées la semaine dernière, requièrent l'examen, par le gouvernement, des propositions du Royaume-Uni en matière de commerce, ainsi que d'autres moyens d'assurer l'accroissement des débouchés de notre production agricole et industrielle, de même que l'étude de mesures immédiates pour remédier au chômage et à la misère en adoptant une politique fiscale qui permettra au gouvernement de donner une nouvelle orientation aux placements et d'entreprendre un vaste programme de développement par le secteur public."

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Exemplaire de la résolution adoptée le 21 décembre 1957 par le Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmise au Gouvernement et au Parlement du Canada.

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Rapport, daté de mars 1957, sur les perspectives économiques au Canada en 1957, rédigé par la Division de l'économique du ministère du Commerce, Ottawa.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 68

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 21 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de la lettre adressée le 18 janvier 1958 au président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques par le premier ministre du Canada, en réponse à la lettre du 13 décembre 1957 touchant l'état actuel des relations internationales, reçue du président dudit conseil des ministres.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. St-Laurent (Québec-Est): Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

"Vu que, dans les sept mois où les conseillers de Son Excellence ont exercé le pouvoir,

le commerce total du Canada a cessé de se développer, les marchés d'exportation ont été menacés et les propositions en vue d'une plus grande liberté des échanges ont été repoussées;

les placements ont été découragés et le chômage s'est accru à l'extrême;

les cultivateurs et les autres producteurs essentiels ont été désillusionnés et rebutés;

les relations avec les gouvernements provinciaux ont dégénéré en confusion;

que le budget n'est plus en équilibre, les recettes diminuent, les dépenses montent et le Parlement s'est vu refuser un état des comptes de la nation;

qu'il existe un désarroi grandissant à l'égard de la défense et de la sécurité;

que des expédients ont remplacé, au jour le jour, une administration ferme et stable;

et étant donné qu'il importe, à l'heure actuelle, d'avoir un gouvernement se vouant à l'application des principes de politique libéraux;

les conseillers de Son Excellence devraient, de l'avis de cette Chambre, présenter leur démission immédiatement."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'amendement soit modifié par le retranchement de tous les mots qui suivent l'expression "ferme et stable", et leur remplacement par ce qui suit:

"cette Chambre est d'avis que les conditions économiques auxquelles ce pays doit actuellement faire face, y compris l'incertitude de nos marchés d'exportation et le chômage alarmant que révèlent des statistiques publiées la semaine dernière, requièrent l'examen, par le gouvernement, des propositions du Royaume-Uni en matière de commerce, ainsi que d'autres moyens d'assurer l'accroissement des débouchés de notre production agricole et industrielle, de même que l'étude de mesures immédiates pour remédier au chômage et à la misère en adoptant une politique fiscale qui permettra au gouvernement de donner une nouvelle orientation aux placements et d'entreprendre un vaste programme de développement par le secteur public."

Le débat se poursuit; à 8h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant l'alinéa *d*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,	Ellis,	Lewry,	Peters,
Barnett,	Fisher,	Macdonald (Vancouver-Kingsway),	Regier,
Bryce,	Herridge,	McCullough,	Schulz,
Bryson,	Howard,	Martin (Timmins),	Stewart (Winnipeg-Nord),
Cameron,	Johnson (Kindersley),	Nicholson,	Winch,
Campbell (The Battlefords),	Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),		Zaplitny—24.
Castleden,			

CONTRE

Messieurs

Aiken,	Batten,	Best,	Brassard,
Aitken (Mlle),	Beaudry,	Blackmore,	Breton,
Anderson	Beech,	Blanchette,	Brooks,
Arsenault,	Bégin,	Bonnier,	Broome,
Ashbourne,	Bell (Carleton),	Boucher,	Brown (Essex-Ouest),
Balcer,	Bell (Saint-Jean-Albert),	Boulanger,	Browne (Saint-Jean-Ouest),
Barbès,	Benidickson,	Bourget,	
Baskin,		Bourque,	

Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cannon,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Cauchon,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crestohl,
Crouse,
Dechêne,
Denis,
Deniset,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Dumas,
Dupuis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Forgie,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Nickel Belt),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Henderson
Hodgson,
Holowach,
Houck,
Howe,
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
LaCroix,
Laflamme,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Langlois,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Lennard,
Lesage,
L'Heureux,
Loiselle,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Maltais,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Ménard,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Power,
Pratt,
Proudfoot,
Quelch,
Ratelle,
Raymond,
Rea,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rochefort,
Rouleau,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Shaw,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Valois,
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Vincent,
Vivian,
Walker,
White,
Wratten,
Yuill—221.

Ladite proposition d'amendement à la motion principale, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Ashbourne,
Barbès,
Batten,
Beaudry,
Bégin,
Benidickson,
Blanchette,
Bonnier,
Boucher,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Breton,
Brown (Essex-Ouest),
Byrne,
Cannon,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cauchon,
Chevrier,
Crestohl,
Dechêne,
Denis,
Deniset,
Deschatelets,
Dumas,
Dupuis,
Eudes,
Forgie,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Nickel Belt),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Habel,
Haidasz,
Hardie,
Harrison,
Henderson
Houck,
Kirk,
LaCroix,
Laflamme,
Lafontaine,
Landry,
Langlois,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Lesage,
L'Heureux,
Loiselle,
MacEachen,
Macnaughton,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McWilliam,
Maltais,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Ménard,
Meunier,
Michaud,
Mitchell,
Monette,
Pearson,
Pickersgill,
Power,
Proudfoot,
Ratelle,
Raymond,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Rochefort,
Rouleau,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Sinclair,
Stick,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Tucker,
Valois,
Villeneuve (Roberval),
Vincent—95.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (M[11e]),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Balcer,
Barnett,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blackmore,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Casselman,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chown,
Christian,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Ellis,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Green,
Grills,
Hahn,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Holowach,
Howard,
Howe,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lambert,
Leboe,
Lennard,
Lewry,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McLeod,

McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Martini,
Milligan,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nesbitt,
Nicholson,
Nielsen,
Noble,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Peters,
Phillips,
Poulin,
Pratt,
Quelch,
Rea,
Regier,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Rynard,
Schulz,
Shaw,
Simpson,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Vivian,
Walker,
White,
Winch,
Wratten,
Yuill,
Zaplitny—150.

Le débat se poursuit sur la motion principale;

A dix heures du soir, la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Les prévisions de dépenses de trois départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, suivant le paragraphe 5 de l'article 56 du Règlement, ainsi qu'il suit:

PRODUCTION DE DÉFENSE

87 Administration centrale et rétribution à la Corporation commerciale canadienne et autres compagnies pour services fournis en matière d'achats et de production pour la défense . . . . . $ 6,719,732 00

SERVICE LÉGISLATIF

Président du Sénat—
201 Indemnité de logement . . . . . $ 3,000 00

POSTES

722 Transport—Trafic postal par terre, par air et par eau, y compris l'administration—Crédit supplémentaire . . $ 1,500,000 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport du surintendant des assurances au sujet des sociétés de prêts et de fiducie pour l'année terminée le 31 décembre 1956, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 69

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 22 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 287 par M. Christian—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 10 juin 1957, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue d'encourager la décentralisation de l'industrie et de favoriser le progrès industriel?

Question n° 315 par M. Castleden—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. M. A. Patrick De Shaye est-il à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la province de la Saskatchewan?

2. Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

3. A quel titre?

4. Durant chaque année de service, quelles sommes d'argent a-t-on versées à M. De Shaye *a*) en traitements, *b*) en indemnités pour débours, *c*) en honoraires ou à d'autres titres?

5. M. De Shaye a-t-il été à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours du mois de septembre 1957?

6. Durant septembre 1957, quelle somme lui a-t-on versée *a*) en traitement, *b*) en indemnités pour débours ou à d'autres titres?

7. Quel est le détail de la note d'indemnités pour débours à l'égard *a*) de mai 1957, *b*) de septembre 1957?

Question n° 332 par M. White—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

2. Ce miel a-t-il été classé ou vérifié par les inspecteurs de la Division canadienne des fruits et légumes?

3. Était-il conforme aux normes concernant la qualité et la classe du miel?

4. A-t-on détenu de ce miel parce qu'il n'était pas conforme à la qualité et à la catégorie indiquées sur les contenants?

5. Dans le cas de l'affirmative, combien de livres a-t-on ainsi détenues?

6. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel servant pour des fins de fabrication a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

7. Combien de livres ont été importées d'autres pays et quels sont ces pays?

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 172*), demandant l'état suivant: 1. Au cours de la période allant du 1er janvier 1956 au 10 juin 1957, de quels avocats ou sociétés d'avocats, s'il en est, dans la ville d'Edmonton (Alberta), le gouvernement fédéral, ou l'une de ses divisions, a-t-il retenu les services?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral et tous ses ministères ont-ils versées à chacun de ces avocats et à chacune de ces sociétés d'avocats?

3. Quelles sommes, s'il en est, reste-t-il à verser ou font l'objet de réclamations, et de qui s'agit-il?

4. A-t-on passé des contrats avec quelque société d'avocats en vue de services juridiques et, dans le cas de l'affirmative, avec qui?

5. Pour quelles raisons et selon quels procédés a-t-on retenu les services de ces sociétés d'avocats?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 285*), demandant l'état suivant: 1. Entre le 1er décembre 1956 et le 1er décembre 1957, des immigrants ont-ils été admis dans des hôpitaux relevant du ministère des Affaires des anciens combattants ou ont-ils reçu quelque genre de traitement ou des services dans ces hôpitaux?

2. Quelle somme globale a-t-on exigée du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ou de tout autre ministère pour ces services?

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 77 de la Loi sur les postes, chapitre 212 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 70

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 23 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Robinson, appuyé par M. Montgomery, il est ordonné,—Que le nom de M. Pratt soit substitué à celui de M. Walker sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Après plus ample discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Blackmore,
Boucher,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Christian,
Denis,
Fisher,
Hahn,
Hansell,
Herridge,
Holowach,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Leboe,
Lewry,
Low,
McCullough,
McLeod,
Martin (Timmins),
Nicholson,
Olson,
Patterson,
Peters,
Quelch,
Regier,
Schulz,
Shaw,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Tucker,
Winch,
Yuill,
Zaplitny—39.

CONTRE

Messieurs

Anderson,
Ashbourne,
Barbès,
Beaudoin,
Beech,
Benidickson,
Best,
Blanchette,
Bonnier,
Brassard,
Breton,
Brisson,
Brooks,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardin,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Chicoutimi),
Gauthier (Portneuf),
Gingues,
Green,
Habel,
Hales,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Harrison,
Hees,
Hodgson,
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Lafontaine,
Landry,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lennard,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McGee,
McGregor,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Maltais,
Mandziuk,
Marler,
Martini,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Raymond,
Rea,
Ricard,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Stanton,
Starr,
Stick,
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Wratten—130.

Le débat se poursuit sur la motion principale;

M. Zaplitny, appuyé par M. Schulz, propose en amendement: Que le bill n° 237 ne soit pas maintenant lu pour la deuxième fois, mais qu'il soit décidé que, de l'avis de cette Chambre, l'on devrait étudier l'opportunité de présenter, à la session actuelle, un texte législatif pourvoyant, d'une manière déterminée et statutaire, à des prix de parité pour les produits agricoles, moyennant des niveaux qui assureront aux producteurs leur juste part du revenu national.

M. Harkness invoque le Règlement, déclarant que l'amendement est irrégulier, vu qu'il aurait le même effet que l'amendement rejeté par la Chambre durant la présente séance et qu'il ne s'oppose pas au principe du projet de loi.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je remercie les honorables députés de leur aide mais ils font preuve d'une grande divergence d'opinions. Le texte de l'amendement proposé témoigne aussi de beaucoup d'ingéniosité. Il est assez difficile de le placer

dans le cadre des commentaires dont j'ai parlé. A mon avis, nous devons considérer qu'il propose deux choses et c'est là-dessus que j'ai l'intention de régler la question.

La première partie de l'amendement se lit ainsi:

Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant pour la deuxième fois,...

Cette partie est, en soi, irrégulière parce que, bien entendu, c'est un refus de la motion en discussion, qui tend à la deuxième lecture du bill. La façon de s'opposer à la deuxième lecture consiste à voter contre. Dans la mesure où il s'agit de cette partie de l'amendement, celui-ci est en soi irrégulier.

Quant au reste de l'amendement, il ne propose aucune modification au bill et c'est ce qui me suscite quelque difficulté. L'amendement précédent proposait, au contraire, que le bill soit renvoyé à un comité et c'était parfaitement régulier. Si l'on s'oppose au principe à la base du bill et qu'un amendement propose quelque autre disposition convenable du bill, c'est conforme au Règlement. Toutefois, cette proposition d'amendement ne tend aucunement à disposer du projet de loi, mais simplement à inviter la Chambre à reprendre la question et à procéder d'une toute autre façon, probablement à songer à présenter un autre bill. Il faudrait que ce soit le gouvernement qui prenne une telle initiative; puisqu'il s'agit d'un bill de finance, il faudrait un nouveau projet de résolution et la reprise de toutes les étapes. A ce point de vue, je ne considère donc pas la dernière partie de la proposition d'amendement comme visant à modifier le principe à la base du bill, mais comme proposant quelque chose d'étranger à la question étudiée par la Chambre et qui serait présenté par une motion inscrite au *Feuilleton* n'importe quand, mais qui ne pourrait pas, à mon avis, être énoncé sous forme d'une proposition d'amendement maintenant.

Il n'est par conséquent pas nécessaire pour moi de dire ce que je pense de l'argument selon lequel la proposition d'amendement, au cas où la seconde partie en serait recevable, introduirait un principe différent de celui dont s'inspire le présent bill. Sur ce point, la principale différence parmi ceux qui ont parlé semblait se rapporter à la question de la parité. Il me semble que la parité est un principe qui pourrait être présenté conformément à la résolution par un amendement à l'étape de l'étude du bill en comité. Je ne décide pas que tel est le cas, mais sans réétudier la résolution, je dirai qu'il est possible que des amendements présentés à l'étape de l'étude du bill en comité puissent valider le changement du principe, si cet amendement propose un changement quelconque du principe. Par conséquent, selon moi, la proposition d'amendement n'est pas réglementaire, telle qu'elle se présente.

Le débat se poursuit sur la motion principale, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 22 janvier 1958, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 janvier 1958 (*Question n° 287*), demandant l'état suivant: Depuis le 10 juin 1957, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue d'encourager la décentralisation de l'industrie et de favoriser le progrès industriel?

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) d'une étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée: "Les relations économiques canado-américaines".

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 71

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 24 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil rendu en vertu de l'article 53 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1958-111, approuvé le 24 janvier 1958: modifiant l'Ordonnance n° 93401 de la Commission des transports du Canada relative à la majoration des tarifs de téléphone, afin d'accorder un délai qui permette de décider de l'appel de ladite ordonnance interjeté au gouverneur en conseil par certaines municipalités des provinces d'Ontario et de Québec.

M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire du sixième rapport annuel (octobre 1957) du Comité consultatif du Plan de Colombo pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aitken (Mlle), Anderson, Ashbourne, Balcer, Barbès, Batten, Beech, Bell (Carleton), Benidickson, Best, Blanchette, Bonnier, Brisson, Brooks, Broome, Browne (Saint-Jean-Ouest), Campbell (Lambton-Kent), Cardin, Carter, Casselman, Cathers, Chabot, Charlton, Chown, Churchill, Coates, Comtois, Courtemanche, Crouse, Deschatelets, Diefenbaker, Dinsdale, Doucett, Dumas, English, Fairclough (Mme), Fairfield, Fleming, Fraser, Gardiner, Garland, Gauthier (Portneuf), Green, Grills, Habel, Hales, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), Hamilton (Qu'Appelle), Hamilton (York-Ouest), Harkness, Harrison, Hees, Hodgson, Howe, Jones, Jorgenson, Jung, Kirk, Knowles (Norfolk), Lafontaine, Leduc (Gatineau), Lennard, Loiselle, MacDonald (Antigonish-Guysborough), Macdonnell (Greenwood), MacEachen, MacLean, Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McIvor, Maloney, Mandziuk, Marler, Martini, Michaud, Monette, Monteith, Montgomery, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Nesbitt, Nielsen, Nowlan, O'Hurley, Pearkes, Pickersgill, Raymond, Rea, Ricard, Richardson, Roberge, Robichaud, Robinson, Rynard, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Simpson, Small, Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Studer, Taylor, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), White, Wratten—110.

CONTRE

Messieurs

Blackmore, Bryce, Bryson, Cameron, Campbell (The Battlefords), Castleden, Christian, Deniset, Hahn, Hansell, Herridge, Johnson (Kindersley), Johnston (Bow-River), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Leboe, Lewry, Low, Macdonald (Vancouver-Kingsway), McCullough, McLeod, Martin (Timmins), Nicholson, Olson, Patterson, Peters, Quelch, Regier, Schulz, Shaw, Smith (Battle-River-Camrose), Stefura, Stewart (Winnipeg-Nord), Thompson (Edmonton-Strathcona), Tucker, Winch, Yuill, Zaplitny—37.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 5, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Prélèvement révocable volontaire des cotisations);

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Nicholson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport de la Commission du service civil, dont voici la teneur:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

Aux honorables membres des Chambres du Parlement,

Suivant les dispositions des articles 11 et 62 de la Loi sur le service civil, il plait à la Commission du service civil de s'unir à la Bibliothèque du Parlement pour recommander le changement de rémunération suivant, à compter du 1er janvier 1958:

Que la rémunération de la catégorie

BIBLIOTHÉCAIRE CATALOGUEUR EN CHEF

qui est présentement:

par année: $5910 6060 6210 6360

soit revisée et se lise comme suit:

par année: $5820 6060 6300 6540

Ci-joint la copie d'un rapport au sujet de ce qui précède.

Le commissaire,
RUTH E. ADDISON

Respectueusement soumis,

L'Orateur de la Chambre des communes,
ROLAND MICHENER

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 décembre 1957 (**Question n° 48*), demandant l'état suivant: 1. A-t-on l'habitude d'embaucher des hommes pour les navires de l'État chaque saison?

2. Des députés des circonscriptions électorales d'où partent ces navires ont-ils fourni des listes de candidats aux emplois éventuels aux préposés à l'embauchage?

3. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces députés?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 janvier 1958 (*Question n° 332*), demandant l'état suivant: 1. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

2. Ce miel a-t-il été classé ou vérifié par les inspecteurs de la Division canadienne des fruits et légumes?

3. Était-il conforme aux normes concernant la qualité et la classe du miel?

4. A-t-on détenu de ce miel parce qu'il n'était pas conforme à la qualité et à la catégorie indiquées sur les contenants?

5. Dans le cas de l'affirmative, combien de livres a-t-on ainsi détenues?

6. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel servant pour des fins de fabrication a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

7. Combien de livres ont été importées d'autres pays et quels sont ces pays?

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales pour l'année terminée le 31 mars 1957, suivant l'article 11 de la Loi sur le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, chapitre 4 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 22 janvier 1958 (*Question n° 315*) demandant l'état suivant: 1. M. A. Patrick De Shaye est-il à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la province de la Saskatchewan?

2. Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

3. A quel titre?

4. Durant chaque année de service, quelles sommes d'argent a-t-on versées à M. De Shaye *a*) en traitements, *b*) en indemnités pour débours, *c*) en honoraires ou à d'autres titres?

5. M. De Shaye a-t-il été à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours du mois de septembre 1957?

6. Durant septembre 1957, quelle somme lui a-t-on versée *a*) en traitement, *b*) en indemnités pour débours ou à d'autres titres?

7. Quel est le détail de la note d'indemnités pour débours à l'égard *a*) de mai 1957, *b*) de septembre 1957?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 72

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 25 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, pour M. Diefenbaker, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du télégramme adressé le 24 janvier 1958 aux premiers ministres des provinces par le premier ministre du Canada concernant la majoration des paiements fiscaux versés par le gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux.

Le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements et étudié dans sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A 6 heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 73

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 27 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la correspondance échangée du 6 au 15 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de la Nouvelle-Écosse concernant certains aspects des relations fiscales fédérales-provinciales.

M. Fulton, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 246, Loi modifiant la Loi sur les Indiens, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement unanime, M. Fleming, appuyé par M. Pearkes, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, plus tard aujourd'hui, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative qui prévoit une aide financière aux provinces de l'Atlantique en autorisant le paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, pour chacune des quatre années financières de la période commençant le 1er avril 1958, d'une subvention annuelle de sept millions et demi de dollars à chacune des provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et d'une subvention annuelle de deux millions et demi de dollars à la province de l'Île du Prince-Édouard, et qui prévoit en outre, à titre de mesure provisoire, que, en tant qu'elle s'applique à l'année financière commençant le 1er avril 1958, l'expression "impôt normal sur le revenu de particuliers", figurant dans la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, se lira et sera interprétée, aux fins de ladite loi et de toutes conventions conclues sous le régime de cette loi, comme si les mots "dix pour cent" avaient été remplacés par les mots "treize pour cent".

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, plus tard aujourd'hui, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Gardiner, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres, plans et autres documents échangés, depuis le 1er juillet 1954, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec et (ou) l'Hydro-Québec, relativement à l'exécution d'ouvrages, y compris la mise en valeur de la force motrice, dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent. (**Avis de motion n° 48*)

Sur motion de M. Gauthier (Lac-Saint-Jean), appuyé par M. Raymond, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous documents et autres correspondances échangés du 1er janvier 1954 au 15 janvier 1958 entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères et les autorités municipales de la ville d'Alma, relativement à l'aménagement et la construction d'un aéroport municipal à Alma (Saint-Joseph d'Alma), province de Québec. (**Avis de motion n° 50*)

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution prévoyant une aide financière aux provinces de l'Atlantique et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 74

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 28 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, transmet un message du député du Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

P. KERWIN,
Député du Gouverneur général

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (3) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 25 janvier 1958

Sur motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill, lesdits message et budget sont déférés au Comité des subsides.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Kucherepa, il est ordonné,—Que le nom de M. Cameron soit substitué à celui de M. Stewart sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire des lettres échangées les 18 et 29 octobre 1957 entre le ministre des Finances et l'honorable Paul Martin, député, concernant l'octroi éventuel, par le gouvernement fédéral, d'une subvention en vue de l'érection d'une grande salle de réunions municipale à Windsor (Ontario).

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire de la correspondance échangée depuis le 27 novembre 1957 jusqu'au 3 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province du Nouveau-Brunswick et entre le premier ministre de cette dernière province et le premier ministre de la province du Manitoba, concernant certains aspects des relations fiscales fédérales-provinciales.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution prévoyant une aide financière aux provinces de l'Atlantique.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 14 et 15 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 16 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

L'ordre portant le numéro 17 est appelé et réservé.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution prévoyant une aide financière aux provinces de l'Atlantique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative qui prévoit une aide financière aux provinces de l'Atlantique en autorisant le paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, pour chacune des quatre années financières de la

période commençant le 1er avril 1958, d'une subvention annuelle de sept millions et demi de dollars à chacune des provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et d'une subvention annuelle de deux millions et demi de dollars à la province de l'Île du Prince-Édouard, et qui prévoit en outre, à titre de mesure provisoire, que, en tant qu'elle s'applique à l'année financière commençant le 1er avril 1958, l'expression "impôt normal sur le revenu de particuliers", figurant dans la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, se lira et sera interprétée, aux fins de ladite loi et de toutes conventions conclues sous le régime de cette loi, comme si les mots "dix pour cent" avaient été remplacés par les mots "treize pour cent".

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 247, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus;

M. Fleming, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 4*), demandant l'état suivant: 1. Y a-t-il des membres du Cabinet qui font actuellement partie du conseil d'administration de quelque société, corporation, etc.?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou corporations s'agit-il et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés membres de ces conseils d'administration?

3. Depuis qu'ils ont été appelés au Conseil privé, des ministres ont-ils résigné leurs fonctions de membre de conseils d'administration?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, à quelle date ont-ils résigné et de quelles sociétés ou corporations s'agit-il?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 118*), demandant l'état suivant: 1. Jusqu'au 31 mars 1957, quel a été le nombre des réfugiés hongrois admis au Canada à la suite de la révolution en Hongrie, venant *a*) directement d'Autriche ou de France, *b*) de Grande-Bretagne?

2. A l'égard de combien de ces personnes, s'il en est, a-t-on suspendu l'application des règlements de santé pour l'admission au Canada?

3. Au 31 octobre 1957, combien de ces personnes étaient dans des hôpitaux ou des sanatoriums aux frais du gouvernement fédéral?

4. Quelle somme globale la Trésorerie du Canada a-t-elle dépensée pour ces réfugiés, aux titres suivants: *a*) soins médicaux et hospitaliers, *b*) entretien, *c*) transport à l'intérieur du Canada depuis leur arrivée?

5. A combien de ces personnes a-t-on fait subir un examen médical après leur arrivée au Canada?

6. Au 1er octobre 1957, à l'égard de combien de ces personnes le gouvernement fédéral a-t-il payé les frais de retour dans leur pays?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 75

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 29 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. White, du comité permanent des affaires extérieures, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Le mardi 26 novembre 1957, la Chambre a déféré au Comité pour qu'il les étudie les postes numéros 94 à 118 du budget principal des dépenses 1957-1958, le poste numéro 617 du budget supplémentaire 1957-1958 et le poste numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2) 1957-1958.

Le Comité a tenu 15 séances, au cours desquelles il a entendu les dépositions et témoignages de l'honorable Sidney E. Smith, secrétaire d'État aux Affaires extérieures; l'honorable Ray Lawson, ancien consul général du Canada à New-York; M. William Zeckendorf, président de Webb & Knapp, Inc., New-York; certains fonctionnaires des ministères des Affaires extérieures, du Commerce, du Secrétariat d'État, du Nord canadien et des Ressources nationales, de l'Office national du film, d'Air-Canada et le président de la Commission conjointe internationale.

A l'égard des postes numéros 94 à 111 et 115 à 118 du budget principal des dépenses, du poste 617 du budget supplémentaire et du poste 778 du nouveau budget supplémentaire (2), le Comité a recueilli le témoignage de M. Jules Léger, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de M. W. D. Matthews, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, aidés des fonctionnaires suivants du ministère des Affaires extérieures: M. H. F. Clark, directeur de la Division des finances; M. Grant, directeur de la Division des biens et fournitures; M. J. H. Cleveland, directeur de la Division américaine; M. T. P. Malone, directeur de la Division consulaire; M. A. D. Ross, chef du Service de presse; M. R. Grey, de la Division économique; M. J. J. McCardle, de la Division de Liaison (I) avec la Défense; M. H. M. Robertson, de la Division des biens et fournitures; M. J. A. Irwin, de la Division des Nations Unies; MM. R. L. Rogers et W. E. Bauer, de la Division de l'Extrême-Orient; et M. J. A. Zoubie, de la Section des biens à l'extérieur, Division des biens et fournitures.

Le Comité a également entendu MM. Alan Field, chef de l'Office du tourisme du gouvernement canadien, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales; Guy Roberge, commissaire des films du gouvernement, Office national du film; et F. T. Wood, adjoint d'administration auprès du président d'Air-Canada.

A l'égard des postes numéros 112 et 113, le Comité a entendu le général A. G. L. McNaughton, président de la Section canadienne de la Commission conjointe internationale, qu'accompagnaient Mlle E. M. Sutherland, secrétaire, et MM. D. G. Chance, secrétaire adjoint, J. L. MacCallum, conseiller juridique, et E. R. Peterson, conseiller technique.

A l'égard du poste 114, le Comité a entendu M. R. G. Nik Cavell, administrateur de la Division de la coopération économique et technique internationale, ministère du Commerce, aidé de MM. R. W. Rosenthal, administrateur adjoint; F. E. Pratt, chef du Service des projets de placements; D. W. Bartlett, chef du Service de coopération technique; et J. H. Marshall, chef adjoint du Service des projets de placements.

Après avoir étudié attentivement les postes numéros 94 à 96; 98 à 103; 105 à 107, 109 à 118 du budget principal des dépenses, le poste numéro 617 du budget supplémentaire, et le poste numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2), le Comité les a approuvés et en recommande l'approbation à la Chambre.

A la lumière des témoignages qu'il a recueillis à l'égard des postes 97, 104 et 108 du budget principal des dépenses, le Comité recommande qu'on étudie l'opportunité de réduire de $356,500 le poste numéro 97; de $5,000 le poste numéro 104; et de $5,000 le poste numéro 108.

Le Comité se réjouit qu'après avoir réexaminé le projet de Canada-House à New-York et avoir entendu les dépositions de l'honorable Ray Lawson et de M. William Zeckendorf, le gouvernement a décidé de donner suite à l'intention du gouvernement précédent, à savoir, de louer de l'espace dans l'immeuble Canada-House.

Le Comité tient à reconnaître officiellement les services de tous ceux qui ont comparu devant lui et contribué ainsi à l'accomplissement de sa tâche, et à les en remercier.

Ci-joint, un exemplaire des procès-verbaux et témoignages du Comité.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 9 aux Journaux.*)

Les postes susmentionnés, portant les numéros 94 à 118 inclusivement du budget principal des dépenses, le numéro 617 du budget supplémentaire des dépenses et le numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2) des dépenses, se trouvent être renvoyés devant le comité des subsides, suivant l'article 57 du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 113 par M. Pickersgill—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 21 juin 1957, a-t-on autorisé, par décrets du conseil, l'admission d'immigrants au Canada? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre?

2. Quel est le nom de la personne au Canada qui a fait une demande pour l'admission de chaque immigrant?

Question n° 339 par M. Benidickson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er juin 1957, la province d'Ontario a-t-elle fait des demandes précises d'aide financière pour la construction de routes d'accès destinées à favoriser le développement des entreprises minières et du nord de la province, mais ne concernant pas la protection des forêts ni l'aménagement de terrains de pique-nique?

2. Dans le cas de l'affirmative, à l'égard de quelles entreprises routières particulières le gouvernement de l'Ontario a-t-il demandé la participation financière fédérale?

Question n° 345 par M. Deschatelets—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on remplacé des officiers rapporteurs depuis le 10 juin dernier?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque province?

Sur motion de M. Gauthier (Lac-Saint-Jean), appuyé par M. Villeneuve (Roberval), il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous documents ou autre correspondance échangés du 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères et les autorités municipales de la ville d'Alma, relativement à l'établissement d'un service de livraison du courrier par facteurs dans les limites de la ville d'Alma (Saint-Joseph d'Alma), comté du Lac-Saint-Jean, province de Québec (**Avis de motion n° 49*).

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 247, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux, en vue de prescrire que l'impôt sur les biens transmis au décès, ou censés l'être, soit calculé par rapport aux biens composant la succession du défunt, plutôt qu'aux biens contenus dans les legs provenant de la succession et destinés aux bénéficiaires; et en vue de codifier, de reviser et de simplifier les dispositions de la loi actuelle qui demeurent appropriées.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming, appuyé par M. Green présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 248, Loi concernant l'impôt sur les biens transmis par décès, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Starr, appuyé par M. MacLean: Que le Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté avec un amendement et étudié dans sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, M. Starr, appuyé par M. Fleming, propose, —Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

La question est mise en délibération;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Barnett, propose en amendement: Que le bill n° 16 ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit déféré de nouveau au comité plénier de la Chambre afin que ce dernier examine de nouveau les articles 4(2) et 7(b) dudit bill.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Barnett,
Bégin,
Blackmore,
Breton,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (The Battlefords),
Caron,
Carter,
Castleden,
Deniset,
Deschatelets,
Dupuis,
Gingues,
Haidasz,
Hansell,
Hardie,
Herridge,
Holowach,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Leboe,
Leduc (Verdun),
Loiselle,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
MacEachen,
McWilliam,
Martin (Timmins),
Meunier,
Murphy (Westmorland),
Nicholson,
Olson,
Patterson,
Peters,
Quelch,
Regier,
Richard (Ottawa-Est),
Robichaud,
Shaw,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Villeneuve (Roberval),
Winch,
Zaplitny—46.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bonnier,
Bourque,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cathers,
Chabot,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Dinsdale,
Doucett,
Dumas,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Forgie,
Gauthier (Portneuf),
Green,
Grills,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Howe,
Huffman,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Lavigne,
Legaré,
Lennard,
Lesage,
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
McCleave,

McDonald (Hamilton-Sud), McGrath, McGregor, McPhillips, Mandziuk, Martini, Milligan, Mitchell, Monteith, Montgomery, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Nielsen, Noble, Nowlan, O'Hurley, Pallett, Pearkes, Phillips, Pickersgill, Poulin, Rea, Ricard, Rynard, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Schneider, Simpson, Small, Smith (Calgary-Sud), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Stuart (Charlotte), Thibault, Thompson (Edmonton-Strathcona), Thrasher, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Walker, White, Wratten—103.

La motion principale, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, en vue d'autoriser le commissaire des territoires à emprunter des sommes d'argent à des fins territoriales, municipales ou locales, au nom des territoires, et à prêter des sommes d'argent à des fins locales; et de pourvoir, en outre, à la nomination et à la rémunération de magistrats de police suppléants.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Starr, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 249, Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill n° 15, Loi modifiant le Code criminel, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) d'une étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée: "La fabrication secondaire au Canada".

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 175 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

N° 76

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 30 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire des notes échangées les 23 juillet et 2 août 1957 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique touchant les propositions américaines de majoration des droits de douane sur les importations de plomb et de zinc.

M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la correspondance échangée les 21 décembre 1957 et 8 janvier 1958 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de Terre-Neuve au sujet de la mesure législative fédérale destinée à accorder une aide financière pour la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 249, Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest;

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Starr, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest;

M. Comtois, appuyé par M. Harkness, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 246, Loi modifiant la Loi sur les Indiens;

M. Fulton, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—Ministère

61	Administration centrale	$ 604,729 00

Citoyenneté

62	Division de l'enregistrement de la citoyenneté	462,955 00
63	Division de la citoyenneté	686,823 00

Subventions diverses

64	Conseil général de l'Association des Scouts	15,000 00
65	Conseil canadien de l'Association des Guides	12,000 00
66	Boys' Clubs du Canada	10,000 00
67	Fondation des écrivains canadiens	6,000 00

DIVISION DE L'IMMIGRATION

68	Exécution de la Loi sur l'immigration	$ 1,174,292 00
69	Service mobile et d'inspection au Canada, y compris $10,000 de subventions aux organisations d'assistance aux immigrants	5,962,518 00
70	Service mobile et d'inspection à l'étranger	2,343,364 00
71	Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, subvention au transport d'immigrants et de colons sur l'océan et à l'intérieur du pays et subvention pour autres secours, y compris les soins en cours de route et en attendant l'embauchage; et paiements aux provinces en conformité d'ententes conclues avec l'approbation du gouverneur en conseil à l'égard de dépenses encourues par les provinces pour venir en aide aux immigrants indigents	2,483,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du département des Impressions et de la Papeterie publiques pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 36 de la Loi sur les impressions et la papeterie publiques, chapitre 226 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1958-153, approuvé le 27 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement de la *Polymer Corporation Limited* pour l'année expirant le 31 décembre 1958.

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'instrument diplomatique suivant:

Accord entre le Canada et la Suisse relatif aux services aériens, fait à Berne le 10 janvier 1958, en vigueur provisoirement le 10 janvier 1958, (textes anglais et français).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

N° 77

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 31 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 31 janvier 1958

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 31 janvier, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne le revenu, avec l'amendement suivant:

Page 1, ligne 4: Retrancher "1957" et y substituer "1958".

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 15, Loi modifiant le Code criminel.

Bill n° 247, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill, l'amendement apporté par le Sénat au Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne le revenu, est lu une deuxième fois et agréé.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux.

Bill n° 249, Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 7 et 8 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 9 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

L'ordre portant le numéro 10 est appelé et réservé.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Poulin, appuyé par M. Chabot: Que le Bill n° 9, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Anderson,
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Barbès,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beaudry,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bourget,
Brassard,
Breton,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Churchill,
Coates,
Coldwell,
Crouse,
Dechêne,
Denis,
Deniset,
Deschatelets,
Deslières,
Dinsdale,
Doucett,
English,
Fairfield,
Fleming,
Forgie,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hamilton (Qu'Appelle),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Harrison,
Herridge,
Holowach,
Howard,
Howe,
Huffman,
Johnson (Kindersley),
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Laflamme,
Lafontaine,
Lambert,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lennard,
Lewry,
Loiselle,
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
McWilliam,
Maltais,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Martini,
Michaud,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nicholson,
Nielsen,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Pearkes,
Pearson,
Peters,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Power,
Pratt,
Proudfoot,
Quelch,
Raymond,
Regier,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rouleau,
St-Laurent (Témiscouata),
Schulz,
Shaw,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Starr,
Stefura,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Thibault,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Walker,
White,
Winch,
Yuill,
Zaplitny—167.

CONTRE

Messieurs

Hales,
Hodgson,
Kennedy,
McGregor,
Milligan,
Noble,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Wratten—9.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross.

Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling.

Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood.

Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.

Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles.

Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest.

Loi modifiant le Code criminel.

Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus.

Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.

Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

72	Administration	$ 512,218 00
	Agences indiennes—	
73	Fonctionnement et entretien	2,890,767 00
74	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	890,783 00

	Réserves et caisses de fiducie—	
75	Fonctionnement et entretien	316,037 00
	Assistance aux Indiens—	
76	Fonctionnement et entretien	3,268,951 00
77	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	1,109,953 00
78	Subventions aux expositions agricoles et aux foires indiennes	8,425 00
79	Conservation des animaux à fourrure	320,363 00
	Instruction—	
80	Administration, fonctionnement et entretien	11,471,997 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) de l'Index codifié et du Tableau des modifications des décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la *Gazette du Canada* pour la période allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1957.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Transports pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Transports, chapitre 79 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hees,—Exemplaire d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1958-60, approuvé le 13 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement d'Air-Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1958.

Arrêté en conseil C.P. 1958-71, approuvé le 16 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement revisé du Conseil des ports nationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1957.

Arrêté en conseil C.P. 1958-109, approuvé le 23 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement revisé de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année expirant le 31 mars 1958.

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du Guide technique n° 1 rédigé par la Commission d'assurance-chômage et contenant des directives sur la préparation des statistiques relatives aux personnes inscrites au Service national de placement.

A dix heures treize minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

Nº 78

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 1er FÉVRIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

	Instruction—	
81	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	$ 5,785,150 00
82	Subvention en vue de fournir des services supplémentaires aux Indiens de la Colombie-Britannique	100,000 00

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1957-1958

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

DIVISION DE L'IMMIGRATION

616	Service mobile et d'inspection au Canada— Crédit supplémentaire	438,000 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

CITOYENNETÉ

682 Division de la citoyenneté—Crédit supplémentaire 145,150 00

DIVISION DE L'IMMIGRATION

683 Service mobile et d'inspection au Canada—Crédit supplémentaire 836,650 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1958-181, approuvé le 31 janvier 1958: nommant M. John Bracken aux fins de mener une enquête sur la répartition entre les élévateurs régionaux, aux différents points d'expédition de l'Ouest du Canada, des wagons couverts destinés au transport des céréales, et de recommander les procédés ou les méthodes selon lesquels ladite répartition de wagons assurera le plus haut degré possible d'équité et de rendement.

Le premier ministre ayant fait connaître à la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général avait jugé à propos de dissoudre le présent Parlement, M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6h. 13 du soir.

PROCLAMATION RELATIVE A LA DISSOLUTION

VINCENT MASSEY
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos Très-aimés et Fidèles SÉNATEURS du Canada et aux Députés élus à la Chambre des communes du Canada, ainsi qu'à tous les intéressés,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Nous avons jugé à propos, sur l'avis et du consentement de Notre Premier Ministre du Canada, de DISSOUDRE la présente législature du Canada:

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et DISSOLVONS par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, VINCENT MASSEY, membre de Notre Ordre des Compagnons d'honneur, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN LA CITADELLE, en Notre Cité de Québec, ce premier jour de février en l'an de grâce mil neuf cent cinquante-huit, le sixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État,
C. STEIN

DIEU SAUVE LA REINE

INDEX

DU

CENT TROISIÈME VOLUME

DES

JOURNAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

(Vingt-troisième Parlement)

14 octobre 1957—1er février 1958

6 Élisabeth II

A

Abattage d'animaux:

Voir Code criminel.

Accords, conventions, échange de notes, ententes, protocoles, traités:

Voir Amélioration à la navigation.—Ceylan.—Citoyenneté et Immigration.—Colombo, Plan de.—Déclaration d'objectif commun.—Énergie atomique.—Pakistan.—Plomb et zinc.—Services aériens.

Activité politique:

Voir Postes.—Service civil.—Transports.—Travaux publics.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1670 approuvant le budget d'établissement revisé de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année expirant le 31 décembre 1957, 293.—Doc. parl. n° 163*a*.

État indiquant les noms de tous les propriétaires dont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a exproprié les biens, etc.: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 28)—M. Chevrier, 152; dépôt de la réponse, 302.—Doc. parl. n° 220.

Administration financière:

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.—Bill n° 9: présentation—M. Poulin, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 229; débat et adoption de la motion par le vote de 167 contre 9, 392; 2e lecture et comité plénier, 393.

Adresse à Sa Majesté la Reine Élisabeth II:

Adresse de fidélité et d'attachement à Sa Majesté, 12.

Adresse en réponse au discours du trône:

Motion de M. Smith (Calgary-Sud) tendant à présenter une adresse à Sa Majesté en réponse au discours qu'Elle a prononcé à l'ouverture de la session, 16; débat, 16, 20.

Proposition d'amendement de M. Coldwell, 20.—Débat, 21, 26.

Proposition de sous-amendement de M. Low, 30.—Débat, 32, 35, 47, 111; la proposition de sous-amendement est rejetée par le vote de 16 contre 139, 112.

Débat sur l'amendement à la motion principale, 113, 123, 127, 131; la proposition d'amendement à la motion principale est rejetée par le vote de 25 contre 152, 132.

Débat sur la motion principale, 133, 137.

Proposition d'amendement de M. LaCroix et débat, 138.

Proposition de sous-amendement de M. Argue et débat, 138; la proposition de sous-amendement est rejetée par le vote de 23 contre 122, 138; la proposition d'amendement est rejetée par le vote de 23 contre 122, 139.

La motion principale est agréée, 140.

Motion de M. Green tendant à faire grossoyer l'adresse et à la transmettre à Sa Majesté la Reine, 140.

Motion de M. Green tendant à présenter une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en vue de faire transmettre à Sa Majesté la Reine l'adresse grossoyée, 140.

Motion de M. Green tendant à faire grossoyer l'adresse à Son Excellence le Gouverneur général et à la lui présenter, 140.

Aéroports:

Copie de documents échangés entre la ville de Drummondville et le ministre des Transports au sujet de l'aménagement d'un aéroport dans cette ville: adresse (*Avis de motion n° 7)—M. Boulanger, 56; dépôt de la réponse, 250.—Doc. parl. n° 204.

Aéroport dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine: ordre de la Chambre (Question n° 152)—M. Rochefort, 262; dépôt de la réponse, 301.—Doc. parl. n° 204*a*.

Copie de documents échangés entre le gouvernement du Canada et les autorités municipales de la ville d'Alma relativement à l'aménagement et la construction d'un aéroport municipal à Alma: adresse (*Avis de motion n° 50)—M. Gauthier (Lac-Saint-Jean), 376.

Affaires extérieures, Comité permanent:

Institution du comité, 148; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 193, 231, 235, 262, 331, 345, 347, 365, 377; 1er rapport, 203; adoption du 1er rapport, 203; 2e rapport, 381.

Agriculture:

Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, 190.—Doc. parl. n° 4 (*imprimé*).

Agriculture et colonisation, Comité permanent:

Institution du comité, 146; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 159.

Air-Canada:

Arrêté en conseil C.P. 1958-60 approuvant le budget d'établissement d'Air-Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1958, 395.—Doc. parl. n° 146*a*.

Ajournement de la Chambre:

Motion de M. Green relative à l'ajournement de la Chambre du samedi 21 décembre 1957 (à 6h. du soir) au vendredi 3 janvier 1958, 262.

Motion de M. Diefenbaker relative à l'ajournement de la Chambre du mercredi 15 janvier (à 6h. du soir) au vendredi 17 janvier, 337.

Ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement:

Motion de M. Martin (Essex-Est) portant sur le fait que deux grandes sociétés de fabrication d'automobiles du Canada ont fermé leurs portes pour une période indéfinie, 221; interruption du débat à 10h. du soir, 221.

Alaska-Yukon Pipelines Ltd:

Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".—Pétition, 186; rapport de l'examinateur, 186; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 102 (X-1 du Sénat)—M. Chown, 179; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 224-225; rapport du comité (avec des amendements), 262; comité plénier et 3e lecture, 275; adoption au Sénat des amendements de la Chambre, 283; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 37, Statuts du Canada, 1957-1958.

Alberta-Territoires du Nord-Ouest (Frontière):

Exemplaire du rapport présenté le 1er septembre 1956 par les commissaires chargés de diriger l'arpentage et la délimitation de la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest, et Atlas accompagnant ledit rapport, 21.—Doc. parl. n° 177.

Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest.—Message du Sénat: Bill n° 26 (J du Sénat), 85; 1re lecture, M. Comtois, 92; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 388; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 23, Statuts du Canada, 1957-1958.

Aliénation mentale:

Rapport de la Commission royale chargée d'étudier la défense d'aliénation mentale en matière criminelle (textes français et anglais), 137.—Doc. parl. n° 194 (*imprimé*).

Alimentation et Agriculture des Nations Unies:

Rapport concernant les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année 1956-1957 (textes français et anglais), 185.—Doc. parl. n° 31.

Exemplaire de la déclaration faite par le ministre de l'Agriculture, à Rome, le 7 novembre 1957, au cours de la neuvième session de la Conférence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, 188.—Doc. parl. n° 31*a*.

Allemagne:

Voir Énergie atomique.

Allocations aux anciens combattants:

Voir Anciens combattants.

Allocations familiales:

Rapport concernant les dépenses et l'administration relatives à la Loi sur les allocations familiales et à la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 66.—Doc. parl. n° 99.

Alma:

Voir Aéroports.—Postes.

Amélioration à la navigation:

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant les travaux d'amélioration à la navigation dans les sections des rivières Sainte-Marie et Sainte-Claire, etc. (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*g*.

Améliorations agricoles:

Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles pour l'année terminée le 31 décembre 1956, 47.—Doc. parl. n° 51 (*imprimé*).

Améliorations municipales:

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales pour l'année terminée le 31 décembre 1957, 348.—Doc. parl. n° 59.

Aménagement hydro-électrique:

Voir Columbia, Fleuve.

Anciens combattants:

Rapport sur le travail accompli par le ministère des Affaires des anciens combattants, la Commission canadienne des pensions et la Commission des allocations aux anciens combattants, pour l'année terminée le 31 mars 1956, 14.—Doc. parl. n° 165 (*imprimé*).

État relatif aux engagements financiers conclus et aux dépenses faites sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 14.—Doc. parl. n° 170.

Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, 48.—Doc. parl. n° 65.

Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.—Résolution: présentation, 50; comité plénier, 83; adoption, 88.—Bill n° 28: présentation—M. Brooks, et 1re lecture, 88; motion tendant à la 2e lecture et débat, 92; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 93; adoption au Sénat, 168; sanction royale (le 21 novembre 1957), 169.—6 Élisabeth II, chapitre 7, Statuts du Canada, 1957-1958.

Voir aussi Assurance des anciens combattants.—Assurance des soldats de retour au pays.

Arrangements entre cultivateurs et créanciers:

Rapport du surintendant des faillites concernant l'application de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers pour l'année terminée le 31 mars 1957, 60.—Doc. parl, n° 75.

Arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts:

Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.—Résolution: présentation, 375; comité plénier, 376, 378; adoption, 378.—Bill n° 247: présentation—M. Fleming, et 1re lecture, 379; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 383; adoption au Sénat, 392; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 29, Statuts du Canada, 1957-1958.

Arrêtés en conseil:

Sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant les périodes ci-après: *a*) 1er mars—30 septembre 1957, 17.—Doc. parl. n° 123.—*b*) 1er—31 octobre 1957, 164.—Doc. parl. n° 123*t*.—c) 1er—30 novembre 1957, 263.—Doc. parl. n° 123*v*.—*d*) 1er—31 décembre 1957, 340.—Doc. parl. n° 123*z*.

Assistance à l'agriculture des Prairies:

Copie de documents échangés entre des personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de Mackenzie et le ministre de l'Agriculture, relativement à la nomination d'employés en application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies: adresse (*Avis de motion n° 3)—M. Nicholson, 60; dépôt de la réponse, 84.—Doc. parl. n° 9*a*.

État indiquant les noms des personnes nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, etc.: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 11)—M. Campbell (The Battlefords), 151; dépôt de la réponse, 185.—Doc. parl. n° 9*b*.

État indiquant les noms et adresses de toutes les personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de Mackenzie et employées par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 14)—M. Nicholson, 151; dépôt de la réponse, 185.—Doc. parl. n° 9*c*.

État indiquant les noms de toutes les personnes qui, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, ont été recommandées pour remplir un poste d'inspecteur à la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, etc.: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 27)— M. McCullough, 152; dépôt de la réponse, 252.—Doc. parl. n° 9*e*.

Noms et adresses des personnes nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, etc., dans la circonscription électorale de Meadow-Lake: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 24)—M. Harrison, 184; dépôt de la réponse, 250.—Doc. parl. n° 9*d*.

Noms des inspecteurs et autres fonctionnaires de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, etc., dans la circonscription électorale de Rosthern: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 33)—M. Tucker, 184; dépôt de la réponse, 252.—Doc. parl. n° 9*f*.

Noms et fonctions des personnes qui, dans la circonscription électorale de Moose Jaw-Lake Centre ont été nommées inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, etc.: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 36)—M. Lewry, 184; dépôt de la réponse, 252.—Doc. parl. n° 9*g*.

Assistance à l'agriculture des Prairies—*Fin*

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1957, 267.—Doc. parl. n° 9.

Assistance-chômage:

Copie de documents relatifs à l'adhésion de la province d'Ontario à la Loi de 1956 sur l'assistance-chômage: adresse (*Avis de motion n° 8)—M. Martin (Essex-Est), 68; dépôt de la réponse, 293.—Doc. parl. N° 213*a*.

Rapport sur les dépenses et l'administration, par application de la Loi sur l'assistance-chômage, pour l'année close le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 267.—Doc. parl. n° 213.

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage.—Résolution: présentation, 231; comité plénier, 289; adoption, 292.—Bill n° 240: présentation—M. Monteith, et 1re lecture, 292; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 292; adoption au Sénat, 296; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 20, Statuts du Canada, 1957-1958.

Assistance-vieillesse:

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.—Résolution: présentation, 46; adoption, 74.—Bill n° 20: présentation—M. Monteith, et 1re lecture, 74; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 81; adoption au Sénat, 133; sanction royale (le 21 novembre 1957), 169.—6 Élisabeth II, chapitre 6, Statuts du Canada, 1957-1958.

Documents relatifs aux modifications proposées à la Loi sur l'assistance-vieillesse: adresse (*Avis de motion n° 19)—M. Stick, 88; dépôt de la réponse, 325.—Doc. parl. n° 103*a*.

Assurance-chômage:

Rapport de la Commission d'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, 18.—Doc. parl. n° 82 (*imprimé*). Texte français, 221.

Rapport du comité consultatif de l'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, 18.—Doc. parl. n° 82*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1477 ratifiant une modification apportée aux règlements sur l'assistance-chômage, concernant le paiement de prestations aux femmes mariées, 137.—Doc. parl. n° 82*b*.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage.—Résolution: présentation, 183; adoption, 195.—Bill n° 171: présentation—M. Starr, et 1re lecture, 195; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 195; adoption au Sénat, 203; sanction royale (le 28 novembre 1957), 205.—6 Élisabeth II, chapitre 8, Statuts du Canada, 1957-1958.

Exemplaire du Guide technique n° 1, rédigé par la Commission d'assurance-chômage, relatif à la préparation des statistiques touchant les personnes inscrites au Service national de placement, 395.—Doc. parl. n° 82c (*imprimé*).

Assurance des anciens combattants:

État financier relatif aux opérations de la Loi sur l'assurance des anciens combattants pour l'année close le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 14.—Doc. parl. n° 169.

Assurance des crédits à l'exportation:

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.—Résolution: présentation, 151; adoption, 233.—Bill n° 199: présentation—M. Churchill, et 1re lecture, 234; comité plénier et 2e lecture, 279; 3e lecture, 283; adoption au Sénat, 295; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 15, Statuts du Canada, 1957-1958.

Voir aussi Blé.

Assurance des soldats de retour au pays:

État financier relatif aux opérations de la Loi sur l'assurance des soldats de retour au pays, pour l'année close le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 14.—Doc. parl. n° 167.

Assurance du service civil:

État concernant l'application de la Loi sur l'assurance du service civil pour l'année close le 31 mars 1957, 48.—Doc. parl. n° 44.

Assurance-hospitalisation:

Copie de documents échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces du Canada depuis le 10 juin 1957, portant sur des questions relatives à la Loi sur l'assurance-hospitalisation: adresse (*Avis de motion n° 2)—M. Martin (Essex-Est), 56; dépôt de la réponse, 89.—Doc. parl. n° 188.

Assurance-santé:

Documents relatifs à l'assurance-santé: adresse (*Avis de motion n° 37)—M. Haidasz, 185; dépôt de la réponse, 250.—Doc. parl. n° 188*a*.

Atlantique, mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l':

Voir Énergie électrique.

Atomic Energy of Canada:

Rapport de l'*Atomic Energy of Canada Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, 17.—Doc. parl. n° 135 (*imprimé*).—Texte français, 79.

Auditeur général:

Voir Commission du district fédéral.—Commission du prêt agricole canadien.—Comptes publics.

Australie:

Voir Canada-Australie (Accord fiscal).

Automobiles et camions:

Automobiles et camions achetés par le gouvernement de certains distributeurs en Alberta: ordre de la Chambre (Question n° 184)—M. Hansell, 162; dépôt de la réponse, 249.—Doc. parl. n° 203*a*.

Nombre des automobiles et camions importés et achetés par le gouvernement: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 39)—M. Coldwell, 195; dépôt de la réponse, 249.—Doc. parl. n° 203.

Avances:

Voir Dettes contractées pour avances.—Grain des Prairies.

Aveugles:

Loi modifiant la Loi sur les aveugles.—Résolution: présentation, 46; adoption, 74.—Bill n° 21: présentation—M. Monteith, et 1re lecture, 74; motion tendant à la 2e lecture et débat, 81; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 83; adoption au Sénat, 133; sanction royale (le 21 novembre 1957), 169.—6 Élisabeth II, chapitre 4, Statuts du Canada, 1957-1958.

Aviation royale du Canada:

Résultat du relevé des salaires dans la région de Miramichi concernant les employés aux stations de l'Aviation royale du Canada: ordre de la Chambre (Question n° 111)—M. McWilliam, 87; dépôt de la réponse, 157.—Doc. parl. n° 195.

Avocats:

Avocats dont on a retenu les services dans la ville d'Edmonton: ordre de la Chambre (Question n° 172)—M. Holowach, 162; dépôt de la réponse, 362.—Doc. parl. n° 228.

B

Banff:

Voir Parcs nationaux.

Banque d'expansion industrielle:

Relevé des comptes et rapport du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'année terminée le 30 septembre 1957, 313.—Doc. parl. n° 53 (*imprimé*).

Banque du Canada:

Voir Obligations du gouvernement canadien.

Banque et commerce, Comité permanent:

Institution du comité, 145; mandat du comité, 150; 1er rapport, 187; adoption du 1er rapport, 187; 2e rapport, 187; 3e rapport, 238.

Banques à charte du Canada:

Voir Passif-dépôts.—Prêts.

Beechwood, Entreprise de force motrice de:

Voir Entreprise de force motrice de Beechwood.

Bibliothèque, Comité mixte:

Message du Sénat et liste des membres faisant partie du comité mixte, 59; institution du comité, 149; mandat du comité et message au Sénat, 150.

Bibliothèque du Parlement:

Rapport du Bibliothécaire parlementaire pour les neuf premiers mois de 1957, 13.—Doc. parl. n° 1.

Voir aussi Commission du service civil.

Bibliothèque nationale:

Rapport du Bibliothécaire national pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 19 (*imprimé*).

Biens transmis par décès:

Voir Impôt sur les biens transmis par décès.

Bills privés en général, Comité permanent:

Institution du comité, 144; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 168, 251, 318; 1er rapport, 199; adoption du 1er rapport, 199; 2e rapport, 199; 3e rapport, 200; 4e rapport, 242; adoption du rapport, 242; 5e rapport, 242; 6e rapport, 286; 7e rapport, 323; 8e rapport, 328.

Blairmore (Alberta):

Voir Énergie thermique.

Blé:

Arrêté en conseil C.P. 1957-969 approuvant un contrat d'assurance et en autorisant la conclusion par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, relativement à des expéditions de blé à destination d'Israël, 238.—Doc. parl. n° 142*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1101 révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1957-969 concernant un contrat d'assurance revisé relativement à des expéditions de blé à destination d'Israël, 239.—Doc. parl. n° 142*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1446 modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1957-481 du 4 avril 1957 et autorisant la Société d'assurance des crédits à l'exportation à conclure un contrat d'assurance revisé relativement à des expéditions accrues de blé à destination de la Pologne, 239.—Doc. parl. n° 142*a*.

Bracken, M. John:

Voir Wagons pour le transport des céréales.

Brazilian Hydro Electric Company, Limited:

Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".—Pétition, 27; rapport de l'examinateur, 57; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 33 (G du Sénat)—M. Morton, 95; 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 174; rapport du comité, 199; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 238.—6 Élisabeth II, chapitre 32, Statuts du Canada, 1957-1958.

Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited:

Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited". —Pétition, 27; rapport de l'examinateur, 57; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 34 (H du Sénat)—M. Morton, 95; 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 174; rapport du comité, 199; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 238.—6 Élisabeth II, chapitre 33, Statuts du Canada, 1957-1958.

Bretton Woods:

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les accords de Bretton Woods pour l'année terminée le 31 mars 1957, 66.—Doc. parl. n° 41.

British Columbia Telephone Company:

Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".—Pétition, 48; rapport de l'examinateur, 57; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 18 (B du Sénat)—M. Jung, 73; motion tendant à la 2e lecture et débat, 82; décision de M. l'Orateur et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 82; rapport du comité, 188; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 237.—6 Élisabeth II, chapitre 40, Statuts du Canada, 1957-1958.

Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company:

Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".—Message du Sénat: Bill n° 194 (L-6 du Sénat), 206; 1re lecture—M. Fleming, 207; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 265; rapport du comité, 269; comité plénier et 3e lecture, 279; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 10, Statuts du Canada, 1957-1958.

Bureau fédéral de la statistique:

Rapport du Bureau fédéral de la statistique pour l'année terminée le 31 mars 1957, 17.—Doc. parl. n° 137 (*imprimé*).

Bush, M. Harris:

Documents relatifs à la mise à pied de M. Harris Bush: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 41)—M. Kirk, 231; dépôt de la réponse, 260.—Doc. parl, n° 209.

C

Calgary Citizenship Council:

Correspondance échangée entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et les directeurs du *Calgary Citizenship Council* au sujet du centre d'accueil de ce groupement: adresse (*Avis de motion n° 44)—M. Pickersgill, 255; dépôt de la réponse, 308.—Doc. parl. n° 11*a*.

Canada-Australie (Accord fiscal):

Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus.—Bill n° 70: présentation—M. Fleming, et 1re lecture, 183; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 379; adoption au Sénat (avec amendement), 391; adoption de l'amendement du Sénat, 392; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 27, Statuts du Canada, 1957-1958.

Canadian Arsenals Limited:

Rapport de la *Canadian Arsenals Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 23.—Doc. parl. n° 23 (*imprimé*).

Canadian National (West Indies) Steamships:

Voir Immatriculation de navires.

Cap-de-la-Madeleine:

Voir Aéroports.

Casselman, M. Arza Clair:

Voir Comités pléniers.

Centenaire du Canada:

Avis de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) invitant le gouvernement à étudier l'à-propos d'instituer un comité du centième anniversaire, etc., et débat, 255.

Certificats d'élection:

Voir Directeur général des élections.—Greffier de la Chambre des communes.

Ceylan:

Échange de notes entre le Canada et Ceylan concernant le développement économique de Ceylan sur une base coopérative (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*a*.

Voir aussi Citoyenneté et Immigration.—Colombo, Plan de.

Chambre des communes:

Voir Présidence de la Chambre des communes.

Champs de bataille nationaux:

Voir Commission des champs de bataille nationaux.

Chantiers de construction navale d'Halifax:

Marchandises et services fournis au gouvernement fédéral par les chantiers de construction navale d'Halifax: ordre de la Chambre (Question n° 148)—M. Morris, 161; dépôt de la réponse, 293.—Doc. parl. n° 219.

Châssis:

Achat au Canada des châssis de certains véhicules: ordre de la Chambre (Question n° 289)—M. Thrasher, 289; dépôt de la réponse, 342.—Doc. parl. n° 203*b*.

Chaussures imperméables et souliers de toile:

Voir Commission du tarif.

Chemin de fer Canadien du Pacifique:

État indiquant les terrains vendus par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique pendant l'année terminée le 30 septembre 1957, 53.—Doc. parl. n° 158.

Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, Comité permanent:

Institution du comité, 144; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 168, 182, 193, 219, 223, 231; 1er rapport, 188; adoption du 1er rapport, 188; 2e rapport, 188; 3e rapport, 203; 4e rapport, 223; 5e rapport, 223; adoption du rapport, 223; 6e rapport, 246; 7e rapport, 247; 8e rapport, 261; 9e rapport, 269.

Chemins de fer nationaux du Canada:

Arrêté en conseil C.P. 1957-943 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain appartenant au chemin de fer de la baie d'Hudson, 52.—Doc. parl. n° 154.

Arrêté en conseil C.P. 1957-983 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain appartenant au chemin de fer Transcontinental dans la ville de La Tuque (Québec), 52.—Doc. parl. n° 154*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-984 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain situé dans la ville de Corner-Brook (Terre-Neuve), 52.—Doc. parl. n° 154*b*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-985 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain et un terrain submergé dans le comté de Queens (Île du Prince-Édouard), 52.—Doc. parl. n° 154*c*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-986 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain dans le premier rang du canton de Mailhot dans le comté de Laviolette (Québec), 52.—Doc. parl. n° 154*d*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1171 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain dans la ville d'Halifax (Nouvelle-Écosse), 52.—Doc. parl. n° 154*e*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1355 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain situé dans le lot 28 près de la ville de Borden (Île du Prince-Édouard), 52.—Doc. parl. n° 154*f*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1357 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain située dans le township 87, rang 21, E.P.M., au Manitoba, 53.—Doc. parl. n° 154*g*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1592 soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain et un terrain submergé dans la ville d'Halifax, etc., 239.—Doc. parl. n° 154*h*.

Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited*, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.—Résolution: présentation, 77; adoption, 244.—Bill n° 196: présentation—M. Hees, et 1re lecture, 224; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 224; rapport du comité, 246; comité plénier et 3e lecture, 291; adoption au Sénat, 296; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 13, Statuts du Canada, 1957-1958.

Chine:

Voir Citoyenneté et Immigration.

Circonscriptions électorales:

Population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada, étendue moyenne, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 59)—M. Fisher, 68; dépôt de la réponse, 83.—Doc. parl. n° 187.—Réponse supplémentaire, 129.—Doc. parl. n° 187*a*.

Circulation aérienne:

Correspondance relative aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg: adresse (*Avis de motion n° 21)—M. Deniset, 152; dépôt de la réponse, 250.—Doc. parl. n° 205.—Réponse supplémentaire, 278.—Doc. parl. n° 205*a*.

Citoyenneté et immigration:

Rapport indiquant le nombre et le montant des prêts consentis en vertu de la Loi sur l'immigration pendant l'année terminée le 31 mars 1957, 21.—Doc. parl. n° 16.

Directives et instructions adressées au personnel de la Citoyenneté et de l'Immigration relativement à l'admission des immigrants ou des visiteurs en provenance de Hong-Kong, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 16)—M. Pickersgill, 87; dépôt de la réponse, 259.—Doc. parl. n° 12*a*.

Rapport du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 164.—Doc. parl. n° 11 (*imprimé*).

Échange de notes entre le Canada et l'Inde modifiant l'accord relatif à l'entrée au Canada des citoyens de l'Inde (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*f*.

Immigrants admis dans les hôpitaux relevant du ministère des Affaires des anciens combattants: ordre de la Chambre (Question n° 285)—M. Herridge, 324; dépôt de la réponse, 362.—Doc. parl. n° 12*b*.

Immigrants dont on a autorisé l'admission au Canada par décrets du conseil: ordre de la Chambre (Question n° 113)—M. Pickersgill, 382.

Voir aussi Calgary Citizenship Council.—Réfugiés hongrois.—Taylor, Marshall and Company.

Clôture:

Avis de motion tendant à l'abrogation de l'article 33 du Règlement de la Chambre des communes, 255.

Code criminel:

Loi modifiant le Code criminel (Activité subversive)—Bill n° 13: présentation—M. LaCroix, et 1re lecture, 50; motion tendant à la 2e lecture et débat, 284.

Loi modifiant le Code criminel.—Bill n° 15: présentation—M. Fulton, et 1re lecture, 60; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 385; adoption au Sénat, 392; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 28, Statuts du Canada, 1957-1958.

Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale).—Bill n° 239: présentation—M. Winch, et 1re lecture, 291.

Loi modifiant le Code criminel (Abattage d'animaux).—Bill n° 241: présentation—M. Fulton, et 1re lecture, 303.

Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle).—Bill n° 245: présentation—M. Winch, et 1re lecture, 331.

Colombie-Britannique:

Voir Service civil.

Colombo, Plan de:

Exemplaire de la déclaration relative à l'aide dont le Canada a approuvé le financement en Inde, au Pakistan et à Ceylan, 291.—Doc. parl. n° 30*a*.

Sixième rapport annuel du Comité consultatif du Plan de Colombo pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques, 369.—Doc. parl. n° 30 (*imprimé*).

Columbia, Fleuve:

Exemplaire du rapport préliminaire intitulé: "Propositions d'aménagement hydro-électrique dans le bassin du fleuve Columbia": ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 45)—M. Hahn, 255; motion mise aux voix et rejetée, 255.

Comités permanents de la Chambre:

Institution du comité spécial chargé de préparer la liste des députés qui doivent composer les comités permanents de la Chambre, 92; rapport du comité, 143; adoption du rapport, 150.

Liste des députés faisant partie des comités permanents de la Chambre, 143-150; mandat des comités, 150.

Voir aussi Affaires extérieures.—Agriculture et Colonisation.—Banque et Commerce.—Bibliothèque.—Bills privés en général.—Chemins de fer, Canaux et Lignes télégraphiques.—Comptes publics.—Débats.—Impressions.—Marine et Pêcheries.—Mines, Forêts et Cours d'eau.—Privilèges et Élections.—Règlement.—Relations industrielles.—Restaurant.

Comités pléniers de la Chambre:

Motion de M. Diefenbaker tendant à la nomination de M. Henri Courtemanche, député du district électoral de Labelle, comme président des comités pléniers de la Chambre, 12.

Motion de M. Diefenbeker tendant à la nomination de M. Arza Clair Casselman, député du district électoral de Grenville-Dundas, comme vice-président des comités pléniers de la Chambre, 13; motion réservée, 13; motion adoptée, 16.

Commerce et Affaires économiques:

Exemplaire de la déclaration relative à la conférence sur le commerce tenue à Ottawa entre les ministres du Canada et ceux du Royaume-Uni, 45.—Doc. parl. n° 181.

Exemplaire du communiqué relatif à la troisième réunion du Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques tenue à Washington en octobre 1957, 45.—Doc. parl. n° 182.

Voir aussi Mont-Tremblant, Conférence de.

Commission canadienne du blé:

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle).—Bill n° 10: présentation—M. McCullough, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 56, 83, 248.

Commission d'Assurance-chômage:

Voir Assurance-chômage.

Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales:

Rapport de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année terminée le 31 mars 1957, 47.—Doc. parl. n° 112 (*imprimé*).

Commission de contrôle de l'énergie atomique:

Rapport de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 17.—Doc. parl. n° 135*a* (*imprimé*).

Commission d'énergie du Nord canadien:

Rapport de la Commission d'énergie du Nord canadien pour l'année terminée le 31 mars 1957, 47.—Doc. parl. n° 117 (*imprimé*).

Commission de la régie intérieure de la chambre:

Nomination des membres, 12.

Rapport des délibérations de la Commission de la régie intérieure de la Chambre des communes, 17.—Doc. parl. n° 2.

Commission des champs de bataille nationaux:

Rapport de l'auditeur général concernant la vérification des comptes de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année close le 31 mars 1957, 69.—Doc. parl. n° 116*a*.

Commission des transports:

Exemplaire du rapport supplémentaire, en date du 23 septembre 1957, de la Commission des transports du Canada sur la péréquation des tarifs-marchandises, 267.—Doc. parl. n° 212 (*imprimé*).

Arrêté en conseil C.P. 1958-24 modifiant l'Ordonnance n° 93265 de la Commission des transports du Canada, relative à la majoration de tarifs-marchandises, 317.—Doc. parl. n° 212*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1958-111 modifiant l'Ordonnance n° 93401 de la Commission des transports du Canada relative à la majoration des tarifs de téléphone, 369.—Doc. parl. n° 230.

Commission du district fédéral:

Relevé des recettes et dépenses de la Commission du district fédéral pour l'année terminée le 31 mars 1957, ainsi que rapport de l'auditeur général concernant les comptes et l'état financier de ladite Commission, 36.—Doc. parl. n° 122b.

Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée:

Rapport de la Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée pour l'année close le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 14.—Doc. parl. n° 166.

Commission du prêt agricole canadien:

Rapport de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année close le 31 mars 1957, accompagné du rapport de l'auditeur général visant les comptes de ladite Commission, 48.—Doc. parl. n° 50 (*imprimé*) et 50*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1442 approuvant le budget d'établissement de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année expirant le 31 mars 1958, 79.—Doc. parl. n° 50b.

Commission du service civil

Rapport de la Commission du service civil concernant le bibliothécaire catalogueur en chef de la Bibliothèque du Parlement, 371.—Doc. parl. n° 1*a*.

Commission du tarif:

Rapport de la Commission du tarif concernant les produits bruts et demi-produits sidérurgiques (textes français et anglais), 55.—Doc. parl. n° 62.

Rapport de la Commission du tarif concernant les tuyaux et tubes de fer ou d'acier (textes français et anglais), 55.—Doc. parl. n° 62*a*.

Rapport de la Commission du tarif concernant la production, la consommation, la vente, les importations et les exportations de chaussures imperméables et de souliers de toile à semelles de caoutchouc (textes français et anglais), 55.—Doc. parl. n° 62*b*.

Rapport de la Commission du tarif concernant le zinc et les ouvrages en zinc (textes français et anglais), 55.—Doc. parl. n° 62*c*.

Rapport de la Commission du tarif relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les fruits et les légumes, etc., (textes français et anglais), 155.—Doc. parl. n° 62*d* (*imprimé*).

Commission internationale de surveillance et de contrôle pour le Laos:

Exemplaire du troisième rapport intérimaire sur l'activité de la Commission internationale de surveillance et de contrôle pour le Laos pour la période allant du 1er juillet 1955 au 16 mai 1957, 260.—Doc. parl n° 211.

Commission maritime canadienne:

Rapport de la Commission maritime canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, 18.—Doc. parl. n° 160 (*imprimé*).

Commissions royales d'enquête:

Voir Écart des prix.—Énergie.—Perspectives économiques du Canada.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce:

Rapport de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce concernant la fabrication, la distribution et la vente des tuyaux métalliques pour ponceaux et des produits connexes (textes français et anglais), 57.—Doc. parl. n° 73*a* (*imprimé*).

Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York:

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York.—Pétition, 48; rapport de l'examinateur, 58; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 30 (D du Sénat)—M. McIlraith, 95; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 173; rapport du comité, 223; comité plénier et 3e lecture, 248; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 38, Statuts du Canada, 1957-1958.

Compagnie de Téléphone Bell du Canada:

Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada.—Pétition, 79; rapport de l'examinateur, 89; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 27 (C du Sénat)—M. Rea, 85; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 97; rapport du comité, 203; comité plénier et 3e lecture, 224; sanction royale (le 5 décembre 1957), 238.—6 Élisabeth II, chapitre 39, Statuts du Canada, 1957-1958.

Compagnies d'assurance canadiennes et britanniques:

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques.—Bill n° 169: présentation—M. Fleming, et 1re lecture, 183; motion tendant à la 2e lecture et débat, 230; 2e lecture, comité plénier et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 233; rapport du comité, 238; comité plénier et 3e lecture, 265; adoption au Sénat, 284; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 11, Statuts du Canada, 1957-1958.

Compte de pension des services permanents:

Rapport concernant l'évaluation actuarielle du Compte de pension des services permanents au Fonds du revenu consolidé pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 1955, 36.—Doc. parl. n° 93*a*.

Voir aussi Pensions et gratifications.

Comptes publics:

Comptes publics du Canada (volume I) pour l'année close le 31 mars 1957 et rapport de l'auditeur général pour l'année close le 31 mars 1957, 346.—Doc. parl. n° 33 (*imprimé*).

Comptes publics du Canada, volume II (États financiers des sociétés d'État), pour l'année close le 31 mars 1957, 346.—Doc. parl. n° 33*a* (*imprimé*).

Comptes publics, Comité permanent:

Institution du comité, 145; mandat du comité, 150.

Conférence des ministres des finances:

Voir Mont-Tremblant, Conférence de.

Conférence fédérale-provinciale:

Voir Relations fiscales.

Conseil des ports nationaux:

Arrêté en conseil C.P. 1958-71 approuvant le budget d'établissement revisé du Conseil des ports nationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1957, 395.—Doc. parl. n° 161*b*.

Nombre de personnes à l'emploi du Conseil des ports nationaux aux ports d'Halifax, de St-Jean, de Chicoutimi, de Québec, de Montréal et de Vancouver, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 241)—M. Kirk, 262; dépôt de la réponse, 302.—Doc. parl. n° 161*a*.

Conseil national de recherches:

Rapport du Conseil national de recherches pour l'année terminée le 31 mars 1957, 17.—Doc. parl. n° 144 (*imprimé*).

Conservation des eaux:

Rapport sur les opérations découlant de la Loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux pour l'année terminée le 31 mars 1957, 234.—Doc. parl. n° 109.

Construction de navires:

Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada.—Message du Sénat: Bill n° 72 (I du Sénat), 133; 1re lecture—M. Hees, 137; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 230; rapport du comité, 247; comité plénier et 3e lecture, 292; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 12, Statuts du Canada, 1957-1958.

Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce:

Documents relatifs à une demande de subvention faite par la Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce: adresse (*Avis de motion n° 38)—M. Poulin, 184; dépôt de la réponse, 285.—Doc. parl. n° 217.

Corporation commerciale canadienne:

Rapport de la Corporation commerciale canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 33.—Doc. parl. n° 24 (*imprimé*).

Corporation de disposition des biens de la Couronne:

Rapport de la Corporation de disposition des biens de la Couronne pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 33.—Doc. parl. n° 25 (*imprimé*).

Courtemanche, M. Henri:

Voir Comités pléniers.

D

Danemark:

Voir Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

De Shaye, M. A. Patrick:

Voir Rétablissement agricole des Prairies.

Débats, Comité permanent:

Institution du comité, 148; mandat du comité, 150.

Décentralisation de l'industrie:

Dispositions prises par le gouvernement en vue d'encourager la décentralisation de l'industrie et le progrès industriel: ordre de la Chambre (Question n° 287)—M. Christian, 361; dépôt de la réponse, 367.—Doc. parl. n° 229.

Déclaration d'objectif commun:

Exemplaire du communiqué (Déclaration d'objectif commun) publié conjointement par le président des États-Unis et le premier ministre du Royaume-Uni à Washington le 25 octobre 1957, 60.—Doc. parl. n° 184.

Décrets, ordonnances et règlements statutaires:

Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* (textes français et anglais) des mercredis suivants:

a) 10 et 24 avril, 8 et 22 mai, 12 et 26 juin, 10 et 24 juillet, 14 et 28 août, 11 et 25 septembre, et 9 octobre 1957, ainsi que l'Index codifié et le Tableau des modifications pour les périodes allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1956, etc., 17.—Doc. parl. n°s 123 *a-p* (*imprimés*).

b) 23 octobre 1957, 61.—Doc. parl. n° 123*q* (*imprimé*).

c) 13 novembre 1957, 153.—Doc. parl. n° 123*s* (*imprimé*).

d) 27 novembre 1957, 216.—Doc. parl. n° 123*u* (*imprimé*).

e) 11 décembre 1957, 267.—Doc. parl. n° 123*w* (*imprimé*).

f) 25 décembre 1957, 308.—Doc. parl. n° 123*x* (*imprimé*).

g) 8 janvier 1958, 335.—Doc. parl. n° 123*y* (*imprimé*).

h) 23 janvier 1958, 367.—Doc. parl. n° 123*aa* (*imprimé*).

Index codifié et Tableau des modifications pour la période allant du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1957 (textes français et anglais), 75.—Doc. parl. n° 123*r* (*imprimé*).

Index codifié et Tableau des modifications pour la période allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1957 (textes français et anglais), 395.—Doc. parl. n° 123*bb* (*imprimé*).

Defence Construction Limited:

Rapport de la *Defence Construction (1951) Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 33.—Doc. parl. n° 26 (*imprimé*).

Dépenses d'élection:

État indiquant le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat à l'élection générale du 10 juin 1957: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 1)—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), 56; dépôt de la réponse, 196.—Doc. parl. n° 3*b*.

Rapport des dépenses d'élection de chaque candidat déposé avant l'ouverture du Parlement: ordre de la Chambre (Question n° 204)—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), 162; dépôt de la réponse, 278.—Doc. parl. n° 3*c*.

Députés:

Dépôt de la liste des députés élus lors de la 23e élection générale tenue le 10 juin 1957, 1-6.

Transmission de certificats d'élection de certains députés, 6, 143, 351.

Détente dans le domaine international:

Voir Union des Républiques socialistes soviétiques.

Dettes contractées pour avances:

Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semence, de fourrage pour les animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 1er janvier au 30 septembre 1957, 33.—Doc. parl. n° 119.

Développement économique:

Voir Ceylan.—Colombo, Plan de.

Diplômés d'université:

Nombre de diplômés d'université admis au ministère des Affaires extérieures à la suite d'un examen de concours: ordre de la Chambre (Question n° 32)—M. Fisher, 160; dépôt de la réponse, 190.—Doc. parl. n° 197.

Directeur général des élections:

Transmission du certificat d'élection et de la liste des députés élus lors de l'élection du 10 juin 1957, 1-6.

Transmission de certificats d'élections de certains députés, 6, 143, 351.

Rapport du Directeur général des élections (textes français et anglais), 14. —Doc. parl. n° 3.

Discours du trône:

Texte du discours du trône, 9.

Motion de M. Diefenbaker tendant à la prise en considération du discours du trône à la prochaine séance de la Chambre, 12.

Dissolution du Parlement:

Le premier ministre annonce à la Chambre la dissolution du Parlement, 398.

Divorce, Bills de:

Astman, Mark: Bill n° 70 (V-1 du Sénat): 98, 113, 129, 176, 201, 214, 237.

Azeman, Bertha Wexler: Bill n° 160 (F-5 du Sénat): 98, 113, 182, 227, 245, 274, 297.

Badeaux, Martine Rolland: Bill n° 212 (Y-6 du Sénat): 98, 113, 242, 276, 288, 299, 320.

Balleine, Marion Gloria Ewart: Bill n° 221 (H-7 du Sénat): 98, 113, 247, 277, 288, 300, 320.

Barter, Frances Maud Mercer: Bill n° 209 (V-6 du Sénat): 186, 196, 242, 276, 288, 299, 320.

Beakes, Robert James: Bill n° 86 (K-2 du Sénat): 98, 113, 142, 177, 202, 215, 237.

Bédard, Paul-Émile: Bill n° 217 (D-7 du Sénat): 98, 113, 247, 276, 288, 300, 320.

Bellenger, Dorothy Elizabeth Allen: Bill n° 48 (Z du Sénat): 98, 113, 128, 175, 200, 213, 236.

Bersier, Roger-Albert: Bill n° 123 (U-3 du Sénat): 98, 114, 180, 226, 243, 272, 297.

Bielinski, Zygmunt Habdank: Bill n° 152 (X-4 du Sénat): 98, 114, 181, 227, 245, 273, 297.

Bisson, Reine Isabel Charles: Bill n° 154 (Z-4 du Sénat): 99, 114, 182, 227, 245, 274, 297.

Blacklock, Elizabeth Janet Davidson: Bill n° 89 (N-2 du Sénat): 109, 121, 142, 177, 202, 215, 237.

Blake, Bernice Edith Knights: Bill n° 150 (V-4 du Sénat): 99, 114, 181, 227, 244, 273, 297.

Bloomfield, Frances Dorothy Denenberg: Bill n° 108 (F-3 du Sénat): 99, 114, 179, 225, 243, 271, 296.

Botham, Léonne-Liane-Andrée Bélanger: Bill n° 188 (F-6 du Sénat): 99, 121, 204, 229, 246, 275, 298.

Divorce—*Suite*

Bouchard, Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent: Bill n° 126 (X-3 du Sénat): 99, 114, 180, 226, 243, 272, 297.

Bouffard, Conrad-Donat-Joseph: Bill n° 80 (E-2 du Sénat): 109, 121, 141, 176, 202, 214, 237.

Boxerman, Moe: Bill n° 60 (L-1 du Sénat): 99, 121, 128, 176, 201, 213, 237.

Boychuk, Alice Florence Chaisson: Bill n° 121 (S-3 du Sénat): 99, 114, 180, 226, 243, 272, 297.

Boyd, Elizabeth Dermer: Bill n° 46 (X du Sénat): 99, 114, 128, 175, 200, 213, 236.

Brault, Joseph-Napoléon-Léon-Prosper: Bill n° 235 (T-7 du Sénat): 99, 114, 261, 277, 289, 300, 321.

Brien, Anne-Marie Fontaine: Bill n° 76 (A-2 du Sénat): 99, 114, 141, 176, 201, 214, 237.

Brien, Yvonne-Florence Kee, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher: Bill n° 222 (I-7 du Sénat): 99, 114, 247, 277, 288, 300, 320.

Brisebois, Pola Baron: Bill n° 114 (L-3 du Sénat): 99, 114, 180, 225, 243, 272, 296.

Brown, Irene Patricia Heffernan: Bill n° 104 (B-3 du Sénat): 99, 114, 179, 225, 242, 271, 296.

Bucci, Antonio: Bill n° 106 (D-3 du Sénat): 99, 114, 179, 225, 242, 271, 296.

Bunte, Karina Mercs: Bill n° 191 (I-6 du Sénat): 99, 121, 204, 229, 246, 275, 298.

Chadwick, Elizabeth Ann Vedder: Bill n° 87 (L-2 du Sénat): 99, 114, 142, 177, 202, 215, 237.

Champion, Marthe-Hélène Le Bel: Bill n° 45 (W du Sénat): 99, 114, 124, 175, 200, 213, 236.

Chartrand, Maria Torossi: Bill n° 228 (O-7 du Sénat): 100, 115, 248, 277, 288, 300, 320.

Church, Charles Frederick: Bill n° 40 (R du Sénat): 100, 115, 124, 175, 200, 213, 236.

Cichella, Florence Bloomfield: Bill n° 210 (W-6 du Sénat): 100, 115, 242, 276, 288, 299, 320.

Cohen, Irene Elsa Rubin: Bill n° 62 (N-1 du Sénat): 100, 115, 128, 176, 201, 214, 237.

Cooke, Theresa Mary Moran Redmond: Bill n° 50 (B-17 du Sénat): 100, 115, 128, 175, 200, 213, 236.

Côté, Jacqueline Marchand: Bill n° 113 (K-3 du Sénat): 100, 115, 180, 225, 243, 272, 296.

Cottier, Marie-Reina-Pauline Duquette: Bill n° 97 (V-2 du Sénat): 100, 115, 142, 177, 202, 215, 237.

Couture, Catherine Ann Naylor: Bill n° 105 (C-3 du Sénat): 100, 115, 179, 225, 242, 271, 296.

Crease, John Alfred: Bill n° 111 (I-3 du Sénat): 100, 115, 180, 225, 243, 272, 296.

Cross, Ernest Frank: Bill n° 181 (Y-5 du Sénat): 100, 115, 204, 228, 323, 333, 394.

Cybuliak, Dorothy Maureen Allan: Bill n° 83 (H-2 du Sénat): 100, 115, 142, 176, 202, 214, 237.

Deegan, John Francis Bernard: Bill n° 202 (O-6 du Sénat): 100, 115, 241, 276, 287, 299, 320.

Deguise, Lucille Therrien: Bill n° 133 (E-4 du Sénat): 100, 115, 181, 226, 244, 273, 297.

Divorce—*Suite*

Deschambault, Marcelle Richard: Bill n° 184 (B-6 du Sénat): 100, 121, 204, 228, 246, 275, 298.

Desparois, Jean-Guy-Joseph: Bill n° 203 (P-6 du Sénat): 100, 115, 241, 276, 287, 299, 320.

Desrochers, Lita Eleanor Ciceri: Bill n° 84 (I-2 du Sénat): 100, 115, 142, 177, 202, 214, 237.

Dizazzo, Viola Carmela Starnino: Bill n° 214 (A-7 du Sénat): 169, 196, 242, 276, 288, 300, 320.

Dorfman, Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost: Bill n° 99 (X-2 du Sénat): 100, 115, 142, 177, 202, 215, 237.

DuBoyce, Elizabeth Cave Collyer: Bill n° 155 (A-5 du Sénat): 100, 115, 182, 227, 245, 274, 297.

Dudka, Vasyl: Bill n° 201 (N-6 du Sénat): 100, 115, 241, 276, 287, 299, 320.

Dunning Kathleen Louise Blaylock Hall: Bill n° 43 (U du Sénat): 101, 115, 124, 175, 200, 213, 236.

Dzynaw, Jerzy: Bill n° 64 (P-1 du Sénat): 101, 115, 128, 176, 201, 214, 237.

Elstorpff, Claus: Bill n° 116 (N-3 du Sénat): 101, 115, 180, 225, 243, 272, 296.

Fishman, Joseph: Bill n° 132 (D-4 du Sénat): 101, 116, 181, 226, 244, 273, 297.

Forbes, Mona Areta Emsley: Bill n° 101 (Z-2 du Sénat): 101, 116, 142, 177, 203, 215, 237.

Freeman, Norma Rose Cohen: Billl n° 157 (C-5 du Sénat): 101, 116, 182, 227, 245, 274, 297.

Gagnon, Jean-Baptiste: Bill n° 233 (R-7 du Sénat): 186, 196, 261, 277, 289, 300, 321.

Gagnon, Pierrette Picard: Bill n° 183 (A-6 du Sénat): 134, 135, 204, 228, 246, 275, 298.

Gauthier, Mildred Irene Mitchell: Bill n° 136 (H-4 du Sénat): 101, 116, 181, 226, 244, 273, 297.

Gold, Sally Ruth Pall: Bill n° 143 (O-4 du Sénat): 101, 116, 181, 227, 244, 273, 297.

Goldmann, Irene Tinkoff: Bill n° 131 (C-4 du Sénat): 101, 116, 180, 226, 244, 272, 297.

Good, Violet June Bockus: Bill n° 140 (L-4 du Sénat): 101, 116, 181, 226, 244, 273, 297.

Gordon, Mildred Weiner: Bill n° 49 (A-1 du Sénat): 101, 116, 128, 175, 200, 213, 236.

Hadden, Mabel Florence Adams: Bill n° 180 (X-5 du Sénat): 101, 116, 204, 228, 246, 275, 298.

Hartt, Florence Hewitt Scribner: Bill n° 100 (Y-2 du Sénat): 101, 116, 142, 177, 202, 215, 237.

Hay, Dorothy Nettie Clarke: Bill n° 177 (U-5 du Sénat): 101, 122, 204, 228, 246, 274, 298.

Hermann, Gwendolyn Alice Wilson: Bill n° 167 (M-5 du Sénat): 109, 121, 182, 228, 245, 274, 298.

Hibbard, Madeline Audrey Booth: Bill n° 119 (Q-3 du Sénat): 102, 116, 180, 226, 243, 272, 297.

Holtham, Theodore Elbert: Bill n° 109 (G-3 du Sénat): 102, 116, 179, 225, 243, 271, 296.

Hotte, Venise Gosselin: Bill n° 159 (E-5 du Sénat): 102, 116, 182, 227, 245, 274, 297.

Houde, Lionel: Bill n° 225 (L-7 du Sénat): 102, 116, 247, 277, 288, 300, 320.

Divorce—*Suite*

Hovermann, Frederick William: Bill n° 178 (V-5 du Sénat): 102, 116, 204, 228, 246, 274, 298.

Huint, Annette Allard: Bill n° 206 (S-6 du Sénat): 109, 121, 241, 276, 287, 299, 320.

Isaacson, Phyllis Freda Sabbath: Bill n° 55 (G-1 du Sénat): 102, 116, 128, 175, 200, 213, 236.

Jarvis, Gennie Loza: Bill n° 66 (R-1 du Sénat): 102, 116, 129, 176, 201, 214, 237.

Johnstone, Catherine Maitland Moenting: Bill n° 227 (N-7 du Sénat): 102, 116, 248, 277, 288, 300, 320.

Jolin, Marguerite Lavoie: Bill n° 56 (H-1 du Sénat): 109, 121, 128, 175, 201, 213, 236.

Joly, Mildred Mabel Desmarais: Bill n° 187 (E-6 du Sénat): 102, 116, 204, 228, 246, 275, 298.

Joyce, Helen May Verner: Bill n° 53 (E-1 du Sénat): 102, 116, 128, 175, 200, 213, 236.

Keith, James: Bill n° 67 (S-1 du Sénat): 102, 116, 129, 176, 201, 214, 237.

Kirk, Claude Murray: Bill n° 110 (H-3 du Sénat): 102, 117, 180, 225, 243, 272, 296.

Koomas, Helen Frances Knight: Bill n° 125 (W-3 du Sénat): 102, 117, 180, 226, 243, 272, 297.

Ladds, Shirley Janet Whitton: Bill n° 158 (D-5 du Sénat): 102, 117, 182, 227, 245, 274, 297.

Ladouceur, Marie-Anna-Eliza Labrecque: Bill n° 163 (I-5 du Sénat): 102, 117, 182, 228, 245, 274, 298.

Laker, Catherine Rita Marian: Bill n° 112 (J-3 du Sénat): 102, 117, 180, 225, 243, 272, 296.

Lamont, Donald Ernest, Bill n° 95 (T-2 du Sénat): 103, 117, 142, 177, 202, 215, 237.

Langevin, Joseph-Roland: Bill n° 147 (S-4 du Sénat): 103, 117, 181, 227, 244, 273, 297.

Laplante, Gertrude-Laurence Delisle: Bill n° 213 (Z-6 du Sénat): 103, 117, 242, 276, 288, 300, 320.

Lauzon, Lena-Thérèse Dean: Bill n° 92 (Q-2 du Sénat): 103, 117, 142, 177, 202, 215, 237.

Leavitt, Christine Mary Mackay: Bill n° 223 (J-7 du Sénat): 103, 117, 247, 277, 288, 300, 320.

LeBlanc, Denis: Bill n° 117 (O-3 du Sénat): 103, 117, 180, 225, 243, 272, 296.

Leclaire, Mary Russell: Bill n° 146 (R-4 du Sénat): 103, 117, 181, 227, 244, 273, 297.

Lefebvre, Manola Mainville: Bill n° 75 (Z-1 du Sénat): 103, 117, 141, 176, 201, 214, 237.

Livingston, Mary Isabel Bristow: Bill n° 90 (O-2 du Sénat): 103, 117, 142, 177, 202, 215, 237.

Loikkanen, Kaarlo Kustaa: Bill n° 236 (U-7 du Sénat): 103, 117, 261, 277, 289, 300, 321.

Lomon, Ethel Rappaport: Bill n° 141 (M-4 du Sénat): 103, 117, 181, 227, 244, 273, 297.

Madge, Mary Hilbert: Bill n° 44 (V du Sénat): 103, 117, 124, 175, 200, 213, 236.

Maiste, Joyce Hahn: Bill n° 77 (B-2 du Sénat): 104, 117, 141, 176, 201, 214, 237.

Divorce—*Suite*
Major, Evelyn Mahaffy: Bill n° 128 (Z-3 du Sénat): 104, 122, 180, 226, 243, 272, 297.
Malcolm, Bertha Viola Beatrice Good: Bill n° 179 (W-5 du Sénat): 104, 117, 204, 228, 246, 275, 298.
Malo, Marguerite Downie: Bill n° 103 (A-3 du Sénat): 104, 117, 179, 225, 242, 271, 296.
Manchur, Christine Silverson: Bill n° 234 (S-7 du Sénat): 104, 117, 261, 277, 289, 300, 321.
Marceau, Jean-Marc: Bill n° 59 (K-1 du Sénat): 104, 118, 128, 175, 201, 213, 237.
Matthes, Siegmund Paul Fritz: Bill n° 51 (C-1 du Sénat): 104, 118, 128, 175, 200, 213, 236.
Matucha, Carmen Baron: Bill n° 211 (X-6 du Sénat): 169, 197, 242, 276, 288, 299, 320.
McCorriston, Lila Redmond: Bill n° 54 (F-1 du Sénat): 104, 118, 128, 175, 200, 213, 236.
McLean, Catherine Lammie Graham: Bill n° 130 (B-4 du Sénat): 104, 118, 180, 226, 244, 272, 297.
McTigue, Michael Francis: Bill n° 151 (W-4 du Sénat): 104, 118, 181, 227, 245, 273, 297.
Ménard, Omer-Arthur: Bill n° 176 (T-5 du Sénat): 104, 118, 204, 228, 246, 274, 298.
Mencher, Molly Gloria Goldman: Bill n° 98 (W-2 du Sénat): 104, 118, 142, 177, 202, 215, 237.
Michael, Bernhard Wilhelm: Bill n° 216 (C-7 du Sénat): 103, 122, 247, 276, 288, 300, 320.
Millette, Joyce Eugenie Swanburg: Bill n° 127 (Y-3 du Sénat): 104, 118, 180, 226, 243, 272, 297.
Mills, William Garnet: Bill n° 192 (J-3 du Sénat): 104, 122, 205, 229, 246, 275, 298.
Mullins, Margaret Williams: Bill n° 94 (S-2 du Sénat): 104, 118, 142, 177, 202, 215, 237.
Murray, Graziella Bernier: Bill n° 115 (M-3 du Sénat): 104, 118, 180, 225, 243, 272, 296.
Neely, Claudine-Yvette-Félicité Cavallero: Bill n° 37 (O du Sénat): 109, 122, 124, 174, 200, 212, 236.
Neuss, Zelda King: Bill n° 91 (P-2 du Sénat): 105, 118, 142, 177, 202, 215, 237.
Newell, William: Bill n° 142 (N-4 du Sénat): 105, 122, 181, 227, 244, 273, 297.
Newland, Daphne Louisa Ruby Burrows: Bill n° 153 (Y-4 du Sénat): 105, 118, 182, 227, 245, 273, 297.
Pelletier, Jean-Paul: Bill n° 186 (D-6 du Sénat): 105, 122, 204, 228, 246, 275, 298.
Perras, Joseph-Fabien-Marcel: Bill n° 78 (C-2 du Sénat): 105, 118, 141, 176, 201, 214, 237.
Phillips, Gwendoline Georgina Adelaide McNamee: Bill n° 85 (J-2 du Sénat): 105, 118, 142, 177, 202, 215, 237.
Pinsky, Sarah Yampolsky: Bill n° 190 (H-6 du Sénat): 105, 118, 204, 229, 246, 275, 298.
Pitman, Olive Clara Benson: Bill n° 135 (G-4 du Sénat): 105, 118, 181, 226, 244, 273, 297.
Pollender, Laurette Racine: Bill n° 137 (I-4 du Sénat): 105, 118, 181, 226, 244, 273, 297.

Divorce—*Suite*

Pridmore, George Wilkinson: Bill n° 138 (J-4 du Sénat): 105, 118, 181, 226, 244, 273, 297.

Proulx, Violet Pitman: Bill n° 193 (K-6 du Sénat): 105, 118, 205, 229, 246, 275, 298.

Proulx, William-Lucien: Bill n° 224 (K-7 du Sénat): 105, 222, 247, 277, 288, 300, 320.

Rainville, Kathleen Mary Hicks: Bill n° 139 (K-4 du Sénat): 105, 118, 181, 226, 244, 273, 297.

Rathburn, Agnes Traiton: Bill n° 168 (N-5 du Sénat): 105, 119, 182, 228, 245, 274, 298.

Raymond, Roméo: Bill n° 205 (R-6 du Sénat): 105, 119, 241, 276, 287, 299, 320.

Rayvals, Herman: Bill n° 124 (V-3 du Sénat): 105, 135, 180, 226, 243, 272, 297.

Reid, Beverley Joan Abbott: Bill n° 69 (U-1 du Sénat): 105, 119, 129, 176, 201, 214, 237.

Renaud, Albert: Bill n° 174 (R-5 du Sénat): 106, 119, 204, 228, 245, 274, 298.

Roberge, Loueisa Knutton: Bill n° 172 (P-5 du Sénat): 134, 135, 204, 228, 245, 274, 298.

Robert, Maurice: Bill n° 107 (E-3 du Sénat): 113, 135, 179, 225, 242, 271, 296.

Rohrlich, Sally Baker Golding: Bill n° 63 (O-1 du Sénat): 106, 119, 128, 176, 201, 214, 237.

Rothe, Pierre: Bill n° 200 (M-6 du Sénat): 106, 119, 241, 276, 287, 299, 320.

Roy, Marie-Marthe Moreau: Bill n° 182 (Z-5 du Sénat): 106, 119, 204, 228, 246, 275, 298.

Rubina, Ludek Peter: Bill n° 215 (B-7 du Sénat): 106, 119, 242, 276, 288, 300, 320.

Rybikowski, Michal: Bill n° 68 (T-1 du Sénat): 106, 119, 129, 176, 201, 214, 237.

Ryer, Norma Leibovitch: Bill n° 74 (Y-1 du Sénat): 106, 119, 141, 176, 201, 214, 237.

St. Martin, Osbourne Denzil: Bill n° 88 (M-2 du Sénat): 107, 120, 142, 177, 202, 215, 237.

Saunderson, Amy Isabel Wonham: Bill n° 162 (H-5 du Sénat): 106, 119, 182, 227, 245, 274, 297.

Savard, Margo Jean Thornton: Bill n° 96 (U-2 du Sénat): 106, 119, 142, 177, 202, 215, 237.

Schecter, Claire Lenoff: Bill n° 81 (F-2 du Sénat): 106, 119, 141, 176, 202, 214, 237.

Schor, Sarah Sally Abramovici: Bill n° 41 (S du Sénat): 106, 119, 124, 175, 200, 213, 236.

Schubert, Karl: Bill n° 71 (W-1 du Sénat): 106, 119, 129, 176, 201, 214, 237.

Scott, Eileen Hannah Thomson: Bill n° 148 (T-4 du Sénat): 106, 119, 181, 227, 244, 273, 297.

Sebaski, John Joseph: Bill n° 165 (K-5 du Sénat): 106, 119, 182, 228, 245, 274, 298.

Segal, Gwen Horne: Bill n° 166 (L-5 du Sénat): 106, 119, 182, 228, 245, 274, 298.

Skilling, Gordon Frank: Bill n° 218 (E-7 du Sénat): 107, 120, 247, 276, 328, 333, 394.

Smallwood, Margaret Lillian Mackenzie: Bill n° 57 (I-1 du Sénat): 107, 120, 128, 175, 201, 213, 236.

Divorce—*Suite*

Standeven, Eunice Kennedy: Bill nº 42 (T du Sénat): 107, 120, 124, 175, 200, 213, 236.

Stein, Judith Sidney Browne: Bill nº 229 (P-7 du Sénat): 107, 120, 248, 277, 288, 300, 321.

Stern, Miriam Jurist: Bill nº 149 (U-4 du Sénat): 107, 120, 181, 227, 244, 273, 297.

Stuckey, Dorothy Miriam Skinner: Bill nº 173 (Q-5 du Sénat): 107, 120, 204, 228, 245, 274, 298.

Suranow, Emilia Shutko: Bill nº 161 (G-5 du Sénat): 106, 119, 182, 227, 245, 274, 297.

Suttner, Lillian Boyce: Bill nº 52 (D-1 du Sénat): 107, 120, 128, 175, 200, 213, 236.

Tassé, Joseph-Alfred-Victor: Bill nº 36 (N du Sénat): 107, 120, 124, 174, 200, 212, 236.

Thomas, Doris Rose May Cook: Bill nº 134 (F-4 du Sénat): 107, 120, 181, 226, 244, 273, 297.

Thompson, Edith Elizabeth Altherr: Bill nº 58 (J-1 du Sénat): 107, 122, 128, 175, 201, 213, 237.

Thompson, John Howard Cooper: Bill nº 204 (Q-6 du Sénat): 107, 120, 241, 276, 287, 299, 320.

Titleman, Lily Sklar: Bill nº 120 (R-3 du Sénat): 107, 120, 180, 226, 243, 272, 297.

Todascu, Michael: Bill nº 219 (F-7 du Sénat): 107, 120, 247, 276, 288, 300, 320.

Touchette, Elizabeth Géroux: Bill nº 79 (D-2 du Sénat): 107, 120, 141, 176, 202, 214, 237.

Toulouse, William: Bill nº 208 (U-6 du Sénat): 107, 197, 241, 276, 287, 299, 320.

Tremblay, Cécile Chagnon: Bill nº 122 (T-3 du Sénat): 107, 120, 180, 226, 243, 272, 297.

Turner, Ronald Victor: Bill nº 39 (Q du Sénat): 107, 120, 124, 175, 200, 213, 236.

Uditsky, Clarice Mendell: Bill nº 47 (Y du Sénat): 108, 120, 128, 175, 200, 213, 236.

Urb, Elvi Russak: Bill nº 156 (B-5 du Sénat): 108, 120, 182, 227, 245, 274, 297.

Uyeda, Evelyn Thelma Passineau: Bill nº 38 (P du Sénat): 108, 120, 124, 175, 200, 212, 236.

Vlahos, Nicholas: Bill nº 144 (P-4 du Sénat): 108, 120, 181, 227, 244, 273, 297.

Volkman, Vera Dziedzic: Bill nº 207 (T-6 du Sénat): 108, 135, 241, 276, 287, 299, 320.

Vuillaume, Gilberte-Henriette-Marie Harchoux: Bill nº 226 (M-7 du Sénat): 108, 165, 248, 277, 288, 300, 320.

Wagner, Sydney: Bill nº 93 (R-2 du Sénat): 108, 120, 142, 177, 202, 215, 237.

Walker, Donald Stewart: Bill nº 164 (J-5 du Sénat): 108, 120, 182, 228, 245, 274, 298.

Wallace, Ruth Mary Ledden: Bill nº 129 (A-4 du Sénat): 108, 120, 180, 226, 244, 272, 297.

Walsh, Patricia Mary Gorman: Bill nº 118 (P-3 du Sénat): 108, 135, 180, 225, 243, 272, 297.

Watson, Marilyn Joan O'Bryan: Bill nº 61 (M-1 du Sénat): 108, 120, 128, 176, 201, 214, 237.

Divorce—*Fin*

Weber, Stefan: Bill n° 145 (Q-4 du Sénat): 108, 120, 181, 227, 244, 273, 297.
Whitlock, Florence Wedge: Bill n° 230 (Q-7 du Sénat): 108, 122, 248, 277, 288, 300, 321.
Williams, Florence Irene Burness: Bill n° 185 (C-6 du Sénat): 109, 222, 204, 228, 246, 275, 298.
Wilson, David St. Clair: Bill n° 175 (S-5 du Sénat): 108, 121, 204, 228, 245, 274, 298.
Wilson, Shirley Alma Lawson: Bill n° 189 (G-6 du Sénat): 108, 121, 204, 229, 246, 275, 298.
Winterfeld, Pauline Mechanik: Bill n° 65 (Q-1 du Sénat): 108, 121, 128, 176, 201, 214, 237.
Yates, Iris Dorothy Birks: Bill n° 220 (G-7 du Sénat): 108, 135, 247, 277, 288, 300, 320.
Zukrowski, Gun Elsa-Maria Stridh: Bill n° 82 (G-2 du Sénat): 109, 121, 141, 176, 202, 214, 237.

Divorce, Pétitions en obtention de bills de:

Abbott, Frederick Wilson: 98.
Anderson, Viola Gariépy: 191.
Aumais, Alice Elizabeth Edden: 98, 113.
Ballard, Lucille Perrin: 98.
Barré, Kathleen Margaret Coffin: 134.
Bastien, Léo: 98.
Beattie, Edith (Beverley) Ann Van Horne: 98, 121.
Bédard, Bruno: 98.
Belsky, Rose Kornitzer: 98.
Bergamo, Aldo: 98, 114.
Bergevin, Engelbert: 169, 196.
Bernard, Mac (Manny): 98.
Berryman, Mary Stepko: 98, 114.
Blood, Constance Edna Medcalfe: 99, 114.
Bloodsworth, Dorothy Elizabeth Nairn Anderson: 99, 114.
Bock, Joseph Anthime Roland: 169, 221.
Bottomley, Monica Frances Fleice: 99, 164.
Bowles, Helena Madeline Latendresse: 99, 114.
Brais, Georges: 99, 121.
Brown, Margaret Stirling Izett: 134.
Bryant, Barbara May Ramsay: 191.
Buchanan, Paulette Priscilla Benning: 109.
Budd, fils, Herbert: 99, 114.
Burnham, Gerald Edward: 191.
Cabana, Kathleen Mitchell: 99, 196.
Cadieux, Myrto Mona Diane Chevrette: 191.
Camiré, Jean-Paul: 109, 164.
Carswell, Earl Bruce: 109.
Cerilli, Rémo: 99, 114.
Clarke, Margaret Griffin: 100, 196.
Costigan, Norma Elizabeth Gammie: 100, 115.
Cubitz, Abie: 191.
Czuczka, Agnes Ilona Kemeny: 134, 164.
Davidson, Mary Isabella Cross: 100, 135.
Donnelly, Lucille Esther Hudson: 100, 115.
Douglas, Gaynor Jenkins: 100, 115.
Doulton, Mary Margaret Young: 186, 196.

Divorce, Pétitions en obtention de bills de—*Suite*
Drummond, James Dunn: 169.
Elstermann, Elizabeth Antonie Hartmann: 134, 135.
Faucher, Raymond: 101, 116.
Fisch, Katie Miller: 109, 196.
Fischel, Naomi Ruth Wolfson: 169.
Fogel, Joyce Sherman: 101, 196.
Follette, Herbert Everett: 101.
Frajberg, Moshe: 191, 222.
Gagnier, Anne-Marie-Mathilde Vautelet: 192.
Gangin, Marjorie Kennedy Alexander: 101.
Gerardin, Jacques: 134, 135.
Girard, Thérèse Beaudoin: 186.
Goldberg, Samuel Jack: 101, 165.
Gosnell, Ruth Ellen McMullin: 101, 165.
Goyer, Joseph-Victor-Cyril: 101, 116.
Haeck, Jeannette Hatsédakis: 101, 116.
Hager, Eva (Chava) Shtull: 101, 121.
Headland, Freda Bernadette Godin: 186.
Herscovitch, Lillian Lea Huss: 101, 116.
Hétu, Georges-Albert: 191, 196.
Holder, Cora Patricia Quinn: 191.
Hymovitch, Miriam Astrof: 102, 116.
Iacurto, Giulietta Marcogliese: 169.
Jackson, Hazel Margaret White: 102.
Jamensky, Celia Bernhaut: 109.
James, Olive Margaret Lester: 102, 165.
Joslin, Jean Dick: 164, 196.
Kadas, Yvonne Tonkin: 186.
Kaniewski, Jone Vanda Skakauskaite: 102.
Kazaks, Valija Zvirgzds: 186.
Key, William Tennant: 102, 117.
Klasman, Kaljo: 102, 117.
Krupa, Henry: 102, 135.
Laborgne, Audrey Bruce: 102.
Laliberté, Beryl Elizabeth Scrase: 109, 196.
Lapalme, Joseph Wolfe: 103.
Lapierre, Constance Jean Backhouse Brayton: 103, 117.
Larman, Joyce Florence Taylor: 109, 135.
Lebel, Marie-Noëlla-Thérèse Legault: 103.
Lebrun, Francine-Joséphine-Gislaine Boisdenghien: 103, 165.
Lecavalier, Louise Auger: 103, 222.
Lee, Joyce Ann Breaker: 103, 117.
Livingston, Lise Beaudry: 103.
Lockwood, Dorothy Evelyn Howe: 103.
Lortie, Marie-Thérèse-Carmen-Pauline Legault, 103, 117.
MacCuaig, John Ronald: 104, 122.
Mactavish, Shirley Eileen Ferris: 191, 196.
Martin, Eric Dunstan: 104.
Martz, Jean Brasgold: 103.
Mastropaolo, Thomas: 103, 197.
Maxwell, Bertha Sylvia Berman: 104, 118.
McCulloch, Charles: 104.
McNaughton, Geraldine Avonne Dixon: 104, 135.
Milette, Léo: 103.
Mizener, Doreen Gertrude Edith Royston: 104.

Divorce, Pétitions en obtention de bills de—*Fin*
Modlinsky, Shirley Saltzman: 104.
Molla, Jeannette L'Italien: 104, 122.
Mugford, William Leonard: 109, 121.
Mullins, Evelyn Grace Blakely: 191.
Oliver, Wilfred David: 105.
Paquin, Roland: 105.
Peate, Jane Holliday Cadenhead: 105, 118.
Péloquin, Marguerite Fleury: 105, 118.
Perez, Lillian May Seymour: 191.
Petit, André: 191.
Proulx, Claude-Hector: 105.
Quinn, Francis Allan: 105.
Radmore, Margaret Eleanor Williams: 169.
Radmore, Robert Charles Stewart: 105, 118.
Reicher, Marie Becherbleith: 105, 119.
Reilly, Clarence Joseph: 106.
Reisinger, Rosalie Jakes: 106.
Richer, Joseph-Lucien-Roland: 106, 119.
Rook, Beverley Joan Smithson: 191.
Sartori, Judith Margaret Bianchi: 191.
Schwartz, Sidney: 106, 119.
Scott, Beatrice Bellamy Drysdale: 106, 197.
Scott, Florence May Voce: 106, 119.
Sherman, Issie (Irving): 106.
Sherwin, Margaret Patricia Winckworth Thornton: 134, 135.
Sherwood, Robert Maurice: 186.
Showler, Joan Collie: 186.
Skarzynski, Andrzej: 106, 119.
Somers, Winifred Jean Garrett: 191.
Sproule, Clarence: 107.
Staniforth, Virginia Marshall: 107.
Swaine, Maurice Gardner: 191.
Tahy, Eszter Jeszenszky: 169.
Templeton, Anne McCluskey: 191.
Terry, William Arthur: 107, 135.
Terry, William Harrison: 107, 165.
Thornhill, Josephine Gertrude Rice: 107.
Timmins, Doris Williams: 107, 120.
Vaillancourt, Clarabel Ellement: 109.
Valiquette, Marie-Eva Desorcy: 191.
Vanier, Dorothea Jenkins: 108.
Vineberg, Mary Wolloch: 108, 120.
Vogel, Nicholas: 169.
Wasserman, Samuel: 113.
Weiskopf, Frances Erdanova (Erdan), autrement connue sous le nom d'Esther Weiskopf: 134.
Weisman, Norman: 134.
Wexler, Hyman: 108.
Wilson, Lorna Cynthia Sawyer: 108.
Wing, Joseph: 108.
Yeaman, Muriel Marguerite Elizabeth Ada Brant: 192.
Yeo, Jewel Evelyn Bockus: 108, 121.
Yetman, Solomon Seymour: 108, 121.
Zidile, Ann Gold: 108, 121.

Doubles Impositions:

Voir Canada-Australie (Accord fiscal).

Doucett, M. George H.:

Certificat d'élection, 6; prend séance à la Chambre, 6.

Droits de l'homme:

Motion de M. Coldwell portant que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en vue d'y insérer certaines rubriques concernant les droits de l'homme, 315; débat, 316.

Droits successoraux:

Voir Impôt sur les biens transmis par décès.

Drummondville:

Voir Aéroports.

E

Écart des prix:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1632 nommant des commissaires aux fins d'enquêter et de faire des recommandations au sujet des causes de l'écart entre les prix versés aux producteurs de denrées alimentaires provenant de l'agriculture et des pêcheries et les prix payés par les consommateurs pour ces denrées, 257.—Doc. parl. n° 210.

Égouts:

Requêtes de municipalités sollicitant une aide financière pour des projets municipaux de construction d'égouts: ordre de la Chambre (Question n° 107)—M. Martin (Essex-Est), 87.

Eldorado Mining and Refining Limited:

Rapport de l'*Eldorado Mining and Refining Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1956 (textes français et anglais), 17.—Doc. parl. n° 139 (*imprimé*).

Élection fédérale contestée:

Voir Yukon.

Énergie:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1386 nommant des commissaires pour enquêter sur certains aspects de politique en matière d'énergie qui sont de la compétence du Parlement du Canada, 16.—Doc. parl. n° 174.

Rapport concernant la fourniture d'énergie au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Écosse, 131.—Doc. parl. n° 117*a*.

Énergie atomique:

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et la République fédérale d'Allemagne concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique (textes français et anglais), 263.—Doc. parl. n° 32*h*.

Échange de notes entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne mettant en vigueur l'Accord de coopération signé à Ottawa le 11 décembre 1957, concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, 302.—Doc. parl. n° 32*i*.

Voir aussi Commission de contrôle de l'énergie atomique.

Énergie électrique:

Documents relatifs à la mise en valeur de l'énergie électrique: adresse (*Avis de motion n° 17)—M. Robichaud, 87; dépôt de la réponse, 307. —Doc. parl. n° 177*b*.

Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.—Résolution: présentation, 303; comité plénier, 325; adoption, 327.— Bill n° 244: présentation—M. Hamilton (Qu'Appelle), et 1re lecture, 327; motion tendant à la 2e lecture et débat, 340; 2e lecture et comité plénier, 341; comité plénier, 342; 3e lecture, 345; adoption au Sénat, 362; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Elisabeth II, chapitre 25, Statuts du Canada, 1957-1958.

Exemplaire de la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de Terre-Neuve relativement à l'aide financière à accorder pour la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, 387.—Doc. parl. n° 117*c*.

Voir aussi Force motrice.

Énergie thermique:

Pourparlers en vue de l'établissement d'une usine d'énergie thermique à Blairmore (Alberta): ordre de la Chambre (Question n° 57)—M. Hansell, 194; dépôt de la réponse, 206.—Doc. parl. n° 200.

Voir aussi Colombo, Plan de.

Enquêtes sur les coalitions:

Rapport du directeur des enquêtes et des recherches, Loi des enquêtes sur les coalitions, pour l'année terminée le 31 mars 1957, 57.—Doc. parl. n° 73 (*imprimé*).

Entraînement aérien:

Voir Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Entreprise de force motrice de Beechwood:

Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood.—Résolution: présentation, 221; adoption, 325.—Bill n° 243; présentation—M. Fleming, et 1re lecture, 325; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 339-340; adoption au Sénat, 347; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 26, Statuts du Canada, 1957-1958.

Équipages aériens:

Voir Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

États-Unis d'Amérique:

Voir Amélioration à la navigation.—Déclaration d'objectif commun.—Gaz naturel.—Intégration des opérations des forces aériennes.—Pétrole.

Expropriation de biens:

Voir Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.—Transports.

F

Facteurs:

Voir Postes.

Fairey Aviation Company of Canada Limited:

Fournitures par la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* de marchandises et de services au gouvernement fédéral: ordre de la Chambre (Question n° 149)—M. Morris, 162; dépôt de la réponse, 284.—Doc. parl. n° 218.

Financement provisoire des producteurs de grain des Prairies.

Voir Grain des Prairies.

Fonds de bienfaisance de l'armée:

Voir Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée:

Force motrice:

Documents relatifs à l'aménagement d'usines de force motrice et de lignes de transmission d'électricité en Saskatchewan et aménagement d'un barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan: adresse (*Avis de motion n° 47)—M. Argue, 339.

Copie de documents échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec et (ou) l'Hydro-Québec, relativement à l'exécution d'ouvrages, y compris la mise en valeur de la force motrice dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent: adresse (*Avis de motion n° 48)—M. Chevrier, 376.

Voir aussi Entreprise de force motrice de Beechwood.

Forces aériennes:

Voir Intégration des opérations des forces aériennes.—Slemon, C.R.

Forêts des Rocheuses orientales:

Voir Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales.

Forrester, M. George W.:

Voir Transports.

Frontière entre l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest:

Voir Alberta-Territoires du Nord-Ouest (Frontière).

Frontière entre Ontario et Québec:

Copie de documents relatifs à la frontière entre Ontario et Québec sur le lac Saint-François: adresse (*Avis de motion n° 10)—M. Chevrier, 60.

Fruits et légumes:

Voir Commission du tarif.

G

Galerie nationale du Canada:

Rapport de la Galerie nationale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, 66.—Doc. parl. n° 18 (*imprimé*). Texte français, 76.

Gaz naturel:

Documents relatifs aux prix et à la quantité du gaz naturel pouvant être exporté aux États-Unis: adresse (*Avis de motion n° 18)—M. Argue, 151; dépôt de la réponse, 249.—Doc. parl. n° 202.

Gendarmerie royale du Canada:

Rapport de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, 21.—Doc. parl. n° 77.

Voir aussi Pension du service public.

Goalpara, Centrale thermique de:

Voir Pakistan.

Gouverneur général, Son Excellence le:

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière expirant le 31 mars 1958, 15.—Doc. parl. n° 47 (*imprimé*).

Message transmettant le budget de sommes supplémentaires, 15.—Doc. parl. n° 47*a* (*imprimé*).

Message transmettant le budget de nouvelles sommes supplémentaires (1), 16.—Doc. parl. n° 47*b* (*imprimé*).

Message transmettant le budget de nouvelles sommes supplémentaires (2), 16.—Doc. parl. n° 47*c* (*imprimé*).

Message transmettant le budget de nouvelles sommes supplémentaires (3), 377.—Doc. parl. n° 47*d* (*imprimé*).

Gouverneur général, Secrétaire du:

Lettre relative à l'ouverture de la première session du 23e Parlement par Sa Majesté la Reine, 8.

Lettres relatives à la sanction royale, 49, 91, 167, 205, 295, 317, 391.

Grain des Prairies:

Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison.—Résolution: présentation, 31; comité plénier, 50; adoption, 51.—Bill n° 14: présentation—M. Churchill, et 1re lecture, 51; motion tendant à la 2e lecture et débat, 60; débat, 63; motion mise aux voix et agréée au vote de 188 contre 6, 64; 2e lecture et comité plénier, 66; comité plénier, 68; comité plénier (avec des amendements) et 3e lecture, 72; adoption au Sénat, 92; sanction royale (le 7 novembre 1957), 93.—6 Élisabeth II, chapitre 2, Statuts du Canada, 1957-1958.

Rapport concernant l'application de la Loi de 1956 sur le financement provisoire des producteurs de grain des Prairies pour la période allant du 15 novembre 1955 au 31 mai 1957, 47.—Doc. parl. n° 179.

Greffier de la Chambre des communes:

Le greffier dépose sur le bureau la liste des députés élus lors de la 23e élection générale tenue le 10 juin 1957, 1.

Le greffier dépose sur le bureau le certificat d'élection d'un député, 6.

Le greffier communique à la Chambre une lettre relative à l'ouverture de la 1re session du 23e Parlement, 7.

H

Habitation:

Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.—Résolution: présentation, 193; comité plénier, 234, 283; adoption, 284.—Bill n° 238: présentation—M. Green, et 1re lecture, 284; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 289; adoption au Sénat, 295; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 18, Statuts du Canada, 1957-1958.

Hamilton, Commissaires du havre de:

Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.—Résolution: présentation, 184; adoption, 229.—Bill n° 197: présentation—M. Hees, et 1re lecture, 230; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 230; rapport du comité, 247; comité plénier (avec amendement) et 3e lecture, 291; adoption au Sénat, 296; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 16, Statuts du Canada, 1957-1958.

Hamilton, M. John Borden:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1456 nommant M. John Borden Hamilton, député, au poste d'adjoint parlementaire au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, 92.—Doc. parl. n° 190.

Hastings-Frontenac, District électoral de:

Voir Smith, L'hon. Sidney Earle.

Hong-Kong:

Voir Citoyenneté et Immigration.

Hydro-Québec:

Voir Force motrice.

I

Île du Prince-Édouard:

Voir Énergie électrique.

Immatriculation de navires:

Copie de la lettre du ministre du Travail au secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats ouvriers indépendants, 203.—Doc. parl. n° 156*a*.

Immigration:

Voir Calgary Citizenship Council.—Citoyenneté et Immigration.

Importations:

Voir Miel.—Pétrole.—Plomb et zinc.

Impôt sur le revenu:

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Communication de renseignements).—Bill n° 7: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 20.

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Appels portés par des corporations).—Bill n° 8: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 20.

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.—Bill n° 232: présentation—M. Fleming, et 1re lecture, 254; motion tendant à la 2e lecture et débat, 267; 2e lecture et comité plénier, 269; objection en comité plénier et appel à la Chambre, 270; la décision du président du comité plénier est rejetée par le vote de 60 contre 72, 270; comité plénier, 271, 278; comité plénier et 3e lecture, 279; adoption au Sénat, 292; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 17, Statuts du Canada, 1957-1958.

Voir aussi Arrangements entre le Canada et les provinces.—Canada-Australie (Accord fiscal).—Relations fiscales fédérales-provinciales.

Impôt sur les biens transmis par décès:

Loi concernant l'impôt sur les biens transmis par décès.—Résolution: présentation, 323; comité plénier, 379; adoption, 383.—Bill n° 248: présentation—M. Fleming, et 1re lecture, 383.

Impressions, Comité mixte:

Message du Sénat et liste des membres faisant partie du comité mixte, 59; institution du comité, mandat du comité, message au Sénat et liste des membres faisant partie du comité mixte, 150.

Impressions et papeterie publiques:

Commandes d'impressions à l'extérieur placées par l'Imprimeur de la Reine: ordre de la Chambre (Question n° 310)—M. Fisher, 325; dépôt de la réponse, 335.—Doc. parl. n° 133*a*.

Rapport du département des Impressions et de la Papeterie publiques pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 389.—Doc. parl. n° 133 (*imprimé*).

Inde:

Voir Citoyenneté et Immigration.—Colombo, Plan de.

Indiens:

Rapport sur le nombre et le montant des prêts consentis aux Indiens au cours de l'année terminée le 31 mars 1957, 21.—Doc. parl. n° 13.

Loi modifiant la Loi sur les Indiens.—Bill n° 24: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 81.

Loi modifiant la Loi sur les Indiens.—Bill n° 246: présentation—M. Fulton, et 1re lecture, 375; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 388.

Nombre d'Indiens résidant dans la réserve de White-Bear: ordre de la Chambre (Question n° 135)—M. McCullough, 161; dépôt de la réponse, 307.—Doc. parl. n° 13*a*.

Inspecteurs et employés:

Voir Assistance à l'agriculture des Prairies.

Intégration des opérations des forces aériennes:

Exemplaire de la déclaration relative à l'intégration des opérations des forces aériennes de défense du Canada et des États-Unis, 61.—Doc. parl. n° 183.

Intérêt:

Loi modifiant la Loi sur l'intérêt.—Bill n° 17: présentation—M. Argue, et 1re lecture, 71; motion tendant à la 2e lecture et débat, 333.

Invalides:

Loi modifiant la Loi sur les invalides.—Résolution: présentation, 46; comité plénier, 75; adoption, 78.—Bill n° 23: présentation—M. Monteith, et 1re lecture, 78; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 83; adoption au Sénat, 133; sanction royale (le 21 novembre 1957), 169.—6 Élisabeth II, chapitre 5, Statuts du Canada, 1957-1958.

Investors Trust Company:

Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".—Pétition, 48; rapport de l'examinateur, 89; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 29 (K du Sénat)—M. Chown, 92; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 97; rapport du comité, 187; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 238.—6 Élisabeth II, chapitre 41, Statuts du Canada, 1957-1958.

Israël:

Voir Blé.

J

Jasper:

Voir Parcs nationaux.

Jours de fête statutaires payés:

Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés.—Bill n° 3: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 19; motion tendant à la 2e lecture et débat, 277.

Juges:

Loi modifiant la Loi sur les juges.—Résolution: présentation, 72.

K

Kerwin, L'hon. Juge Patrick:

Message de l'honorable Patrick Kerwin invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Sénat, 92, 168, 205, 236, 296, 394.

Knowles, M. Stanley H.:

Voir Présidence de la Chambre des communes.

Kratzmeir, M. Charles:

Voir Postes.

L

Lanark, District électoral de:

Voir Doucett, M. George H.

Laos:

Voir Commission internationale de surveillance et de contrôle pour le Laos.

Lignes aériennes:

Voir Postes.

Loi électorale du Canada:

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votation aux bureaux provisoires).—Bill n° 6: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture, 305.

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Bulletins de vote).—Bill n° 12: présentation—M. Thomas (Wetaskiwin), et 1re lecture, 31; motion tendant à la 2e lecture et débat, 75.

Loi modifiant la Loi électorale du Canada.—Bill n° 25: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 81; débat, 342.

M

MacDonald, M. John:

Documents relatifs à la mise à pied de M. John MacDonald, inspecteur des réparations au quai de Cribbin's-Point, (Nouvelle-Écosse): ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 42)—M. MacEachen, 232; dépôt de la réponse, 308.—Doc. parl. n° 223.

Manitoba:

Voir Chemins de fer nationaux.—Relations fiscales fédérales-provinciales.

Marine et pêcheries, Comité permanent:

Institution du comité, 147; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 251.

Marine marchande du Canada:

État concernant les recettes et les dépenses en application de la Partie V de la Loi sur la marine marchande du Canada (Marins malades) pour l'année financière terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 66.—Doc. parl. n° 104.

Membres du cabinet:

Membres du Cabinet qui font actuellement partie du conseil d'administration de quelque société, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 4)—M. Knowles (Winipeg-Nord-Centre), 67; dépôt de la réponse, 379.—Doc. parl. n° 234.

Mexico Tramways Company:

Loi concernant la "Mexico Tramways Company".—Pétition, 79; rapport de l'examinateur, 89; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 73 (M du Sénat)—M. Vivian, 140; 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 178; rapport du comité, 199; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 238.—6 Élisabeth II, chapitre 34, Statuts du Canada, 1957-1958.

Michener, L'honorable Roland:

Élection de l'honorable Roland Michener (Saint-Paul's) comme Orateur de la Chambre des communes, 7.

Middle-Caraquet (N.-B.):

Somme versée par le gouvernement pour l'achat d'une propriété ou d'un terrain aux abords du quai public de Middle-Caraquet: ordre de la Chambre (Question n° 316)—M. Robichaud, 345.

Middle-Island (N.-É.), Quai de:

Voir Bush, M. Harris.

Miel:

Nombre de livres de miel importées des États-Unis d'Amérique au Canada en 1957: ordre de la Chambre (Question n° 332)—M. White, 361; dépôt de la réponse, 372.—Doc. parl. n° 233.

Mines d'or:

Rapport concernant l'application de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 57.—Doc. parl. n° 86 (*imprimé*).

Mines et relevés techniques:

Rapport du ministère des Mines et des Relevés techniques pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 234.—Doc. parl. n° 84 (*imprimé*).

Mines, forêts et cours d'eau, Comité permanent:

Institution du comité, 147; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 168.

Ministres des finances du Commonwealth:

Voir Mont-Tremblant, Conférence de.

Miramichi, Rivière:

Voir Ponts.

Mont-Tremblant, Conférence de:

Exemplaire du communiqué relatif à la réunion des ministres des Finances du Commonwealth, tenue à Mont-Tremblant (Québec), en septembre et octobre 1957, 45.—Doc. parl. n° 180.

Nombre de délégués de tous les pays du Commonwealth qui ont assisté à la Conférence des ministres des Finances tenue à Mont-Tremblant: ordre de la Chambre (Question n° 197)—M. Cameron, 194; dépôt de la réponse, 329.—Doc. parl. n° 180*a*.

N

Nations Unies:

Voir Alimentation et agriculture.

Navigation:

Voir Amélioration à la navigation.

Navires de l'État:

Hommes embauchés pour les navires de l'État chaque saison: ordre de la Chambre (*Question n° 48)—M. Fisher, 289; dépôt de la réponse, 372.—Doc. parl. n° 231.

New York Central Railway Company:

Voir Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York.

Nielsen, M. Eric:

Certificat d'élection, 351; prend séance à la Chambre, 351.

Nimpkish, Rivière:

Voir Pulvérisaiton aérienne des forêts.

Nord canadien et des Ressources nationales:

Rapport du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 372.—Doc. parl. n° 108 (*imprimé*).

Voir aussi Commission d'énergie du Nord canadien.—Virements dans les sommes du budget.

Northern Ontario Pipe Line:

Rapport de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* pour la période allant du 7 juin au 31 décembre 1956 (texte français), 21.—Doc. parl. n° 176.

Correspondance relative à des demandes visant à permettre de présenter des soumissions pour les travaux de construction dans la section du pipeline de gaz financé par l'État, aménagé depuis l'est de la tête des Lacs: adresse (*Avis de motion n° 20)—M. Benidickson, 151; dépôt de la réponse, 185.—Doc. parl. n° 176*a*.

Copie de la clause ou des clauses contenues dans les contrats de construction de la *Northern Ontario Pipe Line* concernant la préférence à donner aux ouvriers qui résident au Canada: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 34)—M. Benidickson, 195; dépôt de la réponse, 249.—Doc. parl. n° 176*b*.

Northern Transportation Company Limited:

Rapport de la *Northern Transportation Company Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1956 (textes français et anglais), 17.— Doc. parl. n° 139*a* (*imprimé*).

Norvège:

Voir Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Nouveau-Brunswick:

Voir Énergie.—Entreprise de force motrice de Beechwood.—Ponts.

Nouvelle-Écosse:

Voir Énergie.—Relations fiscales fédérales-provinciales.

O

Obligations du gouvernement canadien:

Somme que représentent les obligations du gouvernement canadien achetées en 1957 par la Banque du Canada, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 216)—M. Hansell, 195; dépôt de la réponse, 316.—Doc. parl. n° 226.

Office de la recherche en pêcheries du Canada:

Rapport de l'Office de la recherche en pêcheries du Canada pour la période allant du 1er janvier 1956 au 31 mars 1957 (textes français et anglais), 302.—Doc. parl. n° 68 (*imprimé*).

Office des prix agricoles:

Rapport de l'Office des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957, 21.—Doc. parl. n° 5.

Office des prix des produits de la pêche:

Rapport de l'Office des prix des produits de la pêche pour l'année terminée le 31 mars 1957, 30.—Doc. parl. n° 67 (*imprimé*).

Office des produits agricoles:

Rapport de l'Office des produits agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 21.—Doc. parl. n° 6.

Office fédéral du charbon:

Rapport de l'Office fédéral du charbon pour l'année terminée le 31 mars 1957, 30.—Doc. parl. n° 85.

Office national du film:

Rapport de l'Office national du film du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 32.—Doc. parl. n° 17 (*imprimé*).

Officiers rapporteurs:

Officiers rapporteurs remplacés depuis le 10 juin 1957: ordre de la Chambre (Question n° 345)—M. Deschatelets, 383.

Ogdensburg:

Voir Ponts.

Ontario:

Voir Assistance-chômage.—Frontière entre Ontario et Québec.—Réfugiés hongrois.

Optic Lake—Chisel Lake:

Voir Chemins de fer Nationaux du Canada.

Orateur, Monsieur l':

Élection de l'honorable Roland Michener, député du district électoral de Saint-Paul's (Toronto), comme Orateur de la Chambre des communes, 7.

Communication d'une lettre relative à l'ouverture officielle de la première session du 23e Parlement, 8.

M. l'Orateur se rend à la salle des séances du Sénat et déclare qu'il a été élu Orateur de la Chambre des communes, 8.

Rapport relatif à la reconnaissance habituelle des privilèges des Communes, 9.

M. l'Orateur fait rapport du discours du Trône, 9.

M. l'Orateur donne lecture d'un message de Son Excellence le Gouverneur général concernant la nomination de la commission de régie intérieure de la Chambre, 12.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a reçu le certificat du jugement rendu au sujet de l'élection tenue dans le district électoral du Yukon le 10 juin 1957, 37.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a adressé son mandat au directeur général des élections lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour le district électoral du Yukon, 44.

Lettres relatives à la sanction royale, 49, 91, 167, 205, 235, 295, 317, 391.

Sanction royale, 51, 93, 169, 205, 235, 296, 320, 394.

Certificats d'élection de nouveaux députés, 6, 143, 351.

Suspension de la séance à cause d'une panne d'électricité, 337.

Voir aussi Commission du service civil.

Orateur, Décisions de M. l':

Déclaration de M. l'Orateur portant sur les questions orales, 23.

Décision de M. l'Orateur au sujet d'un rappel au Règlement de M. Fleming relativement au Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, 64.

Décision de M. l'Orateur au sujet de la motion tendant à la 2e lecture d'un bill privé ("British Columbia Telephone Company"), et son renvoi à un comité permanent, 82.

Décision de M. l'Orateur portant que la Chambre est régulièrement saisie du projet de motion de M. Fleming demandant la permission de présenter le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, 253.

Décision de M. l'Orateur portant que la proposition d'amendement de M. Zaplitny au Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, n'est pas réglementaire, 366.

Organisation des Nations Unies:

Voir Alimentation et agriculture.

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN):

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de Norvège portant continuation du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*b*.

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Pays-Bas portant continuation du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*c*.

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Danemark portant continuation du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*d*.

P

Pakistan:

Échange de notes entre le Canada et le Pakistan au sujet du financement et de la construction en commun par le Canada et le Pakistan de la centrale thermique de Goalpara (textes français et anglais), 217.—Doc. parl. n° 32.

Voir aussi Citoyenneté et Immigration.—Colombo, Plan de.

Parcs nationaux:

Façon d'établir le salaire des employés rémunérés aux taux courants dans les parcs nationaux du Canada: ordre de la Chambre (Question n° 55)—M. McEachen, 85; dépôt de la réponse, 88.—Doc. parl. n° 189.

Soumissions pour des concessions de télébennes ou monte-pente à nacelle dans les parcs nationaux de Banff et de Jasper: ordre de la Chambre (Question n° 71)—M. Lesage, 86; dépôt de la réponse, 88.—Doc. parl. n° 189*a*.

Partage d'impôts:

Voir Arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.—Relations fiscales fédérales-provinciales.

Passif-dépôts:

Classement du passif-dépôts des banques à charte payable au public du Canada en monnaie canadienne, 134.—Doc. parl. n° 35 (*imprimé*).

Pays-Bas:

Voir Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Pêche:

Arrêté en conseil C.P. 1957-371 autorisant le mode d'affectation des primes de pêche à verser pendant l'année expirant le 31 mars 1957, 30.—Doc. parl. n° 69.

Exposé de la matière dont les primes de pêche ont été versées pendant l'année terminée le 31 mars 1957, 30.—Doc. parl. n° 69.

Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche pour la période allant du 12 décembre 1955 au 31 mars 1957, 47.—Doc. parl. n° 52.

Voir aussi Office des prix des produits de la pêche.

Pénitenciers:

Rapport du commissaire des pénitenciers pour l'année terminée le 31 mars 1957, 75.—Doc. parl. n° 76 (*imprimé*).

Pension du service public:

Motion de M. McIvor portant que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative propre à augmenter la pension des fonctionnaires publics et des membres de la Gendarmerie royale du Canada, etc., 282; débat, 282.

Rapport sur l'application des Parties I et II de la Loi sur la pension du service public pour l'année close le 31 mars 1957, 263.—Doc. parl. n° 60.

Pensions:

Loi modifiant la Loi sur les pensions.—Résolution: présentation, 50; comité plénier, 88, 95; adoption, 96.—Bill n° 35: présentation—M. Comtois, et 1re lecture, 96; motion tendant à la 2e lecture et débat, 292; 2e lecture, comité plénier (avec des amendements) et 3e lecture, 293; adoption au Sénat, 296; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 19, Statuts du Canada, 1957-1958.

Pensions et gratifications:

État concernant les pensions et gratifications versées au cours de l'année terminée le 31 mars 1957 et état concernant les opérations du Compte de pension des services permanents pour l'année terminée le 31 mars 1957 et la situation financière dudit compte au 31 mars 1957, 36.—Doc. parl. n° 93.

Pérou:

Voir Services aériens.

Perspectives économiques du Canada:

Études rédigées pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada: 173, 335, 368, 385.—Doc. parl. n°s 193, 193*a*, 193*b*, 193*c*, 193*d* (*imprimés*).

Rapport sur les perspectives économiques du Canada en 1957, 353.—Doc. parl. n° 227.

Pétitions:

Dépôt de pétitions: 19, 35, 73, 91, 95, 127, 155, 159, 167, 171, 179.

Dépôt de rapports du greffier des pétitions: 27, 41, 79, 98, 113, 134, 164, 169, 178, 186, 191.

Dépôt de rapports de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés: 57, 89, 113, 121, 133, 135, 164, 186, 196, 221.

Pétrole:

Communiqué de presse concernant le programme de restriction volontaire des importations de pétrole mis en œuvre par le gouvernement des États-Unis, 305.—Doc. parl. n° 225.

Note adressée au gouvernement des États-Unis par le gouvernement du Canada touchant les restrictions américaines sur les importations de pétrole, 347.—Doc. parl. n° 225*a*.

Plessisville, Édifice public à:

Télégrammes et correspondance concernant le projet de construction d'un édifice public à Plessisville: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 23)—M. Lafontaine, 152; dépôt de la réponse, 250.—Doc. parl. n° 206.

Plomb et zinc:

Notes échangées entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique touchant les propositions américaines de majoration des droits de douane sur les importations de plomb et de zinc, 387.—Doc. parl. n°s 236-236*a*.

Pologne:

Voir Blé.

Polymer Corporation Limited:

Arrêté en conseil C.P. 1958-153 approuvant le budget d'établissement de la *Polymer Corporation Limited* pour l'année expirant le 31 décembre 1958, 389.—Doc. parl. n° 27*a*.

Ponts:

Copie de documents relatifs au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton et Pointe-à-la-Croix: adresse (*Avis de motion n° 9)—M. Robichaud, 60; dépôt de la réponse, 185.—Doc. parl. n° 196.

Demande d'aide financière de la part du gouvernement du Nouveau-Brunswick, etc., pour le relevé et la construction d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi: ordre de la Chambre (Question n° 47)—M. McWilliam, 67; dépôt de la réponse, 249.—Doc. parl. n° 196*a*.

Documents relatifs au projet de construction d'un pont au-dessus du canal Rideau: Adresse (*Avis de motion n° 31)—M. McIlraith, 153; dépôt de la réponse, 282.—Doc. parl. n° 215.

Correspondance relative au pont international reliant Ogdensburg à Prescott: adresse (*Avis de motion n° 32)—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), 163; dépôt de la réponse, 190.—Doc. parl. n° 199.

Documents relatifs au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche: adresse (*Avis de motion n° 40)—M. Robichaud, 231; dépôt de la réponse, 302.—Doc. parl. n° 196*b*.

Documents relatifs au projet de construction d'un nouveau pont sur le canal Rideau à l'avenue Bronson: adresse (*Avis de motion n° 46)—M. McIlraith, 231; dépôt de la répoinse, 342.—Doc. parl. n° 215*a*.

Postes:

Rapport du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1957, 30.—Doc. parl. n° 121 (*imprimé*).—Texte français, 363.

Copie de l'ordonnance n° 107 du directeur de district des services postaux à Ottawa, relative au transport postal: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 6)—M. McIlraith, 68; dépôt de la réponse, 69.—Doc. parl. n° 121*a*.—Réponse supplémentaire, 308.—Doc. parl. n° 121c.

Documents relatifs au renvoi de MM. Ambrose Truman et Charles Kratzmeir du bureau de poste de Brantford: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 26)—M. Coldwell, 152; dépôt de la réponse, 307.—Doc. parl. n° 222.

Ordonnances relatives au transport postal concernant l'activité politique des entrepreneurs de transport postal: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 25)—M. St-Laurent (Témiscouata), 162; dépôt de la réponse, 190.—Doc. parl. n° 121*b*.

Sommes versées à des sociétés de lignes aériennes pour le transport du courrier: ordre de la Chambre (Question n° 210)—M. Howard, et dépôt immédiat de la réponse, 324.—Doc. parl. n° 121*d*.

Documents relatifs à l'établissement d'un service de livraison par facteurs dans les limites de la ville d'Alma: adresse (*Avis de motion n° 49)—M. Gauthier (Lac-Saint-Jean), 383.

Prescott:

Voir Ponts.

Présidence de la Chambre des communes:

Copie de lettres en date des 19 et 24 août 1957, échangées entre le premier ministre et M. Stanley H. Knowles, député, concernant le poste d'Orateur de la Chambre des communes, 27.—Doc. parl. n° 178.

Prêt agricole canadien:

Voir Commission du prêt agricole canadien.

Prêts:

Classement des prêts consentis au Canada par les banques à charte, 134.—Doc. parl. n° 35 (*imprimé*).

Privilèges et élections, Comité permanent:

Institution du comité, 143; mandat du comité, 150.

Procédure de la Chambre:

Motion de M. Green portant que les ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement auront priorité sur toutes les autres affaires; la Chambre se réunira à onze heures du matin, 21.

Motion de M. Green portant que la Chambre se réunisse à deux heures et demie de l'après-midi (débat sur l'adresse en réponse au discours de Sa Majesté), 96.

Motion de M. Green portant que les ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement aient priorité sur tous les autres travaux, 140.

Motion de M. Diefenbaker portant que le mercredi 27 novembre, et chaque mercredi subséquent, la Chambre siège de huit heures à dix heures du soir, 183.

Procédure de la Chambre—*Fin*

Motion de M. Green portant qu'à compter du mercredi 4 décembre 1957, les heures de séance soient, les mercredi, jeudi et vendredi, de onze heures du matin à dix heures du soir, etc., 219.—Débat et proposition d'amendement de M. Low rejetée par le vote de 21 contre 121, 220.—Adoption de la motion principale, 220.

Motion de M. Diefenbaker portant que le lundi 13 janvier soit un jour du Gouvernement, 337.

Voir aussi Suspension de la séance.

Producteurs de fruits:

Aide accordée à la Commission royale chargée d'enquêter sur les problèmes des producteurs de fruits de la vallée d'Okanagan: ordre de la Chambre (Question n° 195)—M. Christian, 194; dépôt de la réponse, 252.—Doc. parl. n° 207.

Producteurs de grain des Prairies:

Voir Grain des Prairies.

Production de documents:

Motion de production de documents rejetée, 255.

Produits agricoles:

Rapport concernant les conventions conclues sous le régime de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 21.—Doc. parl. n° 7.

Voir aussi Office des prix agricoles.—Office des produits agricoles.

Publicité:

Voir Radiodiffusion et télédiffusion.

Pulvérisation aérienne des forêts:

Mise en œuvre d'un programme de pulvérisation aérienne des forêts dans la région de la vallée de Quatsino-Nimpkish, au nord de l'île de Vancouver: ordre de la Chambre (Question n° 93)—M. Barnett, 86; dépôt de la réponse, 124.—Doc. parl. n° 191.

Q

Québec:

Voir Force motrice.—Frontière entre Ontario et Québec.

R

Radiodiffusion et télédiffusion:

Émissions radiophoniques et de télévision commanditées par certains ministères du gouvernement, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 264)—M. Hansell, 324; dépôt de la réponse, 329.—Doc. parl. n° 106*a*.

Réfugiés hongrois:

Documents relatifs à tout ce qui a trait à l'accueil, au bien-être, à l'entretien et à l'établissement des réfugiés hongrois: adresse (*Avis de motion n° 30)—M. Pickersgill, 153.

Nombre de réfugiés hongrois admis au Canada à la suite de la révolution en Hongrie: ordre de la Chambre (Question n° 118)—M. Castleden, 160; dépôt de la réponse, 380.—Doc. parl. n° 12*c*.

Voir aussi Cityonneté et Immigration.

Règlement, Comité permanent:

Institution du comité, 146; mandat du comité, 150; changement dans le personnel, 183.

Règlement de la Chambre des communes:

Avis de motion tendant à l'abrogation de l'article 33 du Règlement de la Chambre des communes, 255.

Reine Élisabeth II, Sa Majesté la:

Lecture du discours du trône, 9.

Adoption par la Chambre d'une adresse de fidélité et d'attachement à Sa Majesté la Reine, 12.

Voir aussi Adresse en réponse au discours du trône.

Relations fiscales fédérales-provinciales:

Copie des lettres échangées entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces au sujet d'une conférence fédérale-provinciale (textes français et anglais), 67.—Doc. parl. n° 185.

Copie d'une lettre adressée le 31 octobre 1957 aux premiers ministres des provinces par le premier ministre du Canada au sujet de la conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales (textes français et anglais), 77.—Doc. parl. n° 185*a*.

Copie de lettres échangées entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province du Manitoba concernant le programme de la Conférence fédérale-provinciale, 164.—Doc. parl. n° 185*b*.

Exemplaire du compte rendu quotidien des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957 (textes français et anglais), 193.—Doc. parl. n°s 185*c* et 185*d*.

Copie du communiqué publié à l'issue de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales (textes français et anglais), 193.—Doc. parl. n° 185*e*.

Copie des lettres échangées du 18 décembre 1957 au 7 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres de la Saskatchewan et du Manitoba, relativement à la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, 338.—Doc. parl. n° 185*f*.

Exemplaire du télégramme adressé le 24 janvier 1958 aux premiers ministres des provinces par le premier ministre du Canada concernant les paiements fiscaux (textes français et anglais), 373.—Doc. parl. n° 185*g*.

Exemplaire de la correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse concernant certains aspects des relations fiscales fédérales-provinciales, 375.—Doc. parl. n° 185*h*.

Relations fiscales fédérales-provinciales—*Fin*

Exemplaire des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957, 377.—Doc. parl. n° 185*i* (*imprimé*).

Exemplaire de la correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et le premier ministre du Nouveau-Brunswick et entre le premier ministre de cette dernière province et le premier ministre du Manitoba, concernant certains aspects des relations fiscales fédérales-provinciales, 378.—Doc. parl. n° 185*j*.

Voir aussi Arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Relations industrielles, Comité permanent:

Institution du comité, 148; mandat du comité, 150.

Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail:

Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et les enquêtes visant les différends du travail (Prélèvement révocable volontaire des cotisations)—Bill n° 5: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 19; motion tendant à la 2e lecture et débat, 371.

Remplacement de matériel:

État concernant les sommes reçues et déboursées dans le Fonds spécial affecté au remplacement du matériel pour l'année terminée le 31 mars 1957, 36.—Doc. parl. n° 94.

Représentants diplomatiques:

Pays dans lesquels le Canada maintient des représentants diplomatiques: ordre de la Chambre (Question n° 40)—M. McGregor, 160; dépôt de la réponse, 216.—Doc. parl. n° 201.—Réponse supplémentaire, 249.—Doc. parl. n° 201*a*.

République fédérale d'Allemagne:

Voir Énergie atomique.

Restaurant, Comité mixte.

Message du Sénat et liste des membres faisant partie du comité, 59; institution du comité, mandat du comité, message au Sénat et liste des membres faisant partie du comité, 151.

Restigouche, Rivière:

Voir Ponts.

Restrictions américaines:

Voir Pétrole.

Rétablissement agricole des Prairies:

Rapport sur le rétablissement agricole des Prairies et les opérations s'y rattachant, pour l'année terminée le 31 mars 1957, 346.—Doc. parl. n° 10 (*imprimé*).

Emploi de M. A. Patrick De Shaye aux administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 315)—M. Castleden, 361; dépôt de la réponse, 372.—Doc. parl. n° 232.

Voir aussi Assistance à l'agriculture des Prairies.

Revenu national:

Rapport du ministère du Revenu national contenant les relevés relatifs aux recettes des douanes et de l'accise et à d'autres services, ainsi qu'à l'accise et aux impôts sur le revenu du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 36.—Doc. parl. n° 105 (*imprimé*).

Rideau, Canal:

Voir Ponts.

Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited:

Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".—Pétition, 27; rapport de l'examinateur, 57; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 31 (E du Sénat)—M. Morton, 95; 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 173; rapport du comité, 199; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 237.—6 Élisabeth II, chapitre 35, Statuts du Canada, 1957-1958.

Rocheuses orientales:

Voir Conservation des forêts des Rocheuses orientales.

Route reliant le Saint-Laurent à New-York:

Rapport de la Commission conjointe internationale sur l'aspect économique que présenterait l'aménagement d'une route reliant le Saint-Laurent à New-York; ordre de la Chambre (Question n° 22)—M. Chevrier, 159; dépôt de la réponse, 190.—Doc. parl. n° 198.

Route Stewart-Cassiar:

Documents relatifs à la route désignée sous le nom de Stewart-Cassiar: adresse (*Avis de motion n° 35)—M. Howard, 184; dépôt de la réponse, 307.—Doc. parl. n° 224.

Route transcanadienne:

Rapport des opérations relevant de la Loi sur la route transcanadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, 313.—Doc. parl. n° 127 (*imprimé*).

Royaume-Uni:

Voir Déclaration d'objectif commun.

S

Saint-Laurent, Fleuve:

Voir Force motrice.—Route Saint-Laurent-New-York.

Sainte-Claire, Rivière:

Voir Amélioration à la navigation.

Sainte-Marie, Rivière:

Voir Amélioration à la navigation.—St. Mary's River Bridge Company.

Salaire minimum:

Loi établissant un salaire minimum pour les employés.—Bill n° 4: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 19; motion tendant à la 2e lecture et débat, 203, 206, 378.

Salle municipale:

Exemplaire des lettres échangées entre le ministre des Finances et l'honorable Paul Martin concernant l'octroi éventuel d'une subvention en vue de l'érection d'une grande salle municipale à Windsor, 378.—Doc. parl. n° 235.

Sanction royale:

Le 24 octobre 1957, 51; le 7 novembre 1957, 93; le 21 novembre 1957, 169; le 28 novembre 1957, 205; le 5 décembre 1957, 236; le 20 décembre 1957, 296; le 7 janvier 1958, 320; le 31 janvier 1958, 394.

Sao Paulo Electric Company, Limited:

Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".—Pétition, 27; rapport de l'examinateur, 57; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 32 (F du Sénat)—M. Morton, 95; 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 174; rapport du comité, 199; comité plénier et 3e lecture, 212; sanction royale (le 5 décembre 1957), 237.—6 Élisabeth II, chapitre 36, Statuts du Canada, 1957-1958.

Saskatchewan:

Voir Relations fiscales fédérales-provinciales.

Saskatchewan, Barrage sur le bras sud de la Rivière:

Voir Force motrice.

Secrétariat d'État:

Rapport du Secrétaire d'État du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 32.—Doc. parl. n° 128 (*imprimé*).

Sécurité de la vieillesse:

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.—Résolution: présentation, 45; comité plénier, 52, 56, 72; adoption, 73.—Bill n° 19: présentation—M. Monteith, et 1re lecture, 74; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 78; adoption au Sénat, 92; sanction royale (le 7 novembre 1957), 93.—6 Élisabeth II, chapitre 3, Statuts du Canada, 1957-1958.

Voir aussi Allocations familiales.

Sénat et Chambre des communes:

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes.—Bill n° 22: présentation—M. Johnson (Kindersley), et 1re lecture, 77; motion tendant à la 2e lecture et débat, 348.

Service national de placement:

Voir Assurance-chômage.

Service public:

Fonctionnaires congédiés à cause de leur activité politique: ordre de la Chambre (Question n° 99)—M. Hahn, 87; dépôt de la réponse, 348.—Doc. parl. n° 129*e*.

Nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina: ordre de la Chambre (Question n° 227)—M. Ellis, 194; dépôt de la réponse, 278.—Doc. parl. n° 129*b*.

Nombre de personnes à l'emploi du gouvernement fédéral à titre temporaire et permanent, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 171)—M. Hansell, 194; dépôt de la réponse, 251.—Doc. parl. n° 129*a*.

Nombre de fonctionnaires civils dans certains endroits de la Colombie-Britannique: ordre de la Chambre (Question n° 296)—M. Hahn, 324; dépôt de la réponse, 335.—Doc. parl. n° 129*c*.

Services aériens:

Échange de notes entre le Canada et le Pérou modifiant l'accord relatif aux services aériens entre les deux pays (textes français et anglais), 216.—Doc. parl. n° 32*e*.

Accord entre le Canada et la Suisse relatif aux services aériens (textes français et anglais), 389.—Doc. parl. n° 32*j*.

Voir aussi Circulation aérienne.

Services de défense:

Voir Compte de pension des services permanents.—Pensions et gratifications.

Sipiwesk-Rivière Burntwood:

Voir Chemins de fer nationaux du Canada.

Slemon, C. R.:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1033 nommant le maréchal de l'air C. R. Slemon au poste de commandant en chef adjoint des opérations des forces aériennes de défense du Canada et des États-Unis, 61.—Doc. parl. n° 183.

Smith, L'hon. Sidney Earle:

Certificat d'élection, 143; prend séance à la Chambre, 143.

Société canadienne des télécommunications transmarines:

Rapport de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 18.—Doc. parl. n° 157 (*imprimé*).

Arrêté en conseil C.P. 1958-109 approuvant le budget d'établissement revisé de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année expirant le 31 mars 1958, 395.—Doc. parl. n° 157*a*.

Société centrale d'hypothèques et de logement:

Budget d'établissement de la Société centrale d'hypothèques et de logement—Annexe A, pour l'année expirant le 31 décembre 1958, 346.—Doc. parl. n° 126*a*.

Société Radio-Canada:

Rapport de la Société Radio-Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957 (textes français et anglais), 36.—Doc. parl. n° 106 (*imprimé*).

Société royale du Canada:

Procès-verbaux de la Société royale du Canada pour l'année 1956 (textes français et anglais), 14.—Doc. parl. n° 173 (*imprimé*).

État financier de la Société royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, 14.—Doc. parl. n° 173*a*.

Stabilisation des prix agricoles:

Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles.—Résolution: présentation, 71; comité plénier, 263; adoption, 280.—Bill n° 327: présentation—M. Harkness, et 1re lecture, 280; motion tendant à la 2e lecture et débat, 296; débat, proposition d'amendement de M. McCullough et débat, 299, 342, 347, 348, 349, 362, 365; la proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote de 39 contre 130, 365; débat sur la motion principale, 366; proposition d'amendement de M. Zaplitny, 366; M. Harkness invoque le Règlement, 366; décision de M. l'Orateur, 366; débat sur la motion principale, 367; motion tendant à la 3e lecture agréée par le vote de 110 contre 37, 369; 3e lecture et comité plénier, 370, 371; comité plénier (avec des amendements) et 3e lecture, 373; adoption au Sénat, 387; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 22, Statuts du Canada, 1957-1958.

Stewart-Cassiar:

Voir Route Stewart-Cassiar.

St. Mary's River Bridge Company:

Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".—Pétition, 178; rapport de l'examinateur, 186; message du Sénat et 1re lecture: Bill n° 195 (O-5 du Sénat)—M. Nixon, 219; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, 229; rapport du comité, 247; comité plénier et 3e lecture, 275; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 31, Statuts du Canada, 1957-1958.

Subsides, Comité des:

Motion de M. Diefenbaker tendant à la formation de la Chambre en comité des subsides, 13.

Motion de M. Fleming tendant à déférer au comité des subsides les messages de Son Excellence le Gouverneur général ainsi que les budgets de certaines sommes, 15, 16, 377.

La Chambre se forme en comité des subsides, 24, 157, 163, 168, 171, 207, 232, 247, 251, 303, 304, 305, 307, 311, 328, 331, 337, 338, 346, 373, 388, 392, 397.

Motion de M. Fleming invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil, proposition d'amendement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) et débat, 153, 155; la proposition d'amendement est rejetée par le vote de 32 contre 142, 156; débat sur la motion principale, qui est mise aux voix et agréée, 157; la Chambre se forme en comité des subsides, 157.

Motion de M. Fleming invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil mise aux voix et agréée, 188.

Motion de M. Fleming invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil, proposition d'amendement de M. Coldwell et débat, 258; la proposition d'amendement est rejetée par le vote de 22 contre 172, 258; la Chambre se forme en comité des subsides, 159.

Subsides, Comité des—*Fin*

Motion de M. Fleming invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil, proposition d'amendement de M. Coldwell et débat, 318; la proposition d'amendement est rejetée par le vote de 27 contre 163, 318; la Chambre se forme en comité des subsides, 319.

Motion de M. Fleming invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil, proposition d'amendement de M. Pearson, débat, proposition de sous-amendement de M. Coldwell et débat, 352; débat et la proposition de sous-amendement est rejetée par le vote de 24 contre 221, 355; la proposition d'amendement est rejetée par le vote de 95 contre 150, 357; débat sur la motion principale, 359; la Chambre se forme en comité des subsides, 359.

Le comité des subsides adopte certaines résolutions: 24 (crédits provisoires); 163 (budget principal); 168 (budget principal); 171 (budget principal); 207 (budget principal); 210 (nouveau budget supplémentaire); 232 (crédits provisoires); 306 (crédits provisoires) 311 (budget principal) 328 (budget principal) 331 (budget principal); 332 (budget supplémentaire); 332 (nouveau budget supplémentaire (2)); 334 (budget principal); 334 (nouveau budget supplémentaire (2)); 335 (budget principal); 388 (budget principal); 394 (budget principal); 397 (budget principal); 397 (budget supplémentaire); 398 (nouveau budget supplémentaire (2)).

Adoption, par la Chambre, des résolutions adoptées par le comité des subsides, 24, 164, 169, 173, 212, 232, 306, 312, 328, 334, 389, 395, 398.

Examen par le comité des subsides, des prévisions de dépenses de certains départements gouvernementaux et réception du rapport, 157, 159, 188, 319, 359.

Motion de M. Fleming portant que soient retirés du comité des subsides pour être déférés au comité permanent des Affaires extérieures certains postes du budget des dépenses de 1957-1958, 189.

Renvoi au comité des subsides de certains postes du budget des dépenses, 382.

Subsides, Loi des:

Loi des subsides n° 6, 1957.—Résolution du comité des subsides, 24; résolution du comité des voies et moyens, 24.—Bill n° 11, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958: présentation—M. Fleming, et adoption du bill à toutes ses étapes, 25; adoption au Sénat, 49; sanction royale (le 24 octobre 1957), 51.—6 Élisabeth II, chapitre 1, Statuts du Canada, 1957-1958.

Loi des subsides n° 7, 1957.—Résolution du comité des subsides, 232; résolution du comité des voies et moyens, 233.—Bill n° 198, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958: présentation—M. Fleming, et adoption du bill à toutes ses étapes, 233; adoption au Sénat, 235; sanction royale (le 5 décembre 1957), 238.—6 Élisabeth II, chapitre 9, Statuts du Canada, 1957-1958.

Loi des subsides n° 1, 1958.—Résolution du comité des subsides, 306; résolution du comité des voies et moyens, 306.—Bill n° 242, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958: présentation—M. Fleming, et adoption du bill à toutes ses étapes, 307; adoption au Sénat, 320; sanction royale (le 7 janvier 1958), 321.—6 Élisabeth II, chapitre 21, Statuts du Canada, 1957-1958.

Subvention:

Voir Salle municipale.—Union Steamships Limited.

Suisse:

Voir Services aériens.

Surintendant des assurances du Canada:

Rapport du surintendant des assurances du Canada, volume I—Précis des rapports des compagnies d'assurance du Canada pour l'année close le 31 décembre 1956 (textes français et anglais), 48.—Doc. parl. n° 54*a* (*imprimé*).

Rapport du surintendant des assurances du Canada, volume II—États annuels relatifs aux compagnies d'assurance autre que l'assurance-vie, pour l'année close le 31 décembre 1955 (textes français et anglais), 48.—Doc. parl. n° 55 (*imprimé*).

Rapport du surintendant des assurances du Canada, volume III—États annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuel, pour l'année close le 31 décembre 1955 (textes français et anglais), 48.—Doc. parl. n° 54 (*imprimé*).

Rapport du surintendant des assurances au sujet des sociétés de prêts et de fiducie pour l'année terminée le 31 décembre 1956, 360.—Doc. parl. n° 56 (*imprimé*).

Suspension de la séance:

Suspension de la séance à cause d'une panne d'électricité, 337.

T

Tarif:

Voir Commission du tarif.

Tarifs de téléphone:

Voir Commission des transports.

Tarifs-marchandises:

Voir Commission des transports.

Taschereau, L'hon. juge Robert:

Message de l'honorable juge Robert Taschereau invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Sénat, 51, 320.

Taylor, Marshall and Company:

Correspondance entre M. J. R. Taylor et le ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration, etc.: adresse (*Avis de motion n° 15)—M. Pickersgill, 87.

Taxe d'accise:

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.—Projet de motion de M. Fleming, 253; M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) invoque le Règlement, et décision de M. l'Orateur, 253; le projet de motion est agréé, 254.—Bill n° 231: présentation—M. Fleming et 1re lecture, 254; motion tendant à la 2e lecture agréée par le vote de 175 contre aucun, 265; 2e lecture et comité plénier, 266; 3e lecture, 269; adoption au Sénat, 284; sanction royale (le 20 décembre 1957), 298.—6 Élisabeth II, chapitre 14, Statuts du Canada, 1957-1958.

Télécommunications transmarines:

Voir Société canadienne des télécommunications transmarines.

Téléphone:

Voir Commission des transports.—Compagnie de Téléphone Bell du Canada.—Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce.

Terrains:

Sommes globales dépensées pour l'achat et l'aménagement du terrain destiné à des magasins militaires dans la municipalité du district de Coquitlam: ordre de la Chambre (Question n° 53)—M. Regier, 68; dépôt de la réponse, 75.—Doc. parl. n° 186.

Voir aussi Chemin de fer canadien du Pacifique.—Chemins de fer Nationaux du Canada.—Middle Caraquet (N.-B.).

Terre-Neuve:

Voir Énergie électrique.

Terres destinées aux anciens combattants:

Voir Anciens combattants.

Territoires du Nord-Ouest:

Ordonnances, chapitres 1 à 7, édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest, 18.—Doc. parl. n° 118.

Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.—Résolution: présentation, 183; adoption, 385.—Bill n° 249: présentation—M. Hamilton (Qu'Appelle), et 1re lecture, 385; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 387; adoption au Sénat, 392; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 30, Statuts du Canada, 1957-1958.

Voir aussi Alberta-Territoires du Nord- Ouest (Frontière).

Traducteurs:

Nombre de traducteurs de documents rédigés en langue russe: ordre de la Chambre (Question n° 305)—M. Fisher, 324; dépôt de la réponse, 342.—Doc. parl. n° 129*d*.

Traduction simultanée:

Motion de M. Breton portant que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un comité parlementaire qui aurait pour mandat d'étudier l'établissement d'un mode de traduction simultanée, 185; débat, 185.

Transport postal:

Voir Postes.

Transports:

Correspondance relative au congédiement de M. George W. Forrester à cause de partialité politique: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 13)—M. Henderson, 78; dépôt de la réponse, 252.—Doc. parl. n° 208.

Transports—*Fin*

État indiquant les noms de tous les propriétaires dont le ministère des Transports a exproprié les biens, etc.: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 29)—M. Chevrier, 152; dépôt de la réponse, 302.—Doc. parl. n° 221.

Rapport du ministère des Transports pour l'année terminée le 31 mars 1957, 395.—Doc. parl. n° 147.

Voir aussi Commission des transports.

Travail:

Rapport du ministère du Travail pour l'année terminée le 31 mars 1957, 18. —Doc. parl. n° 78 (*imprimé*).—Texte français, 221.

Voir aussi Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail.

Travaux publics:

Rapport du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1956 (texte français), 14.—Doc. parl. n° 125 (*imprimé*).

Correspondance relative au congédiement du contre-maître de brise-lames dans le comté de Charlotte: adresse (*Avis de motion n° 12)—M. Stuart (Charlotte), 78; dépôt de la réponse, 278.—Doc. parl. n° 214.

Rapport du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1957, 79.—Doc. parl. n° 125*a* (*imprimé*).

Voir aussi M. John MacDonald.—Virements dans les sommes du budget.

Truman, M. Ambrose:

Voir Postes.

U

Union des Républiques socialistes soviétiques:

Copie de la lettre touchant l'état actuel des relations internationales, adressée au premier ministre du Canada par le président du conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, 281.—Doc. parl. n° 216.

Copie de la lettre adressée le 8 janvier 1958 au premier ministre du Canada par le président du conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques touchant certaines propositions du gouvernement soviétique relatives à la détente dans le domaine international, 339.—Doc. parl. n° 216*a*.

Copie des propositions soumises le 8 janvier 1958 par le gouvernement soviétique concernant la détente dans le domaine international, 339.—Doc. parl. n° 216*b*.

Exemplaire de la résolution adoptée le 21 décembre 1957 par le Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmise au Gouvernement et au Parlement du Canada, 353.—Doc. parl. n° 216*c*.

Copie de la lettre adressée le 18 janvier 1958 au président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques par le premier ministre du Canada, en réponse à la lettre du 13 décembre 1957 touchant l'état actuel des relations internationales, 355.—Doc. parl. n° 216*d*.

96701—31

Union Steamships Limited:

Copie du contrat ou de l'accord intervenu entre l'*Union Steamships Limited* et le gouvernement au sujet de la demande et de l'octroi de la subvention prévue au poste n° 496 du budget des dépenses: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 43)—M. Hahn, et retrait de la motion, 232.

Usine d'énergie thermique:

Voir Énergie thermique.

Usines de force motrice:

Voir Force motrice.

Utilisation des terrains marécageux:

Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur l'utilisation des terrains marécageux dans les provinces maritimes pour l'année terminée le 31 mars 1957, 386.—Doc. parl. n° 8 (*imprimé*).

V

Vacances annuelles payées:

Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées.—Bill n° 2: présentation—M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), et 1re lecture, 19; motion tendant à la 2e lecture et débat, 64; M. Fleming invoque le Règlement et décision de M. l'Orateur, 63; débat, 97, 301.

Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux.—Bill n° 16: présentation—M. Starr, et 1re lecture, 63; motion tendant à la 2e lecture et débat, 96; débat, 293, 384; 2e lecture, comité plénier (avec amendement), 384; motion tendant à la 3e lecture et proposition d'amendement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) rejetée par le vote de 46 contre 103, 384; motion principale agréée et 3e lecture, 385; adoption au Sénat, 392; sanction royale (le 31 janvier 1958), 394.—6 Élisabeth II, chapitre 24, Statuts du Canada, 1957-1958.

Vente coopérative des produits agricoles:

Voir Produits agricoles.

Virements dans les sommes du budget:

Virements autorisés par le Trésor fédéral dans les sommes du budget principal, affectées au ministère des Travaux publics; ordre de la Chambre (Question n° 105)—M. Bourget, et dépôt immédiat de la réponse, 131.—Doc. parl. n° 192.

Virements autorisés par le conseil du Trésor dans les sommes du budget principal affectées au ministère du Nord canadien et des Ressources nationales: ordre de la Chambre (Question n° 97)—M. Lesage, et dépôt immédiat de la réponse, 160.—Doc. parl. n° 192*b*.

Voies et moyens, Comité des:

Motion de M. Diefenbaker tendant à la formation de la Chambre en comité des voies et moyens, 13.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens: 24, 233, 306.

Le comité des voies et moyens adopte certaines résolutions; 24, 233, 306.

Adoption, par la Chambre, de résolutions adoptées par le comité des voies et moyens: 25, 233, 307.

Votation avec inscription des noms:

25, 65, 112, 132, 138, 139, 156, 220, 258, 266, 270, 318, 356, 358, 365, 370, 384 393.

W

Wagons pour le transport des céréales:

Arrêté en conseil C.P. 1958-181 nommant M. John Bracken aux fins de mener une enquête sur la répartition entre les élévateurs régionaux des wagons couverts destinés au transport des céréales, 398.—Doc. parl. n° 237.

White-Bear, Réserve de:

Voir Indiens.

Windsor:

Voir Salle municipale.

Y

Yukon:

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a reçu le certificat du jugement rendu au sujet de l'élection tenue dans le district électoral du Yukon le 10 juin 1957, 37.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a adressé son mandat au directeur général des élections lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour le district électoral du Yukon, 44.

Exemplaire des témoignages déposés lors de l'instruction d'une pétition d'élection, concernant l'élection fédérale du 10 juin 1957 dans le district électoral du Yukon, 71.—Doc. parl. n° 3*a*.

Ordonnances, chapitres 1 à 15, rendues par le commissaire en conseil du territoire du Yukon, 309.—Doc. parl. n° 120*a*.

Voir aussi Nielsen.—Orateur, M. l'.

Z

Zinc et ouvrages en zinc:

Voir Commission du tarif.

LISTE DES APPENDICES—SESSION DE 1957-1958

N° 1—Témoignages déposés lors de l'instruction de la pétition concernant l'élection tenue dans le district électoral du Yukon le 10 juin 1957, p. 71.

N° 2—Bill n° 29 (K du Sénat), Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company": les témoignages, etc., rendus lors de l'étude du bill par le comité permanent de la banque et du commerce, ont été présentés avec le deuxième rapport du comité, page 187.

N° 3—Bill n° 18 (B du Sénat), Loi concernant la "British Columbia Telephone Company": les témoignages, etc., rendus lors de l'étude du bill par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, ont été présentés avec le deuxième rapport du comité, page 188.

N° 4—Bill n° 27 (C du Sénat), Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada: les témoignages, etc., rendus lors de l'étude du bill par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, ont été présentés avec le troisième rapport du comité, page 203.

N° 5—Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques: les témoignages, etc., rendus lors de l'étude du bill par le comité permanent de la banque et du commerce, ont été présentés avec le troisième rapport du comité, page 238.

N° 6—Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba; Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton; Bill n° 72 (I du Sénat), Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada: les témoignages, etc., rendus lors de l'étude des bills par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, ont été présentés avec le sixième rapport du comité, page 247.

N° 7—Bill n° 102 (X-1 du Sénat), Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd": les témoignages, etc., rendus lors de l'étude du bill par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, ont été présentés avec le huitième rapport du comité, page 262.

N° 8—Bill n° 194 (L-6 du Sénat), Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company": les témoignages, etc., rendus lors de l'étude du bill par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, ont été présentés avec le neuvième rapport du comité, page 269.

N° 9—Crédits budgétaires concernant le ministère des Affaires extérieures: les témoignages, etc., à l'occasion de leur étude par le comité permanent des affaires extérieures, ont été présentés avec le deuxième rapport du comité, page 382.

MEMBRES DU MINISTÈRE

Premier ministre	le très hon. JOHN GEORGE DIEFENBAKER
Ministre des Travaux publics et ministre suppléant de la Production de défense	l'hon. HOWARD CHARLES GREEN
Ministre des Finances et Receveur général	l'hon. DONALD METHUEN FLEMING
Ministre des Affaires des anciens combattants	l'hon. ALFRED JOHNSON BROOKS
Ministre des Transports	l'hon. GEORGE HEES
Solliciteur général du Canada	l'hon. LÉON BALCER
Ministre de la Défense nationale	l'hon. GEORGE RANDOLPH PEARKES
Ministre du Commerce	l'hon. GORDON CHURCHILL
Ministre de la Justice et Procureur général et ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration	l'hon. EDMUND DAVIE FULTON
Ministre du Revenu national	l'hon. GEORGE CLYDE NOWLAN
Ministre de l'Agriculture	l'hon. DOUGLAS SCOTT HARKNESS
Secrétaire d'État	l'hon. ELLEN LOUKS FAIRCLOUGH
Ministre des Pêcheries	l'hon. J. ANGUS MACLEAN
Ministre du Travail	l'hon. MICHAEL STARR
Ministre des Postes	l'hon. WILLIAM MCLEAN HAMILTON
Ministre sans portefeuille	l'hon. JAMES MACKERRAS MACDONNELL
Ministre sans portefeuille	l'hon. WILLIAM J. BROWNE
Ministre des Mines et des Relevés techniques	l'hon. PAUL COMTOIS
Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social	l'hon. JAY WALDO MONTEITH
Ministre du Nord canadien et des Ressources nationales	l'hon. FRANCIS ALVIN G. HAMILTON
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	l'hon. SIDNEY EARLE SMITH[1]
Ministre sans portefeuille et leader du gouvernement au Sénat	l'hon. JOHN T. HAIG

[1] Assermenté le 13 septembre 1957 et élu à l'élection partielle du 4 novembre 1957.

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

Messieurs les députés:

JOHN A. CHARLTON	au ministre de l'Agriculture
ARTHUR MALONEY	au ministre du Travail
G. ERNEST HALPENNY	au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social
RAYMOND O'HURLEY	au ministre des Mines et des Relevés techniques
MARCEL LAMBERT	au ministre de la Défense nationale
THOMAS M. BELL	au ministre du Commerce
ANGUS R. MACDONALD	au ministre des Transports
CLAYTON W. HODGSON	au ministre des Travaux publics
WALLACE B. NESBITT[1]	au premier ministre au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
WALTER G. DINSDALE	au ministre des Affaires des anciens combattants
DAVID J. WALKER	au ministre de la Justice
RICHARD A. BELL	au ministre des Finances
JOHN B. HAMILTON[2]	au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

[1] Permuté au poste d'adjoint parlementaire au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 10 janvier 1958.
[2] Nommé le 6 novembre 1957.

CHAMBRE DES COMMUNES

L'Orateur	l'hon. ROLAND MICHENER
L'Orateur suppléant et président des comités pléniers de la Chambre	M. HENRI COURTEMANCHE
Le vice-président des comités pléniers de la Chambre	M. A. C. CASSELMAN

Le greffier de la Chambre	M. LÉON-J. RAYMOND, O.B.E.
Le sergent d'armes	le lieutenant-colonel W. J. FRANKLIN, M.C., V.D.

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Vingt-troisième Parlement

AIKEN, GORDON HARVEY—Parry-Sound-Muskoka.
AITKEN, Mlle MARGARET—York-Humber.
ANDERSON, WILLIAM—Waterloo-Sud.
ARGUE, HAZEN ROBERT—Assiniboia.
ARSENAULT, NÉRÉE—Bonaventure.
ASHBOURNE, THOMAS GORDON WM.—Grand-Falls-White-Bay-Labrador.

BALCER, l'hon. LÉON—Trois-Rivières.
BARBÈS, CHARLES-NOËL—Chapleau.
BARNETT, THOMAS SPEAKMAN—Comox-Alberni.
BASKIN, JAMES WILLIAM—Renfrew-Sud.
BATTEN, HERMAN MAXWELL—Humber-St. George's.
BEAUDOIN, l'hon. LOUIS-RENÉ—Vaudreuil-Soulanges.
BEAUDRY, ROLAND—Saint-Jacques.
BEECH, WILLIAM GEORGE—York-Sud.
BÉGIN, RENÉ—Québec-Ouest.
BELL, RICHARD A.—Carleton.
BELL, THOMAS MILLER—Saint-Jean-Albert.
BENIDICKSON, WILLIAM MOORE—Kenora-Rainy River.
BEST, CHARLES ALEXANDER—Halton.
BLACKMORE, JOHN H.—Lethbridge.
BLANCHETTE, JOSEPH-ADÉODAT—Compton-Frontenac.
BOIVIN, MARCEL—Shefford.
BONNIER, JOSEPH-ARSÈNE—Saint-Henri.
BOUCHER, JEAN—Châteauguay-Huntingdon-Laprairie.
BOULANGER, SAMUEL—Drummond-Arthabaska.
BOURGET, MAURICE—Lévis.
BOURQUE, ROMUALD—Outremont-Saint-Jean.
BRASSARD, AUGUSTIN—Lapointe.
BRETON, MAURICE—Joliette-L'Assomption-Montcalm.
BRISSON, LOMER—Saguenay.
BROOKS, l'hon. ALFRED JOHNSON—Royal.
BROOME, ERNEST JAMES—Vancouver-Sud.
BROWN, DONALD FERGUSON—Essex-Ouest.
BROWNE, l'hon. WILLIAM J.—Saint-Jean-Ouest.
BRYCE, W. SCOTTIE—Selkirk.
BRYSON, HUGH ALEXANDER—Humboldt-Melfort.
BYRNE, JAMES A.—Kootenay-Est.

CAMERON, COLIN—Nanaïmo.
CAMPBELL, ALEXANDER MAXWELL—The Battlefords.
CAMPBELL, ERNEST JOHN—Lambton-Kent.
CANNON, CHARLES-ARTHUR—Îles-de-la-Madeleine.
CARDIFF, LEWIS ELSTON—Huron.
CARDIN, LOUIS-JOSEPH-LUCIEN—Richelieu-Verchères.
CARON, ALEXIS—Hull.
CARTER, CHESLEY WILLIAM—Burin-Burgeo.
CASSELMAN, ARZA CLAIR—Grenville-Dundas.
CASTLEDEN, GEORGE HUGH—Yorkton.
CATHERS, CECIL A.—York-Nord.
CAUCHON, ROBERT—Beauharnois-Salaberry.
CHABOT, BENOIT—Kamouraska.
CHARLTON, JOHN A.—Brant-Haldimand.
CHEVRIER, l'hon. LIONEL—Laurier.
CHOWN, GORDON—Winnipeg-Sud.
CHRISTIAN, FRANK CLAUS—Okanagan-Boundary.
CHURCHILL, l'hon. GORDON—Winnipeg-Sud-Centre.
COATES, ROBERT CARMAN—Cumberland.
COLDWELL, MAJOR JAMES—Rosetown-Biggar.
COMTOIS, l'hon. PAUL—Nicolet-Yamaska.
COURTEMANCHE, HENRI—Labelle.
CRESTOHL, LEON D.—Cartier.
CROUSE, LLOYD ROSEVILLE—Queens-Lunenburg.

DECHÊNE, JOSEPH-MIVILLE—Athabasca.
DEMERS, LÉOPOLD—Laval.
DENIS, AZELLUS—Saint-Denis.

DENISET, LOUIS—Saint-Boniface.
DESCHATELETS, JEAN-PAUL—Maisonneuve-Rosemont.
DESLIÈRES, JOSEPH-LÉON—Brome-Missisquoi.
DIEFENBAKER, le très hon. JOHN GEORGE—Prince Albert.
DINSDALE, WALTER GILBERT—Brandon-Souris.
DOUCETT, GEORGE HENRY—Lanark.
DUMAS, ARMAND—Villeneuve.
DUPUIS, HECTOR—Sainte-Marie.

ELLIS, CLAUDE—Regina-City.
ENGLISH, ROLAND—Gaspé.
EUDES, RAYMOND-PIERRE—Hochelaga.

FAIRCLOUGH, l'hon. ELLEN LOUKS—Hamilton-Ouest.
FAIRFIELD, GEORGE CLARK—Portage-Neepawa.
FISHER, DOUGLAS MASON—Port-Arthur.
FLEMING, l'hon. DONALD METHUEN—Eglinton.
FORGIE, JAMES MOFFAT—Renfrew-Nord.
FRASER, GORDON KNAPMAN—Peterborough.
FULTON, l'hon. EDMUND DAVIE—Kamloops.

GARDINER, le très hon. JAMES GARFIELD—Melville.
GARLAND, JOHN R.—Nipissing.
GAUTHIER, ANDRÉ—Lac-Saint-Jean.
GAUTHIER, J.-LÉODA—Nickel Belt.
GAUTHIER, PIERRE—Portneuf.
GAUTHIER, ROSAIRE—Chicoutimi.
GINGRAS, ERNEST-O.—Richmond-Wolfe.
GINGUES, MAURICE—Sherbrooke.
GOUR, JOSEPH-OMER—Russell.
GREEN, l'hon. HOWARD CHARLES—Vancouver-Quadra.
GRILLS, LEE E.—Hastings-Sud.

HABEL, JOSEPH-A.—Cochrane.
HAHN, FREDERICK GEORGE J.—New-Westminster.
HAIDASZ, STANLEY—Trinity.
HALES, ALFRED DRYDEN—Wellington-Sud.
HALPENNY, GEORGE ERNEST—London.
HAMILTON, l'hon. FRANCIS ALVIN GEORGE—Qu'Appelle.
HAMILTON, JOHN BORDEN—York-Ouest.
HAMILTON, l'hon. WILLIAM McLEAN—Notre-Dame-de-Grâce.
HANSELL, ERNEST GEORGE—Macleod.
HARDIE, MERVYN ARTHUR—Mackenzie-River.
HARKNESS, l'hon. DOUGLASS SCOTT—Calgary-Nord.
HARRISON, JOHN HORNBY—Meadow-Lake.
HEES, l'hon GEORGE HARRIS—Broadview.
HENDERSON, WILLIAM JAMES—Kingston.
HERRIDGE, HERBERT WILFRED—Kootenay-Ouest.
HODGSON, CLAYTON WESLEY—Victoria (Ont.).
HOLOWACH, AMBROSE A.—Edmonton-Est.
HOUCK, WILLIAM LIMBURG—Niagara-Falls.
HOWARD, FRANK—Skeena.
HOWE, WILLIAM MARVIN—Wellington-Huron.
HUFFMAN, EDWARD BLAKE—Kent (Ont.).

IRWIN, THOMAS JAMES—Burnaby-Richmond.

JOHNSON, WILLIS MERWYN—Kindersley.
JOHNSTON, CHARLES EDWARD—Bow-River.
JONES, HENRY FRANK—Saskatoon.
JORGENSON, WARNER HERBERT—Provencher.
JUNG, DOUGLAS—Vancouver-Centre.

KENNEDY, CYRIL FROST—Colchester-Hants.
KIRK, THOMAS ANDREW MURRAY—Shelburne-Yarmouth-Clare.
KNOWLES, JOHN EVANS—Norfolk.
KNOWLES, STANLEY HOWARD—Winnipeg-Nord-Centre.
KUCHEREPA, JOHN WILLIAM—High Park.

LACROIX, WILFRID—Québec-Montmorency.
LAFLAMME, OVIDE—Bellechasse.
LAFONTAINE, JOSEPH—Mégantic.
LAMBERT, MARCEL-JOSEPH-AIMÉ—Edmonton-Ouest.
LANDRY, J.-ARMAND—Dorchester.
LANGLOIS, JOSEPH—Berthier-Maskinongé-Delanaudière.
LAVIGNE, ALBERT PETER—Stormont.
LEBOE, BERT RAYMOND—Cariboo.
LEDUC, RODOLPHE—Gatineau.
LEDUC, YVES—Verdun.
LEGARÉ, GÉRARD—Rimouski.
LENNARD, FRANK E.—Wentworth.
LESAGE, l'hon. JEAN—Montmagny-L'Islet.
LEWRY, LOUIS—Moose Jaw-Lake Centre.
L'HEUREUX, YVON—Chambly-Rouville.
LOISELLE, JOSEPH-ROMÉO-JEAN-GÉRARD—Sainte-Anne.
LOW, SOLON EARL—Peace-River.

MACDONALD, ALEXANDER BARRETT—Vancouver-Kingsway.
MACDONALD, ANGUS RONALD—Antigonish-Guysborough.
MACDONALD, JOHN AUGUSTINE—Kings.
MACDONNELL, l'hon. JAMES MACKERRAS—Greenwood.
MACEACHEN, ALLAN JOSEPH—Inverness-Richmond.
MACEWAN, H. RUSSELL—Pictou.
MACINNIS, DONALD—Cap-Breton-Sud.
MACLEAN, l'hon. J. ANGUS—Queens.
MACNAUGHTON, ALAN AYLESWORTH—Mont-Royal.
MACQUARRIE, HEATH NELSON—Queens.
MACRAE, JOHN CHESTER—York-Sunbury.
MALONEY, ARTHUR—Parkdale.
MALTAIS, AUGUSTE—Charlevoix.
MANDZIUK, NICHOLAS—Marquette.
MARLER, l'hon. GEORGE CARLYLE—Saint-Antoine-Westmount.
MARTIN, MURDO WILLIAM—Timmins.
MARTIN, l'hon. PAUL—Essex-Est.
MARTINI, QUINTO A.—Hamilton-Est.
MCBAIN, JAMES ALEXANDER—Elgin.
MCCLEAVE, ROBERT JARDINE—Halifax.
MCCULLOUGH, EDWARD GEORGE—Moose-Mountain.
MCDONALD, ROBERT MATHEW TURNBULL—Hamilton-Sud.
MCGEE, FRANK C.—York-Scarborough.
MCGRATH, JAMES A.—Saint-Jean-Est.
MCGREGOR, ROBERT HENRY—York-Est.
MCILRAITH, GEORGE J.—Ottawa-Ouest.
MCIVOR, DAN—Fort-William.
MCLEOD, GEORGE WILLIAM—Okanagan-Revelstoke.
MCMILLAN, WILLIAM HECTOR—Welland.
MCPHILLIPS, ALBERT DEBURGO—Victoria (C.-B.)
MCWILLIAM, GEORGE ROY—Northumberland-Miramichi
MÉNARD, J.-ARMAND—Saint-Jean-Iberville-Napierville.
MEUNIER, ADRIEN—Papineau.
MICHAUD, HERVÉ-J.—Kent (N.-B.).
MICHENER, l'hon. DANIEL ROLAND—Saint-Paul's.
MILLIGAN, CLARENCE A.—Prince-Edward-Lennox.
MITCHELL, DAVID ROGGER—Sudbury.
MONETTE, MARCEL—Mercier.
MONTEITH, l'hon. JAY WALDO—Perth.
MONTGOMERY, GAGE W.—Victoria-Carleton.
MORRIS, EDMUND L.—Halifax.
MORTON, MURRAY DOUGLAS—Davenport.
MUIR, GEORGE ROBSON—Lisgar.
MUIR, ROBERT—Cap-Breton-Nord et Victoria.
MURPHY, HENRY—Westmorland.
MURPHY, JOSEPH WARNER—Lambton-Ouest.

NESBITT, WALLACE BICKFORD—Oxford.
NICHOLSON, ALEXANDER MALCOLM—Mackenzie.
[1]NIELSEN, ERIK—Yukon.
NIXON, GEORGE EWART—Algoma-Ouest.
NOBLE, PERCY VERNER—Grey-Nord.
NOWLAN, l'hon. GEORGE CLYDE—Digby-Annapolis-Kings.

O'HURLEY, RAYMOND—Lotbinière.
OLSON, HORACE ANDREW—Medicine-Hat.

PALLETT, JOHN CAMERON—Peel.
PATTERSON, ALEXANDER BELL—Fraser-Valley.
PEARKES, l'hon. GEORGE RANDOLPH—Esquimalt-Saanich.
PEARSON, l'hon. LESTER B.—Algoma-Est.
PETERS, ARNOLD—Timiskaming.
PHILLIPS, ORVILLE HOWARD—Prince.
PICKERSGILL, l'hon. JOHN WHITNEY—Bonavista-Twillingate.
POULIN, RAOUL—Beauce.
POWER, FRANK GAVAN—Québec-Sud.
PRATT, JOHN—Jacques-Cartier-Lasalle.
PROUDFOOT, HUGH—Pontiac-Témiscamingue.

QUELCH, VICTOR—Acadia.

RATELLE, J.-GEORGES—Lafontaine.
RAYMOND, RAYMOND—Terrebonne.
REA, CHARLES EDWARD—Spadina.
REGIER, ERHART—Burnaby-Coquitlam.
RICARD, THÉOGÈNE—Saint-Hyacinthe-Bagot.
RICHARD, JEAN-T.—Ottawa-Est.
RICHARD, JOSEPH-ADOLPHE—Saint-Maurice-Laflèche.
RICHARDSON, CLAUDE S.—Saint-Laurent-Saint-Georges.
ROBERGE, LOUIS-ÉDOUARD—Stanstead.
ROBICHAUD, HEDARD-J.—Gloucester.
ROBINSON, ANDREW ERNEST—Bruce.
ROCHEFORT, JOSEPH-IRÉNÉE—Champlain.
ROULEAU, GUY—Dollard.
ROWE, l'hon. WILLIAM EARL—Dufferin-Simcoe.
RYNARD, PHILIP BERNARD—Simcoe-Est.

ST-LAURENT, JEAN-PAUL—Témiscouata.
ST-LAURENT, le très hon. LOUIS-S. Québec-Est.
SCHNEIDER, NORMAN CHRISTOPH—Waterloo-Nord.
SCHULZ, JACOB—Springfield.

[1] Élu à l'élection partielle du 16 décembre 1957.

SHAW, FREDERICK DAVIS—Red-Deer.
[2]SIMMONS, JAMES AUBREY—Yukon.
SIMPSON, ROBERT—Churchill.
SINCLAIR, l'hon. JAMES—Coast-Capilano.
SMALL, ROBERT HARDY—Danforth.
SMITH, ARTHUR R.—Calgary-Sud.
SMITH, HEBER EDGAR—Simcoe-Nord.
SMITH, JAMES ALEXANDER—Battle-River-Camrose.
SMITH, JOHN—Lincoln.
[3]SMITH, l'hon. SIDNEY E.—Hastings-Frontenac.
STANTON, HAYDEN—Leeds.
STARR, l'hon. MICHAEL—Ontario.
STEFURA, PETER—Vegreville.
STEWART, ALISTAIR—Winnipeg-Nord.
STICK, LEONARD TRETHEWEY—Trinity-Conception.
STINSON, FRED COLES—York-Centre.
STUART, A. WESLEY—Charlotte.
STUDER, IRVIN WILLIAM—Swift Current-Maple Creek.

TAYLOR, JOHN RUSSELL—Vancouver-Burrard.
THIBAULT, LÉANDRE—Matapédia-Matane.
THOMAS, RAY—Wetaskiwin.
THOMAS, WILLIAM HOWELL ARTHUR—Middlesex-Ouest.
THOMPSON, BENJAMIN COPE—Northumberland.
THOMPSON, SYDNEY HERBERT STEWART—Edmonton-Strathcona.
THRASHER, RICHARD DEVERE—Essex-Sud.
TUCKER, WALTER ADAM—Rosthern.

VALOIS, PHILIPPE—Argenteuil-Deux-Montagnes.
VAN HORNE, JOSEPH-CHARLES—Restigouche-Madawaska.
VILLENEUVE, GEORGES—Roberval.
VILLENEUVE, OSIE-F.—Glengarry-Prescott.
VINCENT, AUGUSTE—Longueuil.
VIVIAN, PERCY—Durham.

WALKER, DAVID JAMES—Rosedale.
WHITE, HARRY OLIVER—Middlesex-Est.
WINCH, HAROLD E.—Vancouver-Est.
WINKLER, ERIC ALFRED—Grey-Bruce.
WRATTEN, JACK—Brantford.

YUILL, CHARLES—Jasper-Edson.

ZAPLITNY, FRED S.—Dauphin.

[2] Élection annulée le 23 octobre 1957.
[3] Élu à l'élection partielle du 4 novembre 1957.

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES REPRÉSENTÉES À LA

CHAMBRE DES COMMUNES

Vingt-troisième Parlement

ACADIA—Quelch, Victor.
ALGOMA-EST—Pearson, l'hon. Lester B.
ALGOMA-OUEST—Nixon, George Ewart.
ANTIGONISH-GUYSBOROUGH—MacDonald, Angus Ronald.
ARGENTEUIL-DEUX-MONTAGNES—Valois, Philippe.
ASSINIBOIA—Argue, Hazen Robert.
ATHABASCA—Dechêne, Joseph-Miville.

BATTLE-RIVER-CAMROSE— Smith, James Alexander.
BEAUCE—Poulin, Raoul.
BEAUHARNOIS-SALABERRY—Cauchon, Robert.
BELLECHASSE—Laflamme, Ovide.
BERTHIER-MASKINONGÉ-DELANAUDIÈRE—Langlois, Joseph.
BONAVENTURE—Arsenault, Nérée.
BONAVISTA-TWILLINGATE—Pickersgill, l'hon. John Whitney.
BOW-RIVER—Johnston, Charles Edward.
BRANDON-SOURIS—Dinsdale, Walter Gilbert.
BRANTFORD—Wratten, Jack.
BRANT-HALDIMAND—Charlton, John A.
BROADVIEW—Hees, l'hon. George Harris.
BROME-MISSISQUOI—Deslières, Joseph-Léon.
BRUCE—Robinson, Andrew Ernest.
BURIN-BURGEO—Carter, Chesley William.
BURNABY-COQUITLAM—Regier, Erhart.
BURNABY-RICHMOND—Irwin, Thomas James.

CALGARY-NORD—Harkness, l'hon. Douglas Scott.
CALGARY-SUD—Smith, Arthur R.
CAP-BRETON-NORD ET VICTORIA—Muir, Robert.
CAP-BRETON-SUD—MacInnis, Donald.
CARIBOO—Leboe, Bert Raymond.
CARLETON—Bell, Richard A.
CARTIER—Crestohl, Leon David.
CHAMBLY-ROUVILLE—L'Heureux, Yvon.
CHAMPLAIN—Rochefort, Joseph-Irénée
CHAPLEAU—Barbès, Charles-Noël.
CHARLEVOIX—Maltais, Auguste.
CHARLOTTE—Stuart, A. Wesley.
CHÂTEAUGUAY-HUNTINGDON-LAPRAIRIE—Boucher, Jean.
CHICOUTIMI—Gauthier, Rosaire.
CHURCHILL—Simpson, Robert.
COAST-CAPILANO—Sinclair, l'hon. James.
COCHRANE—Habel, Joseph-A.
COLCHESTER-HANTS—Kennedy, Cyril Frost.
COMOX-ALBERNI—Barnett, Thomas Speakman.
COMPTON-FRONTENAC—Blanchette, Joseph-Adéodat.
CUMBERLAND—Coates, Robert Carman.

DANFORTH—Small, Robert Hardy.
DAUPHIN—Zaplitny, Fred S.
DAVENPORT—Morton, Murray Douglas.
DIGBY-ANNAPOLIS-KINGS—Nowlan, l'hon. George Clyde.
DOLLARD—Rouleau, Guy.
DORCHESTER—Landry, J.-Armand.
DRUMMOND-ARTHABASKA—Boulanger, Samuel.
DUFFERIN-SIMCOE—Rowe, l'hon. William Earl.
DURHAM—Vivian, Percy.

EDMONTON-EST—Holowach, Ambrose A.
EDMONTON-OUEST—Lambert, Marcel-Joseph-Aimé.
EDMONTON-STRATHCONA—Thompson, Sydney Herbert S.
EGLINTON—Fleming, l'hon. Donald Methuen.
ELGIN—McBain, James Alexander.
ESQUIMALT-SAANICH—Pearkes, l'hon. George Randolph.
ESSEX-EST—Martin, l'hon. Paul.
ESSEX-OUEST—Brown, Donald Ferguson.
ESSEX-SUD—Thrasher, Richard Devere.

FORT-WILLIAM—McIvor, Dan.
FRASER-VALLEY—Patterson, Alexander Bell.

GASPÉ—English, Roland.
GATINEAU—Leduc, Rodolphe.
GLENGARRY-PRESCOTT—Villeneuve, Osie-F.
GLOUCESTER—Robichaud, Hedard-J.
GRAND FALLS-WHITE BAY-LABRADOR—Ashbourne, Thomas Gordon.
GREENWOOD—Macdonnell, l'hon. James MacKerras.
GRENVILLE-DUNDAS—Casselman, Arza Clair.
GREY-BRUCE—Winkler, Eric Alfred.
GREY-NORD—Noble, Percy Verner.

HALIFAX—McCleave, Robert Jardine.
Morris, Edmund L.
HALTON—Best, Charles Alexander.
HAMILTON-EST—Martini, Quinto A.
HAMILTON-OUEST—Fairclough, l'hon. Ellen Louks.
HAMILTON-SUD—McDonald, Robert Mathew Turnbull.
HASTINGS-FRONTENAC[1]—Smith, l'hon. Sidney E.
HASTINGS-SUD—Grills, Lee E.
HIGH PARK—Kucherepa, John William.
HOCHELAGA—Eudes, Raymond-Pierre.
HULL—Caron, Alexis.
HUMBER-ST. GEORGE'S—Batten, Herman Maxwell.
HUMBOLDT-MELFORT—Bryson, Hugh Alexander.
HURON—Cardiff, Lewis Elston.

ÎLES-DE-LA-MADELEINE—Cannon, Charles-Arthur.
INVERNESS-RICHMOND—MacEachen, Allan Joseph.

JACQUES-CARTIER-LASALLE—Pratt, John.
JASPER-EDSON—Yuill, Charles.
JOLIETTE-L'ASSOMPTION-MONTCALM—Breton, Maurice.

KAMLOOPS—Fulton, l'hon. Edmund Davie.
KAMOURASKA—Chabot, Benoit.
KENORA-RAINY RIVER—Benidickson, William Moore.
KENT, (N.-B.)—Michaud, Hervé-J.
KENT (Ont.)—Huffman, Edward Blake.
KINDERSLEY—Johnson, Willis Merwyn.
KINGS—Macdonald, John Augustine.
KINGSTON—Henderson, William James.
KOOTENAY-EST—Byrne, James.
KOOTENAY-OUEST—Herridge, Herbert Wilfred.

LABELLE—Courtemanche, Henri.
LAC-SAINT-JEAN—Gauthier, André.
LAFONTAINE—Ratelle, J.-Georges.
LAMBTON-KENT—Campbell, Ernest John.
LAMBTON-OUEST—Murphy, Joseph Warner.
LANARK—Doucett, George Henry.
LAPOINTE—Brassard, Augustin.
LAURIER—Chevrier, l'hon. Lionel.
LAVAL—Demers, Léopold.
LEEDS—Stanton, Hayden.
LETHBRIDGE—Blackmore, John Horne.
LÉVIS—Bourget, Maurice.
LINCOLN—Smith, John.
LISGAR—Muir, George Robson.
LONDON—Halpenny, George Ernest.
LONGUEUIL—Vincent, Auguste.
LOTBINIÈRE—O'Hurley, Raymond.

MACKENZIE—Nicholson, Alexander Malcolm.
MACKENZIE-RIVER—Hardie, Mervyn Arthur.
MACLEOD—Hansell, Ernest George.
MAISONNEUVE-ROSEMONT—Deschatelets, Jean-Paul.
MARQUETTE—Mandziuk, Nicholas.
MATAPÉDIA-MATANE—Thibault, Léandre.
MEADOW-LAKE—Harrison, John Hornby.
MEDICINE-HAT—Olson, Horace Andrew.
MÉGANTIC—Lafontaine, Joseph.
MELVILLE—Gardiner, le très hon. James Garfield.
MERCIER—Monette, Marcel.
MIDDLESEX-EST—White, Harry Oliver.
MIDDLESEX-OUEST—Thomas, William Howell Arthur.
MONTMAGNY-L'ISLET—Lesage, l'hon. Jean.
MONT-ROYAL—Macnaughton, Allan Aylesworth.
MOOSE JAW-LAKE CENTRE—Lewry, Louis Harrington.
MOOSE-MOUNTAIN—McCullough, Edward George.

NANAÏMO—Cameron, Colin.
NEW-WESTMINSTER—Hahn, Frederick George J.
NIAGARA-FALLS—Houck, William Limburg.
NICKEL BELT—Gauthier, J.-Léoda.
NICOLET-YAMASKA—Comtois, l'hon. Paul.
NIPISSING—Garland, John R.

[1] M. G. S. White a été appelé au Sénat le 20 septembre 1957; l'hon. Sidney E. Smith a été élu à l'élection partielle du 4 novembre 1957.

NORFOLK—Knowles, John Evans.
NORTHUMBERLAND—Thompson, Benjamin Cope.
NORTHUMBERLAND-MIRAMICHI—McWilliam, George Roy.
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE—Hamilton, l'hon. William McLean.

OKANAGAN-BOUNDARY—Christian, Frank Claus.
OKANAGAN-REVELSTOKE—McLeod, George William.
ONTARIO—Starr, l'hon. Michael.
OTTAWA-EST—Richard, Jean-T.
OTTAWA-OUEST—McIlraith, George J.
OUTREMONT-SAINT-JEAN—Bourque, Romuald.
OXFORD—Nesbitt, Wallace Bickford.

PAPINEAU—Meunier, Adrien.
PARKDALE—Maloney, Arthur.
PARRY-SOUND-MUSKOKA—Aiken, Gordon Harvey.
PEACE-RIVER—Low, Solon Earl.
PEEL—Pallett, John Cameron.
PERTH—Monteith, l'hon. Jay Waldo.
PETERBOROUGH—Fraser, Gordon Knapman.
PICTOU—MacEwan, H. Russell.
PONTIAC-TÉMISCAMINGUE—Proudfoot, Hugh.
PORTAGE-NEEPAWA—Fairfield, George Clark.
PORT-ARTHUR—Fisher, Douglas Mason.
PORTNEUF—Gauthier, Pierre.
PRINCE—Phillips, Orville Howard.
PRINCE-ALBERT—Diefenbaker, le très hon. John George.
PRINCE-EDWARD-LENNOX—Milligan, Clarence A.
PROVENCHER—Jorgensen, Warner Herbert.

QU'APPELLE—Hamilton, l'hon. Francis Alvin George.
QUÉBEC-EST—St-Laurent, le très hon. Louis-S.
QUÉBEC-MONTMORENCY—LaCroix, Wilfrid.
QUÉBEC-OUEST—Bégin, René.
QUÉBEC-SUD—Power, Frank Gavan.
QUEENS—MacLean, l'hon. J. Angus. Macquarrie, Heath Nelson.
QUEENS-LUNENBURG—Crouse, Lloyd Roseville.

RED DEER—Shaw, Frederick Davis.
REGINA-CITY—Ellis, Claude.
RENFREW-NORD—Forgie, James Moffat.
RENFREW-SUD—Baskin, James William.
RESTIGOUCHE-MADAWASKA—Van Horne, Joseph-Charles.
RICHELIEU-VERCHÈRES—Cardin, Louis-Joseph-Lucien.
RICHMOND-WOLFE—Gingras, Ernest-O.
RIMOUSKI—Legaré, Gérard.
ROBERVAL—Villeneuve, Georges.
ROSEDALE—Walker, David James.
ROSETOWN-BIGGAR—Coldwell, Major James.
ROSTHERN—Tucker, Walter Adam.
ROYAL—Brooks, l'hon. Alfred Johnson.
RUSSELL—Gour, Joseph-Omer.

SAGUENAY—Brisson, Lomer.
SAINT-ANTOINE-WESTMONT—Marler, l'hon. George Carlyle.
SAINT-BONIFACE—Deniset, Louis.
SAINT-DENIS—Denis, Azellus.
SAINT-HENRI—Bonnier, Joseph-Arsène.
SAINT-HYACINTHE-BAGOT—Ricard, Théogène.
SAINT-JACQUES—Beaudry, Roland.
SAINT-JEAN-ALBERT—Bell, Thomas Miller.
SAINT-JEAN-EST—McGrath, James A.
SAINT-JEAN-IBERVILLE-NAPIERVILLE—Ménard, J.-Armand.
SAINT-JEAN-OUEST—Browne, l'hon. William J.
SAINT-LAURENT-SAINT-GEORGES—Richardson, Claude S.
SAINT-MAURICE-LAFLÈCHE—Richard, Joseph-Adolphe.
SAINT-PAUL'S—Michener, l'hon. Daniel Roland.
SAINTE-ANNE—Loiselle, Joseph-Roméo-Jean-Gérard.
SAINTE-MARIE—Dupuis, Hector.
SASKATOON—Jones, Henry Frank.
SELKIRK—Bryce, W. Scottie.
SHEFFORD—Boivin, Marcel.
SHELBOURNE-YARMOUTH-CLARE—Kirk, Thomas Andrew Murray.
SHERBROOKE—Gingues, Maurice.
SIMCOE-EST—Rynard, Philip Bernard.
SIMCOE-NORD—Smith, Heber Edgar.
SKEENA—Howard, Frank.
SPADINA—Rea, Charles Edward.
SPRINFIELD—Schulz, Jacob.
STANSTEAD—Roberge, Louis-Édouard.
STORMONT—Lavigne, Albert Peter.
SUDBURY—Mitchell, David Rodger.
SWIFT CURRENT-MAPLE CREEK—Studer, Irvin William.

TÉMISCOUATA—St-Laurent, Jean-Paul.
TERREBONNE—Raymond, Raymond.
THE BATTLEFORDS—Campbell, Alexander Maxwell.

TIMISKAMING—Peters, Arnold.
TIMMINS—Martin, Murdo William.
TRINITY—Haidasz, Stanley.
TRINITY-CONCEPTION—Stick, Leonard Trethewey.
TROIS-RIVIÈRES—Balcer, l'hon. Léon.

VANCOUVER-BURRARD—Taylor, John Russell.
VANCOUVER-CENTRE—Jung, Douglas.
VANCOUVER-EST—Winch, Harold Edward.
VANCOUVER-KINGSWAY—Macdonald, Alexander Barrett.
VANCOUVER-QUADRA—Green, l'hon. Howard Charles.
VANCOUVER-SUD—Broome, Ernest James.
VAUDREUIL-SOULANGES—Beaudoin, l'hon. Louis-René.
VEGREVILLE—Stefura, Peter.
VERDUN—Leduc, Yves.
VICTORIA (C.-B.)—McPhillips, Albert DeBurgo.
VICTORIA (Ont.)—Hodgson, Clayton Wesley.
VICTORIA-CARLETON—Montgomery, Gage W.
VILLENEUVE—Dumas, Armand.

WATERLOO-NORD—Schneider, Norman Christoph.
WATERLOO-SUD—Anderson, William.
WELLAND—McMillan, William Hector.
WELLINGTON-HURON—Howe, William Marvin.
WELLINGTON-SUD—Hales, Alfred Dryden.
WENTWORTH—Lennard, Frank E.
WESTMORLAND—Murphy, Henry.
WETASKIWIN—Thomas, Ray.
WINNIPEG-NORD—Stewart, Alistair.
WINNIPEG-NORD-CENTRE—Knowles, Stanley Howard.
WINNIPEG-SUD—Chown, Gordon.
WINNIPEG-SUD-CENTRE—Churchill, l'hon. Gordon.

YORK CENTRE—Stinson, Fred Coles.
YORK-EST—McGregor, Robert Henry.
YORK-HUMBER—Aitken, Mlle Margaret.
YORK-NORD—Cathers, Cecil A.
YORK-OUEST—Hamilton, John Borden.
YORK-SCARBOROUGH—McGee, Frank C.
YORK-SUD—Beech, William George.
YORK-SUNBURY—MacRae, John Chester.
YORKTON—Castleden, George Hugh.
YUKON[2]—Nielsen, Erik.

[2] L'élection de M. J. A. Simmons a été annulée le 23 octobre 1957; M. Erik Nielsen a été élu à l'élection partielle du 16 décembre 1957.